

Au Tigré et en Erythrée

Cinq millions d'Éthiopiens menacés par la famine

Agir vite

Alors que les terribles images de la précédente famine - qui fit sans doute un million de morts - hantent encore les mémoires, une nouvelle disette menace l'Éthiopie. En 1984-1985, la catastrophe, quotidiennement télévisée en direct, avait brutalement frappé les consciences. Comme pour se repentir d'avoir été prise au dépourvu, la communauté internationale s'était alors mobilisée. La vague de solidarité fut aussi spectaculaire que tardive. Cette fois, nul ne pourra pleurer la surprise. Sur le terrain, les experts ont « programmé » le fléau depuis août. Le gouvernement a estimé ses besoins et alerté à temps les traditionnels pays donateurs. Plus de cinq millions de paysans, victimes d'une impitoyable sécheresse, sont en péril. Pour les nourrir jusqu'à la prochaine récolte, en octobre 1988, l'Éthiopie devra recevoir un million de tonnes de céréales supplémentaires. Ses stocks actuels lui permettront en effet de « tenir » seulement quelques semaines.

Faute d'agir vite, les campagnes éthiopiennes seront inévitablement le lieu d'un nouveau désastre. Le Comité européen d'aide alimentaire a été le plus prompt à offrir ses services. Elle vient d'affecter 70 millions de francs à l'organisation d'un pont aérien entre les ports de la mer Rouge et les régions sinistrées. Sur place, cependant, les responsables ne semblent pas avoir tiré toutes les leçons du passé. Certes, dans ce pays immense et cloisonné, l'acheminement des secours vers ceux qui les attendent reste une tâche titanesque. Mais les autorités n'ont pas résolu certains problèmes logistiques à leur portée.

Il y a trois ans, la sécheresse avait affecté une grande partie du pays. Cette fois, elle frappe surtout deux provinces parmi les plus peuplées, mais ce sont précisément celles - l'Erythrée et le Tigré - où une interminable guerre civile fait rage entre l'armée gouvernementale et des maquisards rebelles.

Le pouvoir central oscille entre la tentation de « punir » les populations locales, jugées trop complaisantes envers les insurgés, et le désir de tirer un profit politique de l'aide distribuée aux nécessiteux. Les « abîmes », quant à eux, sont tentés de perturber l'acheminement d'une aide dont le contrôle leur échappe. Ainsi, la Front populaire de libération de l'Erythrée a attaqué, fin octobre, un convoi de vivres qu'on pouvait croire protégé par la bannière de l'ONU.

À terme, le problème de la famine devra trouver une solution politique, si la collectivisation forcée des entreprises depuis dix ans et le régime militaire n'a fait le rendre les campagnes éthiopiennes plus vulnérables aux crises de disette. L'expérience « fermes d'État » est un fiasco, les petits producteurs, trop brièvement rémunérés, sont mobilisés. Au lieu de se contenter de tendre une nouvelle « leur sabbat en Occident » - le régime communiste restant indifférent à leurs maux - les préto-ma marxistes d'Addis-Abeba valent plutôt trouver les moyens d'encourager leurs paysans à produire le pain qui, aujourd'hui, leur manque.



0147-11250-450 F
90147004500 11250

Après le compromis budgétaire américain

Baisse concertée des taux en RFA et en France

Après le compromis intervenu à Washington entre le Congrès et la Maison Blanche sur la réduction du déficit budgétaire américain, l'Allemagne fédérale a voulu contribuer à calmer les marchés financiers. La Bundesbank a annoncé, le mardi 24 novembre, la baisse d'un quart de point de l'un de ses taux d'intérêt directeurs. Dans la foulée, la Banque de France a décidé de réduire deux de ses taux directeurs d'un quart de point. Ces deux décisions ont été prises « en étroite liaison », souligne la Banque de France dans un communiqué.

Pour la seconde fois en moins d'un mois, Allemands et Français ont procédé, le mardi 25 novembre, à un mouvement concerté sur les taux d'intérêt. Le 5 novembre dernier, l'objectif des autorités monétaires allemandes et françaises était d'abord de défendre la parité entre le mark et le franc. La Banque de France avait dû se résigner à une hausse de trois quarts de point, de ses taux directeurs avec le risque de provoquer en France un renchérissement crédit préjudiciable à l'activité. La Bundesbank au contraire avait accepté de réduire deux de ses taux d'intervention, signe de bonne volonté en direction des Américains.

Aujourd'hui, la situation est différente. Les Américains ont fait un

pas. La balle était dans le camp des Allemands et la Bundesbank ne s'est pas dérobée. Elle a annoncé, mardi 24 novembre, une baisse d'un quart de point de son taux de prise en pension d'effets commerciaux, l'un des principaux taux directeurs en RFA, qui passe de 3,50 % à 3,25 %. Cette mesure devrait favoriser une diminution du coût du crédit en RFA. Les pressions étant moins fortes sur le franc, la Banque de France a annoncé, mardi en début d'après-midi, une réduction d'un quart de point de ses deux taux directeurs : le taux des prises en pension (taux de pénalisation) ramené de 8,75 % à 8,50 %, et le taux d'appel d'offre (taux privilégié), ramené de 8,25 % à 8 %.

La lutte contre le trafic de drogue au Pérou et en Bolivie

Coca-dollars et narco-terroristes

Alors que le trafic de drogues colombiennes continue d'être le principal moyen de financement des groupes terroristes à l'échelle internationale, un autre responsable du trafic de cocaïne, l'Éthiopie, a été arrêté, samedi, en Colombie. Cependant, Washington tente d'intensifier sa lutte contre le trafic en provenance des pays andins d'Amérique du Sud.

LIMA
de notre correspondant

« Basta ya. » Assez d'hypocrisie. La cocaïne tue, mais la coca, c'est aussi la vie... Assez de

sophismes sur la « plante sacrée de l'Inca », sa tradition millénaire, sa valeur nutritive. Acceptons la vérité. La coca, c'est la cocaïne, et donc de l'argent. Peu importe si cet argent est criminel. Si le pays, va vivre du trafic, mettons-nous d'accord, devenons ensemble des délinquants. Nos enfants risquent de devenir des drogués, mais c'est le risque à courir pour ne plus être pauvres... »

Cynisme effronté ? Paroles en l'air ? Cet éditorial de la revue bolivienne R laisse le lecteur perplexé. Mais l'époque où l'Amérique latine pensait que « la lutte

antidrogue » est une affaire de « gringos », est révolue. Le nombre des drogués est monté en flèche, et la corruption née du trafic menace les régimes démocratiques.

Dans les deux grands pays producteurs de coca, le Pérou et la Bolivie, la lutte antidrogue bat son plein avec la vaste offensive policière lancée dans la vallée péruvienne du Haut-Huallaga contre les « narco-terroristes », et la mise en route, en Bolivie, d'un plan triennal financé par les États-Unis.

NICOLE BONNET.

(Lire la suite page 7.)

Le débat sur le droit de grève



- L'intervention du chef de l'Etat
- La position du président d'Air Inter et celle du syndicat des officiers mécaniciens

PAGE 41

L'UDF réservée sur le nouveau statut

La Nouvelle-Calédonie divise la majorité

PAGE 13

Li Peng succède à Zhao Ziyang

Ce réformiste modéré a été nommé premier ministre par intérim

PAGE 6

La lutte contre l'IRA

Mobilisation sans précédent en Ulster et en République d'Irlande : des milliers de soldats et de policiers à la recherche de caches d'armes

PAGE 48

Les ambitions du CNRS

Le développement des sciences malgré l'austérité

PAGE 18

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Radioactivité : la façon de fumer. ■ La drogue chez les plus de trente ans. ■ SIDA : la relation entre le médecin et son patient. ■ La mer du Nord et ses mémoires.

Pages 25 à 27

Le sommaire complet se trouve page 48

«Mémoires du futur» du Centre Pompidou

La bibliothèque électronique

Marier les techniques modernes de l'information à la culture traditionnelle du livre, greffer sur les bibliothèques les réseaux d'images et de données, telles sont les ambitions de l'exposition « Mémoires du futur » présentée par la bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou.

Les deux visiteurs de la bibliothèque se sont emparés d'un sujet du journal télévisé, Antenne 2, la 5, la RAI italienne ou CNN, la chaîne américaine ? Qu'importe : sur la dizaine d'écrans rangés contre le mur, la chute de la Bourse de Hongkong est traitée de la même façon lapidaire, provoque les mêmes images stéréotypées. Juste à côté, les dépêches d'agence crachées par les téléscripteurs n'en disent pas beaucoup plus. Brutalement, l'information se soucie peu d'expliquer. L'urgence est sa seule légitimité. Pour qui ne veut pas la consommer passivement, le travail reste entier.

La maîtrise commence avec la mémoire, et les deux visiteurs ont de quoi travailler. Devant eux, Agence, la banque de données de l'AFP, permet de visionner sur écran toutes les dépêches passées de l'agence. Un autre code sur le minitel suffit pour convoquer les

archives du Monde sur le krach boursier. Une batterie de magnétoscopes donne accès à dix ans d'actualités télévisées, stockées, classées par l'Institut national de l'audiovisuel. Une référence à trouver ? Un lecteur de CD-Rom feuillette l'encyclopédie Grefier ou le catalogue de la bibliothèque archivée sur un seul disque compact.

Pourquoi se limiter à l'information et ne pas chercher les échos de la panique boursière dans l'univers de la fiction ? Les lecteurs vidéo sont là pour explorer des extraits de films à volonté. Mieux : le système Frantext contient les grands classiques de cinq siècles de littérature française. Deux mille volumes en texte intégral, cinq cent mille pages stockées depuis vingt ans dans sa mémoire par des linguistes du CNRS. Il suffit de taper « Bourse », « panique », « faillite » sur le terminal d'ordinateur pour retrouver les pages de Balzac ou de Zola.

Mais comprendre, c'est aussi décortiquer, reproduire, agencer. Nos deux visiteurs ne quittent pas leur table de travail. Le logiciel Prism va trier, classer les dépêches d'agences.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 21.)

Un dossier spécial du « Monde »

Les vingt ans de l'Ile-de-France

Il y a vingt ans, les nouveaux départements de l'Ile-de-France commencent à exister. A cette occasion, le Monde publie un dossier spécial faisant le bilan des réalisations, des projets de cette « région capitale » et de ses dix millions d'habitants.

Au sommaire : un sondage exclusif qui montre comment les Français, se voient aujourd'hui, ce qu'ils souhaitent. Au premier rang de leurs préoccupations : leur emploi, l'amélioration de leur vie quotidienne, la protection de leur environnement. Un de nos reporters a traversé la banlieue, à pied, d'ouest en est : ses impressions, au jour le jour. Paul Delouvrier, ancien député général au district parisien, raconte comment a été créée la région, au prix de quelles batailles.

44 pages, distribué gratuitement avec le Monde daté du 26 novembre.

Le conflit tchado-libyen

L'Algérie peut-elle être à la fois médiatrice et proche du colonel Kadhafi ?

ALGER
de notre correspondant

L'Algérie peut-elle être à la fois médiatrice dans le conflit tchado-libyen et proche partenaire de la Libye ? La question se pose, avec acuité, en ce moment où les dernières déclarations du président tchadien Hissène Habré et de certains de ses ministres suscitent de fortes réactions à Alger. Le gouvernement de M. Chadli dément catégoriquement vouloir être partie prenante aux côtés de l'un ou l'autre des parties.

Membre du comité ad hoc de l'OUA, chargé de trouver une solution au conflit, l'Algérie est également, rappelle-t-on, l'initiateur d'un processus de « parachèvement de la réconciliation nationale » sans laquelle il paraît improbable d'arriver un jour à un semblant de stabilité au Tchad. Certes, depuis la rencontre d'In Amenas au mois de janvier 1986 entre le président Chadli et le colonel Kadhafi, Alger et Tripoli n'ont pas cessé de se rapprocher. Certes le terme d'« union » n'est pas utilisé volontiers à Alger, où l'on parle plutôt de « processus médiateur » avec la Jamahiriya.

Jusqu'à présent, l'NDjamena considérait plutôt d'un bon œil l'initiative algérienne sur le dossier tchado-libyen. Que s'est-il passé ensuite qui a pu faire germer le doute dans l'esprit des dirigeants tchadiens ? Est-ce la coïncidence du séjour du chef d'état-major algérien, le général Belhouche, en Libye, juste avant que les troupes de l'NDjamena investissent Azoua ? Est-ce la présence d'un adjoint de ce même général Belhouche en Libye le 28 août, au moment où les forces du colonel Kadhafi reprenaient Azoua village ? Ou celle, à la même période, de militaires algériens séjournant à l'hôtel Al Akbar à Tripoli ? Est-ce la présence au Tchad de quelques prisonniers algériens issus de la Légion islamique de la Jamahiriya ?

Une chose est certaine en tout cas : les négociations entre Goukouni Oueddei et l'NDjamena sont interrompues depuis le 12 juillet, date à laquelle la délégation gouver-

nementale conduite par le ministre de l'intérieur, M. Ibrahim Mahamat Iuso, a quitté Alger. C'est précisément au moment où celle-ci faisait connaître sa volonté de revenir dans la capitale algérienne pour reprendre un processus au point mort depuis quatre mois que le colonel Kadhafi a envoyé un avion spécial à Goukouni pour qu'il se rende à Tripoli le 2 novembre dernier. L'ancien président a séjourné dans la capitale libyenne jusqu'au 9 novembre, puis s'est rendu à Conakra — où il est encore — afin de s'entretenir avec les représentants d'une opposition tchadienne de plus en plus éparse.

M. Goukouni Oueddei était retourné pour la première fois en Libye depuis son départ de Tripoli (en février dernier), au mois d'août dernier. Il était alors accompagné d'un officier algérien qui « garantissait » son retour en Algérie. Depuis, il a fait plusieurs voyages discrets et l'une de ses épouses a quitté Tripoli pour Alger, où elle réside maintenant avec lui. Il semble, selon nos informations, que le colonel Kadhafi lui ait proposé de ramener un foyer d'opposition armée au Tibesti en lui promettant de nouvelles forces issues d'un recrutement autoproclamé des travailleurs tchadiens en Libye. Jusqu'à présent, conseillé par les membres les plus proches de son entourage, M. Goukouni Oueddei, considérant qu'il n'y a pas d'autre solution au conflit que politique, rejette toujours cette suggestion.

Les négociations avec l'NDjamena devraient reprendre dès son retour à Alger. Les points d'achoppement entre les deux parties sont connus (le Monde du 29 juillet 1987), et M. Goukouni ne semble plus faire de sa rencontre avec le président Habré un préalable. Celle-ci a cependant failli se produire au mois de juillet. C'est du moins ce qu'avaient projeté les Algériens en invitant M. Hissène Habré en visite d'Etat à Alger. Il était censé venir avant le 21 juillet, date du départ du président Chadli pour Lusaka. La rencontre avec l'ancien chef du GUNT était, elle, prévue pour le 20 juillet.

FREDERIC FRITSCHER.

TUNISIE

Le nouveau Conseil national de sécurité annonce la découverte d'un complot terroriste

dict prononcé à leur endroit, par défaut, le 27 septembre dernier.

Le jeudi 12 novembre, la cour de sûreté de l'Etat avait déjà donné une suite favorable à la demande d'opposition de cinq autres responsables et militants du Mouvement de la tendance islamique (MTI), principal mouvement intégriste. Au début, douze des trente-sept intégristes condamnés par contumace au procès de septembre dernier se trouvaient désormais sous les verrous. Les quatre accusés qui ont comparu lundi avaient été condamnés à dix ans de travaux forcés. Le principal chef d'accusation au procès était « la tentative de renversement du régime en collusion avec l'Iran ».

Présidé par M. Hachemi Zemmal, la Cour a ensuite interrogé, lundi après-midi, Mohamed Chammam, vice-président du MTI, condamné par contumace à vingt ans de travaux forcés, et deux autres coaccusés. Soutenu par deux policiers avant que M. Zemmal lui permette de s'asseoir, Mohamed Chammam, présumé mort, s'est plaint devant la Cour des « tortures qu'il avait subies lors de son interrogatoire dans les locaux de la police ».

Adjoint depuis 1984 de M. Rachid Gannouchi, président et « émir » (guide) du MTI, condamné fin septembre aux travaux forcés à perpétuité, Mohamed Chammam, qui a pris la direction de ce mouvement en octobre dernier, a rejeté les accusations de violence portées contre lui et ses collègues.

La normalisation avec la Libye

Les deux autres inculpés, Ali Zaroui et Abdelkader Jaidi, condamnés par contumace respectivement à vingt et dix ans de travaux forcés, ont confirmé les dépositions de leurs coaccusés. Ils ont par ailleurs exprimé l'espoir que la « nouvelle ère inaugurée le 7 novembre par le président Zine El Abidine Ben Ali mettra un terme aux procès d'opinion et permettra à toutes les forces politiques de contribuer à l'édification de l'avenir de la Tunisie ».

La Cour a décidé de reporter à jeudi 26 novembre sa prochaine audience, qui sera consacrée au réquisitoire du ministère public. D'autre part, le rétablissement total des relations diplomatiques de

la Tunisie avec la Libye « pourrait intervenir avant 1988 ». Mais la reprise des relations avec l'Egypte « ne fait pas partie de nos priorités », a déclaré M. Mahmoud Mestiri, ministre tunisien des affaires étrangères, dans une interview publiée lundi par l'hebdomadaire tunisien *Al-Sabah al-Ousboul*.

Le nouveau chef de la diplomatie tunisienne s'est rendu samedi à Tripoli pour une brève visite, la première d'un ministre tunisien des affaires étrangères depuis la rupture des relations entre les deux pays en septembre 1985 à la suite de l'expulsion de Libye de quelque 32 000 travailleurs tunisiens. Les relations bilatérales ont ensuite connu un léger mieux et Tunis et Tripoli ont repris, en octobre dernier, leurs relations consulaires et les liaisons aériennes, terrestres et de télécommunications ont été rétablies. M. Mahmoud Mestiri, qui s'est entretenu avec plusieurs responsables libyens et a été reçu par le colonel Kadhafi, a précisé : « Un calendrier a été établi pour la reprise des relations [de façon progressive]. Nous constatons que les échéances sont respectées et pourrions en accélérer le rythme. » — (AFP, AP.)

Diplomatie

A deux semaines du sommet de Washington

Le président Reagan réaffirme son attachement au programme IDS

Alors que MM. Shultz et Chevardnadze travaillaient à Genève à la mise au point d'un traité sur l'Élimination des armes nucléaires intermédiaires (ENI), le président Reagan a réaffirmé, lundi 23 novembre à Washington, sa détermination à mettre en œuvre le programme IDS (la « guerre des étoiles »). « Nous ne pouvons ni au vouloir ni au vouloir négocier l'abandon de l'IDS en échange de quelques traités sur les armements nucléaires stratégiques », a notamment déclaré le président américain, « nous ferons des recherches sur l'IDS, nous la développerons et quand elle sera prête nous la déploierons ».

En dépit de ces déclarations du président Reagan, le projet de déploiement d'un bouclier spatial antimissiles pourrait cependant faire l'objet de la nécessité de réduire l'énorme déficit fédéral. Vendredi, le jour-même où était confirmée par le Sénat la nomination du nouveau secrétaire à la défense, M. Carlisle (qui succède à l'un des plus ardens défenseurs de l'IDS, M. Weinberger), on annonçait d'importantes coupes dans le budget militaire, dans le cadre des restrictions budgétaires négociées entre le Congrès et la Maison Blanche.

L'enveloppe disponible pour le programme IDS au sein du budget de la défense de 1988 a été ramenée à 3,9 milliards de dollars, soit une progression de 11 % par rapport à 1987, mais 1,8 milliard de moins

que ce qu'avait demandé le président Reagan dans son projet de budget déposé en janvier dernier. M. Gordon Smith, adjoint du général James Abrahamson, qui supervise le programme IDS, a estimé, dimanche, dans un entretien accordé au *New-York Times*, que ces mesures d'austérité retarderont la décision sur le développement. Elles pourraient entraîner un report de quatre à vingt-quatre mois des tests nécessaires à la validation des technologies à l'étude, estime-t-on dans les services du général Abrahamson. Selon un responsable, le Pentagone ne devrait pas être en mesure de décider de la faisabilité d'un programme de guerre des étoiles avant 1994 ou 1995. D'autres font cependant valoir que la difficulté pourrait être contournée en réduisant le nombre des technologies explorées.

Les mises en garde du général Galvin

Le dossier des armes stratégiques semble être en suspens à Genève où MM. Shultz et Chevardnadze ont consacré leur première journée d'entretiens lundi à la mise au point de l'accord sur les armes nucléaires intermédiaires (ENI) et surtout à la préparation matérielle du sommet Reagan-Gorbatchev. M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat a déclaré que les deux ministres étaient tombés d'accord pour qualifier de « constructives » leurs conversations de la journée. « Ils ont fait des progrès, mais il reste encore des choses à faire », a-t-il ajouté.

Tandis que les experts étaient chargés de résoudre les derniers problèmes relatifs au traité sur les ENI, MM. Shultz et Chevardnadze ont consacré près de quatre heures à la préparation de l'emploi du temps du numéro un soviétique pendant sa visite à Washington sans avoir encore épuisé le sujet lundi soir. L'un et l'autre avaient exprimé, lors

de leur arrivée à Genève, leur conviction que le traité sur les ENI serait prêt à temps pour le sommet.

A Londres, où il était invité par un groupe de parlementaires britanniques, le général Galvin, commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe, tout en se défendant de vouloir « contourner » le futur traité sur les ENI, a souligné la nécessité de moderniser les forces de l'OTAN, notamment « les avions à capacité nucléaire et l'artillerie nucléaire de l'OTAN en Europe ».

Il a annoncé qu'il ferait des recommandations précises en ce sens aux ministres de l'Alliance, en prédisant « une lutte acharnée » parmi eux. L'OTAN sera cependant capable de s'adapter à la réduction du nombre des armes nucléaires, selon le général Galvin, qui a réaffirmé la validité de la doctrine de la riposte graduée. « Cette doctrine est encore bonne, s'il est déclaré, il n'est pas besoin d'en changer. » — (AFP.)

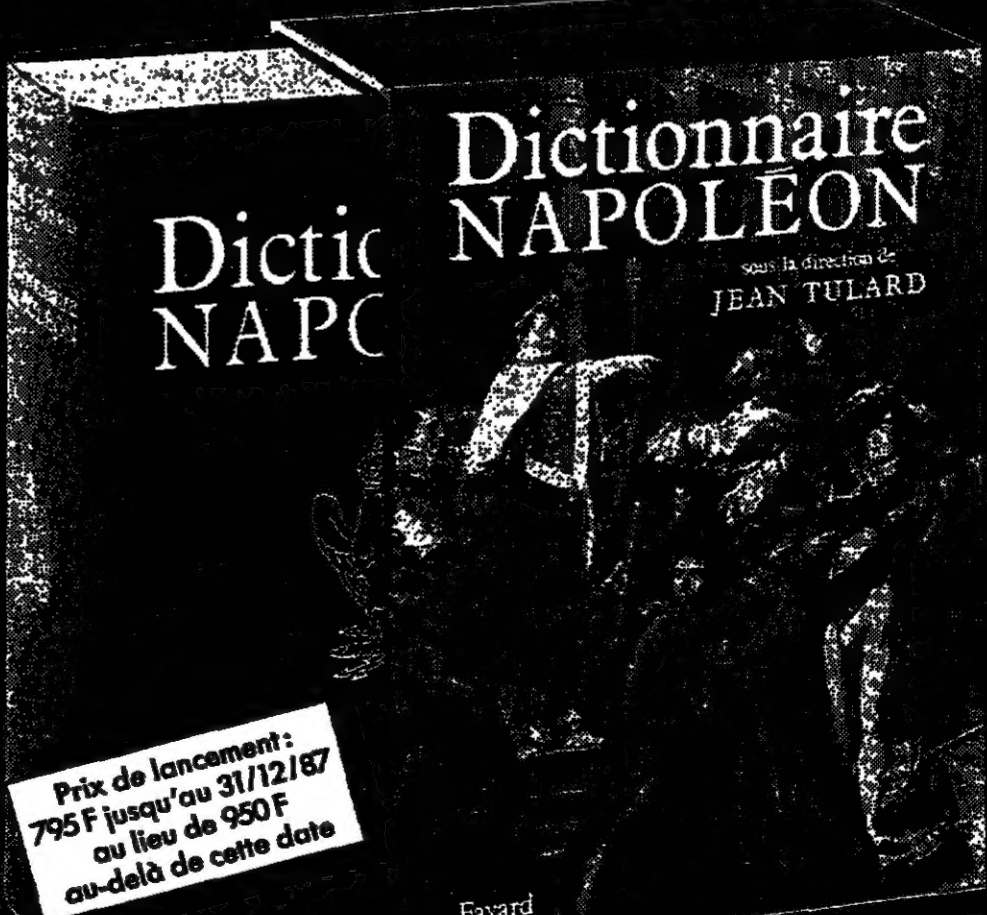
• M. Shimon Pérès à Londres. — Le ministre israélien des affaires étrangères a poursuivi sa tournée en Europe et s'est rendu, le lundi 23 novembre, à Londres, où il s'est entretenu avec M^{me} Margaret Thatcher. Les deux dirigeants ont réaffirmé à cette occasion que la réunion d'une conférence internationale sur le Proche-Orient offrirait « les meilleures chances de progrès ». M. Pérès s'était auparavant rendu en Belgique et en France. — (AFP.)

• M. Gernsey en RFA. — Le président Amine Gemayel a annoncé, le lundi 23 novembre, une visite de six jours en RFA sous l'étiquette allemande à la reconstruction du Liban. Sur les 65 millions de deutschemarks promis par Bonn, 5 millions ont déjà été utilisés, indique-t-on de source autorisée à Beyrouth, et M. Gernsey doit s'efforcer d'obtenir le versement des 60 millions restant. — (AFP.)

Les éditions Fayard présentent le

DICTIONNAIRE NAPOLEON

sous la direction de Jean TULARD



Prix de lancement : 795 F jusqu'au 31/12/87 au lieu de 950 F au-delà de cette date

- 3228 articles rédigés par 205 spécialistes sous la direction de Jean TULARD.
- 52 Cartes, plans, croquis, tableaux.
- 147 illustrations noir et blanc.
- 37 illustrations en couleurs (cahier de 16 pages).
- Format 16,5x24,5 cm.
- 1769 pages.
- Relié pleine toile, vert Empire, titre et 1^{er} plat orné au fer à dorer.
- Trancheille.
- Jaquette illustrée en couleurs.
- Emboîtement.

Un instrument de référence irremplaçable

Eric Roussel - *Le Figaro*

Le Dictionnaire Napoléon constitue un défi d'une démesure tout à fait napoléonienne que seul un homme-archives, possédant tout l'Empire dans sa tête, pouvait se permettre...

J.-M. de Montremy - *La Croix*

FAYARD

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

SOYONS TOLÉRANTS.
FUMEURS, NON-FUMEURS
LA LIBERTÉ
C'EST RÉCIPROQUE.

Europe

La mise en question du fonctionnement du régime de Budapest Les Hongrois en quête de pluralisme

Le quotidien Magyar Nemzet a publié, le 14 novembre à Budapest, une longue interview de M. Imre Pozsgay, secrétaire général du Front populaire hongrois et membre du comité central du PC hongrois, dans laquelle celui-ci cite intégralement le texte d'une « déclaration » adoptée au mois de septembre dernier par cent cinquante intellectuels à l'occasion

d'une « rencontre amicale privée ». Cette réunion, à laquelle participaient de nombreux contestataires, avait été organisée sans autorisation préalable. La déclaration adoptée et citée par M. Pozsgay demande que, dans le respect de la Constitution, des forums soient créés afin de permettre à « des vues indépendantes » de s'exprimer sur tous les problèmes de la société.

La publication de ce texte, de même que la récente rencontre à Budapest de dissidents de divers pays d'Europe de l'Est et d'intellectuels occidentaux (le Monde du 24 novembre), témoigne de l'apparition en Hongrie d'un climat de plus en plus favorable à certaines formes de pluralisme politique.

Le paysage politique hongrois connaît dans les deux années à venir des changements importants. Des voix s'élèvent depuis plusieurs mois pour faire avancer la date des élections législatives et celle du quinquennat congrès du parti, l'une et l'autre habituellement prévues pour 1990. Le départ probable — avant la fin de la décennie — de M. János Kádár (soixante-seize ans) et l'arrivée de dirigeants plus jeunes, sans aucun lien avec le passé stalinien, créent une situation nouvelle. La mise en question du fonctionnement du régime hongrois, réputé comme le plus stable de l'Europe centrale et orientale est à l'ordre du jour. Un changement de génération déjà sensible affecte de nombreux postes-clés au moment où l'interprétation traditionnelle en pays socialiste des appareils du parti et de l'Etat est contestée. Les préparatifs et le déroulement de la récente session de l'Assemblée nationale (le Monde du 18 septembre), marquée par des débats animés, ont été révélateurs à cet égard. Un nombre de plus en plus important de citoyens — y compris des membres du Parti communiste — se prononcent en faveur de l'introduction d'un certain pluralisme dans la vie politique, sans réclamer pour autant le retour au système des partis, considéré

comme dépassé. De même, il n'est pas question que l'Eglise catholique (qui demeure depuis longtemps neutrale par le régime) devienne une sorte de contre-pouvoir comme en Pologne. De là des idées adaptées aux réalités, des projets ouvertement évoqués dans la presse quotidienne et périodique : il s'agit tout d'abord de réviser le rôle du Parlement (jusqu'à maintenant réduit à celui d'une chambre d'enregistrement) « sans instaurer, à récemment expliqué avec sérieux un politologue de l'Académie des sciences dans le journal Magyar Nemzet, un retour au système parlementaire ». Mais les députés, étroitement associés au travail législatif, seraient plus souvent consultés, notamment au sujet des modifications des structures gouvernementales et des nominations à des postes de responsabilité. De même, il faudrait modifier le rôle du Conseil de présidence de vingt et un membres qui exerce collectivement le rôle de chef de l'Etat et remplace théoriquement le Parlement entre deux sessions. D'aucuns proposent même prévoir le rétablissement du poste de président de la République. La nécessité d'une nouvelle définition du rôle du Parti communiste est évoquée dans le contexte de cette

« restructuration » des institutions, une idée en vogue étant que le parti se limite à fixer de grandes orientations politiques et idéologiques, mais sans intervention directe dans l'exécution des tâches. Cela suppose un transfert du pouvoir de décision — pratiquement réservé au département du comité central — au profit des ministères, qui seront dirigés par des techniciens plutôt que par des apparatchiks « parachutés ». A cet égard, la Hongrie montre déjà l'exemple et les spécialistes — qu'ils appartiennent ou non au parti — occupent des fonctions importantes dans l'administration. On envisageait aussi d'élargir le champ d'action du mouvement syndical avec une première décision significative : le président du Conseil national des syndicats ne saurait à l'avenir appartenir au bureau politique du parti.

Ceux qui « pensent autrement »

Encourager la création et l'activité des amicales et cercles de diverses sortes (dont on déplore le nombre fort réduit : 6 570 contre 14 365 en 1932, selon des statistiques récentes) serait l'une des tâches d'un Front populaire patriotique « revitalisé ». Le régime souhaite manifestement relancer la vie associative. Dans l'esprit des « rénovateurs » hongrois, il serait souhaitable de faciliter la participation active des citoyens à la vie publique. Ils espèrent que, dans ces groupements, allant des philatélistes aux chasseurs en passant par les amoureux de la nature et les amis de la littérature scandinave, les citoyens parleront aussi de questions politiques et donneront leur avis sur les problèmes qui préoccupent la société hongroise. La légalisation du mouvement écologiste actuellement semi-clandestin serait envisagée pour faciliter le dialogue entre le pouvoir et ceux

qui « pensent autrement », sans vouloir pour autant renverser le régime. C'est d'abord pour améliorer un climat considérablement détérioré par l'aggravation des tensions économiques et sociales et pour mieux faire accepter le programme d'austérité que les dirigeants multiplient des gestes dont la signification politique est évidente. Le nouveau système de passeports entrant en vigueur le 1^{er} janvier 1988 libéralise déjà considérablement le régime des voyages en Occident.

Le respect du pluralisme dans le domaine culturel est déjà, lui aussi, une réalité. Les publications relatives au passé historique récent ou lointain se multiplient. Ainsi relève-t-on la parution de Mémoires d'anciens prisonniers politiques et celle de témoignages amers d'anciens hauts fonctionnaires en poste pendant la période stalinienne. Autant de révélations riches d'enseignement, en particulier pour les jeunes.

Un détail encore : les salaires des principaux dirigeants du pays ne sont plus des « secrets d'Etat » : le premier ministre touche 34 000 forints et les membres du gouvernement 29 500 (le salaire moyen dans l'industrie étant de 6 500 forints, environ 900 F). La succession. A juste titre, le nom du secrétaire général du parti est associé à ces transformations. Après avoir été accusé par le monde entier — et en premier lieu par ses compatriotes — des pires forfaits commis en arrivant au pouvoir en novembre 1956 grâce aux chars soviétiques venus pour écraser l'insurrection, M. János Kádár est devenu le leader charismatique de la Hongrie — le pays qui, par rapport aux autres nations de l'Est, s'est le plus éloigné des pratiques du stalinisme — en même temps qu'un homme d'Etat respecté par les Occidentaux.

Mais aujourd'hui, et malgré une popularité à peu près intacte, beaucoup de Hongrois souhaitent que le « Vieux », entouré de respect, se retire. Les noms des deux dirigeants les mieux placés pour la succession sont connus : il s'agit de M. Károly Grosz, cinquante-sept ans, premier ministre depuis quelques mois (et dont le premier déplacement officiel en Occident, en République fédérale d'Allemagne, a été un succès), et de M. János Berez, secrétaire du comité central et membre du bureau politique. Du même âge que M. Grosz, de contact également facile, ambitieux, il représente un style nouveau. Les humoristes

« Transparence » à la tchécoslovaque

A l'issue d'un voyage de huit jours en Tchécoslovaquie consacré au projet de « restructuration » du gouvernement tchécoslovaque, l'envoyé spécial du Monde a été reçu, lundi après-midi 23 novembre, pendant plus de deux heures par la Sécurité d'Etat alors qu'il franchissait la frontière entre Bratislava et Vienne pour aller prendre son avion. L'incident s'est déroulé alors qu'il venait de quitter les membres de la direction de la Pravda — organe officiel du Parti communiste slovaque — après avoir été longuement reçu par le secrétaire général du gouvernement slovaque, M. Matejko.

Arrivé à Prague le 15 novembre, Henri de Bresson était d'abord accueilli auprès du gouvernement pour la durée de son séjour. Cette visite, qui a comporté les rencontres usuelles avec quelques représentants de la Charte 77, a été, pour sa plus grande partie, consacrée à des entretiens avec des officiels du gouvernement à Prague et à Bratislava.

Les policiers ont tenté de confisquer une brève documentation apportée de France, ainsi que les carnets contenant les notes prises au cours du séjour. Ils n'ont été rendus à notre collaborateur qu'après avoir fait l'objet d'un procès verbal attentif. Il s'agissait essentiellement des notes prises lors des entretiens officiels, notamment avec M. Otáá, vice-premier ministre, et MM. Honn et Bacht, rédacteurs en chef de Rude Pravo et de la Pravda, membres du comité central du Parti communiste tchécoslovaque.

Dans quelques semaines doit se tenir à Prague un important plénum du comité central consacré au projet de réforme de l'économie tchécoslovaque. Il ne fait de mystère pour personne que les durs du régime voient d'un fort mauvais œil les tentatives réformatrices de certains de leurs collègues.

THOMAS SCHREIER

Vient de paraître le catalogue 1988

Cadeaux au Musée du Louvre 1988

En vente : au musée du Louvre
« Le Musée » Forum des Halles
« Le Musée » 89 av. Victor-Hugo, Paris
Galerie Lafayette - Hausermann
Correspondance : R.M.N., 10 rue de l'Abbaye Paris 6^e

Pour recevoir gratuitement le catalogue, adressez le bon ci-dessous avec 3 timbres à 2,20 F pour frais d'envoi à Publi-Trans (Catalogue R.M.N.) B.P. 123 - 91161 Longjumeau Cedex

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____

Des cadeaux intelligents...

Editions de la Réunion des Musées Nationaux

GRÈCE

Les espions en colère

Dix-huit membres des services de renseignement grecs (EYP) ont entamé, le lundi 23 novembre, une grève de la faim et du sommeil illimitée devant le ministère de l'Intérieur à Athènes. Les syndicats des agents secrets veulent ainsi protester contre une récente décision de la cour d'appel interdisant à cette catégorie d'employés de recourir à la grève pour appuyer ses revendications salariales.

Les espions en colère estiment avoir été obligés d'entreprendre cette action inhabituelle en raison de l'indifférence affichée par le gouvernement socialiste de M. Andreas Papandréou pour leurs conditions de travail et leurs salaires. Ils déclarent que leurs rémunérations soient alignées sur celles des agents des services secrets militaires.

Le premier ministre a refusé de recevoir une délégation de grévistes. — (Reuters, UPL)

« Mondes en devenir »

L'ASIE DE L'EST ET LE RAPPROCHEMENT SINO-AMERICAIN

YOUNG JIN CHOI

13,5 x 20 cm - 432 p. - 110 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Conte - 75008 PARIS

L'HISTOIRE chez Fayard

Marguerite de Navarre

Jean-Luc Déjean

Fayard

360 pages 98 F

Belle figure méconnue de notre Renaissance, la "Marguerite des lettres françaises" méritait bien le piédestal sur lequel Jean-Luc Déjean vient de la replacer.

Bruno de Cessole, Madame Figaro.

Un livre fascinant.

Yvan Audouard, Le Canard Enchaîné.

fil à fil

PARIS

CHEMISIER

AIX-EN-PROVENCE	COMPIEGNE	OSLO
AIX-LA-CHAPELLE	COPENHAGUE	PARIS
AUTUN	DUBLIN	PAU
AVIGNON	DÜSSELDORF	PÉRIGUEUX
BATH	ENGLISCHES BAINS	POISSY
BERLIN	GAND	RENNES
BESANCON	GRANOBLE	RIEIL-MALMAISON
BÉZIERS	LIège	SE-GERMAIN-EN-LAYE
BILBAO	LUZLE	SAUMUR
BORDEAUX	LONDRES	STRASBOURG
BOULOGNE	LUXEMBOURG	TOULOUSE
BRUGES	LYON	VERSAILLES
BRUXELLES	MARSEILLE	
CHANTILLY	MUNICH	
CLERMONT-FERRAND	NEW YORK	
COLOGNE	NICE	

Adresses détaillées des boutiques sur demande au : 42 36 08 89

Europe

URSS : symposium à Moscou

Les refuzniks s'interrogent sur les règlements qui interdisent leur départ

MOSCOU de notre envoyée spéciale

Près d'une centaine de juifs soviétiques ont ouvert, lundi soir 23 novembre, dans l'appartement de l'un d'entre eux, à Moscou, le premier « symposium des refuzniks à régime spécial ». C'est la dénomination qu'ils ont adoptée pour la catégorie de gens auxquels les autorités refusent le droit d'émigrer, sous prétexte qu'ils ont eu accès, à un moment ou à un autre de leur vie professionnelle, à des « secrets d'Etat », dont la divulgation à l'étranger risquerait de nuire à la sécurité de l'URSS.

Le porte-manteau de l'entrée grouille sous les pardessus et les chapeaux de fourrure, tandis que, entre les deux pièces où se réunissent les participants, c'est l'embouteillage total. Au mur, sur la tapisserie à fleurs, sont affichés l'agenda des travaux des trois soirées que durera le symposium, les tableaux comparatifs des réglementations de l'émigration aux États-Unis et en URSS, les dispositions de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. Le symposium des « refuzniks » a beau avoir des allures d'amateurs, les intervenants n'en prennent pas moins leurs affaires très au sérieux : certains d'entre eux attendent depuis plus de quinze ans l'autorisation d'émigrer en Israël ou en Amérique.

C'est le cas de Pavel Abramovitch, ingénieur radio de quarante-huit ans, qui a essuyé son premier refus en 1971. Il ouvre les débats en déclarant : « Aucune instance officielle, malgré nos invitations, n'a accepté de participer à ce symposium ». Il y a aussi le professeur

Alexandre Lerner, dont le gouvernement américain défend le cas en vain ; Vladimir Albrecht, l'un des rares non-juifs de l'assemblée, ancien député politique, libéré au printemps dernier ; Vladimir Kislik, l'hôte, cinquante-deux ans, ingénieur spécialisé dans la physique des métaux, et refuznik depuis 1973.

Quelle logique ?

Les interventions sur les accords internationaux ou sur les aspects juridiques et humanitaires du problème des « refuzniks » n'apportent guère de révélations. Comme le souligne l'un des participants, M. Abramovitch, la notion de « secret d'Etat » n'est pas délimitée officiellement, elle est déterminée « de façon arbitraire » par les représentants de l'Etat.

Chaque tentative visant à faire définir ces fameux secrets par un responsable soviétique a, jusqu'ici, échoué. On parle tantôt de cinquante années, tantôt de dix, pour la période pendant laquelle une information d'ordre scientifique ou technique, classée secrète, doit être protégée, en empêchant ceux qui en ont eu connaissance de voyager à l'étranger.

La logique fait défaut dans de nombreux cas. Une famille de médecins — le professeur Anatoli Raben, son épouse et leur fille Nina, le mari de celle-ci et leur fille — a eu l'autorisation d'émigrer cette année. Mais la seconde fille du professeur Raben, Lena, a dû rester à Moscou avec son mari et son fils. Motif : le père du mari a travaillé, il y a huit ans, dans un établissement où il

aurait pu avoir accès à des informations protégées par le secret. Sans parler du professeur Naum Melman, soixante-quinze ans, gardé en URSS pour des calculs mathématiques effectués il y a plus de trente ans.

Certains ont quand même bénéficié de la nette augmentation du nombre de visas de sortie accordés cette année — selon des statistiques occidentales, six mille trois cent quarante juifs ont quitté l'URSS depuis le début de l'année, contre neuf cent quarante l'an dernier, et le chiffre record de cinquante et un mille en 1979. Le chef des services d'émigration soviétique, M. Rudolf Kouznetsov, affirme que moins de 10 % des demandes sont rejetées sur la base de connaissances de secrets d'Etat. Mais, rétorquent les refuzniks, ce sont les plus communs, comme Iosif Begun, qui sont autorisés à partir, pour faire bonne impression sur l'Occident. Et la commission d'appel, créée en avril, après du Soviet suprême, n'a permis le départ que de cent personnes, soit une trentaine de familles.

Les autorités n'ont, en tout cas, pas mis d'entrave à la tenue du symposium, lundi, alors que le projet de manifestation contre « l'antisémitisme dans les médias soviétiques » avait tourné court, dimanche, faute de combattants : une trentaine d'entre eux, selon M. Begun, ont été interpellés soit près de leur domicile, soit à proximité du lieu du rassemblement. M. Begun lui-même, qui va « bientôt » quitter Moscou pour Israël, a été assigné à résidence par des policiers, et son téléphone a été coupé une bonne partie de la journée.

SYLVIE KAUFFMANN.

TURQUIE

La mauvaise influence de Molière et de Voltaire

ANKARA de notre correspondant

Le grand Mememouchi pervers, la jeunesse turque : le Bourgeois persiflante, mais aussi Candide, le Larousse des débutants et les volumes de la collection Lagarde et Michard sur les dix-septième et dix-huitième siècles ont été proscrits des cours de français dans les écoles secondaires par une circulaire du ministère de l'Éducation nationale en date du 3 avril 1987.

A la suite des commentaires contestés des éditeurs, stupéfaits de l'application à des classiques universels d'une mesure que l'on croyait réservée aux écrits nazis, le ministre de l'Éducation a déclaré n'être pas au courant d'une mesure prise par une sous-section de son ministère. Celle-ci a fort heureu-

sement levé le mystère sur les motifs de sa décision : les œuvres incriminées sont coupables d'« hostilité aux Turcs et à l'Islam », de séparatisme, d'offense aux sentiments religieux et de propagande arménienne.

La presse en a profité pour dénoncer le quasi-monopole dont jouissent de plus en plus fréquemment les livres religieux dans beaucoup de bibliothèques scolaires. La Turquie, République laïque, ironisent sur « le bond dans le temps » promis par le premier ministre aux électeurs, s'est demandé si ce bond devait s'effectuer « en arrière ou en avant », prédisant dans ce dernier cas un énergique coup de balai dans certains bureaux, particulièrement obscurocrates du ministère.

MICHEL FARRÈRE.

Le Monde sur minitel

MINI JOURNAL

Le Tour du Monde en 10 écrans

36.15 TAPEZ LEMONDE

PARIS-MADRID : 695 F TARIF JEUNES

A CE PRIX-LÀ, AUTANT ALLER EN WEEK-END LA-BAS.

Spécial tarif jeunes moins de 26 ans, réduction de 65%, aller simple Paris-Barcelone 545 F - Paris-Alicante 695 F - Paris-Málaga 845 F - Paris-Las Palmas 995 F. Conditions spéciales d'application : consultez votre agence de voyages ou Iberia au (1) 47 23 00 23.

IBERIA LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE



Spécial tarif jeunes moins de 26 ans, réduction de 65%, aller simple Paris-Barcelone 545 F - Paris-Alicante 695 F - Paris-Málaga 845 F - Paris-Las Palmas 995 F. Conditions spéciales d'application : consultez votre agence de voyages ou Iberia au (1) 47 23 00 23.

IBERIA LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE

Asie

CHINE : succédant à M. Zhao Ziyang

M. Li Peng a été nommé premier ministre par intérim

Le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire a accepté, mardi 24 novembre, la démission de M. Zhao Ziyang, secrétaire général du PCC, de son poste de premier ministre et a nommé M. Li Peng chef du gouvernement par intérim. La nomination de M. Li devrait être confirmée au printemps lors de la session annuelle de l'ANP. M. Zhao était premier ministre depuis septembre 1980.

Un réformiste modéré

Derrière un visage rond au sourire triste à la Buster Keaton, parfois coiffé d'un curieux chapeau de paille pour le protéger du soleil, M. Li Peng dissimule l'ambition de devenir l'un des hommes les plus puissants de Chine, à l'instar de son père adoptif Zhou Enlai. Un des « trois mousquetaires » de ce second échelon du bureau politique formé par M. Deng Xiaoping — avec ses collègues vice-premiers ministres Tian Jiyun et Qiao Guohua, et M. Hu Qun — il apparaît aujourd'hui comme celui qui a le mieux tiré son épingle du jeu. Il succède en effet au numéro un en titre du

réformiste prudent, cet ancien étudiant de la Russie soviétique qui passa pour pro-soviétique, a depuis des années une excellente image de marque à l'extérieur.

En 1985, M. Li est chargé d'une autre mission, non moins importante : coordonner la politique d'éducation, la formation des nouveaux cadres dont a besoin le régime. L'éducation est le parent pauvre du système, les enseignants sont mal considérés, les étudiants ne veulent plus rien que la musique... comme on le voit lors des manifestations de décembre 1986. Mais là, M. Li ne semble pas faire miracle. Et quand l'alle orthodoxy baleine en janvier suivant le secrétaire général du Parti Hu Yaobang, il est un des premiers à se ranger ouvertement du côté des vainqueurs « gauchistes » de l'époque. Depuis lors, il s'est efforcé d'éviter que les étudiants ne récidivent, sans toutefois recourir à la répression, établissant successivement les cours d'idéologie, la préparation militaire, le travail manuel comme partie intégrante des études, rendant plus difficile les études à l'étranger.

Le faux pas de Moscou

Tout cela le prédisposait à devenir le champion de la nouvelle tendance conservatrice au sein de la jeune génération. Bien plus qu'un Tian Jiyun ou que M. Zhao. Sa promotion au poste de premier ministre marque un réajustement des forces, les réformistes ayant abandonné la direction du gouvernement — donc des réformes — pour conserver celle du parti.

Pourtant, M. Li avait été à deux doigts d'une disgrâce sans gloire il y a deux ans. De passage à Moscou, il avait, au cours d'un entretien avec M. Gorbatchev, osé de rappeler le positionnement de Pékin sur les « trois obstacles » (1) à une normalisation sino-soviétique. Dès son retour, il avait encouru les foudres de M. Deng et prudemment disparu de la scène politique. Ce fut grâce à l'aide de M. Deng Yingchao, la veuve de Zhou, qu'il évita le pire, avant de refaire surface au début de 1987. Ce n'est pas la moindre des contradictions de la vie politique chinoise que l'héritier spirituel de celui qui fut le plus pragmatique et modéré des régimes, au point d'être dénoncé comme « drochiste » par les Gardes rouges, soit devenu le poulain des « conservateurs gauchistes ». Certains experts occidentaux à Pékin estiment qu'il pourrait jouer de la nouvelle approche pour accélérer le rapprochement sino-soviétique.

PATRICE DE BEER.

(1) Retrait des forces soviétiques de la frontière chinoise et d'Afghanistan, retrait des Vietnamiens du Cambodge.



régime, M. Zhao Ziyang, à la tête du gouvernement, rapportant ainsi le poste dévolu par Zhou Enlai jusqu'à sa mort en janvier 1976.

Bien qu'il émerge de son jeune âge dans le sérail, M. Li n'a pas toujours eu la carrière facile. Mais il n'a pas cessé de bénéficier du soutien de sa bonne étoile, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d'élite, de cette distinction d'avoir été adopté par un grand homme comme fils de martyr de la révolution. Né en 1929 au Sichuan, il fut déporté à Yenan, puis en URSS, ingénieur, directeur d'usine, il fit une carrière discrète jusqu'en 1980, passant à travers la révolution culturelle. C'est alors qu'il sortit de l'anonymat de ces cadres d

Amériques

La lutte contre le trafic de drogue au Pérou, en Bolivie et en Colombie

Coca-dollars et narco-terroristes

(Suite de la première page.)

Dans la vallée bolivienne du Chapare, les paysans qui produisent la coca ont promis de « pratiquer la violence révolutionnaire » pour défendre, armés à la main, leurs plantations contre « l'attaque redoublée de l'impérialisme et du fascisme », qui prétendent arracher les arborescences, estimant que c'est la méthode la plus sûre pour stopper la production de cocaïne à la base, et donc lutter efficacement contre le trafic.

Ces propos semblent empruntés aux guérilleros péruviens du Parti communiste-Sentier lumineux (PCP-SL), installés depuis trois ans dans la vallée tropicale du Haut-Huallaga, à 500 kilomètres au nord-est de Lima. Les guérilleros se sont repliés sur ces terres où ils ont trouvé un terrain propice : d'une part, la végétation est dense, ce qui rend plus aisée l'installation de leurs « bases d'appui », d'autre part, la destruction des plantations de coca a créé un climat de révolte qui permet au PCP-SL de recruter de nouveaux adhérents ou sympathisants.

Le Haut-Huallaga est devenu un champ de bataille où s'affrontent policiers, guérilleros, producteurs de coca et mercenaires à la solde des trafiquants. D'où le terme officiel de guerre contre les « narco-terroristes ».

« On peut dire que personne n'a fait autant que les Etats-Unis pour que le Sentier lumineux s'implante dans le Huallaga », commente le secrétaire exécutif de la Commission andine des juristes, M. Diego Garcia Sayan. Leurs programmes de contrôle de la production de coca et de trafic de cocaïne ont échoué. En revanche, ils ont aggravé le mécontentement social.

Cette analyse est faite au moment où un plan triennal antidrogue, calqué sur le plan péruvien, va entrer en vigueur en Bolivie. Les Etats-Unis ont offert leur collaboration financière et technique au Pérou pour trois projets : le CORAH, pour l'arrachage des plants de coca, le PRAH, pour l'étude du projet de substitution des cultures, et l'UMOPAR, qui vise

à entraîner et équiper une police spécialisée.

Le projet de CORAH (contrôle et réduction des cultures de coca dans le Haut-Huallaga) a un budget annuel d'un peu plus de 1 million de dollars. Escortées par les policiers de l'UMOPAR, des escadrons ratissent la région pour arracher et détruire les plants de coca. En dédommagement, le producteur reçoit 100 dollars par hectare. Une somme dérisoire puisque la vente de quatre récoltes annuelles rapporte en moyenne 10 000 dollars.

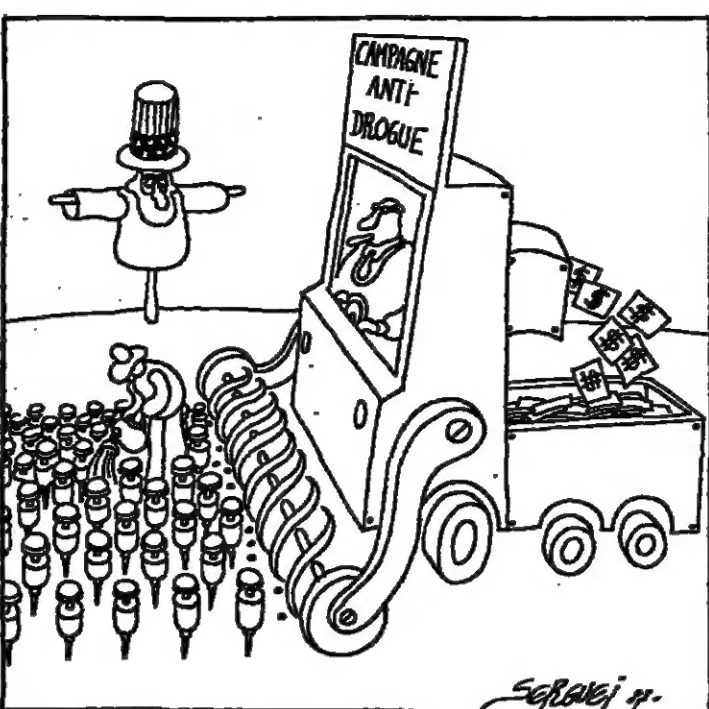
En outre, la surface détruite — moins de 4 000 hectares par an — représente moins de 3 % de la surface cultivée en coca, et beaucoup moins que le pourcentage de nouvelles terres gagnées à cette culture.

Le PRAH (projet spécial du Haut-Huallaga) étudie les possibilités de substitution de cultures et le développement régional. En fait, aucune culture n'est, et de loin, aussi rentable que la coca puisque le cacao, qui s'adapte le mieux à cette région, rapporte dix fois moins, en moyenne.

Quant à l'UMOPAR, l'unité mobile de patrouille rurale, un corps de plus de trois cents hommes spécialement entraînés par les Américains du DEA (l'organisme de lutte antidrogue), leur action est limitée à cause des difficultés du terrain et de l'absence d'existence de leurs moyens logistiques (pourrait moderniser les véhicules et ceux de la Mafsa).

Depuis août 1985, les autorités péruviennes ont aussi lancé de spectaculaires opérations « Condor » pour détruire les laboratoires de cocaïne, allant jusqu'à bombarder les pistes d'atterrissage clandestines. Mais celles-ci sont reconstruites rapidement par les trafiquants, si bien que l'effet réel de ces coûteuses opérations reste limité.

Constat d'échec donc au Pérou, malgré les 5 millions de dollars accordés en 1986 par les Etats-Unis. Mais que sont 5 millions de dollars face aux 2 milliards de dollars brassés par les trafiquants dans le pays ? Malgré cela, les Etats-Unis s'apprêtent à mener une politique identique en Bolivie.



En un an, les cinquante mille producteurs de coca du Chapare doivent arracher leurs arborescences. Pour chaque hectare, ils reçoivent une indemnisation de 2 000 dollars. « C'est juste suffisant pour couvrir les dépenses d'arrachage, et non pas celles de la reconversion », estime le député socialiste Roger Cortez. Cela explique la colère des paysans du Chapare et les graves incidents du mois de juin, qui ont fait quatre morts et des dizaines de blessés. Manifestations, barrages de routes, affrontements, ont finalement obligé le gouvernement à faire marche arrière : l'arrachage sera volontaire et se fera sans utiliser d'herbicides.

Le ministre des affaires paysannes, M. Guillermo Justiniano, estime qu'il faut s'attaquer en priorité aux consommateurs et aux trafiquants pour que le prix de la feuille de coca s'effondre, et que le paysan se reconvertisse de façon progressive. « Ce qu'il faut surtout, dit-il, c'est investir plus dans le développement. »

C'est ce qu'ont essayé de faire les Nations unies en encourageant les communautés indiennes à introduire de nouvelles cultures sur des terres en jachère. En contrepartie, l'ONU offrait sa coopération au plan technique. Le budget de 20 millions de dollars a été absorbé par cinquante-trois

communautés sur mille deux cents, si bien que ce projet n'a profité qu'à 6 % d'entre elles. Il aurait fallu investir plus de 300 000 millions de dollars pour la vallée... D'ailleurs, après un an d'application du plan, ces communautés s'estimaient lésées face à leurs voisins qui avaient planté plus de coca.

Les Américains ont « une double morale »

Pour compenser les effets du plan triennal américain, les autorités boliviennes demandent une aide de 300 millions de dollars. Le gouvernement américain n'a promis que 123 millions de dollars pour dix-huit mois. « En fonction des sommes énormes que représente le trafic, c'est une goutte d'eau dans le désert... Une imposture », déclare le sénateur conservateur Alfredo Arco. « Les Etats-Unis dépensent 30 milliards de dollars par an pour combattre ce fléau sur leur territoire. Avec 10 % ou même 1 % de cette somme, l'économie bolivienne pourrait partir d'un nouveau pied. »

Or la coca joue un rôle vital dans l'économie bolivienne. Les 450 tonnes de cocaïne rapportent annuellement 2 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de trois fois la valeur des exportations. Sans les coca-dollars, la balance des paiements aurait été déficitaire. Or, elle a révéé un excédent de 175 millions qui apparaît dans les comptes sous la rubrique « erreurs et omissions ».

Plus que jamais, la Bolivie a besoin de ses coca-dollars pour survivre, puisqu'elle ne peut plus compter sur l'état ni provisoirement sur le gaz, puisque l'Argentine a suspendu ses paiements depuis novembre 1986.

La nouvelle politique économique a entraîné la fermeture des mines, le lock-out des industries, la ruine des petits agriculteurs. Comment pourraient survivre les milliers de chô-

meurs, sinon de l'économie souterraine, c'est-à-dire des retombées des coca-dollars ?

Le gouvernement a pris plusieurs dispositions qui contribuent à « blanchir » les coca-dollars : les capitaux rapatriés ne peuvent être soumis à investigation depuis la réforme fiscale et le « bolsín », sorte de Bourse du billet vert, qui fixe le taux de change du « boliviano » deux fois par semaine, maintient une stabilité monétaire artificielle grâce au recyclage des dollars provenant du trafic.

« Les Américains ont une double morale », accuse M. Roger Cortez. Ils sont implacables face aux producteurs, compréhensifs face à leurs dix millions de consommateurs et bienveillants avec les capitaux qui proviennent du trafic. « Le député cite une déclaration du procureur général de la nation publiée dans le bulletin d'information du gouvernement américain reconnaissant que six banques américaines sur dix travaillent avec des capitaux provenant du marché noir. Les Boliviens se scandalisent lorsqu'ils entendent le sous-secrétaire d'Etat, M. John Whitehead, déclarer à la conférence de Vienne que les « trafiquants [des pays producteurs] devraient être condamnés à mort ». En Californie, la sanction maximum pour la vente de cocaïne n'est que de cinq ans et, de surcroît, la liberté conditionnelle ou sous caution est monnaie courante... »

NICOLE BONNET.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article sur l'élection présidentielle au Brésil (le Monde du 19 novembre), il fallait lire que, selon les conservateurs, le système parlementaire mettrait à nu « les divisions et les faiblesses » des partis et non « les décisions et les faiblesses ». Toujours à propos des conservateurs, il fallait lire que ceux-ci « souhaitent utiliser M. Sarney contre l'assaut des réformistes » et non des « réalistes ».

Arrestations et jugements des trafiquants de drogue

La guerre des gros bonnets

Dans la plus pur style des meilleurs « poters », les trafiquants de drogue colombiens ne font pas dans la dentelle. L'un d'entre eux, Carlos Ledher, arrêté en moins de cinq heures de son pays vers les Etats-Unis, est actuellement jugé à Jacksonville, en Floride. Ce « gros bonnet », accusé d'avoir importé aux Etats-Unis au moins 3,3 tonnes de cocaïne en 1979 et 1980, voulait, selon un de ses anciens compagnons de cellule, George Jung, transformer « par la violence ou les pots-de-vin » le territoire centro-américain de Bélem en « sanctuaire pour les criminels ». Un procureur fédéral américain, M. Robert Merila, l'a aussi accusé d'avoir soudoyé le premier ministre des Bahamas, M. Linden Findling, pour « préserver la poursuite de son entreprise ».

Il est l'un des principaux responsables du cartel de Medellín, qui fournit 80 % des importations de cocaïne aux Etats-Unis. Il voulait s'acheter une île pour créer un « paradis loin des lois internationales antidrogue ». Pour protester contre le traité d'extradition signé en 1979 entre Bogota et Washington, Carlos Ledher a créé son parti, pro-nazi, financé un quotidien, *Quindío libre*, qui tire à 60 000 exemplaires, et lancé une campagne d'affichage et de largages de tracts par avion.

Avec un certain succès, semble-t-il, puisque le traité d'extradition a été annulé en février dernier par la Cour suprême. Carlos Ledher n'en bénéficiera cependant pas, et son procès devrait durer plus de trois mois, plus de deux cents témoins de l'accusation et autant de la défense devant être entendus. L'un de ses alter-ego du cartel de Medellín, Jorge Luis Ochoa, âgé comme lui de trente-huit ans, devrait avoir plus de chance, au moins dans un premier temps. Il a été arrêté samedi près de Cali dans l'ouest de la Colombie lors d'un banal contrôle routier, mais il ne sera pas extradé pour l'instant vers les Etats-Unis. Il purge une peine de vingt mois de prison pour... contrebande de tabac. Le ministre de la Justice colombien, M. Low, en précisant que la liberté conditionnelle dont il bénéficiait était suspendue. Il faut dire que les trafiquants de drogue n'avaient pas

tardé à réagir à son arrestation, employant, là encore, les grands moyens.

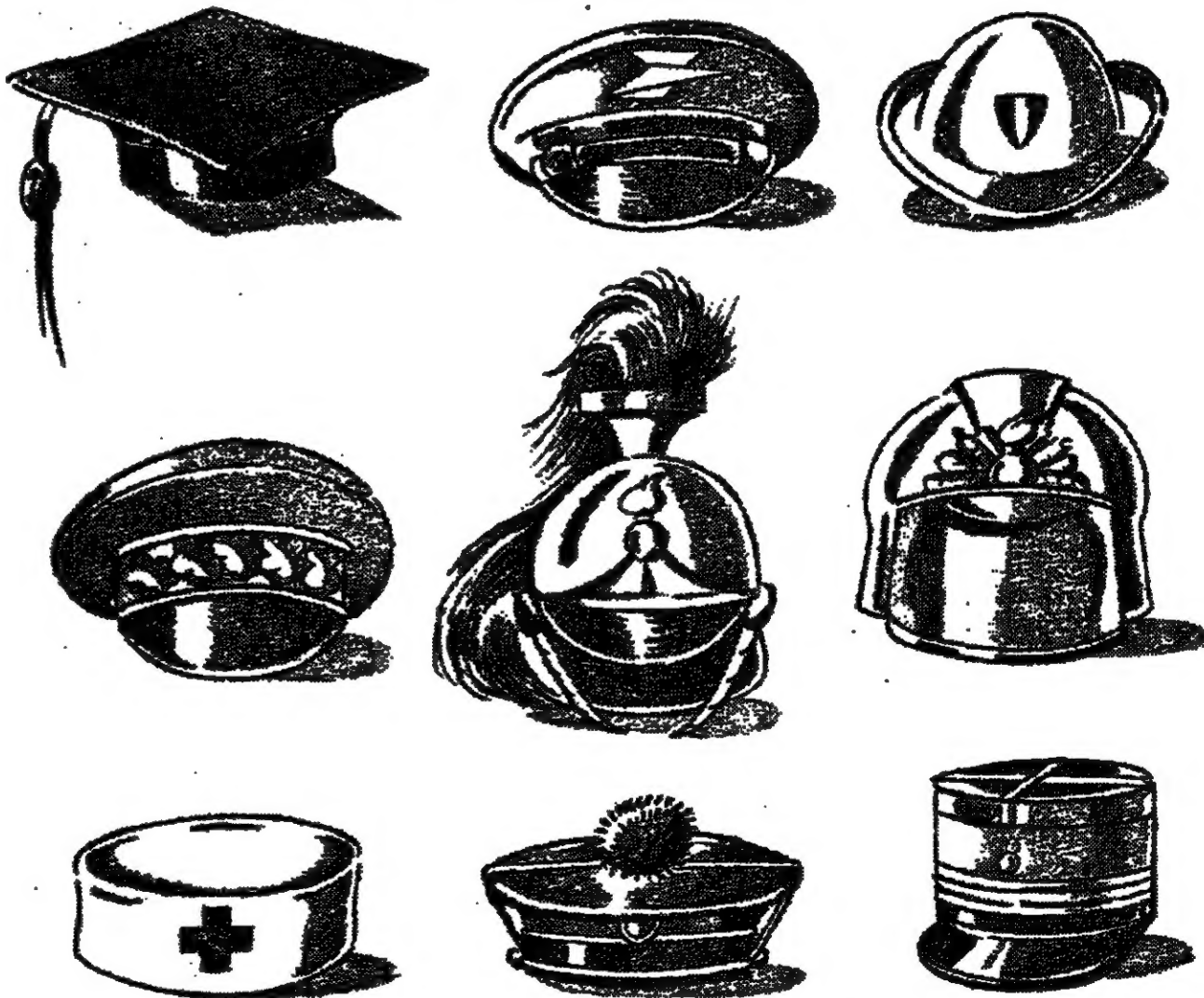
Ils ont menacé les dirigeants politiques colombiens « d'une guerre totale et absolue » si Luis Ochoa était extradé. Dans une lettre adressée lundi au journal de Medellín *El Colombiano*, dont le directeur, Juan Gomez Merino, a échappé dimanche soir à une fusillade, la mafia a affirmé : « Nous préférons une tombe en Colombie à une prison aux Etats-Unis. » Un « sentiment nationaliste » qui s'explique plus par l'impunité et la protection dont ils bénéficient dans le pays, grâce à leur puissance, que par un amour de patrie. Un homme comme Luis Ochoa « pèse », selon le magazine américain *Forbes*, 3 milliards de dollars.

Cette fortune, ajoutée à celle d'un autre trafiquant comme Pablo Escobar, estimée à 2 milliards de dollars, a même permis aux membres du cartel de proposer au gouvernement colombien de l'aider à payer la dette extérieure du pays (14,7 milliards de dollars) en échange d'une promesse de non-extradition. Le procès de Ledher — et l'arrestation et la condamnation, certes symbolique, de Luis Ochoa — portent cependant un coup sérieux au cartel de Medellín.

Cela d'autant plus que, dans le Pérou voisin, un autre trafiquant notoire, Reynaldo Rodríguez Lopez, et son clan familial ont récemment été condamnés après une instruction qui a duré plus de deux ans. En une dizaine d'années, son organisation aurait exporté 9 tonnes de cocaïne pure aux Etats-Unis. Il a beau expliquer que sa fortune, évaluée modestement à 300 millions de dollars, provient d'une « œuvre philanthropique » destinée à faciliter l'émigration clandestine de ses compatriotes vers Washington, le juge Hugo Priñce a réuni le plus volumineux dossier de l'histoire judiciaire du pays, composé de cent quarante-deux registres compromettant plus de deux cents personnes, parmi lesquelles des hommes politiques et des généraux. Malgré l'intensité du trafic de la drogue dans les pays andins, les « gros bonnets » ne sont plus aussi intouchables qu'autrefois.

D. H.-G.

Nous avons la même casquette que nos clients...



Nous avons la même casquette que nos clients ! Nous sommes fonctionnaires et vous êtes fonctionnaire. C'est pourquoi la PRÉFON est un organisme sans but lucratif qui ne réalise aucun bénéfice et ne rémunère ni courtiers ni intermédiaires. Les bénéfices financiers réalisés par la gestion des placements sont intégralement redistribués. Les frais de gestion sont très réduits et les cotisations

exceptionnellement avantageuses : vous avez toujours le choix entre plusieurs classes de cotisation et vous pouvez en changer librement chaque année. De nombreux avantages fiscaux vous sont garantis. Profitez et faites profiter votre famille d'une protection privilégiée qui vous est réservée grâce à nos 3 régimes de prévoyance :

PRÉFON-ÉPARGNE - PRÉFON-RETRAITE - PRÉFON-DÈCÈS

PRÉFON

LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES

95, rue de Courcelles 75017 Paris - Tél. : 42 27 51 84.

CHERCHEZ BIEN. VOUS AVEZ SÛREMENT UN FONCTIONNAIRE DANS VOTRE FAMILLE.



Oui, cherchez bien, car s'il y en a un vous pouvez lui rendre un fier service. En le prévenant qu'il peut adhérer au Crédit Social des Fonctionnaires et profiter des nombreux avantages réservés à tous les personnels du secteur public et nationalisé, quels que soient leur catégorie et leur niveau de revenu.

Créé en 1956 par des fonctionnaires, le CSF est un club dont la vocation est d'aider et de conseiller les fonctionnaires dans le domaine du prêt, du placement, de l'assurance et de l'épargne, bref, de l'argent. Il rassemble aujourd'hui plus d'un million d'adhérents pour lesquels sa société financière, Creserfi, a négocié un éventail



de produits auprès de 60 partenaires bancaires et financiers.

Au fait, une fois qu'il sera adhérent du CSF, allez le voir, il pourra peut-être vous faire bénéficier des mêmes avantages que lui : obtenir des prêts sur sa seule signature, bénéficier de taux parmi les plus bas du marché ainsi que de produits d'assurance et d'épargne sur mesure, profiter de réductions sur les voyages et les voitures. Et, parce qu'il est membre d'un véritable club, être assuré des conseils de professionnels et d'un service personnalisé.

Décidément, c'est bon d'avoir un fonctionnaire dans sa famille.

CRÉDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES
NOUS PRIVILÉGIONS LES FONCTIONNAIRES

9, RUE DU FAUBOURG-POISSONNIÈRE, 75009 PARIS - TÉL. : (1) 42 46 72 56

مكتبة من الكتب

Amériques

HAÏTI : avant le scrutin du 29 novembre

Les candidats à la présidence battent la campagne

La tension règne toujours à Port-au-Prince, où des bandes de jeunes, liées aux secteurs dévalétisés et militaires, s'emploient à semer la terreur. Lundi 23 novembre, après l'assaut dans la nuit du marché Salomon, l'un des plus populaires de la capitale, un commando armé a battu un homme à mort et des groupes d'habitants ont brûlé des voitures et attaqué plusieurs personnalités de partis politiques.

A aucun moment, l'armée n'est intervenue pour s'opposer à ces bandes armées. A moins d'une semaine des élections générales, qui doivent avoir lieu dimanche prochain, les locaux du Conseil électoral provisoire ont encore fait l'objet d'une tentative d'incendie.

ILE DE LA GONAÏVE
correspondance

« Surtout ne gaspillez pas vos voix. » Juché sur un fil, M. Louis Déjota II, candidat à la présidence d'Anne-Galea, un bourgeois perdu sur la côte septentrionale de l'île de la Gonaïve. Avec le pasteur Sylvio Claude, président du Parti démocratique chrétien haïtien (PDCH), M. Gérard Gourgue, soutenu par le Front national de concertation (progressiste) et M. Marc Bazin, un ancien fonctionnaire de la Banque mondiale (centre droit), M. Louis Déjota figure parmi les favoris du scrutin qui devrait avoir lieu le 29 novembre.

Depuis son retour d'exil, il y a un peu plus de dix-huit mois, ce maître bonhomme, âgé de cinquante-neuf ans, sillonne inlassablement les campagnes. Ce dimanche à l'aube, il est le premier candidat à s'embarquer pour l'île de la Gonaïve, dont les habitants ont toujours été oubliés par le pouvoir central. Partout, l'accueil des Gonaïviens est chaleureux, parfois enthousiaste. Massé sur le Wharf, la population des Brouins, quelques centaines de pêcheurs et de paysans, acclame le candidat, agronome de formation, lorsqu'il arrive avec ses gardes du corps et quelques conseillers sur deux hors-bord.

« Malgré les ravages des forces du mal, les arbres que mon père a plantés sont toujours là », s'exclame le candidat, qui ne manque aucune occasion de rappeler qu'il est le fils de son père, l'illustre sénateur qui aurait gagné les élections de 1957 contre François Duvalier si elles n'avaient été entachées de fraude. A en juger par les applaudissements nourris, surtout des plus vieux, la popularité des Déjota n'a pas été entamée par trente ans de dictature.

Outre les Duvalier, père et fils, qualifiés de « satans » et de « ventoux breuvés au sang de leur peuple », la cible principale de M. Louis Déjota est M. Marc Bazin, qui « a été ministre sous la dictature », comme il n'oublie pas de le rappeler dans ses discours. Les deux hommes se situent au centre et chassent sur les mêmes terres. M. Marc Bazin, cinquante-cinq ans, est sans nul doute le plus professionnel des candidats en lice. Il a pris une longue langue d'avance sur les autres candidats « contristés » comme MM. Louis Manigat, brillant intellectuel longtemps exilé en Venezuela, Thomas Deslaine, industriel, qui a fait fortune à la Jamaïque ou encore François Latortue, qui fut brièvement ministre de la Justice du gouvernement militaire provisoire. Disposant d'importants moyens, « grâce à l'appui de la diaspora haïtienne », M. Bazin est l'un des rares aspirants à la présidence à présenter un véritable programme.

« Au moins avec Bazin, les choses sont claires : il reprend toutes les propositions de la Banque mondiale », affirme M. René Théodore, candidat et secrétaire général du Parti uni des communistes haïtiens (PUCH), qui se présente comme le « seul candidat de gauche ».

Les deux hommes se sont récemment opposés au cours d'un débat de fort bon niveau sur les ondes de Radio-Haïti-Inter. Alors que le flux caractérise les intentions de la grande majorité des candidats, MM. Bazin et Théodore ont clairement exposé leur choix, libéralisme pour le premier ministre, transition vers le socialisme pour le second. Bien qu'il ait encore chance pour l'élection présidentielle, le PUCH pourrait provoquer quelque surprise dans la course à la mairie de

Port-au-Prince, où il présente un militant populaire, M. Max Bourjolly, longtemps employé de la municipalité de Bobigny, en région parisienne.

« Le martyr de la lutte contre la dictature »

Foncièrement anticomuniste, le pasteur Sylvio Claude, cinquante quatre ans le 1^{er} janvier prochain, est sans nul doute l'un des candidats dont le nom revient le plus souvent, notamment dans les couches les plus pauvres de la société haïtienne. « Nous voyons Sylvio Claude parce qu'il est le martyr de la lutte contre la dictature », entend-on dans les bidonvilles et les campagnes. Dix fois arrêté sous la dictature, sauvagement torturé en 1983 - il n'a dû son salut qu'à l'inter-

vention de l'ambassadeur ouest-allemand, - le pasteur Sylvio Claude fut l'opposant le plus coriace et le plus courageux du temps des Duvalier.

Ni les mauvais traitements, ni les tentatives de corruption - M. Jean Duvalier lui proposa sans succès 500 000 dollars pour quitter le pays en avril 1980 - n'eurent raison de son opposition. Ses jeunes partisans, qui montent la garde, la nuit, devant le local du PDCH, ignorent son programme. Il est pourtant simple, pour ne pas dire simpliste. « J'ai inventé le charitisme, c'est-à-dire l'amour de Dieu à travers le prochain : les riches doivent donner leur superflu aux pauvres », explique le pasteur baptiste, père de treize enfants, qui se présente comme le disciple du dirigeant popu-

liste Daniel Fignole. La popularité du pasteur Sylvio Claude inquiète la bourgeoisie haïtienne. « Sa victoire ne serait pas acceptée par l'armée et provoquerait probablement un coup d'Etat », commente un diplomate occidental. Au cours des dernières semaines, la cote du pasteur semble s'effriter à mesure que progressent celles de M. Gérard Gourgue, soucieux et en son, le candidat du Front national de concertation (nouvelle appellation du groupe des « 57 », les organisations de gauche qui avaient mené la bataille cet été contre le Conseil national de gouvernement). Cet avocat, propriétaire de plusieurs collèges d'enseignement secondaire, ancien président de la Ligue haïtienne des droits de l'homme, a été brièvement ministre de la Justice du gouvernement provisoire, après la

chute de « Bébé Doc ». Partisan d'une politique étrangère « réellement non alignée », M. Gourgue met l'accent sur les « trois A » : l'alphabétisation, l'agriculture et l'artisanat. Il fait de l'appui plus ou moins discret des secteurs progressistes de l'Eglise catholique, encore que le Père Jean-Bertrand Aristide, leader de ce courant, prône ouvertement l'abstention.

Une inconnue rend encore toute prévision très aléatoire : les duvalétistes s'efforceront-ils de saboter le scrutin par tous les moyens ? Ou se rallieront-ils à un candidat, qui pourrait être M. Hubert de Roncey, cinquante-cinq ans, ancien ministre des affaires sociales sous la dictature avant de s'opposer à « Bébé Doc » ?

JEAN-MICHEL CARROT.

ÉTATS-UNIS

A la redécouverte des joies du mariage...

WASHINGTON
correspondance

Faut-il croire Shere Hite, la doyenne des sexologues, lorsqu'elle affirme dans son dernier livre que la majorité des femmes américaines souffrent d'une insuffisance de communication avec leur mari, sont déçues par le mariage ? La conclusion est péremptoire puisqu'elle repose sur 4,5 % de réponses à cent mille questionnaires. Néanmoins, les groupes féministes sont satisfaits que la sexologie rejoigne leur opinion du mariage, dénoncé comme « une exploitation financière, physique, sexuelle et émotionnelle de la femme ».

Apparemment, les féministes préfèrent ignorer une autre conclusion peut-être discutable mais qui veut que les femmes dites libérées qui ont eu un « étroit contact émotionnel » dans la promiscuité ou l'adultère s'en trouvent « insatisfaites ».

A en juger par l'énorme succès de deux films récents, la grande public n'est pas aussi désenchantée et reste attachée au mariage, aux joies du foyer et de la maternité. Dans Baby Boom (plus de neuf mil-

lions de recettes en quatre semaines), une jolie femme d'affaires appelée à une grande carrière professionnelle y renonce pour se consacrer à un enfant qui lui a été confié. D'abord hostile aux guil-guils, elle y succombe, au point de quitter New-York pour élever l'enfant à la campagne dans des conditions difficiles. Elle monte une petite entreprise de petits pots pour bébé, qui réussit si bien que son ancienne compagnie lui offre un pont d'or pour acheter l'affaire. Elle refuse, préférant définitivement les vaches et les cochons, et s'avouant les valeurs sûres, les joies du foyer.

La glorification du foyer est également un des thèmes du grand film commercial Fatal Attraction (80 millions de dollars en huit semaines), un film saisisant, abondant en suspense et en situations angossantes, traité à la manière de Hitchcock. Dan, jeune et bon mari, bon père, a une aventure d'un soir avec Alex, une jeune femme également dans les affaires, animée d'une libido incontrôlable. Après de fougueuses étreintes sur l'évier de la cuisine, Dan se réveille pour retrouver sa femme. Ses ennuis vont commen-

cer car sa partenaire est amoureuse. Il aurait dû penser à l'avertissement de Carmen : « Si tu ne m'aimes pas, je t'aime et si je t'aime prends garde à toi... » Menaces de suicide, coups de téléphone intempestifs, puis Alex se déclarant enceinte harçèle Dan, qui se dérobe ainsi que sa femme. Alors c'est l'escalade de la violence... Finalement armée d'un couteau, elle s'introduit subrepticement dans la maison familiale, s'attaque à l'épouse. « Tue-la, tue-la », crie la salle au mari qui intervient.

Finalement, dans une séquence d'horreur qui fait crier les spectateurs, c'est la femme légitime qui, pour sauver son mari, tue l'intruse. « Dan a péché, seule sa femme peut lui pardonner et sauver sa vie... », a écrit un critique. Telle est également l'opinion du public, hostile à la « folle maîtresse », lorsque la femme légitime lui dit au téléphone : « Si vous touchez à quelqu'un de ma famille, je vous tue. » La salle craque sous les applaudissements.

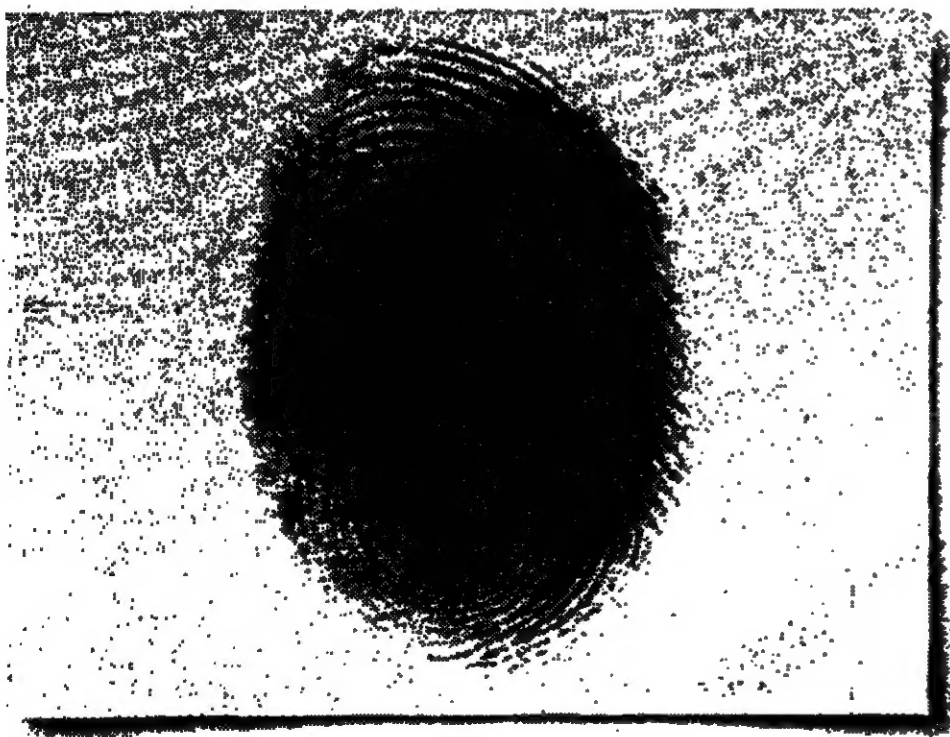
Le film a provoqué une vive controverse. Les féministes sont mécontentes. Elles déplorent que la maîtresse soit présentée comme une psychopathe, et, à leur avis, le

mari est un lâche qui s'est profité de la sensibilité d'une femme et qui fuit ses responsabilités.

Pas du tout, répondent les groupes antiféministes. La maîtresse n'avait-elle pas accepté cette passade ? Le mari se devait de protéger son mariage. Le foyer est sacré... Malheur à ceux qui s'y attaquent. Mais une journaliste n'appréciant pas ce message fait remarquer que l'épouse commet un infanticide en détruisant l'enfant de son mari. Apparemment les producteurs ont passé outre à cette objection.

Le film, en effet, fait porter l'accent sur le déséquilibre psychique de la maîtresse. Glenn Close, l'actrice, après avoir mobilisé trois psychanalystes estime qu'Alex avait été sexuellement molestée par son père, méprisée par sa mère et rejetée par tous les hommes qui lui plaisaient... En tout cas, pour le plus grand nombre d'épouses interrogées, le film est un avertissement, une mise en garde salutaire adressée à tous les maris de ne pas se permettre le moindre contact passager avec une créature aux réactions imprévisibles.

HENRI PIERRE.



Comment identifier un copieur Océ.

Quand vous vous demandez si votre document est un original ou une copie, il y a de fortes chances pour qu'il s'agisse d'une copie Océ.

Nos copieurs moyen et haut volume possèdent un remarquable sens du détail, grâce à leur système optique fixe et à leur bande photoconductrice à l'oxyde de zinc, un procédé exclusif Océ.

L'image étant exposée par flash, et non balayée par un faisceau lumineux, une copie Océ est toujours nette, sans zone d'ombre.

Elle peut même restituer tous les détails d'une empreinte digitale, comme sur la photo de droite.

Vous avez de plus l'assurance d'une copie impeccable : les particules extra-fines du toner monocomposant permettent une définition très précise. Le système de transfert/fixation à basse température évite l'excès d'électricité statique et la dispersion des particules de toner. La copie n'est jamais maculée. Vous obtenez ainsi des reproductions parfaites, aussi bien sur papier ordinaire que sur papier adhésif, cartonné ou sur

film transparent. La certitude d'obtenir des copies de qualité constante : voilà l'une des nombreuses raisons pour lesquelles les copieurs Océ sont réputés en FRANCE, et dans 89 autres pays.

Pour en savoir plus, retournez dès aujourd'hui le coupon réponse, ou téléphonez au (0) 46. 57. 12. 24 (Service marketing - demandez Béatrice).



La Performance Constante

A retourner à : Océ France S.A. - Service marketing, Division copieurs, BP-101 avenue Pierre Brossolette - 92120 Montrouge.

☐ J'aimerais savoir ce que peuvent m'apporter les copieurs Océ. Veuillez m'adresser votre brochure "Cherchez l'original Océ".

☐ Je souhaite qu'un Attaché Commercial Océ prenne rapidement contact avec moi.

Nom : _____

Fonction : _____

Société : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Politique

La préparation du vingt-sixième congrès

M. Gorbatchev minoritaire à Jarny

Les débats et les votes des conférences fédérales du PCF, ainsi que la présentation des directions des fédérations, sont révélateurs des limites de l'exercice de la démocratie au sein de ce parti. La discussion s'organise autour du seul texte de la direction, les opposants, s'ils veulent exprimer des choix différents, n'ont pas d'autre moyen que de faire que d'amender ce texte. Les partisans de la direction combattent ces amendements, mais rien ne leur interdit de voter, ensuite, le texte amendé, ce qui permet de confirmer l'ensemble des décisions dans un seul vote « pour » le projet de résolution et, donc, « pour » la direction.

Désarmés face à cette méthode, certains délégués ont recouru à la désobéissance. Dans une conférence de section de la région parisienne, l'un d'entre eux a proposé comme amendement un paragraphe de la résolution adoptée au vingt-cinquième congrès, en février 1985. Il a été rejeté. En Meurthe-et-Moselle, un petit malin a soumis à ses camarades un amendement qui reprenait intégralement un passage... du texte lui-même. Dans sa tentative à faire voter les délégués en évitant toute discussion, M. Claude Billard, membre du bureau politique, chargé de suivre cette fédération, a réussi à faire repousser cette confirmation du texte d'origine.

La comble de la « glasnost » a été atteinte, toujours à la conférence fédérale de Meurthe-et-Moselle, qui s'est déroulée dans la commune de Jarny et s'est achevée le lundi 23 novembre à 4 heures du matin. Des lecteurs assidus de M. Gorbatchev ont proposé, sans citer leur source non suspecte d'anticommunisme, d'amender le projet de résolution en reprenant des passages du livre du secrétaire général du PC soviétique, sur la démocratie et les pays socialistes. Cett « perestroïka » n'a pas eu l'heur, non plus, de convaincre M. Billard. Ces amendements, très « révolutionnaires dans la révolution », ont été rejetés massivement.

O. B.

La direction du PCF fait état d'un vote quasi unanime en sa faveur

Ainsi que l'indiquait le Monde du 24 novembre, l'immense majorité des conférences fédérales du PCF, exceptées quatre d'entre elles (Corse-du-Sud, Doubs, Meurthe-et-Moselle, Haute-Vienne), a apporté un soutien massif à la direction du parti, en vue du vingt-sixième congrès, qui doit se réunir du 2 décembre au 6 décembre.

Selon un bilan fourni par le secteur « fédérations » du PCF, dirigé par M. Paul Laurent, 68 fédérations du parti, à ce jour, ont rendu leur conférence départementale. Sur les 9 308 participants à ces assemblées, selon M. Laurent, 8 952 délégués ont voté pour le projet de résolution proposé par la direction, soit

96,17 %. Les votes « contre » sont au nombre de 179 (1,92 %), et les abstentions concernent 177 délégués (1,90 %). M. Laurent indique, dans l'Humanité du 24 novembre, que « la seule fédération du Doubs compte pour 130 voix contre ». Ce chiffre ne correspond pas au vote sur le projet de résolution, mais au résultat du vote sur le rapport d'activité du premier secrétaire fédéral sortant, M. Martial Bourquin, qui a été approuvé par 130 délégués sur 134.

Il semble que dans le bilan communiqué par M. Laurent, la direction du PCF interprète de façon discutable le vote de la conférence

fédérale de Corse-du-Sud, qui s'est réunie le 22 novembre. En présence de M. Pierre Sotira, trésorier du parti, les 98 délégués ont adopté, à l'unanimité moins deux ou trois abstentions, un projet profondément amendé. Des amendements « lourds », portant sur l'autocritique interne et le centralisme démocratique, ont été adoptés par 75 % des délégués (un amendement sur l'abandon de l'arme nucléaire n'est pas passé). Toutefois, les partisans de la direction, représentant environ 25 % des délégués, ont voté en faveur du projet de résolution ainsi remanié, ce qui permet à la direction de comptabiliser l'ensemble des délégués de Corse-du-Sud parmi ceux qui ont approuvé « son » texte.

« Grand-messe intégriste » en Haute-Vienne selon les contestataires

UMOGES de notre correspondant

Conclusion sans surprise, le dimanche 22 novembre au soir, de la conférence fédérale en Haute-Vienne. Une nouvelle direction a été élue autour de la minorité non démissionnaire des précédentes instances dirigeantes (le Monde du 6 et 7 novembre). L'homme qui a assuré l'interim, M. Maurice Maron, cinquante-huit ans, cadre à la Sécurité sociale, a été élu premier secrétaire fédéral en remplacement de M. Eric Fabre. Trois dirigeants non démissionnaires du comité fédéral (MM. Favre, Lajudie et Triclot) n'ont pas été réélus dans cette instance.

En présence de cent cinquante-deux délégués, le projet de résolution préparatoire au congrès a été adopté par cent quarante et une voix contre trois et huit abstentions. A l'occasion d'un « point de presse » improvisé devant la porte de la salle où se poursuivait la

conférence, des dirigeants ont qualifié les travaux de « sérieux » et « fructueux ». Des qualificatifs qui ne sont pas ceux retenus par les contestataires de la Haute-Vienne.

Considérant que cette conférence était une « grand-messe intégriste », ces derniers affirment que dix sections ont boycotté les travaux et que dix autres y ont envoyé « des délégations réduites ou oppositionnelles ». En tout état de cause, les élus étaient massivement absents : les quatre conseillers régionaux, onze conseillers généraux sur douze, trente-six maires sur quarante. A propos de ces élus, un intervenant à la conférence a déclaré : « Il y en a encore trop dans la salle ».

Les débats semblent avoir atteint parfois un fort degré d'agressivité. Un délégué a affirmé que M. Marcel Rigout « souffrait des problèmes psychi-

analytiques du même genre que ceux de Waldeck Rochet, voilà quelques années ». M. Jacques Jouve, adjoint au maire de Limoges, président de l'association départementale des élus communistes et républicains (ADECR), a été qualifié de « liquidateur ». Il a été reproché au secrétariat fédéral démissionnaire d'être « en contradiction avec les orientations principales du parti ». Les accusations ont atteint un tel niveau que M. Maron, le nouvel homme fort, est intervenu pour, selon un participant, « désamorcer les questions de personnes ».

Le nouveau premier secrétaire fédéral se défend d'être « un normalisateur ». « Il y a eu des démissions pas des exclusions », souligne-t-il, en ajoutant que les élus qui ont démissionné du comité fédéral sont toujours, dans leur circonscription, « des élus à part entière ».

GEORGES CHATAIN.

L'élection cantonale partielle de Marseille

M. Le Pen : pas de soutien au candidat de la majorité

Le bureau national du parti de M. Jean-Marie Le Pen devait se réunir le mardi 24 novembre afin d'arrêter sa position officielle pour le second tour de l'élection cantonale partielle de Marseille.

Les prises de position enregistrées sur place aussi bien que les déclarations des responsables nationaux permettent de penser que les dirigeants du Front national ne disposeront de toute consigne et laisseront à leurs électeurs de dimanche dernier leur entière liberté de vote pour le second tour. M. Jean-Marie Le Pen a déclaré, mardi sur la Cinq, que le FN n'avait « aucune raison de soutenir » le candidat de la majorité, tant que sa formation serait victime de « l'antiracisme » de l'UDF et du RPR.

A M. Pascal Arrighi, le responsable du Front national de Marseille, qui demandait une fois de plus à la majorité de faire à ses amis « des manœuvres » et « des gentilles », M. Jean-Claude Gaudin a répondu haut et fort qu'« il ne demandera rien ». Mais l'absence d'accord officiel n'exclut pas pour autant des contacts informels, qui peuvent être déterminants. En attendant, les responsables du Front national jouent des défices que leur apporte une nouvelle fois leur position confortable d'arbitre en se nourrissant des contradictions de la majorité.

Réagissant lundi aux déclarations de M. François Léonard annonçant qu'il exigerait l'exclusion du PR de tout membre de son parti qui ferait alliance avec le Front national, M. Le Pen a développé la logique : « Si le candidat de la majorité refuse nos voix, pourquoi les lui accorderions-nous ? M. Léonard a les clés de cette affaire dans les poches de son bleu jean ». Le Front national s'est félicité des résultats de dimanche : « Le scrutin était le plus défavorable pour nous, et-t-il commenté. Le fait que nous ayons maintenu nos positions avec un candidat femme qui n'était peut-être pas dans le milieu candidat le plus représentatif de la volonté de sécurité des populations est un bon résultat qui argue bien de ce que nous serons capables de faire aux

élections présidentielles ou aux municipales de Marseille ».

A gauche, on regarde évidemment avec beaucoup d'attention ce qui se passe entre la majorité et le Front national, et l'on ne prend pas pour argent comptant les déclarations des uns et des autres. S'exprimant lundi soir sur France-Inter, M. Pierre Mauroy s'est dit « persuadé que la majorité et le Front national étaient déjà en tractations » à Marseille.

M. Marcel Debarge, secrétaire national du PS aux élections, a lancé le même jour « un appel tout particulier aux républicains », en précisant que, de toute manière, ses amis marseillais ne feraient, eux, « de manœuvres à personne » pour ce second tour.

De son côté M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a mis également M. Léonard au pied du mur, en relevant que « son aplomb n'avait d'égal que son hypocritisme ». M. Léonard, a expliqué M. Queyranne, promet l'exclusion de son parti de tout candidat qui ferait alliance avec le Front national à l'occasion d'élections locales ou nationales. Cette menace s'écroule devant la réalité. M. Gaudin et Jacques Blanc, qui n'ont pas hésité à faire appel au soutien des élus du Front national pour être élus dans leur région [...]. Si M. Léonard veut être crédible, il doit leur imposer de rompre leurs alliances régionales. C'est une exigence de clarté politique ».

● Décès d'un adjoint au maire de Nice. — René Pietruschi (div. droite), conseiller général et adjoint au maire de Nice, est décédé le 23 novembre des suites d'une longue maladie. Il était âgé de cinquante-quatre ans et était l'un des plus fidèles amis de M. Jacques Médecin, député et maire de Nice. Elu conseiller municipal en 1971, puis adjoint en 1977, délégué à la police municipale et à l'action sociale, il était conseiller général depuis mars 1982.

Maré, père de deux enfants, il dirigeait à Nice une entreprise de viande en gros.



En souscrivant une ou plusieurs actions de 500 F, créez avec nous un journal qui :
— témoigne des faits ;
— affirme ses valeurs ;
— encourage les débats.
Avec vous. Sinon rien.

Bernard Langlois et l'équipe de Politis.

Politis
LE CHÔRIS

DEVENEZ ACTIONNAIRE DE L'HEBDO QUI NOUS MANQUE A GAUCHE.

Visa de la Commission des Opérations en Bourse n° 87323 du 4 septembre 1987

Avertissement de la Commission des Opérations en Bourse :
1 - Les possibilités pratiques de cession sont limitées ; il n'est pas envisagé d'organiser un marché des titres.

2 - Il n'est pas prévu de distribuer des dividendes au cours des deux premiers exercices.

3 - Tout actionnaire nouveau doit être agréé par le Conseil de surveillance.

4 - S'agissant d'une constitution de société, les éléments financiers contenus dans la note d'information sont entièrement prévisionnels.

La notice d'information mise à la disposition du public et les statuts sont disponibles à POLITIS, 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris.

MANDAT POUR EFFECTUER UNE SOUSCRIPTION Article L.129 de la loi du 24 juillet 1966. Article D.61 du décret du 25 mars 1987.

Je, soussigné Nom : _____ Prénom : _____

Date et lieu de naissance : _____ Profession : _____

Domicile : _____

Après avoir pris connaissance :

— des statuts de la société anonyme en formation dénommée Société Anonyme d'Édition du Nouvel Hebdomadaire ayant pour objet principal l'édition du journal « Politis » avec siège social à Paris (75011) 6, rue du Dabouey en capital de 400 000 000 francs divisé en 8000 actions de 500 francs à souscrire en espèces et à libérer intégralement ;

— ainsi que la mention publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires le 14 septembre 1987 ;

Je déclare donner mandat à la Banque Française de Crédit Coopératif (B.F.C.C.), 191, avenue Daumesnil, 75012 Paris de pour moi et en mon nom y adhérer et souscrire

(nombre en lettres) _____ actions de cinq cents francs chacune de ladite société.

A l'appui de ce mandat de souscription, je verse à la B.F.C.C. mon mandat, la somme de francs _____ représentant mon apport.

Fait à _____ le _____
La signature doit être précédée de la mention manuscrite « Bon pour pouvoir ».

Les chèques sont à libeller à l'ordre de la B.F.C.C. et à retourner avec le bon ci-joint à POLITIS, 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris - Tél. : 16 (1) 46.36.24.24.

مكتبة الشامل

LES FISC DE LA G

C'EST RE TE VOTRE LE M

Politique

La discussion budgétaire au Sénat

M. Séguin admet la « nécessité absolue » d'un financement complémentaire pour la Sécurité sociale

Le Sénat a poursuivi l'examen du projet de budget en étudiant les crédits affectés au tourisme, à la recherche, à l'enseignement supérieur et à l'environnement. Après en avoir discuté, le lundi 23 novembre, il a approuvé les crédits du ministère des affaires sociales et de l'emploi.

TOURISME

M. Roger Chéreau (RI, Paris), rapporteur de la commission des finances, rappelle que les crédits proposés pour ce secteur sont en régression. Il souhaite qu'une diversification des produits touristiques et une amélioration de l'accueil interviennent pour « redresser la situation ». L'effort est notamment nécessaire en matière d'accueil, confie M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme, qui y voit même « une ardente obligation ». Quant à M. Christian Besset (RI, Marseille), il conseille à son actual successeur au ministère de l'Intérieur de faire cesser les mises en fourrière des voitures étrangères.

M. Descamps n'a pu qu'être flatté d'entendre exprimé sur les bancs de la majorité comme sur ceux du PS le vœu que le tourisme bénéficie d'un ministre plein. M. Paul Mélesse (apparenté RPR, Caen), rapporteur de la commission des affaires économiques, y ajoute le souhait que le membre du gouvernement en charge de ce secteur s'occupe de la qualité au comité interministériel d'aménagement du territoire. MM. Marc Besset

(PS, Gironde) et Georges Mouly (Gauche dém., Corrèze) souhaitent eux l'élaboration d'une « loi-cadre ».

RECHERCHE

Que ce secteur soit privilégié par le projet de budget, nul ne le nie, à l'exception des communistes. Toutefois, les socialistes, par la voix de MM. Robert Crouzet et Paul Loubès, n'ont reconnu l'impact positif du système du crédit d'impôt recherche, n'en considèrent pas moins que le prochain budget ne pourra compenser le retard accumulé dans ce secteur depuis 1986.

Ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, M. Jacques Valade conteste par avance les critiques de « militarisation » de la recherche au prétexte que les crédits de recherche du ministère de la Défense augmentent de 10 %. Pour l'ancien sénateur de la Gironde, on ne peut oublier les rapports « très étroits » entretenus entre recherche militaire et civile. M. Pierre Laffitte (Gauche dém., Alpes-Maritimes), rapporteur de la commission des affaires culturelles, regrette même qu'il n'y ait pas en meilleure « corrélation » entre les deux. Ce n'est pas le cas de M. Hélène Lac (PC, Val-de-Marne), pour qui cette militarisation est évidente et effrayante. Elle était cette affirmation en calculant que 1 milliard de francs d'investissements dans une activité civile de recherche occupe 6 000 personnes, contre 2 800 seulement dans les services militaires.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

M. Valade compare le bilan 1981-1986 à celui de 1986 à 1988. Il est naturellement, à ses yeux, particulièrement négatif pour ses prédécesseurs de gauche. La majorité insiste sur le fait que les crédits prévus pour l'année prochaine manifestent la volonté du gouvernement de faire de l'enseignement supérieur une priorité. Il n'empêche que M. Pierre Besset (Un. cent., Jura), rapporteur de la commission des affaires culturelles, observe que la crise qui a marqué ce secteur il y a un an « n'a guère contribué à faire avancer le débat sur le devenir de notre université ».

Le souvenir des événements de décembre 1986 est encore dans tous les esprits. M. Luc n'a pas manqué de le rappeler en affirmant que la politique « élitiste et ségrégative » du gouvernement n'a pas changé depuis lors. Elle fait part du soutien du PCP aux étudiants, lycéens et professeurs actuellement « en lutte ».

ENVIRONNEMENT

Le budget traduit la volonté de gouvernement de faire mieux que dans le passé. La majorité le reconnaît, les socialistes aussi, même si, avec les communistes, ils estiment l'effort insuffisant.

Répondant à une préoccupation exprimée sur tous les bancs, M. Alain Carignon, ministre délégué chargé de l'environnement, assure qu'il ne cherche pas à profiter de la décentralisation pour décharger l'Etat sur les collectivités locales du contrôle des installations à risques. Pour lui, il convient de revoir la nomenclature afin

de laisser aux communes le seul contrôle des établissements qui ne causent que « des nuisances de voisinage » sans créer de risques sérieux. En revanche, les établissements qui comportent un risque pour l'environnement et la sécurité doivent rester de la responsabilité de l'Etat.

EMPLOI

S'il est un budget au sujet duquel droite et gauche restent sur leurs positions, c'est bien celui de l'emploi. D'un côté, la majorité se prévaut d'un arrêt des pertes d'emplois et de la priorité que le gouvernement accorde à la formation professionnelle. De l'autre, la gauche reste incrédule. M. Gérard Rougas (PS, Haute-Garonne) qualifie d'« inévitabilité » la progression du chômage. M. Hector Vireux (PC, Nord) est formel : le budget vise surtout, par la « manipulation » des statistiques, à préparer l'élection présidentielle.

Pour élargir qu'il soit, le soutien apporté par la majorité à M. Philippe Séguin se veut aussi lucide. Ainsi M. Michel Mitréand (RI, Haute-Saône) considère que la tâche à accomplir reste « immense » et que le recul du chômage ne pourra être obtenu qu'en pratiquant un « gigantesque effort d'adaptation ».

AFFAIRES SOCIALES

La priorité donnée à l'emploi dans le prochain budget ne doit pas donner à penser que santé et famille seraient négligées. M. Michèle Barzach, qui est chargée de ces deux secteurs, s'attache à en faire la démonstration, tandis que M. Adrien Zeller, secré-

taire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, analyse la politique menée en termes de « lutte contre toutes les formes d'exclusion sociale par le renforcement de la solidarité en faveur des personnes âgées, des handicapés et des pauvres ».

M. Jacques Oudin (RPR, Vendée), rapporteur de la commission des finances, souhaite une simplification dans le partage des compétences entre l'Etat et les collectivités locales en matière d'action sociale. Il met l'accent sur les trois difficultés auxquelles se heurtent les solutions du dossier Sécurité sociale : le déséquilibre persistant entre actifs et inactifs, l'évolution en hausse de la demande des soins de santé et la définition d'un

financement qui ne reposerait pas sur les seules entreprises. M. Oudin plaide pour une liberté des prix des médicaments afin de permettre la relance de la recherche pharmaceutique.

Président de la commission des affaires sociales, M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine) explique que, faute d'un plan d'urgence avant la fin de l'année, le déficit de la Sécurité sociale pour 1988 risque d'obliger à des solutions « improvisées ». M. Séguin reconnaît que, en effet, il y aura « nécessité absolue d'un complément de financement » l'année prochaine.

A.C.

Au Conseil de Paris

Les mesures sociales votées par les communistes et la majorité

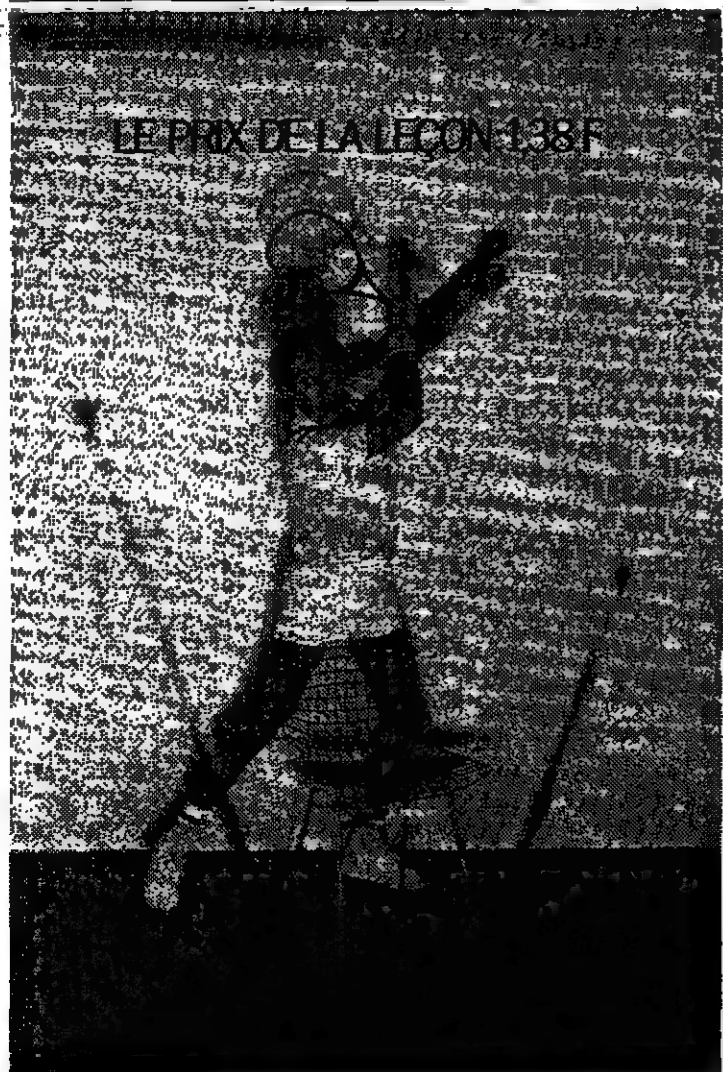
Les élus communistes ont joint leurs voix à celles des élus de la majorité RPR, UDF et apparentés pour approuver, lundi 23 novembre au Conseil de Paris, des mesures sociales en faveur des familles nombreuses. Les élus socialistes, au nombre de seize, ont décidé de ne pas participer au scrutin : le président de leur groupe, M. Sarre, avait déploré que les dispositions présentées par le maire de Paris, notamment la création d'une carte « Paris-Familles » (le Monde du 19 novembre), ne soient pas

« réservées aux familles à revenus modestes ». Les élus du PS ont réclamé la prise en charge des « exclus de la protection sociale ». Si les élus communistes n'ont pas été tendus avec la politique du maire de Paris, dont ils ont dénoncé le « parfum quelque peu électoraliste face à une maladie qui exige un traitement vigoureux », ils ont néanmoins approuvé les mesures envisagées qui ont été adoptées en séance de nuit à l'unanimité des 147 votants.

LES OASIS FISCALES DE LA C.E.E.

SCIENCE VIE ECONOMIE

DECEMBRE



En 1988 aussi, pour 1,38F par jour (506F par an) votre téléviseur vous offrira plus de programmes que jamais. Déjà, cette année, environ 50 heures par semaine sont consacrées aux émissions sportives, soit plus du double qu'il y a deux ans. Et quand on aime le sport, plus il y a de matches, plus on améliore son style.

C'EST ÇA LA REDEVANCE TELEVISION

VOTRE TICKET D'ENTREE DANS LE MONDE DE L'AUDIOVISUEL

FIDÉLITÉ À JEAN DE BONNOT

un livre d'art au prix éditeur*

* Cette offre au prix éditeur, qui peut s'élargir à d'autres titres que nous vous signalons plus tard, reste exceptionnelle. Elle remercie nos lecteurs de leur fidélité.



« Un des best-sellers de la civilisation occidentale » Ce « best-seller », comme le qualifie un de nos érudits, est en effet un de ces livres dont l'audience est restée considérable au fil des siècles. Son ton enjoué et frondeur, son style direct et primesautier, sa profondeur sous des dehors légers, tout le rend aimable à tous. On ne soup-



Tirage limité : ce chef-d'œuvre de l'humour n'a rien perdu de son actualité depuis le XVI^e siècle



Érasme
L'Éloge de la folie
la plus corrosive des satires contre les dogmatismes et les fanatismes aveugles

onnerait pas que ce texte majeur d'un grand humaniste de la Renaissance ait été improvisé par Érasme pendant un de ses voyages alors qu'il se rendait en Angleterre après un séjour à Rome.

Il y a du dévouement dans « L'Éloge de la folie ». L'auteur persifle les lourdeurs et les inconséquences de la scolastique dans une parodie où la logique de l'absurde fait merveille.

Il s'ensuit une « sagesse de la folie » dont les attendus enchantent nos esprits modernes : seule la folie a le pouvoir de déridier les hommes ; la folie est à l'origine de la vie ; elle conserve aux vieillards la grâce de l'enfance ; la présence des femmes suffit à incliner vers la folie ; sans la folie, l'amitié ou le mariage sont des liaisons sans chaleur et sans agrément ; la sagesse ne vaut rien à la guerre, les philosophes y ont été lamentables comme partout ; ce sont les bouffons qui s'imposent au peuple ; la vie n'est qu'un immense carnaval ; on estime d'autant plus les sciences qu'elles se rapprochent de la folie, ainsi la médecine ; la démocratie repose sur la folie, comme toutes les institutions, tous les honneurs et tous les arts ; la folie douce de l'illusion est aussi souhaitable qu'est dommageable la folie furieuse ; parmi les doux maniaques, viennent au premier rang les chasseurs, les bâtisseurs, les alchimistes, les superstitieux, les amateurs de

traduction de Barrett. Cependant, afin d'en rendre la lecture plus agréable et plus aisée, nous avons complété ce texte par une version en français moderne. Comme l'exemplaire introuvable de 1789, notre ouvrage est fort agréablement orné de douze belles illustrations d'époque.

Une reliure originale amoureusement dessinée par Jean de Bonnot

Les reliures Jean de Bonnot sont aujourd'hui célèbres en France et ailleurs. Vous apprécierez particulièrement celle qui habille « L'Éloge de la folie » dont le dos est orné d'un décor « aux angelots » poussé sur or fin à 22 carats et dont les plats sont décorés de motifs figuratifs frappés à froid. Comme d'habitude, cette reliure est taillée d'une seule pièce dans un cuir de mouton sans défaut.

Autres raffinements : 496 pages au format in-octavo (14 x 21 cm). Papier chiffon à la forme ronde avec filigrane. Tranche supérieure dorée à l'or véritable. Signet et tranche filigranés. Signet et tranche filigranés. Signet et tranche filigranés.

Garantie à vie Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE

(limitée à un seul livre par lecteur)

à envoyer à JEAN DE BONNOT
2, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant « L'Éloge de la folie » d'Érasme en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats.

Veuillez trouver ci-joint mon règlement soit 155,50F (+ 13,50F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Commune

Signature 1

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

Politique

M. Mitterrand au Grand-Quevilly
« L'alliance quoi ?
l'alliance russe ? »GRAND-QUEVILLY
de notre envoyé spécial

« Mon rôle, encore pendant quelques mois, est d'assurer aux Français de traverser les épreuves sans tomber dans la crise », a déclaré M. François Mitterrand, le lundi 23 novembre au Grand-Quevilly (Seine-Maritime) où il a été accueilli par M. Tony Larue, maire de cette commune de la banlieue de Rouen, et par M. Laurent Fabius, en présence de M. Jean Lecomte, président de l'assemblée régionale. Le chef de l'Etat évoqua une campagne présidentielle « qui arrivera, accablée par les polémiques et les désaccords ». « A mesure que les dissensions paraîtront prendre le dessus, s'il ajouta, mon rôle sera de veiller pour que les Français n'en souffrent pas, pour que cela ne devienne pas insupportable ».

A M. Larue qui avait affirmé que « la majorité des Français » sont prêts à lui manifester « à nouveau sa confiance », M. Mitterrand a répondu : « J'entends, j'apprécie. On verra bien ».

Le chef de l'Etat a ensuite déjeuné en compagnie de M. Fabius, Larue, François Lecomte (député socialiste de l'Eure) et des deux secrétaires fédéraux du Parti socialiste de l'Eure et de la Seine-Maritime. Selon certains participants, il est apparu « combatif ».

M. Mitterrand a été très critique envers M. Chirac et son gouvernement et ironique envers M. Raymond Barre. « Après tout, c'est grâce à lui que nous sommes là », a-t-il dit en évoquant les victoires socialistes de 1981, qui faisaient suite à une période de cinq ans pendant laquelle M. Barre avait été premier ministre.

M. Lecomte, qui, au terme d'un précédent déjeuner avec le chef de l'Etat, au début du mois de septembre à Québec, le donnait candidat à 80 %, affiche aujourd'hui, à 98 %, une quasi-certitude.

Après ce déjeuner, M. Mitterrand a évoqué, au cours d'une conversation avec les journalistes, quelques sujets d'actualité :

• **LES ALLIANCES** : interrogé sur le débat qui agite le PS à propos des alliances de l'après-1988, M. Mitterrand a répondu :

« L'alliance quoi ? L'alliance russe ? Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Moi, je ne vois pas... » Les déclarations consensuelles de M. Jacques Chaban-Delmas sur le rejet des blocs de droite et de gauche ne lui ont pas inspiré de réponse plus précise : « Bravo ! bravo ! Très bien... »

• **M. LAURENT FABIUS** : comme on lui faisait remarquer qu'il avait, naguère, affirmé que M. Fabius interprétait parfaitement sa pensée, M. Mitterrand a interrompu le questionneur. « A quelle époque ? » a-t-il demandé. Puis il a ajouté : « Nous avons des choix très difficiles sur des grandes questions. Lui, c'est lui, moi c'est moi. Je l'ai trouvé très bien, cette phrase... »

• **MICHEL ROCARD** : « J'ai toujours pensé qu'il serait un bon candidat. Vous m'obligez à des répétitions. Le Parti socialiste a en son sein plusieurs responsables qui sont destinés à remplir un grand rôle dans la nation ».

• **FINANCEMENT DES CAMPAGNES ELECTORALES** : « Je suis content de voir M. Chirac mettre en œuvre les mesures que j'ai préconisées ».

• **NOUVELLE-CALÉDONIE** : M. Mitterrand a ironisé sur « ces messieurs de la-bas » qui se félicitent d'une évolution de sa pensée. Le RPCR a, en effet, relevé une contradiction entre les choix anciens de M. Mitterrand et l'affirmation formulée le 16 novembre, à RTL, selon laquelle hors de la République, ce serait « la guerre civile ». « Des gens aussi peu sérieux que ceux du RPCR n'ont pas écouté avec assez d'attention mes déclarations présidentielles », a-t-il remarqué. « J'ai toujours dit que l'indépendance, maintenant, ce serait la loi du plus fort dans une situation où les armes seraient de parler. Je l'ai dit à M. Tjibaou (...). Si on doit traduire un choix politique par la domination d'un groupe ethnique sur l'autre, alors c'est la fin de tout... » M. Mitterrand a conclu au moment même où, à l'Assemblée nationale, plusieurs représentants de la majorité soulignaient un changement d'attitude de sa part sur ce dossier.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le débat au sein du Parti socialiste

M. Mauroy prône une « majorité de gauche »

« Il n'est pas question de changer de position. Nous sommes à gauche. Il y a une droite, il y a une gauche, chacun fait son travail ! » L'après-midi, lundi 22 novembre, de « Face au public » sur France-Inter, M. Pierre Mauroy n'a pas mâché ses mots : pas question d'alliance avec la droite ou de dérive contrainte du PS. « Les socialistes ne participeront pas à des gouvernements de coalition où la droite serait majoritaire. Vous nous voyez participer à un gouvernement de cette nature ? », s'est indigné l'ancien premier ministre. « Le PS ne veut pas d'alliance de « troi-

sisme force ». [...] Nous ne voulons pas retourner dans les méandres de la quatrième République (...) nous avons le volonté de rester à gauche, d'avoir une majorité de gauche ».

Plutôt que de se lancer dans le jeu des « suppositions », le maire de Lille préfère laisser trancher le peuple français. « C'est à lui de voter, c'est à lui de juger, c'est à lui de créer la situation, et naturellement nous nous [y] adaptons ». D'autre part, M. Mauroy, après le comité directeur du PS, a

répété que les socialistes souhaitent « être en situation de dissoudre l'Assemblée nationale, mais qu'ils ne veulent pas lier par avance le futur président de la République ».

A propos de la décision du tribunal de Bobigny jugeant illégitime la grève des pilotes d'Air Inter, M. Mauroy s'est insurgé contre l'idée selon laquelle des juges puissent « décider si une grève est légitime ou pas » alors que le droit de grève est reconnu par la Constitution. « C'est le retour à l'Ancien régime ».

Un point de vue des transcourants

L'appel de juin 1988

U de gauche, tout élargissement passe par le centre. C'est géométrique. On peut évoquer le seul centre gauche comme limite ultime des alliances futures, dans l'espoir tout de même de le rencontrer un jour ou en appelant à un large rassemblement, en prenant le sage précaution de ne point le définir. Il n'empêche, d'ouvrir suppose de franchir la ligne. Ou alors mieux vaut camper fermement sur ses positions.

Mais voilà, le centre aujourd'hui, c'est la droite. La majorité conservatrice de mars 1986 en a décidé ainsi. Car, le centre est moins rigoureux au contact, plus propre sur lui que certains de ses partenaires, plus ouvert que beaucoup sur bon nombre de questions de société. Il reste que pour un noyau d'eau, le vin garde le même degré d'alcool.

Pourtant, le débat s'est déjà enflé dans son cortège d'extrêmes et d'extrêmes : les accords d'appareils et les gouvernements de coalition sont en effet voués soit à la paralysie, soit au rejet, s'ils ne sont que cela. Et dans cette hypothèse les tentatives du refus de tout compromis ont raison : les socialistes généralisent en apparence une majorité illusoire qu'ils perdraient en réalité et en crédit, oubliant le mandat qui leur est confié par leur électorat.

Deux alors tourner la question autrement : quels sont les besoins du pays, et pour ce qui nous regarde, de l'immense masse de ceux qui ne se satisfont pas de l'immobilisme social ? Bref, avant de savoir avec qui gouverner, sachons pour quel faire ?

Or la France a besoin d'être forte, et donc unie. La crise monétaire et boursière assombrit encore les perspectives de retour à la croissance et de diminution du chômage. Elle rend encore plus acharnée la compétition économique. Il nous faudra toujours plus inventer, créer, produire et vendre. Et convaincre les Européens d'agir ensemble. La mutation fera mal et obligera à fournir un gigantesque effort de formation, à assurer un minimum social pour les plus démunis, à substituer à la dépendance dans le travail le maximum d'autonomie et de responsabilité. Tout cela coûte cher, c'est ce défi qui exige l'unité dans les objectifs, comme condition d'une dynamique qui susciterait élan et espoir là où il n'y a que trop de passivité et de résignation. Les socialistes sont-ils seuls à nourrir cette ambition ? A l'évidence pas plus Raymond Barre que Jacques Chirac ne sont les hommes de ce rassemblement-là. L'un ne croit qu'en lui-même et l'autre ne croit plus en rien.

Pour ce qui nous concerne, évitons de nourrir trop d'illusions sur nos propres forces, le candidat soutenu par les socialistes à la prochaine élection présidentielle sera, s'il est victorieux, l'homme de son camp, à savoir d'une moitié du pays. Et quand bien même disposerait-il d'une majorité parlementaire à son image (ce qui serait bien sûr souhaitable), la marge de manœuvre serait limitée, mais pas « élargie » pour autant ! Les mêmes lui auront renouvelé leur confiance.

C'est à partir de là que la question de l'ouverture prend tout son sens. L'expérience politique récente démontre qu'on peut sans doute gouverner avec l'appui momentané de 51 % des Français, mais que l'on ne réforme durablement une société qu'avec des majorités plus larges. La seule initiative politique opportune consiste à engager immédiatement après la victoire un vrai dialogue républicain et d'appeler à nos côtés des juin 1988, les formations et les personnalités politiques qui, pour un temps, entendraient s'atteler à la tâche commune dans le respect des différences multiples. Gageons que les forces du repli social, du corporatisme étroit et du libéralisme torride seront suffisamment nombreuses pour constituer la bruyante mais indispensable opposition sans laquelle il n'y a pas de véritable démocratie.

Gouverner avec une large majorité, c'est non seulement possible, c'est nécessaire pour les temps à venir. Avec des tentatives qui ne sont pas le nôtre, d'est indéniable, bien évidemment en écart et en restant à gauche. Cesser de l'être ne rendrait pas service aux socialistes et encore moins au pays. A la délicate morale de l'abandon d'ajoutera l'importance politique.

Il faut à ce pays une majorité ample et donc une gauche forte.

Ce texte a été signé par MM. François Hollande, Jean-Yves Le Drian, Jean-Pierre Mignard et Jean-Pierre Worms, auteurs de l'appel de juin 1988.

M. Chirac annonce
des mesures fiscales
en faveur de la Corse

Le premier ministre a annoncé, le lundi 23 novembre, une série de mesures en faveur du développement économique de la Corse, d'un montant de plus de 200 millions de francs, pour les deux exercices budgétaires 1987 et 1988.

« Le gouvernement soumettra au vote du Parlement une mesure exceptionnelle d'exonération de l'impôt sur les sociétés, pendant une durée de huit ans, pour les entreprises nouvelles s'installant en Corse dans les deux prochaines années », a déclaré M. Chirac, à l'issue d'une réunion à Matignon avec des parlementaires corses.

« Cette mesure concernera les secteurs de l'industrie, de l'hôtellerie et du BTP », a-t-il précisé.

D'autres dispositions en faveur des infrastructures portuaires et aéroportuaires, de l'agriculture et des routes notamment, ont également été annoncées par le premier ministre, qui a souligné qu'il s'agit, de la part de l'Etat, d'un « effort exceptionnel ».

(Préside par M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député (RPR) de la Corse-du-Sud, la région est constituée comme une zone particulièrement handicapée sur le plan économique. Elle est classée comme « particulièrement défavorisée » aux conséquences de l'application de la politique agricole de la CEE. Selon le ministère des affaires sociales et du travail, entre septembre 1986 et septembre 1987, les demandes d'indemnité ont progressé de 3,2 % en Corse (+ 1,9 % en moyenne nationale) alors que les offres d'emploi augmentaient de 3,7 % (+ 7,8 % pour la moyenne nationale).

La mesure qui consiste à exonérer l'impôt sur les sociétés des entreprises qui s'installent dans l'île est inscrite sur les dispositions décidées il y a un an par M. M. Balladur et M. M. M. Balladur et M. M. M. Balladur, La Corse et La Corse, prennent touchent par la crise des chantiers navals de la Corse. Mais ces dispositions ont été prises par des députés (en février et en juillet 1987) en application d'une ordonnance de l'été 1986. Les mesures d'exonération fiscales dans certaines zones doivent stimuler l'investissement de l'industrie, les entreprises créées par M. Chirac ont été vivement appréciées par M. de Rocca-Serra et M. François Giacobbi, président (MRG) du conseil général de Haute-Corse.

F. G.

(Publicité)

PARIS EGALITE
3ème APPELCONTRE LE RACISME ET LA XENOPHOBIE
POUR L'INTEGRATION ET L'EGALITE DES DROITS
POUR LA DEFENSE DES VALEURS DEMOCRATIQUES

MANIFESTATION NATIONALE

DIMANCHE 29 NOVEMBRE - 11 H - MONT-PARNASSE - PLACE DU 18 JUIN 1940

BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE : Lionel JOSPIN; Jean-Marc AYRAULT; Pierre BEREGVOVOY; Pierre BRANA; Nicole BRIQC; Jean-Claude BOULARD; Robert CHAPUIS; Michel CHARZAT; Jean-Pierre CHEVENEMENT; Edith CRESSON; Gérard COLLAUB; Marcel DEBARGE; Michel DELEBARRE; Geneviève DOMENACH-CHICH; Henri EMMANUELLI; Laurent FABIUS; Daniel FRACHON; Anne-Marie FRANCH; Gérard FUCHS; Pierre GUIDONI; Jean-Joseph JOSEPH; Pierre JOXE; André LAIGNEL; Jack LANG; Ginette LEROUX; Marie-Noëlle LINEMANN; Pierre MAUROY; Louis MERMAZ; Véronique NEERTZ; Daniel FERCHERON; Jean POPPEREN; Bernard ROMAN; Georges SARRE; Françoise SELIGMAN; Dominique STRAUSS-KAHN; Daniel VALLANT.

Edwige AVICE, Députée de Paris; Jean BAUBEROT, Directeur d'études, Histoire et Sociologie des Protestantismes; Yannick BODIN, Président du groupe du Conseil Régional Ile de France; Hugues BOUCHARDEAU, Député du Doubs; Laurent CARASSO, Ligue Communiste Révolutionnaire; Joël CARREIRAS, Membre suppléant du Comité Directeur du P.S.; Jean-Claude CASSAING, Député de la Corse; Laurent CATHALA, Député Maire de Crétail; Guy Michel CHAVEAU, Député de la Sarthe; Bertrand DELANOE, Conseiller de Paris; Xavier DELUC, Comédien; Michel DESTOT, Conseiller Général Canton 3 de Grenoble; Jean-Pierre DESTRADE, Député des Pyrénées Atlantiques; Raymond DOUYERE, Député de la Sarthe; Georgina DUFOIX, Députée du Gard; Eric DUMAS, Amnisteur Fédéral du MIS de Paris; Claude EVIN, Député de la Loire Atlantique; Fédération des Centres Sociaux de France (Bureau National); Gérard FILOCHE, Ligue Communiste Révolutionnaire; Henri FISZBIN, Député Alpes Maritimes (Président de Rencontres Communistes); Pierre FORGUES, Député des Hautes Pyrénées; Brigitte FOSSEY, Comédienne; Stéphane FOUKS, Conseiller municipal; Claude FUZIER, Maire de Bondy; Françoise GASPARD, Députée de l'Eure et Loire; Claude GERMON, Député maire de Massy; Jacques GUYARD, Député de l'Essonne, Maire d'Ivry; Charles HERNU, Député maire de Villeurbanne, Ancien Ministre; Edmond HERVE, Député maire de Rennes; Michel HERVE, Député des Deux Sèvres; Paul JANIOUD, Syndicat National des Chercheurs scientifiques (FEN); Alain JOURNET, Député du Gard; Pierre JUQUIN, Député de la Seine; Alain KRIVINE, Ligue Communiste Révolutionnaire; Marcel LABARCA, Equipe Nationale du MIS; Marie-France LECUIR, Députée du Val d'Oise; Bernard LEFRAND, Député de l'Ain, maire de Soissons; Jean-Marie Le GUEN, Premier secrétaire de la Fédération de Paris du P.S.; Paul LORIDANT, Sénateur maire des Ulis (Essonne); Jacques MACHARD, Maire de Vert Saint-Denis; Philippe MADRELLE, Sénateur de la Gironde; Philippe MARCHAND, Député de Charente Maritime; Henri MAUREL, Président de "Gais pour les libertés"; Pierre METAIS, Député de la Vendée; Marie-Claire NIVOIT, Secrétaire Générale de l'Association Démocratique des Français à l'Etranger; Christian NUCCI, Député de l'Isère; Jean OEHLER, Député du Bas-Rhin, Conseiller Municipal de Strasbourg; Denys OLTRA, Equipe Nationale du MIS; Eric OSMOND, Equipe Nationale du MIS; Hélène PARMELIN, Ecrivain; Stéphane PERE, Equipe Nationale du MIS Toulouse; Rodolphe PESCE, Député de la Drôme; Michel PEZET, Député des Bouches-du-Rhône; Edouard PIGNON, Peintre; Jean-Claude PORTEHAULT, Député du Loiret-Maire de St-Jean-La Ruelle; Henri PRAT, Député des Pyrénées Atlantiques; Philippe PUAUD, Député de Vendée; Paul QUILES, Ancien Ministre, Député et conseiller de Paris; René RICARRERE, Conseiller Municipal d'Orthez, Conseiller Régional d'Aquitaine; Michel ROCARD, Député des Yvelines; Christophe ROUILLON, Equipe Nationale du MIS; Michel SAINTE-MARIE, Député de la Gironde, Maire de Mérignac; Pierre SCHAPIRA, Membre du Conseil Economique et Social; Bernard SCHREINER, Ancien Président de l'UNEF, Député des Yvelines; Gisèle STIEVENARD, Députée de Paris; Marie-Joséphine SUBLET, Députée du Rhône; Pierre TOURNE, Pasteur de l'Eglise Protestante d'expression française; Henri TOUABI, Président de l'Association des Français d'origine algérienne; Anne TRISTAN, Journaliste; Thierry TROEL, Equipe Nationale du MIS; Hélène VIKEN, Ligue Communiste Révolutionnaire; Jean-Louis WANDER, Journaliste; Gérard WELZER, Député des Vosges; Jean-Pierre WORMS, Député de Saône et Loire.

APPEL PARU DANS LE MONDE DU 24 - 9 - 87

Philippe DARRULAT, Président de l'UNEF ID; Harlem DESIR, Président de SOS Racisme; Farid AICHOUNE, Journaliste; Stéphane AUDRAN, Comédienne; Jean-Pierre BACRI, Comédien; Alain BAUER, Vice-Président d'Universalité; Marie-Paul BELLE, Chanteuse; Jean-Jacques BEINEX, Cinéaste; Jean BENGUIGUI, Comédien; Michel BERGER, Chanteur-Compositeur; Marc BITTON, Président de l'UNEF; Jean-Christophe CAMBADELIS, Président d'honneur de l'UNEF ID; Philippe CAMPINCHI, Président de Plus Jamais Ça; Julien DRAY, Vice président SOS Racisme; Marlene JOBERT, Comédienne; Nacer KETTANE, Médecin, Ecrivain; Jean LACOUTURE, Ecrivain; Frédéric MITTERRAND, Journaliste; H. Abdallah MOGNIS, Journaliste; Bernard MURAT, Metteur en scène; Gérard OBADIA, Manifeste des 122 (...)

APPEL PARU DANS LE MONDE DU 11 - 11 - 87

Michel BOUCHARDESSAS, Secrétaire général du CNAL; Yannick SIMBRON, Secrétaire général de la Fédération de l'Education Nationale; Guy LE NEOUANNIC, Secrétaire national de la FEN; Jean-Claude BARBARANT, Secrétaire général du SNI-PEGC; Emile GRACIA, Secrétaire national du SNI-PEGC; Jean-Pierre MAILLES, Président de la FCPE; Pierre DELFAUD, Président de la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente; Edmond MAIRE, Secrétaire général de la CFDT; Pierre AIDENBAUM, Secrétaire général de la LICRA; Pierre ARDITI, Comédien; David ASSOULINE, Etdiant; Pascal BEAU, Economiste; Guy BEDOS, Artiste; Pierre BERGE, Président-Directeur-Général d'Yves Saint Laurent; Bernard GIRAUDAU, Comédien; Jean GUIDONI, Chanteur; Roger HANIN, Comédien; Claude LANZMANN; Gérard LENORMAN, Chanteur; Didier LESCHI, Vice président de l'UNEF ID; Enrico MACIAS, Chanteur; Christophe MALAVOY, Comédien; Micha MERIL, Comédienne; Sylvie SCHERRER, UNEF ID Dijon; Jacques SOPPELSA, Président de l'Université de Paris I; Kaïssa TITOUS, SOS Racisme (...)

Pour toute correspondance et chèques de soutien : PARIS-EGALITE B.P. 234 75624 PARIS CEDEX 13

JAVICO 1350

Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie à l'Assemblée nationale

L'UDF veut renvoyer l'application du nouveau statut au lendemain de l'élection présidentielle

A l'exception des amis de M. Le Pen et de ceux de M. Lajoinie, personne ne prend plus, à l'Assemblée nationale, de la Nouvelle-Calédonie. Le débat sur le statut de la Nouvelle-Calédonie, en cette conversion des principaux groupes parlementaires à l'immunité constitue un progrès dans la recherche d'une solution de compromis qui puisse permettre, s'il n'est pas trop tard, aboutir à la restauration de la paix civile.

Pour le groupe du Front national, la seule façon de régler le problème une fois pour toutes est d'ériger la Nouvelle-Calédonie en département. Rente de l'avoir fait, M. Pons est venu aux élections par M. Jean-Claude Martinez (Hérault) qui ne voit dans le projet gouvernemental que « le produit d'un transit intestinal », et par M. Roger Hérault (Seine-Saint-Denis), qui l'accuse de n'avoir pour véritable objectif que de protéger les intérêts particuliers des « affairistes » locaux. Les députés ont donc droit de s'interroger sur le projet de loi 33 du projet qui donnera au conseil exécutif du territoire le pouvoir de délivrer les autorisations d'investissement étrangers dans les domaines industriels, agricoles, commerciaux et immobiliers.

Pour le groupe communiste, le salut de la Nouvelle-Calédonie réside uniquement dans l'engagement d'un « processus de décolonisation » fondé sur les accords de Nouméa-les-Roches, qui avaient reconnu en 1983, à l'initiative des socialistes, le « droit inné et actif du peuple calédonien à l'indépendance ». M. Maurice Gremetzi a accusé le gouvernement d'obéir à une « logique colonialiste » ainsi qu'un témoignage, à ses yeux, « les rangs politiques », les manœuvres d'« intimidation » conduites par l'armée et les « ventes de situations » accordées à « un petit nombre de grandes familles ».

Les autres groupes parlementaires ont le mérite d'accorder au moins un point : aucun statut ne préservera la paix sur le territoire, s'il n'est pas accepté par les deux principales communautés. M. Pons lui-même en conviendra. Ce projet ne règle pas tous les problèmes et suppose qu'un minimum de bonne volonté s'exerce chez les uns et chez les autres. Il faut que les tensions se calment et que la sérénité revienne.

Or c'est bien là que le bât blesse, comme l'a fait remarquer le député national de l'UDF aux DOM-TOM, M. Jean-Pierre Soisson (Yonne), qui a tellement multiplié les réserves sur les orientations du gouvernement que le soutien de son groupe à M. Pons a bien été perçu pour ce qu'il était : l'expression purement formelle de la solidarité majoritaire. L'UDF votera donc cette réforme alors qu'à son avis le gouvernement aurait dû éviter de « formaliser ses conclusions dans un

L'Assemblée nationale a commencé, le mardi 24 novembre, l'examen des 147 articles du nouveau projet de statut de la Nouvelle-Calédonie présenté par le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons. La veille, au cours de la discussion générale, les socialistes, les communistes et le Front national avaient confirmé leur opposition au contenu de cette nouvelle réforme. Le groupe UDF avait, en revanche, assuré de son soutien le gouvernement tout en exprimant ses inquiétudes, par la voix de M. Jean-Pierre Soisson, et en soulignant que ce statut ne saurait pas en vigueur avant l'élection présidentielle. M. Pons a répondu, sur ce dernier point, que le gouvernement n'avait pas l'intention de se « lier les mains » et qu'il envisageait en fonction de l'accueil qui serait réservé localement à son projet. « Je verrai suivant l'évolution des choses », a dit le ministre des DOM-TOM en indiquant qu'il se rendrait bientôt, de nouveau, sur le territoire. Les socialistes ont opposé à ce texte, en vain, l'exception d'irrecevabilité, tendant à affirmer son inconstitutionnalité, et une question préalable visant à soutenir qu'il n'y avait pas lieu de débattre.

Le texte avant l'élection présidentielle, aurait dû insister davantage, auprès des dirigeants du FLNKS, pour « obtenir un accord politique », aurait dit confidamment, dans l'immediat, le pouvoir exécutif au haut-commissaire de la République, prévoir aussi « une politique de promotion méditerranéenne », etc. Et elle la votera... en demandant que sa mise en œuvre soit différée. « Nous souhaitons que les élections régionales ne soient pas organisées avant que ne soient réglées les conditions, en métropole et dans le territoire, de leur succès », a dit M. Soisson.

« Dangereux pour la paix civile »

Les socialistes ont en outre insisté sur le fait d'ériger sur cette forme de soutien à reculer : « On hésite à intervenir dans ce débat, a noté le président de leur groupe, M. Pierre Joxe, tant on a le sentiment qu'il ne s'agit pas de légiférer, car s'il y a une majorité pour

voter le texte il n'y en aura pas pour l'appliquer. Si j'ai bien compris M. Soisson, ce statut est mauvais et dangereux... dans la mesure où l'on envisage de l'appliquer ». Tel est aussi mon avis, a souligné en substance M. Joxe, en s'offrant le luxe d'admettre que tout le monde s'était trompé depuis un quart de siècle, y compris les socialistes, en pensant que c'est grâce à des réformes institutionnelles que nous pourrions mettre un terme à des tensions sociales qui, en fait, s'étaient pas fondamentalement institutionnelles. La coexistence entre les deux communautés suppose la disparition de la peur, l'atténuation des rancunes, l'espérance de la sécurité, du bien-être et d'une plus grande égalité, a affirmé le président du groupe socialiste, et il est évident que, quelles que soient les bonnes intentions de M. Pons, il ne s'engage pas dans cette voie parce qu'il y a dans la majorité des éléments qui le poussent toujours un peu plus à droite qu'il ne l'est déjà... Le député national du

PS aux DOM-TOM, M. Robert Le Gall (Seine-et-Marne), a souligné le cloac en disant : « Nous sommes convaincus que toute solution requiert un consensus entre les communautés et exige le partage du pouvoir politique et économique mais votre projet répond à des objectifs très différents et nous l'estimons dangereux pour la paix civile ».

« Ils finiront bien par s'entendre »

M. Pons avait en la tâche plus facile si la commission des lois, par l'intermédiaire d'un fin de son propre parti, M. Jean-Louis Delaré, député RPR de l'Eure, ne s'était pas aligné sur les « élites » du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, présidé par M. Jacques Lafleur, député RPR), en s'opposant dès le samedi dernier à une disposition du projet que le ministre des DOM-TOM continue de considérer comme « essentielle » : la nécessité, pour préserver les droits de la minorité, d'imposer une majorité qualifiée de deux tiers au futur Conseil exécutif pour toutes ses délibérations importantes. M. Pons n'a pas ménagé sa peine pour convaincre ses amis de cette opportunité : « Il s'agit simplement d'appeler les uns et les autres à abandonner les querelles et les combats idéologiques stériles, a-t-il souligné. Je ne dirai pas qu'on force à travailler ensemble ceux qui se sont opposés, mais on les y incite ! Et lorsqu'il s'agit de construire une route ou d'améliorer une piste d'atterrissage, par la force des choses, ils finiront bien par s'entendre ! ».

M. Pons n'est pas au bout de ses peines. Par la voix de M. Maurice Nenou-Pwatahi, seul député calédonien, le RPCR, appuyé par plusieurs autres députés et en particulier par M. Edouard Fréchet (RPR, Polynésie), se montre pour l'instant intraitable : « Vous devez éviter d'introduire dans nos institutions des mesures d'exception comme celle de l'article 40, par lequel vous imposez à l'exécutif territorial une majorité qualifiée des deux tiers. Cette exigence est de nature à bloquer un système que vous et nous avons mis tant de temps à remettre en marche. Je veux croire que cela n'aura été qu'un excès de zèle. Et si vous avez

Et sur cette lancée le ministre des DOM-TOM s'est directement adressé aux indépendantistes calédoniens, en regardant droit dans l'objectif, mardi 1 h 35, la caméra de RFO qui filmait les échanges, pour leur demander de ne pas écouter « les extrémistes », de « passer au-dessus de toutes les passions » et de « leurs leaders », pour déclarer qu'à l'intérieur même du mouvement indépendantiste il existe « des hommes prêts à jouer le jeu », et en conclure que les irrédoublables « risquent d'être demain Gros-Jean comme devant », bref, chercher, lui aussi, à isoler des chefs du FLNKS qui ne viendraient pas à résipiscence.

ALAIN ROLLAT.

Arbitrage téléphonique

Appelé au téléphone par M. François Guillaume à l'aéroport de Saint-Denis, à la Réunion, alors qu'il avait déjà embarqué dans l'avion qui était le ramener à Paris, M. Jacques Chirac a arbitré, le vendredi 20 novembre, dans la soirée, le débat qui opposait le ministre de l'Agriculture au ministre d'Etat au sujet du Crédit agricole. Samedi matin, dans l'avion, le premier ministre a expliqué qu'il avait confirmé un précédent arbitrage, selon lequel la mutualisation du Crédit agricole entre, pour ce qui est de l'utilisation de son produit, dans le cadre général des privatisations. « Il n'y a qu'une loi concernant les privatisations », a déclaré M. Chirac. Il n'est pas question de faire un cas spécifique de celui du Crédit agricole.

La déclaration du premier ministre a relancé l'affaire à l'Assemblée nationale, où MM. François d'Aubert et Philippe Vasseur avaient jugé que la déclaration de M. François Guillaume, le vendredi soir, était un minimum. Faut-il de cet engagement, affirmait-il, plusieurs députés UDF étaient prêts à ne pas voter le projet. Sans aller aussi loin, M. Michel Comtat était lui aussi, décidé à obtenir un geste du gouvernement.

Samedi après-midi, M. Maurice Adenot-Poulet, député socialiste, a observé que le premier ministre avait confirmé le principe de l'agriculture, M. Vasseur, lui, n'a voulu retenir que ce qu'il avait entendu : « Je préfère m'en tenir, a-t-il dit, aux propos que le ministre de l'Agriculture a tenus à la tribune de notre Assemblée et qui figurent au Journal officiel [...]. Ce qu'a déclaré le ministre le ministre de l'Agriculture engage tout le gouvernement ».

« A deux reprises »

M. Guillaume a confirmé qu'il avait parlé au téléphone avec le premier ministre, la veille au soir, « à deux reprises », et que M. Chirac l'avait « autorisé à déclarer » ce qu'il avait dit. Le ministre de l'Agriculture a relu sa déclaration de vendredi : « Je précise que le secteur agricole et agro-alimentaire doit être traité parmi les bénéficiaires des dotations en capital du compte d'affectation spéciale (des privatisations). Les dispositions appropriées seront prises en conséquence, si nécessaire, quelle que soit leur nature juridique ».

Le compte d'affectation spéciale des privatisations ne peut servir qu'à désendosser l'Etat et à doter en capital les entreprises publiques. Selon l'hôtel Matignon, l'Office national des forêts pourrait bénéficier d'une telle dotation. Autant, une expertise doit être faite, disaient-ils, pour désigner les organismes ou entreprises du secteur agricole que l'on pourrait classer dans la même catégorie.

L'exercice d'arbitrage auquel le gouvernement a été acculé semble avoir créé plus de problèmes qu'il n'en a résolus.

P. J. et Th. B.

Polémique autour d'un verdict

La discussion générale, qui a duré huit heures, a donné lieu, dans l'ensemble, à des échanges courtois. Seuls les commentaires sur le verdict d'acquiescement des auteurs de l'embuscade meurtrière de 1988, à Henghène, ont provoqué une polémique, brève mais vive, entre M. Pons et M. Le Gall.

Dans ses propos liminaires le ministre des DOM-TOM avait implicitement repris à son compte la thèse de la Mâtine déférée invoquée par les défenseurs des sept accusés en disant qu'au cours du procès « l'ensemble des témoignages ont été accablants pour (...) le gouvernement de l'époque » et en indiquant que « le jury populaire est arrivé à la conclusion que lorsque il n'y a plus d'autorité de l'Etat, quand l'ordre public n'est plus assuré des hommes et des femmes désemparés, abandonnés à eux-mêmes, peuvent se trouver en position de légitime défense ».

Au moment de son intervention le député du PS aux DOM-TOM répliqua à M. Pons : « Votre position ne serait pas la même si c'étaient des calédoniens qui avaient été tués et que l'on eût acquitté leurs meurtriers canaques ? ».

Ce qui, dit le ministre, en fait : « Ce que vous dites est monstrueux ! J'ai été profondément touché par ce drame épouvantable de Henghène, mais la justice est passée. Or y a-t-il ? (...) Vous n'avez pas le droit de dire que le gouvernement s'est réjoui ! ».

A quoi M. Le Gall a rétorqué : « Je ne m'adresse pas au gouvernement, mais à la majorité... ».

Au nom des communistes, M. Gremetzi a estimé, pour sa part, que ce verdict avait traduit « une monstrueuse discrimination » : « Les Canaques ne sont pas placés sur un pied d'égalité avec les autres », a dit le député de la Somme, puisqu'on peut les assassiner impunément. »

LE PRIX DE LA TRANQUILLITE 138 F



En 1988 aussi, pour 1,38 F par jour (506 F par an) votre téléviseur vous offrira plus de programmes que jamais. Déjà, cette année, plus de 55 heures par semaine sont consacrées aux tout-petits, soit près de 70% de plus qu'il y a deux ans. Et, plus les enfants se passionnent plus les parents sont tranquilles.

C'EST ÇA LA REDEVANCE TELEVISION
VOTRE TICKET D'ENTREE DANS LE MONDE DE L'AUDIOVISUEL

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)
offrir un dossier complet sur :
L'AUDIOVISUEL ENTRE PUBLIC ET PRIVE
Envoyer 35 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Société

En marge du dossier de Radio-Nostalgie

La brigade financière de Lyon est chargée d'une enquête préliminaire sur une affaire de fausses factures

Après la folle soirée du 20 novembre au cours de laquelle le parquet de Lyon a refusé de donner au juge d'instruction, M. Georges Fenech, les moyens judiciaires d'enquête sur des « faits nouveaux » apparus à la faveur d'une information ouverte sur Radio-Nostalgie, et notamment d'éventuelles fausses factures qui mettraient en cause le Parti socialiste, l'effervescence n'est pas retombée, bien au contraire.

En l'absence de M. Georges Fenech, c'est finalement le doyen des juges d'instruction qui, le 23 novembre, en fin d'après-midi, a transmis au parquet les procès-verbaux faisant état de ces nouveaux éléments, permettant ainsi au procureur d'ordonner l'ouverture d'une enquête préliminaire confiée à la brigade financière du SRPJ.

Dans un communiqué publié lundi soir, le procureur, M. Christian Gallat, souligne que les faits nouveaux « étaient

totallement distincts et différents de ceux du dossier confié au juge (...) ». « Il n'était donc juridiquement pas possible, poursuit le procureur, de les joindre à l'information initiale. (...) Il convenait, en revanche, de les traiter de manière distincte, des investigations complémentaires apparaissant de surcroît indispensables. Le parquet de Lyon, en conséquence, s'est attaché à donner sans délai à cette nouvelle procédure la suite qui s'imposait sur le plan judiciaire ou découlait de sa loi SRPJ de Lyon. »

Au palais de justice : l'affrontement de deux logiques

LYON
de notre envoyée spéciale

Jamais depuis le procès Barbin, le palais de justice de Lyon n'a connu pareil tumulte, même si celui-ci est bien moindre.

L'affaire, en le pressant bien,

serait délicate. La voilà devenue

calamiteuse et propice à toutes les

interprétations déshabillées pour

une justice qui se serait voulue

serène.

Tout pourtant avait, fort calme-

ment, commencé le 13 janvier der-

nier, par l'ouverture d'une informa-

tion judiciaire confiée au juge

d'instruction Georges Fenech pour

« abus de biens sociaux, faux et

usage de faux en écritures de com-

merce et recel », après la découverte

d'un trou dans les comptes de la

régie publicitaire d'une radio locale.

Quelques mois plus tard, M. Bruno

Fellecher et Yves Saby, gérant et

actionnaire de DPS Promotion, la

régie publicitaire de Radio-

Nostalgie étaient inculpés, incar-

nant quelques semaines, puis remis

en liberté sous caution. Liés à la

déconfiture de l'empire Alberti (le

Monde du 21 novembre et daté 22-

23 novembre), l'affaire se développe

et le parquet, en rechargeant, délivre

le 18 novembre un réquisitoire

« supplétif » qui permet, dès le len-

demain, au juge d'instruction,

d'inculper Pierre Alberti, sa femme

Catherine, son directeur d'antenne

Frédéric Coste, le comptable du

groupe, Jean-Michel Kandin et

Albert Cohen, directeur de Radio-

Nostalgie.

Contre les réquisitions écrites du parquet qui se serait contenté du contrôle judiciaire, les trois premiers sont placés sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur. Est-ce le début du bras de fer qui va opposer ici parquet et instruction ? C'est possible. Sur commission rogatoire, la brigade financière continue son enquête. Le 20 novembre, MM. Yves Deschamps, premier secrétaire de la Fédération socialiste du Rhône, et Jacques Boyer, directeur de l'OPES (Office de publicité et d'éditions strasbourgeoises) sont entendus par la police. Au départ simples témoins, ils sont vite placés en garde à vue.

Le palais de justice ne parle plus que de leur prochain inculpation, trop vite annoncée, et de leur éventuel placement sous mandat de dépôt, pour lequel tout a été mis en place. Pour le juge, les choses semblent simples. Au cours de leur enquête, les policiers sont tombés sur ce qui ressemble bien à de fausses factures destinées à la campagne électorale du Parti socialiste. M. Yves Deschamps est mis en cause par un « des ? » - « Non, mais... ».

En droit, cela s'appelle des « faits nouveaux ». Il faut donc communiquer le dossier au parquet, demander un réquisitoire « supplétif » qui élargirait la saisine initiale pour pouvoir continuer à informer. C'est ce que fait le juge d'instruction vers 21 heures, le 20 novembre. Et petra-tres, cette logique que socialement, et la brigade financière et certains subordonnés, s'efforcent de faire, M. Christian Gallat, ne l'entend pas

de tout ainsi. Après avoir pris connaissance du dossier, il fait parvenir, vers 23 heures au juge d'instruction, les réquisitions suivantes : « Il n'y a pas lieu en l'état à réquisition supplétive. Réguliers bien vouloir continuer à informer sur les faits dont vous êtes déjà saisi et me transmettre par photocopie certifiée conforme les procès-verbaux constatant les faits nouveaux, aux fins qu'il appertienne. »

Autrement dit, le parquet, usant d'une imparable logique, se réserve tous les droits que lui accorde le code de procédure pénale. Il peut demander un complément d'enquête, décider de l'ouverture d'une nouvelle information, ou, s'il considère que l'enquête est bouclée, poursuivre sur citation directe. Pas question, pour le procureur, de laisser le juge Fenech instruire tout de suite sur la base de ces éléments nouveaux. D'une part, il estime qu'il n'y a pas de continuité entre ces faits et l'information déjà ouverte ; d'autre part, il estime que l'enquête n'a pas suffisamment abouti pour réunir des présomptions graves et concordantes, et ouvrir une information, l'écarter contre X.

Le juge d'instruction ne peut que s'incliner. Il le fait, avec mauvaise grâce, appelant même à la rescousse son doyen, le juge Jacques Hamy, tout surpris de se retrouver mêlé à pareille tourmente.

Dès lors, il suffira de quelques images de télévision pour faire du juge Georges Fenech un anti-héros, avec son petit imperméable marron, sa cigarette serrée et cette moue tache maïsant des lèvres trop pro-

longées. Il repart dans la nuit, bonhomme tout juste une petite phrase aux allures de menace : « Que chacun prenne ses responsabilités... »

Déjà, certains voient en lui un commode négatif du juge Grellier. « L'un tacle l'autre sans preuve. L'autre avec des preuves est empêché d'agir. » Facile et trop pour paraître qui veut, d'un juge connu pour ses opinions de droite, faire le pendant d'un magistrat à qui certains reprochent de fréquenter l'Association Franco-URSS. A quelques semaines d'intervalle, une affaire Deschamps répondrait ainsi fort commodément à une affaire Michel Drul, dont la justice est encore toute écorchée.

Un homme de principes

Déjà, bien des magistrats de base au palais de justice de Lyon ricangent : « Tout cela s'est décidé à Paris, bien sûr. Lyon n'a fait qu'obéir. Et si cette affaire risquait d'émousser trop de monde ? A gauche d'abord, et puis, pourquoi pas, à droite ? » (...) « Non, vraiment, je ne vois pas Fenech s'émousser ainsi les plaies dans la procédure. Ce n'est ni un gauchiste ni un exalté », réchérchier un de ces collègues. « C'est un homme de principes. Il doit y avoir un coup tortu quelque part. Je ne le vois pas se précipiter dans une chasse-trappe. »

Membre du bureau de la commission Association professionnelle des magistrats (APM), Georges Fenech a une personnalité qui se se

réduit pas à cette seule appartenance syndicale. Si, parmi les trois juges d'instruction lyonnais, il n'est pas l'un des deux spécialistes financiers, il est considéré comme un « bon généraliste ». Ses dictionnaires de la langue médicale à l'assassinat du juge Renard, en passant par les radios libres.

Il n'a jamais remué devant les « coups de queue » contre certains médias dont il pourrait partager les idées. Qu'il s'agisse de Philippe de Villiers, alors secrétaire d'Etat à la culture et à la communication, qui tenta d'interdire (le Monde du 26 juillet 1986) jusqu'il fait sauter les émetteurs de radio trop puissants ; ou qu'il s'agisse de M. Chandon, contre lequel les juges d'instruction lyonnais - Georges Fenech en tête - se mobilisent lorsqu'ils s'estiment accusés, à tort, d'avoir le mandat de dépôt « facile ». Contre d'incidents avec certains avocats, Georges Fenech n'est pas, pour autant, caractériel. Il a du caractère. Ses collègues le lui reconnaissent volontiers et disent de lui qu'il a le « sens de la parole parfois rigide ». Il se fait une haute idée de sa fonction.

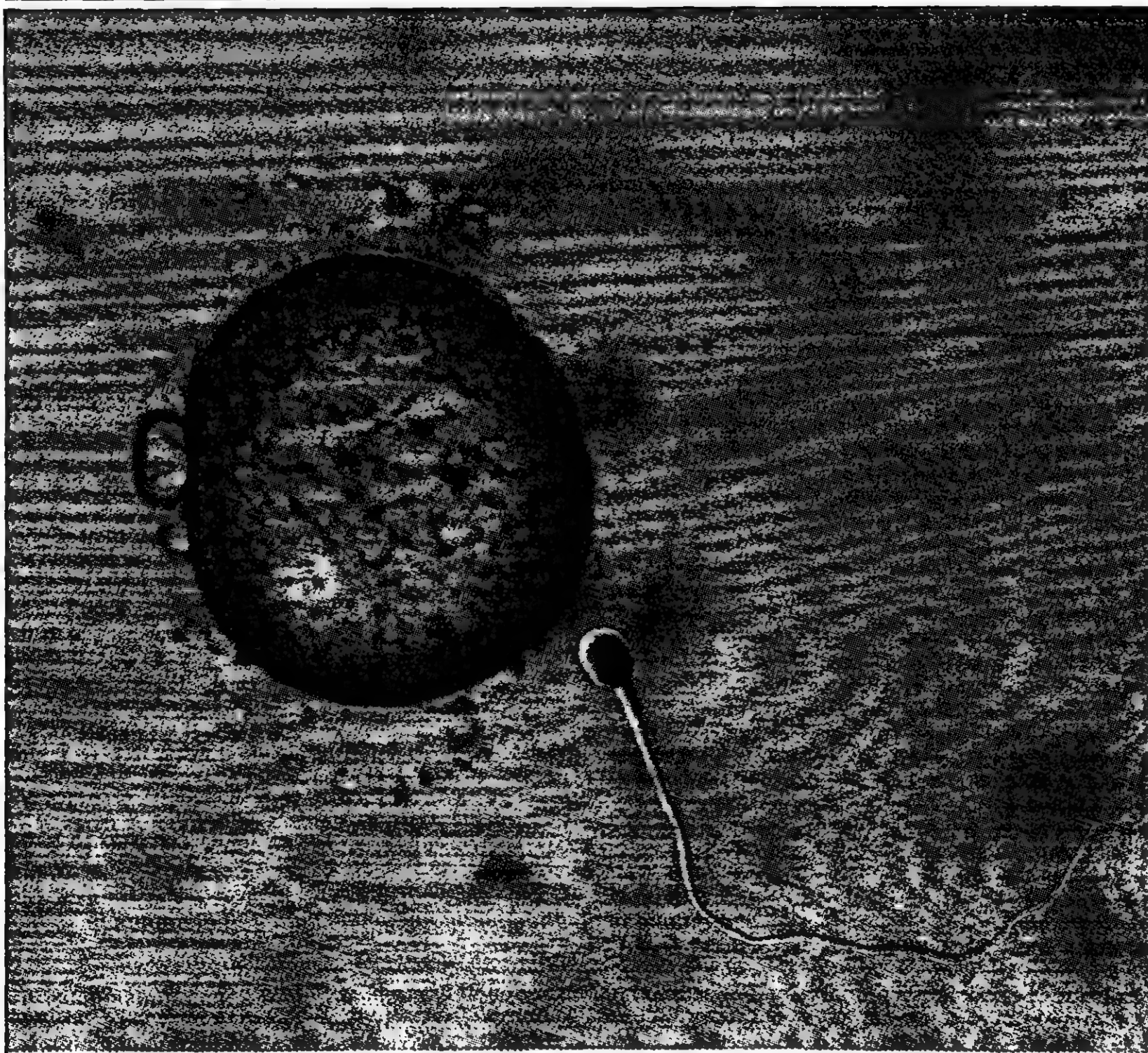
La police enquête bien et vite. Le juge ne s'occupe pas sur son dossier. C'est un homme rigoureux. Alors d'où vient l'imbroglio ? Chaconné par les commentaires de la presse et notamment Lyon-Figaro qui dénonce la « force judiciaire », le parquet a dû mal à contenir son agacement. Le procureur, M. Christian Gallat, a beau expliquer qu'« il n'y a aucun litige entre parquet et instruction », on a dû mal à le croire. Il faut à peine lire entre les lignes pour

comprendre qu'une nouvelle fois on reproche à un juge sa jeunesse, trente-trois ans, et sa précipitation. « Des suites judiciaires normales, nous demandons à cette affaire. Il n'est bien évidemment pas question de l'enterrer, mais, en matière financière, la hâte est la plus mauvaise conseillère », dit un haut magistrat.

Le procureur général, M. Pierre Truche, qui, en son temps, dirigea l'affaire des fausses factures à Marseille, ne dirait pas autre chose. « Il faut être clair, poursuit un magistrat qui a en connaissance du dossier. Pour le moment, ces faits nouveaux sont des déclarations et des factures dont on peut penser qu'elles sont fausses. Avant d'inscrire que ce soit, cela mérite peut-être des vérifications, non ? Franchement, croyez-vous que nous ayons les moyens de nous tromper dans cette affaire ? Si deux logiques s'affrontent ici, ce n'est pas la politique et la judiciaire, comme on abusait de le faire croire, c'est l'instinct et la durée. »

Georges Fenech a brillamment réussi de mettre quelque distance entre le tumulte et lui. Il s'est rendu à Paris où il devait, avec ses amis de l'APM, participer à une réunion sur la réforme de l'instruction. Et c'est finalement le doyen des juges d'instruction qui transmettait, lundi en fin d'après-midi au procureur de la République, les fameux procès-verbaux faisant état d'éléments nouveaux. M. Gallat pouvait dès lors confier à la brigade financière une enquête préliminaire.

AGATHE LOGEART.



Passages. 5748 années de recul sur l'actualité.



CHAQUE MOIS, 35 F.

Dans
le re
dans

EX

AS
HOSP

En
réservé

سكنا من الزم

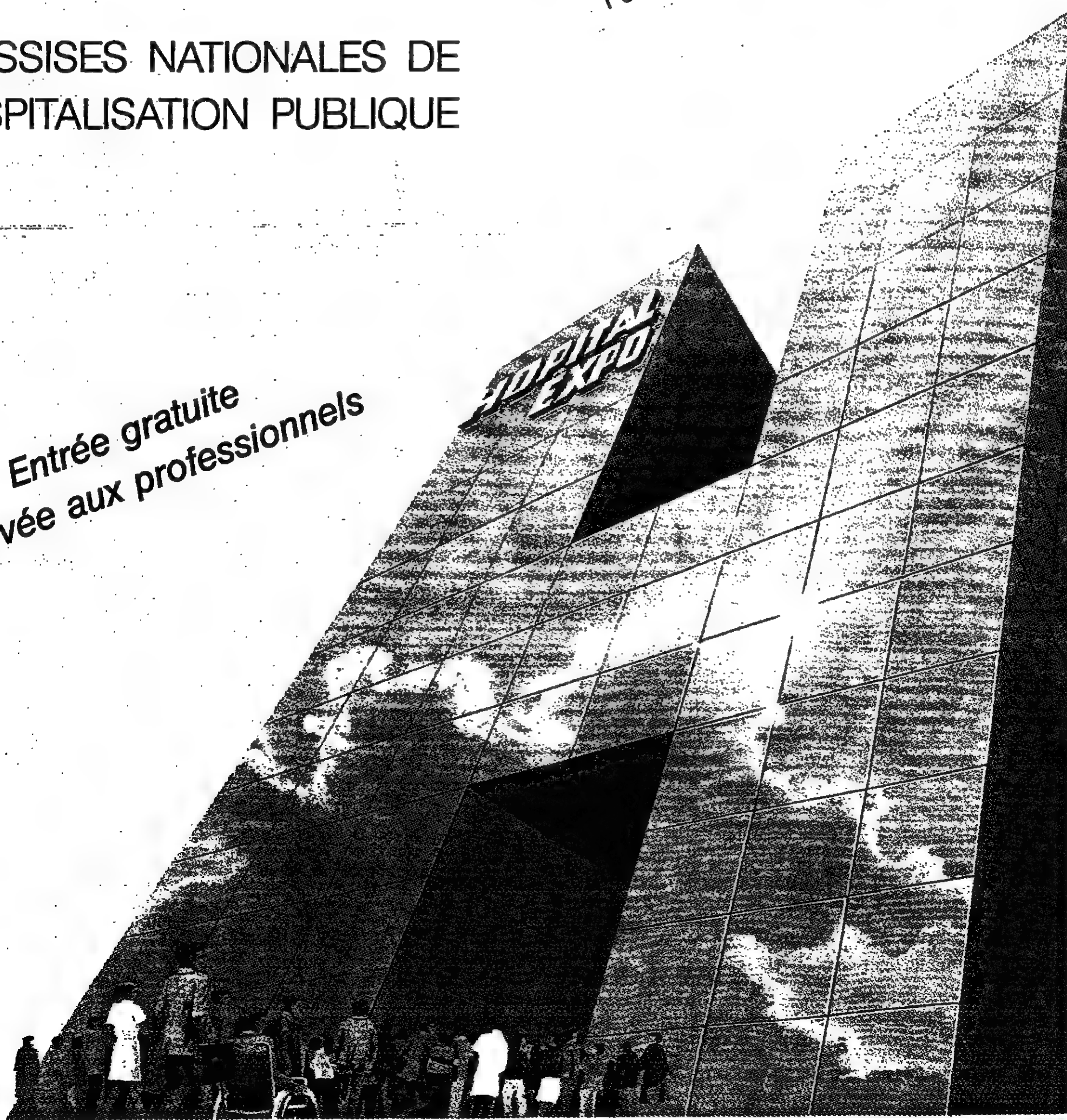
*Dans le cadre le plus moderne d'Europe
le rendez-vous de l'année
dans le monde Médical et Hospitalier*

HOSPITAL EXPO 87

7-11 Décembre 1987
December
Parc des Expositions / Paris Nord

XII^e ASSISES NATIONALES DE
L'HOSPITALISATION PUBLIQUE

Entrée gratuite
réservée aux professionnels



Société

JUSTICE

Le Monde, M. Demarquet, M. Le Pen et la mort d'Hubert Lambert

Nouveau débat de procédure au tribunal de Paris

La dix-septième chambre du tribunal de Paris avait inscrit à son audience du lundi 23 novembre les affaires de diffamation envers M. Jean-Marie Le Pen dans lesquelles son inculpation, d'après André Fontaine, directeur du Monde, notre collaborateur Alain Rollat et M. Jean-Maurice Demarquet, d'autre part, M. Serge Joly, directeur de Libération, et trois journalistes de ce quotidien.

Le fond de ces deux procès tient pour l'essentiel à des propos de M. Demarquet recueillis par Alain Rollat par lesquels celui-ci avait appelé le « jeu politique » de M. Le Pen, dans le Monde du 16 octobre 1985, les raisons de sa rupture avec le président du Front national, refusé ce même jour à « L'heure de vérité » sur Antenne 2. M. Demarquet relatait à cette occasion les circonstances de la mort, le 25 septembre 1976, d'Hubert Lambert, héritier des Ciments Lambert après qu'il eut institué M. Le Pen légataire universel.

Ce n'est toujours pas de cela qu'on devait parler le 23 novembre à la dix-septième chambre sous la présidence de M^{me} Jacqueline Clavery, bien que chacun des protagonistes y ait semblé tout disposé. Certes, la même juridiction avait, le 9 juin dernier, refusé au Monde, après avoir opposé le même refus à Libération, la possibilité d'offrir la preuve des allégations réputées diffamatoires. Elle avait notamment jugé que les relations entretenues par M. Le Pen avec Hubert Lambert relevaient de la vie privée et du coup, fait application de l'article 35 de la loi sur la presse qui prévoit effectivement que la vérité des faits diffamatoires ne peut être rapportée « lorsque l'imputation concerne la vie privée de la personne ».

C'est donc un vain jeu, pour le Monde, M^{me} Yves Baudouin avait contesté cette manière de considérer

les choses en plaçant que la vie publique de M. Le Pen, candidat à la présidence de la République, l'emportait sur sa vie privée et qu'il n'était pas indifférent d'être éclairé sur un prétendant à la magistrature suprême, qu'il y avait même là comme une utilité sociale.

Mais, si l'offre de preuves n'est pas possible, la bonne foi peut être soutenue, et des témoins avaient été cités dans ce dessein. De plus, M. Demarquet ne demandait visiblement qu'à en découdre et M. Le Pen lui-même avait bien aimé se faire entendre le premier avant de se rendre à un déjeuner-débat. M^{me} Clavery dut lui faire comprendre que, le tribunal ayant à examiner des conclusions préliminaires, il fallait attendre l'issue de ce premier débat avant qu'il puisse avoir la parole.

« Ici, devait-elle dire en souriant, pour vous, ce sera au mieux un débat... M. Le Pen s'en fut. Il n'eut pas à se repentir.

Les limites d'une plainte

Les seuls à parler furent ainsi les défenseurs et le représentant du ministère public. M. Marc Domingo. Ils y mirent ce plaisir qu'éprouvent les juristes à distiller leur science et à multiplier les gloses sur un même sujet. Leur différend peut pourtant se résumer. Les premiers, M^{me} Jean-Paul Lévy et Henri Leclercq pour Libération, suivis par M^{me} Yves Baudouin, sollicitent la circonstance, disent en substance ceci : La plainte en diffamation de partie civile déposée par M. Le Pen et qui a entraîné l'ouverture de l'information judiciaire et le renvoi des prévenus devant le tribunal Vingt, tant dans les articles reprochés au Monde qu'à Libération, des passages bien précis, bien définis.

Or le réquisitoire introduit au parquet, puis l'ordonnance de renvoi devant le tribunal se contentent de viser ces mêmes articles « dans leur entier », sans autre précision, ce qui met les inculpés dans l'impossibilité de savoir ce qui leur est exactement reproché et donc de se défendre utilement. La procédure se trouve fondamentalement viciée et le tribunal ne peut qu'en constater, dans ces conditions, la nullité.

Pas du tout rétorquait M. Domingo, approuvé par l'avocat de M. Le Pen, M^{me} Olivier Samyn, puisque c'est la plainte de M. Le Pen qui soule le tribunal qui ne peut que statuer dans les limites de cette plainte. Or, puisque celle-ci énumère très précisément les passages retenus et donne à chacun d'eux sa qualification pénale, il n'y a aucune nullité.

A quoi M^{me} Baudouin rétorquait malgré tout : c'est simplement oublier que, juridiquement, le tribunal se trouve bel et bien saisi par

l'ordonnance de renvoi et que, du même coup, cette ordonnance, allant au-delà des limites de la plainte de M. Le Pen, se trouve frappée d'une nullité absolue dès lors qu'elle étend de manière illégale le champ de la poursuite.

Le tribunal départagera les antagonistes le 14 décembre, date à laquelle on risque de ne pas retrouver plus de public qu'il y en avait le 23 novembre, au grand maximum une quinzaine de personnes.

JEAN-MARC THEOLLEVE.

Affaire Chaumet

La plainte des Verts déclarée irrecevable

La plainte avec constitution de partie civile déposée par l'association Les Verts Paris-Ecologie, en particulier contre M. Albin Chalandon, garde des sceaux, a été déclarée irrecevable par M. Pierre Barque, juge d'instruction à Paris. Les Verts, qui avaient acquis une action du Crédit commercial de France, estimaient avoir subi un préjudice de la part des frères Chaumet, soupçonnés d'exercice illégal de la profession de banquier. Ils imputaient à M. Chalandon, qui possédait un compte rémanente chez Chaumet, une complicité de ce délit (le Monde daté 25-26 octobre).

Le juge d'instruction justifie l'irrecevabilité de cette plainte en soulignant qu'il n'est pas dans les statuts des Verts d'assurer la défense des intérêts collectifs de la profession de banquier. Le magistrat ajoute que la « détention de l'action d'une grande banque » ne peut leur permettre « d'imputer l'existence d'un préjudice direct ». Les Verts de Paris-Ecologie ont fait appel de cette décision.

■ Inculpation d'un CRS à Beate. — Auteur d'un coup de feu qui, dans la nuit de samedi à dimanche dernier, a blessé un jeune motocycliste âgé de quinze ans ayant refusé de se soumettre à un contrôle de police près de Beate (le Monde du 24 novembre), un CRS, dont l'identité n'a pas été communiquée, a été inculpé, lundi 23 novembre, de coups et blessures et placé sous contrôle judiciaire.

Une interview au « Quotidien de Paris »

M. Chalandon compte modifier les règles de l'inculpation

M. Albin Chalandon, ministre de la justice, annonce, le mardi 24 novembre dans une interview au Quotidien de Paris, que, au-delà de la réforme de l'instruction, il « compte aussi modifier les règles de l'inculpation ». « L'urgence, précise le garde des sceaux, est de régler la question de la détention provisoire, ce à quoi répond ma réforme de l'instruction. Mais je compte aussi modifier les règles de l'inculpation. On vit aujourd'hui sur une hypothèse qui présente l'inculpation comme une protection de la personne qui est entendue par le juge d'instruction. Or chacun sait que dans les faits c'est le contraire. Il faut donc réfléchir à un système qui séparerait l'accès au dossier de l'inculpation elle-même.

Interrogé sur la création d'une commission chargée de réfléchir aux problèmes de l'instruction, le ministre indique que sa réforme est « tout à fait partielle » et qu'elle « n'a pas pour but de régler tous les problèmes ». Il ajoute : « Ma réforme de l'instruction est une réforme d'urgence. Mais je souhaite qu'on aille plus loin. Il s'agit de savoir si le principe napoléonien sur lequel nous vivons est encore valable ou s'il doit être simplement amendé ou totalement abandonné ».

RELIGIONS

Réunis en forum à Paris

Des chrétiens « critiques » dénoncent les atteintes aux libertés dans les Eglises

Un forum sans précédent, sous le titre « Droits et libertés dans les Eglises », a réuni à Paris, les 21 et 22 novembre, deux cent vingt catholiques et protestants, animateurs laïcs de communautés, théologiens, pasteurs, anciens prêtres ou religieux, etc.

Des délégués de pays voisins (Pays-Bas, Allemagne, Italie), déjà regroupés dans des mouvements de même sensibilité critique à l'égard de la hiérarchie ecclésiastique, avaient été également invités.

Des communautés de base et des paroisses parisiennes d'avant-garde (Saint-Hippolyte, Saint-Bernard de Montparnasse), des mouvements comme Hommes et femmes dans l'Eglise, Vie nouvelle, Equipes enseignantes, David et Jonathan, Droits de l'homme et solidarité, des revues comme la Lettre et Cultures et foi avaient pris l'initiative d'un tel forum, avec des théologiens comme Jean-Pierre Joussé, Bernard Quéjenn, Michel Legrain, Paul Ladrère, Joseph Moingt, etc., dont certains enseignent à l'Institut catholique de Paris.

Nouvelle tentative de regroupement de chrétiens critiques, celle-ci se distingue des précédentes par la désassociation des « manquements trop fréquents, dans les Eglises, aux libertés fondamentales de l'homme », pour autant affirmées par les catholiques américains, la croix évangélique et la contestation publique de son fonctionnement. Les animateurs de ce forum se retrouveront en janvier pour voir quelles suites donner à cette action.

H. T.

(1) Droits et libertés dans les Eglises, 14, rue Saint-Benoît, 75006 Paris.

REPÈRES

Immigrés

Le GISTI publie une revue

Créé en 1972 par des juristes et des travailleurs sociaux, le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) avait jusqu'à présent quatre activités : la publication d'analyses des textes de loi, l'organisation d'une permanence juridique gratuite, des actions en justice pour défendre les droits des immigrés et la formation d'animateurs d'associations.

Il vient d'ajouter une nouvelle corde à son arc avec la publication d'une revue. Plus d'infos sur chaque numéro comportera un dossier d'information mais qui cherchera aussi à « élargir la réflexion sur l'immigration ». (Quatre numéros par an : 140 F, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris. Tél. : 43-67-04-06.)

Médecine

Vacherin mortel en Suisse

Trente et une personnes sont mortes dans le canton de Vaud (Suisse) depuis 1983 à la suite d'une épidémie de listériose. Au total, cent onze cas ont été répertoriés à ce jour, dont la moitié chez des enfants.

Dans 82 % des cas, la bactérie responsable de la maladie était contenue dans du fromage, un vacherin de la marque Mont d'Or. En attendant d'arriver à trouver le moyen qui permettrait de mettre un terme à cette contamination du vacherin, les autorités helvétiques ont décidé d'en suspendre la commercialisation et la fabrication.

Religions

Le pape n'ira pas en Chine

M. Joaquín Navarro-Valls, porte-parole du Saint-Siège, a déclaré, le lundi 23 novembre à Rome, l'existence d'un projet de voyage du pape en Chine. « Je ne vois aucun élément

permettant d'étayer ce type de spéculations », a-t-il déclaré. Le directeur de l'Agence catholique d'informations de Hongkong, le Père He, avait en effet révélé que des négociations étaient en cours entre les dirigeants chinois et le Vatican, à l'initiative d'un « pays tiers », pour un déplacement du pape en République populaire en 1989. Ce pays tiers serait les Philippines.

Le démenti du Vatican vient donc mettre un point final à toutes les rumeurs prématurées de détente, nées de la récente rencontre à Pékin du cardinal Sin, archevêque de Pékin, avec le premier ministre chinois. La Chine continue de faire de l'abandon des relations du Saint-Siège avec Taiwan un préalable à tout rapprochement (le Monde du 18 novembre).

Universités

Le SNESup appelle à la grève le 27 novembre

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESupFEN) appelle à la grève dans les universités le vendredi 27 novembre, pour exiger le retrait de deux projets de décrets modifiant le statut et les procédures de recrutement des professeurs et maîtres de conférences.

L'un de ces textes prévoit que les professeurs « ont vocation prioritaire à assurer leur service d'enseignement sous forme de cours » et instaure des procédures de recrutement distinctes pour ces deux catégories d'enseignants.

La composition des commissions de spécialistes instituées dans chaque université pour le recrutement des enseignants serait modifiée ; celles-ci examineraient désormais les candidatures avant le Conseil national des universités.

D'autre part, des concours d'agrégation pourraient être institués par décret en Conseil d'Etat dans d'autres disciplines que celles où il en existe aujourd'hui. Le syndicat demande aussi une revalorisation des salaires et une augmentation massive des effectifs.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-88

Cabinet de la SCP d'Avocats CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ, 104, place des Mirons, 91000 EVRY. Tél. : 64-97-11-11.

Cabinet de la SCP d'Avocats NORMAND, CHAIGNE, NORMAND-RODARD et PAILLARD, 37, rue Galilée, 75016 Paris. Tél. : 47-20-30-01.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au Palais de Justice d'EVRY (ESSONNE), le MARDI 8 DÉCEMBRE 87 à 14 heures

D'UNE MAISON INDIVIDUELLE de 4 p. princ. avec GARAGE au sous-sol et JDIN autour à **IGNY (ESSONNE)**
2, RUE DES CHATAIGNIERS
MISE A PRIX : 200 000 F
Consignation oblig. pour enchérir. Les enchères se peuvent être portées que par un Avocat inscrit au Barreau d'EVRY (l'Avocat du poursuivant ne peut intervenir que pour celui-ci).

Vente au Palais de Justice de Nanterre, le JEUDI 10 DÉCEMBRE 1987 à 14 heures
UN LOCAL COMMERCIAL
avec w.c., en rez-de-chaussée, dans un ensemble immobilier sis à **CLICHY-LA-GARENNE (92)**
34-36, rue de Paris - MISE A PRIX : 100.000 F
S'adresser à Maître J. ARITAN, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine, 9, rue Casimir-Vincent, 92700 Colombes. Tél. : 42-42-40-50 - Maître LACOMBE, avocat au Barreau de Paris, 1, rue Berte-Albrecht. Tél. : 45-63-60-62 - Pour visiter, s'adresser à M^{me} DESAGNAN, Huissier de Justice à Cligny. Tél. : 47-57-10-69

Vente sur Saisie Immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 30 DÉCEMBRE 1987 à 14 h 30
UN STUDIO sis à PARIS 10^e
18, rue de l'Échiquier
1^{er} étage, bte. s/rue, 1 grande pièce + 1 p + Kich. w.c., S-de-B.
MISE A PRIX : 195 000 F
S'adresser à M^{me} IMERGEL, Avocat, 115, rue Lafayette, PARIS 5^e. Tél. : 48-78-76-36 au Greffe du Trib. de Gde Inst. de Paris.

Vente sur subrogation, au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 30 DÉCEMBRE 1987 à 14 h 30. En un LOT
UN IMMEUBLE - 3, rue de MONTFAUCON A PARIS (6^e)
Grevé s/caves, rez-de-cha. : 3 boutiques et 5 étages de 2 lots chaque, s/terrain de 81 m²
MISE A PRIX : 3 000 000 F
S'ad. à M^{me} Marcel BRAZIER, avocat, 178, bd Beaumarchais, 75008 PARIS - Tél. : 45-62-39-03 - Ts avocats par Trib. Gde Inst. de PARIS. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Créteil, le JEUDI 10 DÉCEMBRE 1987 à 9 h 30
EN UN LOT
PAVILLON au PERREUX-SUR-MARNE (94) 91, rue de Metz
comp. s/sol, rez-de-cha. : Cuisine, w.c., cuis. 2 p + 1^{er} ét. : 2 chambres, salle-de-bains + 2^{es} ét. : 2 sds aménagés + jardin
MISE A PRIX : 250.000 F
S'ad. à M^{me} CUCUREL, avocat à Créteil, tél. : 48-93-22-52 et M^{me} ALBERT, avocat à Paris. Tél. : 45-44-40-23 au Greffe du Trib. de Gde Inst. de CRETEIL.

Vente sur saisie au Palais de Justice d'Evry, le MARDI 8 DÉCEMBRE 1987 à 14 heures
APPARTEMENT à EVRY (91)
304, rue des Fyrmonts
au niveau 3 du Bte. A, en face de l'école, comp. : entrée, séjour, trois chambres, salle-de-bains, w.c., cuisine, cellier, placards, dégagements - jouissance exclusive de la terrasse - UN BOX au niveau O - UN BOX au sous-sol
MISE A PRIX : 180.000 F (avec faculté de baisse d'un quart, puis de moitié). S'adresser à M^{me} Jean-Claude BENOIST, avocat à Evry (Essonne), 3 place du Rocher. Tél. : 60-77-51-00 - Maître Jean-Michel PRADALLE, avocat à Montesson (Essonne), 2, rue de Milly. Tél. : 64-57-02-44

Vente aux Enchères au Tribunal de NANTERRE, le JEUDI 10 DÉCEMBRE 1987 à 14 heures
UN APPARTEMENT à PUTEAUX (92) 34-36, Quai de Dion
3 pièces principales, 11 ch, cave, deux parkings.
MISE A PRIX : 300 000 F
M^{me} WISLIN, Avocat, 7 avenue de Madrid, 92200 NEUILLY. Tél. : 47-42-30-30 de 16 h à 18 h - M^{me} Jean-Jacques LEBLANC, 3 place du Rocher. Tél. : 60-77-51-00 - Maître Jean-Michel PRADALLE, avocat à Montesson (Essonne), 2, rue de Milly. Tél. : 64-57-02-44

Vente sur licitation au Palais de Justice de CRETEIL, le JEUDI 10 DÉCEMBRE 1987 à 9 heures 30
PAVILLON à VITRY-SUR-SEINE (94)
42, rue André Vigne
contrat en copropriété, grevé sur cave et sous-sol. Rez-de-chaussée comprenant : vestibule, salle à manger, salon, petit bureau, cuisine, w.c. - 1^{er} étage : 3 chambres, salle-de-bains + 2^{es} étage : une grande pièce meublée et débarras
MISE A PRIX : 500 000 F (avec baisse d'un dixième à défaut d'enchères)
S'ad. à M^{me} Christine FERRIER, Avocat au Barreau du Val-de-Marne, 100, rue Jean-Jarvis, 94800 VILLEJUIF. Tél. : 46-77-00-65 - M^{me} Serge TACNET, Avocat au Barreau du Val-de-Marne, 20, rue Jean-Jarvis, 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE. Tél. : 47-06-94-22.

Vente sur licitation au Palais de Justice de Créteil, le JEUDI 10 DÉCEMBRE 1987 à 9 heures 30
EN DEUX LOTS :
1^{er} lot : APPARTEMENT à SUCY-EN-BRIE (94)
18, av. de la Merne - au 1^{er} ét., 2^{es} porte gauche en fond du couloir, comp. d'une cuisine et d'une chambre - jouissance d'une partie de jardin - M^{me} F. 128.000 F
2^{es} lot :
PROPRIÉTÉ à MAROLLES-EN-BRIE (94)
21, Grande rue - L'Éclair - Le VILLAGE - comprenant MAISON D'HABITATION grevée partie sur cave et partie sur terre-plein d'un rez-de-chaussée de 2 pièces, cuisine, vestibule et w.c. - 1^{er} étage : deux chambres, 2 autres petites pièces et 1 cabinet de toilette - JARDIN - CELLIER
MISE A PRIX : 460.000 F
S'ad. à M^{me} Pascal DEFALQUE, avocat au Barreau du Val-de-Marne, 53, rue du Général-Leclerc 94000 Créteil. Tél. : 48-99-71-96 - M^{me} Simone CORNET, avocat au Barreau de Paris, 60 av. de la République 75011 Paris. Tél. : 48-05-40-30

Vente sur saisie au Palais de Justice de Créteil, le JEUDI 10 DÉCEMBRE 1987 à 9 h 30
PROPRIÉTÉ à VILLENEUVE-S-GEORGES (Val-de-Marne) - 2 Quai d'Yvette
comprendant 1^{re} MAISON D'HABITATION grevée partie sur terre-plein et partie sur cave : R. de Ch. : vestibule, salon, salle-à-manger, bureau, cuisine, office, w.c. - 1^{er} étage : 3 chambres, cabinet de toilette et salle de bains
2^{es} étage : grande pièce et 4 petites chambres meublées
3^{es} étage : 2 pièces - autre garage indépendant - cellier, potager et serre
jardin d'agrément - potager et verger
sur un terrain de 4.781 m²
MISE A PRIX : 400.000 F
S'adresser à Maître Odile BOUSSEAU, avocat au Barreau du Val-de-Marne, 75, rue de Paris 94220 Charenton - Tél. : 43-08-57-57

مكتبة الشارقة

NE QUITTEZ PAS, NOUS RECHERCHONS VOTRE CORRESPONDANT... NE QUITTEZ PAS...

« critiques »
les atteintes
ans les Eglises



Si votre standard s'emmêle les fils, vous verrez fondre vos espérances. En revanche, si, automatiquement, il rappelle le numéro pas libre, passe vos communications sur un autre poste, demande qu'on vous rappelle, signale à votre correspondant "occupé" que vous attendez et vous laisse les mains libres. Bref, si c'est un



TELIC 1600, PME et PMI à vous la gloire ! Avec ce système et son fil numérique, vous pourrez même, sans bouleverser vos

bureaux, interconnecter téléphones, micro-ordinateurs, terminaux télématiques et bureautiques. Quelle capacité souhaitez-vous ? Jusqu'à 48 terminaux et 16 lignes extérieures ? Nous avons le fil auquel tient votre réussite.

LA REUSSITE TIENT A UN FIL

TELIC

ALCATEL

Société

SCIENCES

Une politique ambitieuse malgré l'austérité

Le CNRS se fixe de nouveaux objectifs

Menacé de démantèlement voici deux ans, privé d'embauche pendant plus d'un an à la suite de décisions ministérielles critiques, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) repart de l'avant. Son directeur général, M. Serge Feneuille, a présenté, le lundi 23 novembre, un budget 1988 placé sous le signe de la rigueur mais avec une volonté de recruter de jeunes chercheurs, de soutenir les meilleurs laboratoires de l'établissement et de développer ses liaisons avec les entreprises.

La tâche n'aura pas été facile et le résultat sera sans doute des méconnaissances. Mais le directeur général du CNRS, M. Serge Feneuille, n'a pas eu le choix. Il lui a fallu définir pour 1988 une politique suffisamment ambitieuse tout en gérant l'austérité. Les crédits du CNRS pour l'année prochaine ne dépassent pas 9,1 milliards de francs — soit une augmentation de 2,1 %, inférieure à l'inflation, — il n'y avait guère de place pour la fantaisie. Ce qui a conduit M. Feneuille, à « faire des choix, créer des marges de manœuvre et éviter de faire du saupoudrage », en espérant que « la communauté scientifique était prête à faire des sacrifices pour maintenir ce qu'il y a de meilleur dans l'établissement ».

CATASTROPHES

● Violent séisme en Californie. — Un violent séisme de magnitude 6,2 a secoué le sud de la Californie, le 23 novembre à 17 h 53 (2 h 53, le 24 novembre, heure de Paris). Des bâtiments ont été lézardés et des lignes électriques coupées, en particulier à Westmorland, qui est situé à environ 250 kilomètres au sud-est de Los Angeles. — (AFP, AP).

Conscient de ces difficultés, le conseil d'administration du CNRS a cherché à naviguer au plus près en se donnant pour 1988 quatre objectifs prioritaires dont le contenu a été présenté, le lundi 23 novembre, par le directeur général. Après deux ans d'incertitudes, d'errements de la politique gouvernementale à l'encontre de cet organisme, le CNRS peut enfin se remettre au travail.

Premier objectif : attirer les jeunes vers la recherche. En 1988, le CNRS recrutera environ 270 chercheurs (contre 325 l'an dernier). Cent d'entre eux le seront sur les nouveaux postes alloués pour l'an prochain par le gouvernement et les autres en fonction des départements. Toutefois, la répartition des emplois ouverts au recrutement répondra à deux critères : le niveau de mobilité externe et les priorités scientifiques de l'établissement. Mais, soucieux de développer la formation des jeunes par la recherche, la direction du CNRS va consacrer une partie de son budget (15 millions de francs) à la création de nouvelles bourses : 10 millions de francs pour créer une quarantaine de bourses de docteurs ingénieurs cofinancées par d'autres partenaires (industries, régions, etc.), et 5 millions de francs pour une vingtaine de bourses postdoctorales d'une durée de deux ans.

Deuxième objectif : assurer la compétitivité des laboratoires. « Dans ce domaine, il n'y aura pas de mesure sacrifiée », a déclaré M. Feneuille, mais nous avons dû choisir entre différents projets. En d'autres termes, le conseil d'administration du CNRS a décidé de donner aux laboratoires les plus performants « un potentiel technique et des moyens équivalents à ceux de leurs concurrents étrangers ». De tels choix « sont douloureux » et vont conduire à « la remise en question de situations acquises » et à l'identification, en concertation avec le Comité national de l'établissement, des « unités qui ont vieilli ».

Mais une telle politique implique un respect rigoureux des équilibres

budgétaires entre les moyens affectés aux laboratoires (+ 2 %) et les crédits destinés aux grands équipements. Aussi une pause a-t-elle été décidée sur ce dernier point. Toutefois, elle ne touchera pas la source européenne de rayonnement synchrotron de Grenoble, pour laquelle 45,5 millions de francs ont été réservés en 1988, le vitrinon de Strasbourg (19,4 MF) et quelques études relatives à la préparation du télescope géant (VLT) que les Européens envisagent de construire au Chili (6 millions de francs).

Cinquante laboratoires mixtes

Rigueur, donc, et compétitivité accrues, mais aussi marge de manœuvre pour le CNRS, qui s'est réservé 5 % de son budget pour financer des actions nouvelles. Les plus importantes concernent les matériaux, en particulier les fameux supraconducteurs à haute température dont la découverte récente vient d'être couronnée par le prix Nobel de physique 1987 et qui recroissent une somme supplémentaire de 3 MF; l'informatique, pour laquelle sont réservés 5 MF; le télescope géant; le soutien des bibliothèques de recherche en sciences de l'homme et de la société (2 MF) et, enfin, la création de nouveaux laboratoires en sciences de la vie à Gif-sur-Yvette, en biologie végétale et à Sophia-Antipolis, en pharmacobiologie (13 MF).

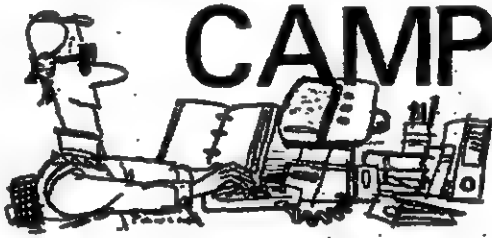
Le troisième objectif du CNRS est de développer le partenariat avec les entreprises. « Nos relations avec les industriels doivent s'améliorer », a déclaré M. Feneuille, qui a

précisé que l'action du CNRS dans ce domaine s'exercerait dans trois directions. La première concerne la poursuite de la création de laboratoires mixtes. Huit existent déjà, deux autres vont être prochainement créés, l'un à Bordeaux sur les matériaux composites thermostables avec la SEP, l'autre à Lyon-Gerland sur la chimie et la biochimie macromoléculaire avec Bio-Mérieux, et M. Feneuille souhaite qu'il y ait « d'ici cinq ans cinquante associations de ce type ». La deuxième de ces actions est relative au développement des groupements scientifiques, dont une cinquantaine existent déjà, et la dernière concerne une mesure d'encouragement des relations des chercheurs avec les industriels, en particulier avec les PMI, pour laquelle 5 millions de francs ont été débloqués.

Dernier objectif enfin : moderniser l'information scientifique. Dans ce domaine, l'ensemble de l'action du CNRS portera sur le désamplissement à Nancy, déjà engagé, du Centre de documentation scientifique et technique qui « doit déboucher sur la création d'un futur Institut national d'information scientifique et technique ». Ainsi pourrait être constitué à Nancy « un pôle national de production et de diffusion » de ce type d'information à destination de la recherche, mais aussi des entreprises par le biais d'une filiale commerciale jouant le rôle d'un « grand bureau de consultant ».

Le CNRS redonne donc. Avec la ferme intention de convaincre ceux qui mettaient en question son existence même.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU



CAMPUS

Qui réussit en lettres ?

S'il n'y a pas de sélection à l'entrée à l'université, il y a une sévère élimination à la fin de la première année. L'université des sciences humaines de Strasbourg en a étudié avec précision le mécanisme, en suivant le sort des étudiants entrés en 1983. 30 % d'entre eux sont passés en deuxième année, 20 % ont redoublé, 6 % ont changé de discipline et 42 % ont disparu au bout d'un an. Les spécialistes qui connaissent les meilleurs résultats (40 % au moins de succès) sont les lettres classiques, les arts plastiques, la musique, les lettres étrangères appliquées et l'histoire. Les taux d'échecs ou d'abandons les plus élevés s'observent en langues (espagnol, italien, allemand...), en histoire de l'art, en lettres modernes et en philosophie.

Les étudiants qui réussissent le mieux sont les plus jeunes (dix-huit ans et moins), les boursiers, les bacheliers C, D et E. Ceux qui abandonnent le plus sont : les étudiants salariés, les étrangers, les étudiants d'un baccalauréat technique F ou G ou de l'examen spécial d'entrée à l'université, ceux qui ont vingt ans ou plus et qui, souvent, avaient déjà tenté d'autres études. Les chances de réussite ne valent pas nécessairement selon le sexe, ni l'origine sociale.

L'importance des abandons doit toutefois être relativisée car il y a, parmi eux, beaucoup d'étudiants qui ne visaient pas particulièrement la réussite aux examens : ceux qui suivent d'autres études (dans une école ou une classe préparatoire), les étrangers souhaitant se perfectionner en français, les plus âgés qui viennent surtout améliorer leur culture générale. Mais les auteurs de cette étude estiment que l'université aurait intérêt à mieux connaître la diversité de sa clientèle, discipline par discipline, et notamment les « populations à risques » pour pouvoir ajuster les méthodes pédagogiques et le contenu de l'enseignement aux motivations et aux capacités des étudiants.

F. J.

★ Trajectoires, par Edith Wojtowicz, Serge Eberold et Jean-Philippe Marty, étude réalisée par le Service commun d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle et le Centre d'études en sciences sociales de Strasbourg, 22, rue Descartes, 67084 Strasbourg Cedex, Tél. : 88-61-38-39 et 88-60-03-25.

Lyon-Milan-Barcelone

Le groupe ESC-Lyon, l'université Bocconi de Milan et l'ESADE de Barcelone ont conclu un accord de coopération en matière de création d'entreprises. Ce programme intitulé Eurostart prévoit des rencontres de chercheurs et d'étudiants, des échanges d'informations et de matériel pédagogique, et un séminaire commun d'une semaine en fin d'année.

★ Groupe ESC-Lyon, 23, avenue Gay-de-Colleagues, BP 174, 69132 Ecully Cedex France. Tél. : 78-33-81-22.

Séminaires de productique

Le laboratoire Gral, laboratoire d'automatique de l'université de Bordeaux-I, organise dans le cadre du DEA « systèmes productiques et robotiques », des séminaires ouverts

aux industriels, animés par des membres du laboratoire et par des personnalités extérieures. Les prochains auront lieu les 25, 26 et 27 novembre sur la gestion de production assistée par ordinateur, et les 17 et 18 décembre, sur le thème « Langage orienté objet ».

★ Laboratoire Gral, 361, cours de la Libération, 33405 Talence. Tél. : 56-90-84-50, poste 273.

Bal et défilés de modes

La bureau des élèves de l'École supérieure de vente et d'exportation (ESVE) organise une soirée d'ouverture à tous, étudiants ou non, jeudi 26 novembre, au Boléro (16-18, rue de la Croix-Nivert à 75015 Paris, à partir de 21 heures) avec trois défilés de mode présentés par de jeunes stylistes.

★ Prix : 80 F par personne, bureau des élèves de l'ESVE, 68, rue Philippe-de-Gand, 75018 Paris.

SPORTS

Dépassant les 3 milliards de francs

Le budget des Jeux d'Albertville est révisé à la hausse

M. Camille Cabana, ministre chargé de la réforme administrative, mais aussi de la coordination interministérielle pour la préparation des 16^{es} Jeux olympiques d'hiver, qui se dérouleront en février 1992 à Albertville, devait présenter, le mardi 24 novembre, devant le conseil général de la Savoie, le protocole financier établi entre l'Etat, le département et le comité d'organisation (COJO) pour le budget de cette manifestation, fixé à 3,176 milliards de francs. La signature officielle de ce protocole était prévue le lendemain à l'Hôtel Matignon.

CHAMBERY de notre correspondant

« Je souhaite que tous les Français prennent petit à petit conscience qu'il s'agit là d'un grand dessein et d'une priorité nationale », déclarait M. Jacques Chirac devant les élus de la Savoie, lors de son passage dans le département, le 7 mars dernier. « Gardons-nous d'avoir à prendre un renvoi de financement à plus tard », avait-il ajouté.

A quelques mois de l'échéance présidentielle, M. Michel Barnier, député RPR, président du conseil général de la Savoie et du comité d'organisation des J.O., a suivi le conseil du premier ministre et s'est exprimé, au terme d'une négociation qualifiée de laborieuse, avec l'aide de M. Cabana, d'aboutir à la signature du protocole financier du budget des Jeux olympiques, évalué à 3,176 milliards de francs. Ce document fixe (en francs de novembre 1987) les dépenses, les recettes et le part respectif de l'Etat, des collectivités locales et du secteur privé.

Un premier protocole, signé le 25 juillet 1985 avec le gouvernement de M. Laurent Fabius, avait servi de base au dossier de candidature de la Savoie. Il portait alors sur un budget de 2,933 milliards de francs, dont les deux tiers étaient couverts par les droits de télévision négociés auprès des chaînes américaines sur la base d'un dollar coté à 5 francs (alors qu'il est aujourd'hui à moins de 6 francs). Cette hypothèse de recettes a été sérieusement revue à la baisse. La masse des dépenses, par contre, est restée à un niveau à peu près identique, après avoir été allégée d'une contribution de 613 millions de francs pour des travaux routiers et certains équipements transférés à d'autres postes. Cette révision du budget des Jeux olympiques a constitué l'essentiel de la mission de M. Claude Vilain, inspecteur général des finances en poste au ministère de l'Economie, qui devait devenir le directeur général du COJO.

L'Etat va financer de grands travaux

« Les Jeux parleront les Jeux », disait-on. A cette promesse, s'est substituée une autre logique qui fait intervenir plus directement l'Etat et les collectivités locales. Certes, il est toujours question de faire payer par des recettes commerciales (TV, mascottes, sponsors, monnaies et timbres) l'essentiel du coût de l'événement, soit 2,3 milliards de francs pour quinze jours de fête. Une fête du sport et de la jeunesse qui devrait être aussi une vitrine du savoir-faire national. Mais la part des droits de télévision, qui ne seront négociés que le CIO après les Jeux d'hiver de Calgary en février 1988, voire après les Jeux d'été de Séoul en septembre, est passée de 67 % à 54 % du budget total. Le poste revenus de matériel et autres installations provisoires a largement augmenté, ce qui signifie que les futurs sites olympiques, par ailleurs maîtres d'ouvrage, ne conserveront que des installations

qu'ils pourront faire fonctionner après 1992 (1). C'est ainsi que le stade d'ouverture, l'anneau de glace de 30 000 places et la halle officielle de patinage artistique de 9 000 places à Albertville disparaîtront dès la flamme éteinte.

Le principe de la contribution des Savoies ayant été assez facilement admis pour des équipements durables, tous les efforts de M. Barnier ont visé à obtenir de l'Etat le maximum du complément que « ce petit département de 330 000 habitants » est capable de supporter. Sur les 815 millions de francs d'installations nouvelles, l'Etat versera 400 millions, plus une dotation remboursable de 193 millions (2). On est loin du partage évoqué lors des dernières discussions, et surtout des 240 millions du dossier de candidature.

L'Etat va financer des programmes de travaux et d'équipement annexes. En plus des 42 % des 710 millions de francs du plan sectoriel de la Tarantaise, il prend en charge la totalité des travaux restant à réaliser : 210 millions de francs pour la Basse-Albertville-Fessons et 170 millions pour le secteur Montiers-Bourg-Saint-Maurice. En outre, il apporte 50 millions de francs pour la construction d'un hôpital à Albertville et la rénovation de ceux de Montiers et de Bourg-Saint-Maurice. S'y ajoutent un plan supplémentaire de 1 500 logements sociaux, 100 millions de francs de crédits pour la formation, un programme pour l'eau et l'assainissement et la modernisation des installations aériennes.

« Ce fut laborieux, mais c'est un bon accord », Le consensus en Savoie s'est rétabli autour de M. Barnier après la « guerre des sites » et le départ fracassant de M. Jean Claude Killy en février dernier. Demeure néanmoins une incertitude sur les risques financiers de cette opération. Il n'est néanmoins de risques calculés puisque des clauses ont été insérées dans le protocole répartissant la prise en charge des possibles déficits, mais aussi d'éventuels bénéfices.

MICHEL DELBERGHE

(1) Les sites sont les suivants : Albertville (patinage), Les Saisies (ski de fond, Val d'Isère (ski alpin hommes), Méribel (ski alpin femmes et hockey), Les Ménières (slalom hommes), Courmayeur (slalom femmes), Courmayeur (luge), La Plagne (bobsleigh et luge), Tignes (ski artistique), Les Arcs (ski de vitesse), Pralognan (curling), Montiers (centre de presse) et Brides-les-Bains (village olympique).

(2) La part des communes s'élève à 140 millions de francs. S'y ajoutent 50 millions de francs du département de la Savoie et 50 millions de francs de la région Rhône-Alpes.

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'Homme (non vendu dans les kiosques)

offre deux dossiers complets sur :

L'AUDIOVISUEL ENTRE PUBLIC ET PRIVÉ

Envoyer 35 F (timbres à 2 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Parlez donc JAPONAIS !

COURS DE TOUT NIVEAU - APRÈS-MIDI ET SOIR - PROFESSEURS JAPONAIS AUDIO-VISUEL - FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE AGRÉÉE

REVENIR LE 21 SEPTEMBRE - INSCRIPTION IMMÉDIATE

COURS DE JAPONAIS DE TENRI

3, RUE VICTOR-CONDÉMENT, 75014 PARIS

Tél. 45.11.11

ENQUÊTE SUR L'ERREUR MEDICALE

Préface d'Igor Barrière



La Découverte

Connaître enfin la réalité

de l'erreur médicale

Très complet, très bien informé, remarquable de clarté et de pondération, le livre de Robin et Nativé n'est pas un acte d'accusation. Mais un cri d'alarme. Ils demandent seulement que la médecine cesse enfin de se voiler la face devant ses erreurs. *Le Nouvel Observateur*.

Il n'existe pas de statistiques globales pour les risques thérapeutiques. Pour sortir de ce brouillard, un médecin parisien, le docteur François Robin, et un avocat, M^{re} François Nativé, ont choisi de mener leur propre investigation. Le livre rassemble les conclusions de leur recherche. *Le Point*.

Deux spécialistes qui portent un regard scientifique, juridique, sans oublier les droits de l'homme. Et en aucune façon, au fil des 350 pages de leur enquête, les auteurs ne cherchent à opposer des « victimes » à des « coupables ». *Le Quotidien du Médecin*.

Un livre remarquablement documenté.

Le Parisien libéré.

La Découverte



CINÉMA

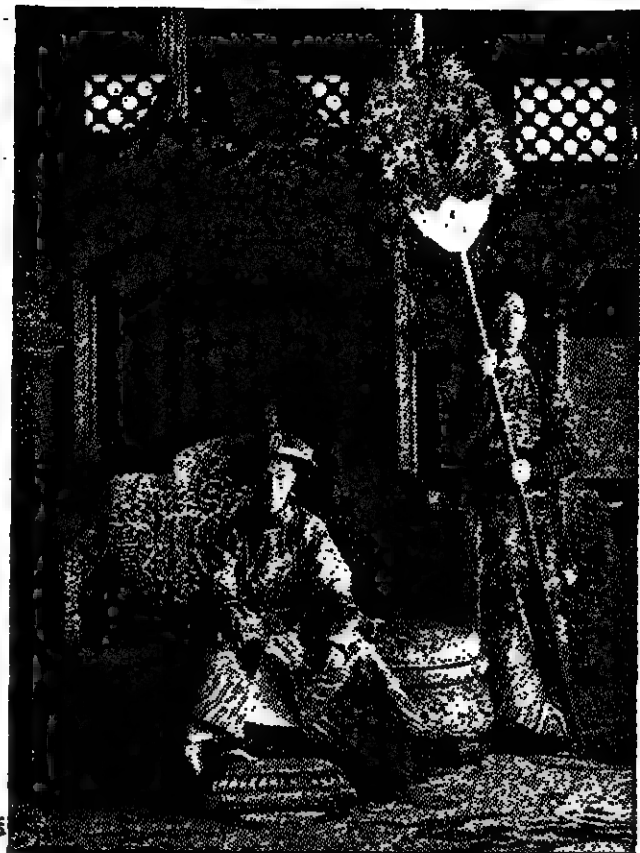
« Le Dernier empereur », de Bernardo Bertolucci

Fils du ciel, comme tout le monde

Des lourdeurs, des lenteurs sans doute dans le film de Bertolucci. Mais demeurent dans la mémoire des scènes d'une splendeur extravagante.

Il y a un petit montard quelque part en Chine qui a bien failli se faire étrangler par un cinéaste italien, quarante-six ans, psychanalyste, Bernardo Bertolucci. Le jeune Fumihiko Ikeda, censé incarner Pu Yi, le dernier empereur chinois, à l'âge de trois ans s'est comporté en effet en empereur, capricieux, récalcitrant, sur un tournage où chaque minute perdait des millions. C'est un point moral dans cette affaire qui en comporte plusieurs. Filmer la destinée exceptionnelle de Pu Yi, né en 1905, empereur en 1908, potiche dès 1911 à la proclamation de la république, mort en 1967 dans un petit appartement de la ville de Pékin, a dû être un casse-tête de chaque instant, sinon un pari impossible, et Bertolucci n'en est pas plus sûr.

Il était singulier de s'intéresser à un personnage aussi médiocre en apparence, dépourvu de personnalité. Ce vide a justement attiré le cinéaste. Pu Yi, privé très tôt de sa mère, de sa nourrice, élevé dans cette cour des mirages et des mensonges qu'est la Cité interdite, avec son rituel millénaire éternel, les robes d'apparat renouvelées chaque jour, les centaines d'eunuques glapissant, le courageux goût de canard laqué, peut-être empoisonné, l'examen de l'impératrice, etc., ne pouvait pas être tout à fait équilibré ; il avait même de quoi alimenter une solide névrose et quelques raisons de craindre pour sa peau. On ne sait s'il fut réellement un lâche, une marionnette sans cervelle, ou un caudillon habile, uniquement préoccupé de survivre aux tumultes de l'histoire, mais à l'époque, Bertolucci ne trancha pas, il laissa une partie du



Wu Tao : Pu Yi à quinze ans

portrait dans l'ombre, parce qu'on ne sait pas tout de Pu Yi, loin de là, d'une part, aussi parce que ce mystère est beau et contribue à la démonstration morale de son récit. Né pour être personne, ne parvenant pas vraiment à être quelqu'un, ni sur le trône ni au lit, traître à la Chine, manipulé par les prêtres, les femmes, son précepteur Reginald Johnston, les Japonais, filon, rééduc-

qué copieusement par des gardes rouges un peu moins stupides que les autres, l'empereur divin au terme de son voyage terrestre touche au bonheur ; rendu à la simplicité d'un Chinois anonyme, il est enfin, comme au premier jour (mais il sait maintenant pourquoi), un homme comme les autres, un anonyme. Personne. Bertolucci ne nous montre même pas sa mort (officiellement d'un cancer, à l'hôpital), il est esca-

moté, ravi par un ange, volatilisé, absent comme toujours.

La vérité historique est sans doute différente. Des gens ont pu témoigner du caractère de Pu Yi (voir ci-dessous l'article de Patrice de Beer), et de ses complots minables, de ses écarts de play-boy, de maints aspects de sa vie sur lesquels le film ne s'est pas attardé. N'importe, il fallait faire un choix, et au moins Bertolucci a-t-il fait preuve d'un projet cohérent, si discutable qu'il puisse paraître. La peinture de la révolution culturelle est un peu courte, c'est vrai. Peut-être en être autrement dans le cadre d'une coproduction avec les autorités chinoises ? C'était la version officielle ou rien... A tout prendre, mieux vaut une fable dont on peut débattre que l'éternel silence de la censure.

Et les trahisons de Bertolucci (la critique italienne fut très vive à son propos) sont-elles si nombreuses et graves ? Nous laisserons les historiens trancher le gros et le détail. Le spectateur non spécialiste apprend, pour sa part, beaucoup sur une période invraisemblablement confuse et convulsée, un pays et des aventures mal connus en Occident. Bertolucci est un professeur, parfois lourd et long, avec des semelles de plomb et des trous de mémoire, mais toujours très didactique. Ses interprètes, John Lone (Pu Yi), Peter Onorati (Johnston), les Chinois (l'impératrice), sont remarquables et la plastique de l'ensemble irréprochable. Au moins une heure du film est extraordinaire, celle qui concerne l'enfance dans la Cité interdite. Jamais on n'a vu cela à l'écran, cette splendeur extravagante, énigmatique, qui a fasciné des milliers d'Occidentaux sans leur être révélée. Les scènes d'avant 1949, lorsque Pu Yi échappe et danse dans ses divers exils forcés, tandis que sa belle épouse s'abandonne à l'opium et aux bras d'une espionne encore plus belle, sont assez séduisantes (que la décadence est jolie quand on n'a plus d'avenir et encore pas mal d'argent) par leur équilibre. Moins convaincantes sont les années du communisme, trop académiques. Au bout du compte, les lenteurs et quelques maladresses pédagogiques se pardonnent. Reste, durablement, la puissance de scènes inoubliables : l'enfant présenté à la vieille douairière Tzu-Hsi qui va mourir et le fait empereur ; le même sautant la fine fleur de son royaume rassemblée dans son palais ; les mains des serviteurs qui dénouent les dizaines de vêtements des jeunes époux, la nuit de leurs noces ; l'amour sous les draps qu'un incendie sépare ; le départ des eunuques, leur ancien patrimoine dans une urne de porcelaine, etc. Là, le film atteint des sommets de beauté presque inhumaine, comme le rôle dévolu à ce banal gamain qui ne serait jamais un homme.

MICHEL BRAUDEAU.

« Ombres jaunes » de Fabien S. Gérard

C'est le journal de tournage du Dernier empereur par l'assistant de Bernardo Bertolucci. Celui-ci déclare, en préface : « Les « ombres jaunes » tracées par Fabien dans ces pages m'aideront désormais à me souvenir de la plus fascinante aventure cinématographique de ma vie ». Elle commence au départ de Rome à l'aéroport de Fiumicino, le 23 juillet 1986. Les notes suivent, jour par jour, jusqu'au 28 janvier 1987, à Cinecittà où les derniers plans du film ont été tournés.

Aventure fascinante, certes, fabuleuse même : ne serait-ce que parce que l'équipe a pu pénétrer, travailler dans la Cité interdite de Pékin. La Chine change et l'on est loin de l'époque où le jeune Bertolucci lançait un défi avec *Prima della rivoluzione*. Comment peut se faire aujourd'hui un film comme le *Dernier empereur* ? On a ici, et c'est passionnant, le point de vue d'un technicien, et non des moindres, placé en premières lignes.

L'ouvrage, format album de famille, est illustré, chaque jour, par la photo en noir et blanc d'une ambiance. Quarante photos couleur légendées, empruntées aux plans importants du film (on y retrouve la beauté, la tonalité des éclairages), « racontent » le *Dernier empereur*. On ne peut pas manquer cela.

J. S.

* Editions de l'Etoile-Cahiers du cinéma, 192 pages, relié, jaquette couleur, 149 F jusqu'au 31 décembre, ensuite 165 F.

ARTS

Au Musée des Augustins à Toulouse

Trois siècles de portraits

Que peignait-on à Toulouse sous Henri IV, Louis XIV ou Louis XVI ? Des portraits essentiellement, en grande quantité et pour toutes les circonstances.

nobles et les chanoines suivent le mouvement. Pour le peintre « officiel », la place est excellente, et recherchée. Ceux qui l'obtiennent, qu'ils se nomment Jacques Boulbès ou Jean Chalette, sont des maîtres, frottés d'influences diverses, italiennes ou espagnoles, tous excellents analystes des visages.

Chalette - qui exerça dans la première moitié du dix-septième siècle - apparaît ainsi comme un virtuose du genre, ce qui ne signifie pas qu'il flatte ses modèles, mais qu'il leur fait dire leur vérité. Quand il s'attaque au portrait collectif des capitouls, il en renouvelle la composition et lui donne une majesté qu'il n'avait pas auparavant.

Au dix-huitième siècle, cette « portraïtomanie » atteint son paroxysme. C'est de cette période, la plus récente, que l'on conserve les tableaux les plus nombreux, ceux d'Antoine Rivalz, gloire de la peinture toulousaine, et de deux de ses élèves, Pierre Subleyras et Jean-Baptiste Despax. Rivalz est passé par Rome, dont il a rapporté, outre une technique, le sens de la sobriété. Ce contemporain de l'âge baroque semble bien éloigné du lyrisme quand il achève son *Autoportrait âgé, avec le portrait de son épouse*, toile sévère réglée par le dessin et non par la couleur. Cette gravité sombre, il l'a transmise à Subleyras, dont on voit à Toulouse deux portraits d'ecclésiastiques en blanc et noir, tous deux exécutés à Rome il est vrai. Despax paraît plus versatile, hésitant entre le dépeillement et les grâces.

Une exposition comme celle-ci fait honneur à celui qui l'a conçue et au musée qui l'accueille. Il n'est pas de plus étonnant de constater que ce dernier, récemment restauré, ne bénéficie pas de moyens suffisants. C'est ainsi que, faute de personnel, les salles de peinture sont fermées bien plus souvent qu'à leur tour. On comprend mal qu'il puisse en être ainsi dans une ville dont l'une des ambitions avouées est le développement culturel et la mise en valeur du patrimoine.

PHILIPPE DAGEN.

* Musée des Augustins, Toulouse, jusqu'au 7 janvier.

Danse-performance
CHRISTINE BRODBECK
24 au 29 novembre 1987
35, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e
CENTRE CULTUREL SUISSE - TEL. 47 71 44 50

Les cruautés du vrai Pu Yi

« C'est ainsi que les choses ont dû se passer. Il nous a apporté bien des malheurs... » Ces propos d'un officiel chinois à la sortie d'une projection de *Dernier empereur* à Paris résumant d'assez près la vision que pourraient en avoir les Chinois... si ce film était projeté chez eux. Coproduction avec Pékin, tournée en Chine, avec des acteurs chinois, il ne pouvait que refléter la vérité officielle. Vérité qui n'est pas nécessairement fautive, mais qui a repoussé l'auto-biographie - ou la « confession » - de Pu Yi pour qu'elle cadre avec l'image que le régime veut donner du dernier des Qing comme de sa propre magnanimité.

Pu Yi n'était pas bon, sinon il aurait été inutile de le rééduquer : il n'était pas non plus irrécupérable, sinon on aurait eu tort de le proclamer guéri. Entre les deux, ses souvenirs sont le fruit d'une écriture collective. Bien évidemment ceux-ci ne pouvaient couvrir sa propre mort, sur laquelle Bertolucci glisse poliment. Pu Yi ne meurt pas, il s'efface tout simplement de ce cadre grandiose de la Cité interdite où il est né et qu'il a quitté depuis quarante ans.

Les violentes manifestations de la révolution culturelle - qui commencent à l'époque et que Bertolucci fait revivre de manière étonnante dans les salles de Pékin d'aujourd'hui - semblent avoir épargné ce dernier vestige du « féodalisme » mandchou. On a peine à croire que les dénonciations dont il fit l'objet n'ont été pour rien dans sa mort alors que le reste de sa famille, dont son frère Pu Ji, toujours en vie, en ont tant souffert.

De même pour sa « rééducation ». Malgré les grands « coups de gacule » de ses interrogateurs qui l'ont « confessé » jour après jour pendant dix ans, il semble avoir bénéficié d'un traitement

particulièrement favorable. Les camps des années 50 étaient plus durs, on n'en sortait pas uniquement avec son petit baluchon mais aussi les pieds devant, car on exécuta beaucoup dans cette période. Le « goule » - que décrit Pu Yi et que films Bertolucci, c'est une « prison quatre étoiles ». Il ne pouvait en être autrement dans le cas de Pu Yi ; mais le film était-il tenu par cette prudence ? Il aurait pu montrer que la rééducation n'était pas qu'un processus intellectuel de questions et de réponses mais un univers violent, cruel, souvent mortel.

Alibi d'une cour mourante

Reste la partie pré-1949 : sans entrer dans les détails historiques, il faut reconnaître que Bertolucci a merveilleusement reconstitué l'atmosphère de l'époque, la vie confinée, étriquée, absurde dans son cérémonial compassé, de la Cité interdite, comme la corruption des mandarins de la Chine des années 30 et celle dans laquelle ses protecteurs japonais ont entrepris Pu Yi. Même si Bertolucci s'attarde plus sur la déchéance de l'impératrice Wan Rong dans l'honnêteté et la drogue, car Pu Yi n'en a pas, on ne peut pas dire que ce soit une des heures les plus marquantes de l'histoire de la Chine, de ce point de vue tout fait fasciné par les hochets et les chamarrures d'un pouvoir qu'il était incapable d'assumer. Ce film est une réflexion sur le destin si extraordinaire d'un homme si ordinaire, et il réussit à rendre intelligible une période des plus confuses.

PATRICE DE BEER.

* Le Monde des livres consacrera dans son numéro daté 27 novembre, deux pages à la Chine, avec notamment un compte rendu de l'ouvrage de Patrice de Beer, *Pu Yi, le dernier empereur* (Laffont).

FESTIVAL D'ART SACRÉ
Vendredi 4 décembre à 20 h 30
Eglise Notre-Dame-des-Victoires
en collaboration avec le Comité national pour les Commémorations musicales
LULLY : Miserere, Dies Iræ, Salve Regina
ENSEMBLE VOCAL STÉPHANE CAILLAT
ENSEMBLE BAROQUE DE LIMOGES
Direction : STÉPHANE CAILLAT
Places : 100 F - Renseignements : 42-77-19-80

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

* Editions de l'Etoile-Cahiers du cinéma, 192 pages, relié, jaquette couleur, 149 F jusqu'au 31 décembre, ensuite 165 F.

LE PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS
17 NOVEMBRE 1987 / 10 JANVIER 1988

Le Ballet Du Théâtre Kirov De Leningrad

Location : Palais des Congrès, Fnac et toutes agences
Par téléphone : 47.58.14.04

RTL

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

THÉÂTRE CH.-ÉLYSÉES Mardi 24 novembre 20 h 30 (Valmalle) (p.a. O. et C.) Eglise des Billets 24, r. Archéologie dimanche 28 nov. 17 h (p.a. Kington) SALLE PLEYEL dimanche 28 novembre 17 h 45 (p.a. Valmalle)	FRANÇOIS-RODÉ DUCHABLE BETHOVEN SCHUBERT, BRAHMS RAVEL, CHOPIN JOÏL PONTET Clavecin Chantre à cordes d'instruments anciens J.S. Bach Concerto CONCERTS LAMOREUX Dir. : ERI KLAS MUSKY-KORSAKOFF KHATCHATURIAN MOUSSORGSKY BORODINE LE TRIPTYQUE Anniversaire du Président-Compagnon PIERRE D'ARQUENNES 50 ^e Saison Œuvres de Yvonne DESPORTES Antoine TISNÉ Musique et Poésie Prés. Alain SUED	REVEL Mardi 1 ^{er} décembre à 20 h 30 (p.a. Mandel) Musique Valmalle) E.O.P. Direction : WOLFGANG DOERNER Piano : STEPHEN BISHOP KOVACEVICH M. HAYDN - BETHOVEN SCHERMAN - J. HAYDN CARLOS PRIETO Violoncelle Doris STEVENSON Piano GREG, KODALY PONCE, GINASTERA TCHAIKOVSKY WEISSBERG BACH SCHUBERT RAVEL BACH-MANROV J.M. FOURNIER Prod. QUATUOR SCHUBERT HINDEMITH BETHOVEN
THÉÂTRE CH.-ÉLYSÉES Lundi 29 novembre 20 h 30 (p.a. Valmalle) (Mitsouglou) FIAMMA IZZO D'AMIGO Léone MAGGIORA Piano BELLINI, VERDI MASCAGNI, CILEA MASSNET, BIZET PUCCINI ORCHESTRE DE CHAMBRE DE VIENNE Chef et soliste : PHILIPPE ENTREMONT HAYDN - MOZART CONCOURS INTERNATIONAL M. LONG-J. THIRARD Éliminatoires du 21 au 23 novembre FINALE RÉCITAL VEN. 27 NOV. 17 h 30 FINALE CONCERTO SAMEDI 28 : 14 h, 20 h SOIRÉE DE GALA LUNDI 30, 20 h 30 ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE Dir. : Pierre DERAUX	NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD 73, rue Mouffetard Tél. : 47-91-11-89 Mardi 1 ^{er} décembre à 20 h 30 (p.a. Valmalle) PELLEAS ET MELISANDE CL. DEBUSSY Opéra en 3 actes Verdi, Piano Clément Didier HENRI Caroline DELAPORTE Daniel PETROVITCH Lionel SARRAZIN André KOGAN D. MICHEL-DANISAG J. HENRIQUIN Piano : Anne-Marie FONTAINE Mise en scène : Alain GARCHOT	Mairie de Paris THÉÂTRE MUSIQUE ET DANSE DANS LA VILLE Les Musiques Royales Mardi 1 ^{er} décembre à 20 h 30 Eglise Saint-Germain l'Auxerrois GILLES : Requiem pour Louis XV GRAND : Messe pour le Sacre de Louis XVI Direction : MICHEL LAPORTE LA MAISON SCULPTÉE ET LA CHAMBRE DU ROI Direction : JEAN-CLAUDE MALANDRIN Places : 600 francs, orchestre, 400 Places : 300 francs, 1 ^{er} RNC, 2 ^e RNC, 3 ^e RNC Réservations : 3 RNC, 4 RNC, 5 RNC Venez des billets sur place une heure avant le début de chaque concert RÉSERV. : 42 77 48 83

ATHÈNÉE
DERNIÈRES
MARIVAUX
LES ACTEURS
DE BONNE FOI
I.A. MEPRISE
21 H SAUF DIMANCHE 16 H
LOC. AGENCES : FNAC - THÉÂTRE

LE PRINCE
ET
LE MARCHAND
d'après
L'IDYOT DE DOSTOÏEVSKI
Une œuvre de grand théâtre.
LE MONDE
Une mise en scène d'ÉLISABETH MARIE à
la fois précise et discrète... deux voix et
deux regards très beaux, très vrais : ceux
de BERNARD BLOCH et de ROBERT
SAINT-MACART. L'ÉVÉNEMENT
ATALANTE
12, PLACE CHARLES DUMAS
20 H 30 DIMANCHE 17 H RELACHE MERCREDI
Tél. 46.66.33.90

musique
à 19 h 30
QUATUOR
TALICH
DE PRAGUE
avec en quatuor
JAN PERUSKA
vendredi 4 décembre
BRAHMS - MOZART
samedi 5 décembre
MOZART - JANACEK
DVOŘAK
PRIX 52 F
2 PLACE DU CHATELET
42 74 22 77

PIANO
SAISON 87
Passionnement !
SALLE PLEYEL
PARIS
10-11-12-13-14-15-16-17 FÉVRIER
BETHOVEN - 6 CONCERTS
WAGNER
PIERRE HARMONIKER
VIBRATO - POLLINI
9 RECITAUX
PERAZZA PERLETTI
MAGALOT
TIPO
POLLINI
FISCHER
ARRAU
BRENDL
ASIKENAZ

ORCHESTRE
DE
PARIS
Directeur musical
Daniel Barenboim
SALLE PLEYEL 20 H 30
2, 3 décembre
Jeffrey Tate, direction
Mitsuko Uchida, piano
Wagner, Bartok, Dvorak
9, 10 décembre
Semyon Bychkov, direction
Christine Barbaux, soprano
Haydn, Mozart, Strauss
RENSEIGNEMENTS - LOCATION :
SALLE PLEYEL - 45 63 07 96

Culture

Le nouveau Café Beaubourg
Entrée des artistes

DESIGN

Le 54^e Salon
des artistes décorateurs,
alias SAD,
alias Biennale
de la création
contemporaine,
ouvrira jeudi 26 novembre
au Grand Palais.
Artistes, décorateurs,
architectes...
D'année en année,
les frontières s'atténuent
entre les différents
corps de métier
qui réinventent
notre cadre de vie.

Avant le SAD, on pouvait exercer
sa réflexion sur le travail d'un archi-
tecte, Christian de Portzamparc, et
sur celui d'une artiste, Elisabeth
Carrouzet. La lumière, une lumière
calme, bleutée, diffuse, et en même
temps palpable, presque tactile : telle
est la première impression que livre
le Café Beaubourg, à deux pas du
Centre Pompidou (1).

Cette lumière nait, en effet, d'une
architecture difficilement faillible au
premier regard, peut-être parce
qu'elle est lisse, blanche, presque
maigre. Surtout, parce qu'elle est à
la fois mobile et figée, élémentaire
et complexe, familière et inhabituelle.
C'est-à-dire inassaisissable.
Tout est fait pour la circulation, des
hommes, des yeux, des sons. Et sans
doute des idées ?

Gilbert Costes a donc, comme son
frère du café Costes, placé des immo-
bilités, ses Cafés à l'écart. L'homme
du Café Costes avait remis son sort
entre les mains de Philippe Starck,
décorateur omniprésent, dont le
style a marqué les rendez-vous vesti-
mentaires de l'adolescence. Quelques
choses comme André Putnam, en
moins sophistiqué, en plus populaire,
ce qui a assuré aussitôt un considé-
rable succès au café auprès d'une
foule de fin d'études écœurées un
peu trop branchée sur le présent
pour se poser encore des questions
d'avenir. On connaît sans doute, au
moins par les photos, cet établisse-
ment qui se distingue par un escalier
monumental, une grosse horloge,

une mezzanine panoramique et un
mobiliier ostensiblement signé
Starck.

Gilbert Costes n'a pas précisé-
ment cherché la facilité en allant
chercher l'architecte Christian de
Portzamparc. Même si le style de ce
constructeur de cités musicales
bénéficie d'une sorte de mode dans
le milieu de l'architecture et à peine
au-delà, il est imprégné d'inventions,
d'idées, de concepts encore inhabi-
tuels au public le plus « mode », au
moins esthétiquement et idéologiquement
sérieux. Et c'est naturellement le
public cherché, un public d'intellec-
tuels et d'artistes, type Flore pre-
mière époque, qui a peu à peu
investi l'endroit.

Le Café Beaubourg se distingue,
lui aussi, par un escalier et une hor-
loge, mais c'est là le seul point
commun avec le café frère. Ni
l'escalier ni la mezzanine — qui per-
met aux clients de créer leur univers
en retrait — ne sont là pour faciliter
les évolutions du célèbre Matruv.
Cette fonction a été confiée avec
délicatesse à une passerelle un peu
japonaise, qui ne concède au sno-

bisme que le temps d'un passage.
Mais lui en faut-il plus ?

Portzamparc, qui marie l'espace
et les circulations avec dextérité, a
peut-être été moins heureux avec
son mobilier, de forme un peu trop
austère à l'extérieur, un peu molles-
sone à l'intérieur. Mais au moins ne
nous fait-il pas, comme certaines
chaises à trois pieds de Starck (pas
celles, heureusement, du Café
Costes), risquer de nous démentir
nos vérités.

Gilbert Costes est cependant allé
plus loin en demandant à une quin-
zaine d'artistes, souvent jeunes, de
lui peindre ses tables. Borderieux,
Clément, Combas-Favier, Le Gar,
Viallat sont quelques-uns des
auteurs de cette initiative à la
Fabrice Ranaer, qui a permis au
Palace d'acquiescer le plus grand Gar-
toriste du monde bien avant qu'il ne
fasse les beaux jours du marché.
Ainsi le Café Beaubourg fait-il auto-
rement le lien entre les galeries
des Halles et du Marais et son vis-à-
vis, le Musée d'art moderne.

FREDÉRIC EDELMANN
(1) À l'angle de la rue Saint-Martin
et de la Pizze, côté sud.

DIGRESSIONS

Le Frank ancien est arrivé !

La librairie Flammarion vient de rééditer
un édité dédoublé de Bernard Frank
qui avait été publié en 1970 chez Gra-
set. Ce livre était par certains côtés tel-
lement à contre-courant de l'esprit du
temps qu'il déconcerta. Quinze ans avant
ses « Digressions », notre collaborateur
dans ce prototype de plus de trois cents
pages, avait été tenté de mettre au point
ses bavardages !

Au moment du manifeste des 121, un
commissaire divisionnaire de Caen et un
inspecteur de la DST (je prie la police de
m'excuser, si j'emploie pour désigner ces
hommes et ses services des appellations fan-
tastiques) firent irruption, en ID d'usage, dans
le parc du manoir du Breuil, sous le
degré d'appréhension et François Segan et
moi, nous avions bien rédigé ce manifeste et,
dans le cas contraire, quelles personnes nous
l'avaient envoyé, qui l'avait écrit ? J'apprends
ces détails plus tard, car ces messieurs, igno-
rant mes habitudes des qu'il fallait, n'avaient
rien trouvé (vers les 19 heures) pour les
accueillir que la maîtresse de maison. Comme
de coutume, je m'étais offert un casino
d'après-midi, un de ces 5 à 8 où, sans faire
d'écarter, sans perdre des sommes dramati-
ques, il vous arrive de gagner cent
200 000 francs qui vous mettent de bonne
humeur et vous prédisposent, après le savou-
reux dîner familial — il me semble en effet
que, à l'époque, la maison de la rébellion
obéissait des mœurs, des mœurs, des amis
intimes — à répondre aux alentours de minuit,
fringé comme un lord, vers la chute ou le
sabat.

Je n'aurais sans doute jamais vu ces mes-
sieurs — Segan savait trop son monde pour
me déranger dans ma partie, et cela pour me
présenter à des personnes dont elle ignorait
présent tout, si j'avais été de la voir — s'ils
ne lui avaient pas clairement dit qu'ils étaient
sûrs de ma présence dans les parages et
que, faute de pouvoir me poser deux ou trois
questions maintenant, ils reviendraient
demain vers les 5 heures du matin, devant
rentrer à Paris et à Caen au plus vite pour
rendre compte à leurs supérieurs des résul-
tats de leur mission. Je crains que Segan
n'ait eu alors des doutes sur moi, sur ma
vaillance à 5 heures du matin. Qu'elle n'ait
imaginé le pire ; que, réveillé en sursaut et
n'ayant pas eu le temps d'avaler mon
Nécessité (1) quotidien, une mégalomanie déjà
bien installée dans ma nature ne me poussât
à réveiller toute la maison en criant à ces
policiers que c'était moi, moi tout seul, qui
avais écrit ce manifeste, ou, tout au
contraire, que, effrayé par le méchantisme des
policiers, troublé par les songes et le jeu,
dans le simple appareil d'une besoutte qu'on
arrache au sommeil, je ne me misse à récrier
docilement tous les noms qui me seraient
passés par la tête. Toujours est-il qu'à mon
grand effarement un valet, alors que cela
allait être mon tour d'avoir le sabat, me fit
part, aussi discrètement que possible, du
désir que M^{me} Segan avait de me voir au
Breuil sans tarder. (...)

« Les shérifs l'attendent »
Je fus saoulé de voir devant la maison
une ID inhabituelle. Tandis que je réglais ma
course, Godot, une amie de toujours, belle et
drôle, s'approcha pour me confirmer que
c'était ce que je craignais le moins qui était
arrivé. Et comme elle avait de la tendresse
pour l'Algérie française, elle me dit, me mon-
trant l'édifice sous la pluie : « Tu peux choisir
ton arme, mon mieux : les shérifs l'attendent.
Elle était, la vraie chère, ce soir-là, ne
pas chérir, pendant notre interrogatoire : il
lui fallait divertir la famille qui se trouvait là,
en la persuadant que, Segan et moi, nous
parlions avec des très importants producteurs
de cinéma. Ah ! ce n'est pas facile d'être des
héros paisibles, d'être l'intéressé Lili et
l'effrayé Jojo quand on ne veut faire de peine
à personne. François, à son tour, m'apparut

devant le seul de sa maison, les yeux bri-
llants, mais avec cet air de perplexité rêveuse
qu'ont les chattes lorsqu'elles veulent sortir
et que la pluie les en empêche. Elle me
demanda d'une voix pointue si j'avais gagné,
ce qui me choqua, car ce ne sont pas des
questions que l'on se pose entre joueurs (on
est d'une pudeur farouche et l'on attend sans
impatience que l'autre parle) : sans doute
voulait-elle évaluer mon attention, et effec-
tivement : « Ne dis pas... », et là, malheureuse-
ment, je n'entendis pas bien ce que je ne
devais pas dire, ce qui eut l'effet de me per-
suader que j'allais ajouter une gaffe de plus à
celles, trop nombreuses, que j'étais sûr de
commettre. Ce bout de phrase manquant
gêna ma liberté d'esprit d'une façon extrême-
gême.

Logique policière

Ce que je vis, dans le petit salon où elle
avait fourré ces messieurs de la police armée
de leur serviette, de leurs godillots et de
leurs lourds manteaux, ne me plut pas outre
mesure. D'abord qu'elle les ait rangés là,
dans cette pièce où il y avait un bon feu et
où elle servait de salle à manger quand
nous déjeunions entre intimes. Il est vrai que
cette pièce avec son canapé de velours
rouge, ses fauteuils recouverts du même
tissu, son armoire télévision, son pick-up qui
ne marchait plus, son immense panier à dis-
ques, la plupart cassés, servait à tout : la
preuve. Mais je ne m'attendais pas qu'il y
eût, sur la table où nous avions si souvent
tapé le carton, un plateau tout préparé où
venaient bien me rafraîchir, ni le seuil à glace,
ni le pince, ni les quatre Perrier, ni l'ouvre-
bouteilles, ni les trois verres, ni la bouteille
de Haig qui était bon train, autant que mon
jaloux regard sur son niveau en pouvait juger,
ni même ce quatrième verre qui semblait
vouloir calmer mon courroux. Certes je m'en
emparai, mais c'était pour avoir une raison
d'ignorer ces mains de flics qui se tendaient
vers moi lorsque Segan nous eut présenté.
Cela jeta un froid. Je vis avec plaisir la cor-
dialité se retirer du visage de l'inspecteur et
du commissaire, comme l'eau verte de nos
belles plages normandes à certaines heures
de la matinée. Il y a peut-être des mœurs du
soir, mais je ne suis pas un spécialiste de la
Manche à ces moments-là. Je sentis que,
pour la mèche, il y avait d'un côté une
personne charmante, câblée, poète, cer-
tainement à mille lieues de toutes ces
vaines histoires d'Algérie, mal conseillée —
elle était si jeune — et de l'autre un butor à
peine français : ça se voyait assez d'où
venait tout le mal.

C'est toujours la même comédie : je suis
rigoureux par peur de flancher. N'ayant pas
le courage naturel, étant ennemi de toute
violence physique, craignant les coups — et
c'est un travers qui s'aggrave avec l'âge,
avec les sciatiques, les genévies qui ont l'air
de se désintéresser de mes dents, un poulx
qui voudrait parfois me persuader que je suis
une voiture de course, — j'essaie de me met-
tre dans une situation où le courage est la
seule issue, où c'est moins gênant d'être
courageux que lâche. En fait, c'est Segan qui
avait raison : nos deux bonhommes ne
demandaient pas mieux que de rompre
dans leur fauteuil, verre en main, pensant
sans doute à l'amusant récit qu'ils feraient à
leurs femmes et à leurs collègues dans quel-
ques heures. Je n'avais pas réfléchi qu'ils
pouvaient, dans un interrogatoire pourtant
lymphatique, me poser des questions qui me
laisseraient coi, du moins bredouillant. « Bon,
c'est entendu, vous ne savez rien ; mais, tout
de même, vous avez signé ce manifeste.
Vous prétendez que c'est une œuvre collec-
tive, que vous l'avez tous écrits. Qu'avez-
vous l'un plutôt que l'autre n'a pas de sens.
Cependant, comme vous êtes en Normandie
depuis pas mal de temps — cela, nous le
savons — à qui avez-vous fait part de vos
idées, à qui avez-vous téléphoné ou écrit, ou,
si vous préférez, qui vous

a téléphoné, écrit ? » Pouh, dans des cir-
constances moins rigolotes — il était inter-
rogé par le Geste, — raconte, je crois, qu'il
en était venu à comprendre les raisons pour
lesquelles certains résistants avaient pu tra-
hir leurs compagnons. Bien sûr la torture, mais
bizarrement l'amour-propre. C'est ce qui fit
par être démolissant de répondre toujours
non, de nier l'évidence, de paraître plus bête
que ceux qui vous interrogent.

La logique policière est tellement simple
qu'elle en devient agaçante. On voudrait brü-
ler, ne pas avoir toujours l'air d'un pauvre
type. Ce qui était, par contre, réconfortant
dans le manifeste, c'est qu'on avait l'esprit
tranquille : on n'avait pas besoin de nier
qu'on l'avait signé puisqu'on l'avait signé
précisément pour que les populations le sus-
sent. On n'avait pas à craindre de dénoncer
les autres, puisque les autres avaient eu la
politesse de dénoncer. Ce que la police
tentait, à l'évidence, c'était de trouver les
moyens, les mauvaises têtes. Et de quelle
espérance, d'est qu'ils fussent obscurs, le
moins souvent possible cités par Carmen
Tessier. J'ai découvert, ce soir-là, que je suis
pompiers quand je ne peux pas m'exprimer en
toute liberté et que je me réfugie dans des
études qui se voudraient nobles et qui sont
seulement ridicules, études qui me sont
dictées par des images d'Épinal. Je ne sais
plus ce que j'avais pu dire d'élegant, mais
mon commissaire Bourrel perdit patience ;
fini le côté salon ; au vous succéda un tu de
garçon, de salle de police, et je découvris
ce que je croyais être les dialogues des
mauvais films policiers français suivis assez
soigneusement la vérité : « Dis donc, si tu veux
faire le méchant, on peut fouiller toute la
boîte ; on a le droit pour ça. » Mais oui.
Ce se calma, au soulagement général. Nous
fîmes une tranquille déposition où nous
confirmâmes notre total accord avec l'esprit
et la lettre du manifeste.

« Tu es fou »

Les policiers envoyés, François s'écroula
dans un fauteuil en se servant un whisky bien
taillé, tout en poussant des gémissements
de comédie : « Mais tu es fou, fou à lier ; tu
oublies qu'à tous les degrés de cette maison,
dans toutes les chambres, il y a la collection
complète des journaux du FLN, qu'évidem-
ment tu n'as jamais lus. Songe aux lettres
qui traînent, à tous ces manifestes, aux car-
nets pleins d'adresses. Ils n'auraient même
pas eu besoin de fouiller. Tu as trop lu de
romans de chevalerie. » Dans la grande salle
il posait sa main sur mon épaule. C'était bien la
première fois que François se montrait aussi
impoli envers ses hôtes, et cela pour de vul-
gaires producteurs de cinéma.

Toujours est-il que cet interrogatoire en
douceur m'a convaincu que je n'étais pas
doux pour les résistances. J'ai sans doute eu
de la chance, pendant l'Occupation alle-
mande, de ne pas avoir l'âge où l'on a l'en-
vie et la possibilité de jouer les héros. Avant
de vouloir servir une cause, il faut être sûr de
soi, sûr qu'éventuellement on aura le courage
de se supprimer. En mai 1968, j'ai eu des
doutes du même genre. Quand on est un
homme de gauche, on s'imagine que, sans
qu'on s'en donne la peine, l'histoire servira
vraisemblablement ses loges d'honneur. Par
exemple tout intellectuel français a été un
communiste. Tout intellectuel français qui se
respecte s'est demandé et se demande
qu'il a bien pu se passer dans la tête d'un
Taine, pour qu'il ait été si choqué par la
Commune ; ce qui leur a pris, à tous ces gar-
çons, pour ne pas s'être retrouvés devant le
peloton d'exécution, au mur des Fédérés,
avec le capitaine Rossel, cher à Roger Sté-
phane. Nous verrons ça.

(1) Excellent médicament qui n'est plus dans le
commerce.

Culture

EXPOSITIONS

La bibliothèque électronique

(Suite de la première page.)

Les bancs de montage vont assembler les images du journal, les photos de l'AFP. Une cabine son est disponible pour l'enregistrement du commentaire. Le scanner saisit photographiquement la page du livre, la coupe de journal ou le texte dactylographié. Il la numérise avant de la transmettre au terminal de composition. Quelques heures ont suffi à nos deux visiteurs pour fabriquer leur propre « me » de quotidien, leur propre reportage télévisé.

Cette spectaculaire alchimie se reproduit chaque jour au Centre Pompidou. L'exposition Mémoires du futur a rassemblé en trois ateliers et livré à l'appétit des visiteurs toutes les techniques capables de transformer la bibliothèque de demain. « La bibliothèque traditionnelle ne conserve que les livres. Elle est maintenant dépassée par le flux d'informations véhiculées par les réseaux marchands de l'actualité », explique Bernard Stiegler. Le jeune philosophe, concepteur de l'exposition, évolue dans cet univers technologique avec une évidente passion : « Nous avons voulu combler la fosse, montrer que chacun peut se

réapproprier l'univers de l'information électronique avec les mêmes méthodes qui ont été créées pendant des siècles la culture du livre. Des générations de lecteurs ont été formées par l'école en copiant, analysant, paraphrasant les textes. Pour poursuivre le même travail, la bibliothèque doit leur donner aujourd'hui des terminaux d'ordinateurs, des bases de données, des vidéodisques ».

Pour l'institution, la métamorphose risque d'être rude. Le coût d'une telle panoplie est encore exorbitant pour les faibles budgets des bibliothèques publiques. L'exposition elle-même n'a dû de voir le jour qu'au mécénat d'Olivetti, de BASF et du Club du livre. Mais la production en série des terminaux, l'édition des bases de données sur disques compacts laissent prévoir une démocratisation progressive de cette culture électronique.

Les visiteurs de Mémoires du futur, eux, ne semblent pas découragés par cette brutale accélération de l'histoire. Autour des trois ateliers, l'exposition les guide au milieu des avatars des signes, des grottes de Lascaux aux mémoires numériques, en passant par l'épopée de la presse

de la télévision. Au terme du parcours, ils sont prêts à découvrir le plus troublant rejeton de ce mariage entre l'informatique et la littérature. Roman 2, un logiciel conçu pour l'exposition, écrit des romans roses ou parapsychiques Jules Verne, Stendhal, Manneville en Perce. Dans ses mémoires, neuf mille phrases d'écrivains que l'apprenti romancier peut agencer, adapter à sa guise pour composer de nouvelles fictions. « Cette machine à coudre du patchwork textuel n'a d'autres ambitions que de placer le lecteur en position d'écrivain pour mieux lui faire comprendre son style, son genre littéraire », s'empresse d'expliquer Bernard Stiegler. Et de citer Italo Calvino : « Le processus de la composition littéraire une fois démonté et rematé, le moment décisif de la lecture. L'œuvre ne cessera de naître, d'être jugée, d'être dérivée ou sans cesse renouvelée au contact de l'œil qui la lit ». Un œil que les bibliothèques électroniques auront rendu plus vif, plus riche.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

« Mémoires du futur. Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou, jusqu'au 18 janvier. Puis à Nîmes, Marseille, Nantes et Grenoble.

Communication

Chargé de mission à la CNCL

M. Vallery-Radot est inculpé de trafic d'influence

M. Pascal Vallery-Radot, chargé de mission à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), a été inculpé, lundi 23 novembre, de « trafic d'influence » par M. Claude Grellier, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

Si cette inculpation est une des conséquences de la plainte déposée par la station L'Espresso-FM le 24 juillet dernier, pour « corruption, falsification et trafic d'influence », elle est, néanmoins, dans un dossier distinct.

Elle « menant ses investigations, après la plainte de L'Espresso-FM, sur les conditions dans lesquelles une fréquence avait été attribuée à

Radio-Courtoisie, le magistrat instructeur avait recueilli des informations concernant d'autres stations, dont Radio-Orient. Mais, n'étant pas sûr que les faits pouvaient être en relation avec Radio-Courtoisie, M. Grellier ne pouvait élargir son action qu'en demandant au parquet « un réquisitoire supplétif ». Cependant, le 28 octobre, soit le lendemain de l'inculpation par M. Grellier de M. Michel Droit pour falsification, le parquet a jugé préférable d'ouvrir « une seconde information judiciaire pour « trafic d'influence » visant l'ancien directeur M. Vallery-Radot. Cette information fut confiée au même juge.

Ce « sautoir » des affaires permet à M. Grellier de poursuivre une instruction, alors que, dans un

autre dossier de même nature, il devra attendre le 10 décembre pour savoir si la Cour de cassation, saisie par M. Droit, ordonne son dessaisissement.

M. Vallery-Radot était chargé d'étudier les demandes d'attribution de fréquences dans la bande FM de la région parisienne avant de les transmettre à la CNCL. On lui reprocherait d'avoir effectué un voyage au Maroc, en novembre 1986, dans des conditions avantageuses, grâce à l'intervention de M. Régis Chammah, président de Radio-Orient, sans qu'il soit établi que l'attribution d'une fréquence à cette station soit en relation avec ces faits. M. Vallery-Radot a choisi pour avocat M. Jean Dubois.

MAURICE PEYROT.

L'ambassadeur des radios

C'est un grand gaillard simple et bon vivant qu'un rebondissement de l'affaire Michel Droit projette au second plan sur la scène des médias. Un fonctionnaire affable, décontracté, prompt à sympathiser avec les radios dont il doit traiter. Un garçon d'une trentaine d'années, réputé gentil, voire laxiste, sans doute aussi naïf et maléfique, peu conforme à l'image traditionnelle du commis de l'Etat dont il n'a assurément ni la rigueur ni l'assurance.

C'est d'ailleurs de l'autre côté de la barrière, chez les salimbanches, que ce fils de bonne famille, licencié en droit, fasciné par le micro, commence à y a six ans sa carrière. Le monopole des ondes n'a pas encore craqué, et Pascal Vallery-Radot fait ses premières armes dans une radio locale publique : Radio-Mélan, où, sous la direction de Jean-Pierre Pignatelli, il anime une émission. L'été 1981 bouleverse le paysage de la communication, une loi est votée à l'automne qui ouvre enfin la voie aux radios privées. Mais avant de recevoir la bénédiction de la Haute Autorité, celles-ci doivent recevoir l'aval d'une commission consultative (la commission Hotteloux, devenue ensuite commission Gallabert, puis commission Jouvin).

La liberté est neuve, la demande abondante et le terrain en friche : un secrétariat permanent de la commission est donc constitué en 1982, dans lequel M. Vallery-Radot est intégré. C'est dans cet organisme qu'il va acquiescer une bonne connaissance du monde de la FM, de ses acteurs : la particularité de l'univers des radios libres et la proximité d'âge facilitent les rapports amicaux et complices. La France a été découpée en régions sur lesquelles travaillent plusieurs chargés de mission. A eux de défricher le terrain, contrôler, rassembler, les différents dossiers des radios. A eux de renseigner la commission réunie une fois par semaine, puis devant la Haute Autorité. D'abord sans affectation très précise, Pascal Vallery-Radot « héritait » du lourd dossier de la région parisienne et de sa situation embrouillée.

A la mi-1986, anticipant sa suppression, la Haute Autorité renonce à renouveler les autorisations parisiennes. Le secrétariat de la commission assure une sorte de permanence

pour les radios jusqu'à ce que la loi Léotard prévoie à son tour d'y mettre fin. La réalisation de l'objectif du dossier radio empêche le président de la nouvelle instance, la CNCL, de faire table rase du passé et de repartir de zéro.

Sur la recommandation présentée de Maurice Ulrich à l'Hotel Matignon, M. Gabriel de Broglie, membre de la Haute Autorité, nomme Pascal Vallery-Radot responsable du département radio, lequel ne pouvait se passer d'une mémoire de la FM. C'est dans ce cadre que l'homme va devenir un personnage puissant, non tant par sa capacité à décider ou arbitrer que par son rôle d'ambassadeur, d'intermédiaire auprès de M. Yves Rocco, le « sage » en charge des radios dont il devient une sorte de bras droit.

Installé dans une annexe de la CNCL, le service radio prend le relais de la commission : il réceptionne et classe les dossiers des radios, fonde, regroupe les différentes données (notamment les données techniques), établit même les pré-listes de radios susceptibles d'être autorisées. Il fait des suggestions aux radios pour leur éviter un refus et aux « sages » pour leur rappeler l'histoire et les réalités du terrain. M. Vallery-Radot reçoit nombre de candidats et rencontre régulièrement M. Rocco, assistant même à quelques séances plénières de la CNCL.

Alors, trafic d'influence ? En préférent ce chef d'accusation à celui de corruption passive plusieurs fois évoqué, le procureur de la Républi-

que a créé une logique juridique qui implique de prochains développements. Est en effet suspecté d'influence celui qui, moyennant un avantage intervient auprès de quelqu'un susceptible d'octroyer une faveur ou un droit. Ce qui implique en amont un corrupteur parfois aussi en aval un corrompu.

L'allusion implicite scandalise le président de Radio-Orient, M. Régis Chammah, suspecté d'avoir offert à M. Vallery-Radot un voyage au Maroc. « Un dossier de l'ampleur d'Orient, qui bénéficie du soutien de la Ligue des Etats arabes, du conseil des ambassadeurs arabes, de la Mosquée de Paris, relève d'un autre niveau que M. Vallery-Radot ! Nous faisons actuellement les frais d'un conflit franco-français, tandis que la légitimité d'une radio islamique n'est pas remise en cause. Le lobbying ? Bien sûr que nous en avons fait. Mais à un autre échelon. Le système tout entier fonctionne de cette manière. Va-t-on pour autant décider d'inculper l'ensemble des fonctionnaires qui, au moment de Noël, comme dans bien des ministères, sont convertis de codeaux ? »

M. Benis, l'avocat de L'Espresso-FM qui, la première, a porté plainte contre Radio-Courtoisie aboutissant à l'inculpation de M. Michel Droit, ironise à son tour : « Sur un autre registre. « Alors, le juge Grellier serait responsable et fon quand il inculpe un académicien ; sage et professionnel quand il s'en prend à un fantassin ! L'indignation récente de la CNCL paraît aujourd'hui bien dérisoire ! ».

ANNICK COJEAN.

Romain Rolland
20 nov - 11 déc
RENCONTRES DU THEATRE
THEATRE
EN VAL DE MARNE
organisée par le Comité Général du Val de Marne dans le cadre de son 20^{ème} anniversaire
15 COMPAGNIES • 4 CREATIONS • FORUMS
JOURNÉE DES AUTEURS • THEATRE JEUNE PUBLIC...
18, rue Eugène Varlin - Villejuif - 47261502 - Métro Pont-Vaudouin-Courcouron

Les prix littéraires

Le Monde a publié dans ses dernières éditions datées 24 novembre les articles consacrés aux prix Femina et Médicis. Le Femina étranger est allé à la romancière américaine Susan Minot pour *Moufflets* (Gallimard) par six voix contre cinq à James Baldwin pour *Harlem Quartet* (Stock), au premier tour de scrutin. Le Médicis étranger récompense l'écrivain italien Antonio Tabucchi pour *Nocturne indien* (Christian Bourgois) au deuxième tour, par six voix contre deux à

Bohumil Hrabal pour la *Chercheuse sacrifiée* (Gallimard). Alison Lurie (Rivages) et P.-D. James (Mazarine) ont obtenu chacune une voix. Enfin, le Médicis-essai a été décerné à Georges Borgeaud pour *Le Soleil sur Aubiac* (Grasset) au premier tour, par sept voix contre trois à Pierre Vidal-Naquet pour *Les Assassins de la mémoire* (la Découverte) et une voix à André Glucksmann pour *Descartes, c'est la France* (Flammarion).

Médicis étranger :

« Nocturne indien » d'Antonio Tabucchi

Succès bien mérité pour l'italien de Parme, Antonio Tabucchi, qui a vraiment été la révélation de l'année. Trois livres publiés en même temps chez Christian Bourgois ont permis, en effet, de se faire une opinion sur l'étendue du clavier de cet écrivain raffiné, cultivé, ironique, sceptique toujours, qui semble n'évoquer ou ne traiter que des petits sujets : des « malentendus sans importance », des « déliés paradossaux », des faux guides de voyage qui sont des explorations de l'illusion (mais avec un index logique, en apparence, comme dans *Nocturne indien* ou encore de mystérieuses balades bleues des *Agones* avec tempêtes et naufrages (comme dans *Femme de Porto-Pino*). « Arrivé à un âge où il me paraît plus digne de cultiver des illusions que des vérités, je me suis résigné à écrire selon mon tempérament », proclame ce catichisme de poète portugais Fernando Pessoa.

Nourris de ses lectures, de ses voyages, de ses conversations avec des gens célèbres ou non, de ses souvenirs ou de ses rêves éveillés, les écrits de Tabucchi racontent des milliers d'histoires, sans morale et sans dénouement, dans un puzzle qu'on ne finit jamais d'assembler si l'on s'en remet à la raison. Parce qu'on ne regarde pas d'assez loin, d'assez haut, pour voir comment se combient les vides entre les choses.

Véritable « inventeur » d'une écriture « énigmatique, souple, aigüe, pleine d'esprit et de drôlerie », Tabucchi « l'intranquille », inquiet, dérange, ravit. Pour le plaisir de lire.

M. Z.

« Œuvres en français chez Christian Bourgois : *Petits malentendus sans importance* (trad. de Martine Dejeant), *Nocturne indien* (trad. de Lise Charpentier), *Femme de Porto-Pino* et autres nouvelles (trad. de Lise Charpentier). Voir « le monde des livres » du 22 mai. Deux romans de Tabucchi sont annoncés : le *Phil de l'horizon* et le *Jeu du revers* (avril 1988).

Femina étranger :

« Moufflets », de Susan Minot

C'est un excellent premier livre que récompense le Femina étranger, avec *Moufflets*, de la jeune Américaine Susan Minot, paru cet automne chez Gallimard. Aux Etats-Unis, où il a été publié l'année dernière sous le titre *Monkeys* (Sings), il a été soutenu par une presse quasi unanime, qui a assuré son succès. De *Vanity Fair* au très intellectuel *New Yorker*, on a rendu hommage à la prose délicate et subtile de Susan Minot.

Moufflets est un court ouvrage de 166 pages où, en neuf chapitres, sont peints tableaux, Susan Minot raconte, sur le ton de la confidence familière, avec beaucoup d'émotion mais aussi beaucoup d'humour, la vie d'une famille de sept enfants, la sienne probablement. Sept sales gosses turbulents, pleins d'une énergie et d'une tendresse dont, parfois, ils ne savent que faire, entre un père qui boit trop et une mère débordée. Ces histoires, ces croquis de divers moments du destin de la famille — importants comme la mort tragique de la mère, ou plus anodins comme la visite chez le grand-père, — peuvent aussi se lire comme autant de

petites nouvelles, miniatures, étonnantes, ramassées. La nouvelle est une forme littéraire qu'affectionne Susan Minot, qui croyait « ne jamais écrire de roman ».

Ce livre devrait plaire à tous ceux qui sont curieux de découvrir, au quotidien, une famille américaine. Mais le talent de Susan Minot, dont on espère qu'il se confirmera dans sa production à venir, séduira sans doute bien d'autres lecteurs. On aime sa manière simple et étonnante de dire cette enfance à la fois très américaine et universelle, ces « jeunes années » que, comme tout le monde, elle baladera toute sa vie avec elle. Il serait dommage que *Moufflets* ne trouve pas, en France, un public aussi large que celui qu'il a su toucher outre-Atlantique. Les livres traduits — sans doute parce que les enjeux semblent moins directs — les prix littéraires retrouvent souvent, et c'est le cas ici, leur vocation : la reconnaissance d'une qualité.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Médicis-Essai :

« Le Soleil sur Aubiac », de Georges Borgeaud

Les charmes discrets du *Soleil sur Aubiac* (Grasset) ont valu le prix Médicis-Essai à l'écrivain franco-suisse Georges Borgeaud. Né à Lausanne en juillet 1914, l'écrivain affirme avoir gardé de ses origines l'avantage d'être « immunisé contre le vertige intellectuel que risquent les vides entre les choses ».

« Dans le *Soleil sur Aubiac*, Georges Borgeaud met en scène un narrateur poétique et bougon qui, tempêtant subtilement contre les laideurs de la vie urbaine, se réfugie obstinément dans son Causse de

Limagne, bien à l'écart du modernisme. Loin du temps, loin des simulacres citadins, cet ermite qui s'imaginerait forcément vieux retrouvé avec délices « la grande emerveille de la banalité » et se plait à dissocier la nature dans son invraisemblable répétitivité.

Les inflexions apaisées de cette écriture naturaliste n'ont pourtant pas empêché le jury de se diviser, autour d'une polémique de dernière minute : l'ouvrage de Borgeaud, peut-il vraiment être inclus dans la catégorie des essais ou n'est-il pas tout bonnement un récit ? La forme du texte inciterait plutôt à pencher pour la seconde hypothèse mais les adeptes du *Soleil sur Aubiac* en ont décidé autrement.

R. R.

Histoire

Le bicentenaire de la Révolution

Sous le signe de la mondialisation médiatique

M. Edgar Faure, président de la mission de bicentenaire de la Révolution française et de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, a présenté le mardi 24 novembre à la presse, au pavillon Gabriel, les premiers projets. Ils ont été pris place aux côtés de M. Edgar Faure, MIM Jean Thibaut, maire-adjoint de Paris et député RPR ; Alain Carignon, membre délégué chargé de l'environnement, et un certain nombre de responsables de la mission.

La mission de bicentenaire de la Révolution française organisera du 3 au 10 juin 1988 dans la grande halle de La Villette, avec la Ville de Paris, un forum, « 89 avant-présent ». « L'ère d'éclat » et « l'ère de la nuit » de projets de commémoration en cours d'élaboration mais aussi, selon la volonté de ses organisateurs, « outil de communication » destiné à assurer la médiation de ces divers projets, le forum « 89 avant-présent » devra « donner à voir le chantier énorme de la préparation du bicentenaire ».

« Donner à voir » : tardivement mise en place, dirigée successivement par Michel Baroin, puis un peu plus tard, après sa disparition tragique, par M. Edgar Faure, balottée au fil d'incertitudes politiques qui sont à la mesure des enjeux symboliques de ce deux centième anniversaire, la mission a jusqu'à présent pas eu l'occasion de montrer quoi que ce soit de ce que pourrait être cette commémoration.

Une seule évidence s'est rapidement imposée, en dépit des nombreux points d'interrogation : si 1889 fut marqué du sceau de la naissance de l'idée républicaine et 1939 par les lourdes incertitudes de la période, 1989 sera avant tout placé sous le signe de la mondialisation médiatique quasi instantanée de

quelques grandes manifestations qui seront de ce fait pensées et réalisées en fonction des impératifs variés de cette ubiquité.

Une autre question hante en France toute célébration de cette ampleur : quelle trace monumentale laissera-t-elle, pour les siècles à venir ? M. Faure a, semble-t-il, trouvé une réponse et une parade à la redoutable brièveté des délais. Non sans habileté, puisqu'il pourra ainsi réaliser un projet qui lui tient personnellement à cœur, il a vaincu les fétichismes initialement fixés de la rue de Rivoli et obtenu que soit mis à la disposition d'une « fondation internationale des droits de l'homme et des sciences de l'homme », à créer, le toit de la grande arche de la Défense, en cours d'achèvement.

L'effort de l'Etat, qui s'apprête à tirer 90 à 100 millions de francs de cette partie de la grande arche, après l'abandon du projet de Carrefour de la communication, n'est pas seulement symbolique.

L'ambition de M. Faure est double : faire du toit de la grande arche le monument-symbole de 1989 comme le tour Eiffel fut celui de 1889 ; associer son nom à la création de cette fondation, à laquelle il assigne trois missions : alimenter la réflexion sur les droits de l'homme et leurs développements à la lumière des défis de l'avenir (génétique, bioéthique, etc.) ; assurer enseignements et recherche dans ces domaines ; servir, enfin, à l'information du grand public.

Une cinquantaine de millions de francs, fournis par le mécénat d'entreprises, devraient être nécessaires à l'installation de cette fondation, dont le fonctionnement est prévu moyennant un budget de quelque 10 millions. La Fondation internationale des droits de l'homme et des sciences de l'homme pourrait ouvrir ses portes en mai 1989 si l'échéancier prévu par ses promoteurs est respecté.

En attendant de déployer les plus hautes exigences des droits de l'homme et de l'éthique, la grande arche de la Défense a été le lieu d'un conflit plus terre à terre. En s'y rendant solennellement le 25 août dernier en compagnie de M. Jacques Chirac, M. Edgar Faure a ulcéré le chef de l'Etat, qui juge cette audace et prestigieuse réalisation architecturale à la hauteur de sa propre fonction. Rien ne dit que l'offense ait été lavée par la toute récente visite de M. Mitterrand, en compagnie de la reine de Danemark sur le chantier de l'œuvre tant convoitée.

Cette petite zizanie n'est pas la seule lésarde de l'édifice consensuel — puisque tel est le mot d'ordre officiellement mis en avant depuis plusieurs mois — de la préparation du bicentenaire. M. Régis Debray, qui avait en avril 1984 quitté (en théorie) l'Elysée pour le Conseil d'Etat, y est de nouveau officiellement, depuis le mois d'octobre. Il est désormais l'œil du président pour tout ce qui concerne le bicentenaire.

Pour l'heure, les collaborateurs de M. Edgar Faure poursuivent l'inventaire des innombrables projets, individuels et collectifs. Dans le domaine de l'édition et de la recherche, le plus spectaculaire est venu, jusqu'à ce jour, du bouillonnement et des francophiles magistral britannique des médias Robert Maxwell. Le maison d'édition Pergamon Press qu'il possède s'apprête en effet à publier, sous microfilm, un corpus d'un million de pages au moins de sources imprimées et manuscrites relatives à la Révolution française.

L'ambition proclamée de l'entre-

MICHEL KARMAN.

Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi intitulé dimanche-jeudi. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » O Film à voir O On peut voir N Ne pas manquer M M Cinéma d'œuvre ou classique.

Mardi 24 novembre

TF 1

20.30 Cinéma : Trois hommes à abattre. Film français de Jacques Deray (1980). Avec Alain Delon, Dalia di Lazzaro.

DRUGSTORES PUBLICS

Quinzaine gastronomique du 16 au 30 nov. Les Drugstores Publics et le Pub Renault vous offrent tout le Lot... Et le Quercy!

Pierre Dux, Michel Auzan, Simone Renant. 22.25 Cinéma : Les deux hommes. Film français de Jacques Deray (1980). Avec Alain Delon, Dalia di Lazzaro.

A 2

20.30 Cinéma : Rouge baiser. Film français de René Clément (1965). Avec Charles Berling, Lambert Wilson, Marthe Keller, Günther Lamprecht, Laurent Terzieff. 22.25 Les Jeux de l'Étoile. 23.00 Informations. 23.40 La Soirée. 23.45 Informations de minute.

FR 3

20.30 Festival : Holocauste. De Marvin Chomsky. Avec Fritz Weaver, Rosemary Harris, Joseph Bottoms, James Woods, Meryl Streep (2^e épisode). Le chemin de Babylone. 22.25 Informations. 23.00 Informations. 23.40 La Soirée. 23.45 Informations de minute.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Le Fils de Beverly Hills. Film américain de Martin Best (1984). Avec Eddie Murphy, Judge Reinhold, John Ashton, Lisa Eilbacher, Ronny Cox, Steven Berkoff. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Les Frères Fatale. Film français d'Harv Padé (1986). Avec Gérard Lanvin, Jacques Villeret, Joëlle Balasko. 23.45 Cinéma : Jour de fête. Film français de Jacques Tati (1947-1949). Avec Jacques Tati, Guy Decomble, Paul Frankeur, Sandy Ralt, 1.00 Cinéma : Le Roi David. Film américain de Bruce Beresford (1985). Avec Richard Gere, Edward Woodward, Alice Krige.

LA 5

20.30 Cinéma : American College. Film américain de John Landis (1978). Avec Thomas Hulle, Stephen Furst, M. Metcalf, Donald Sutherland, J. Vernon. 22.20 Série : Spenser. Mort d'une légende. 22.45 Série : Spenser. Quand il faut payer. 0.10 Série : Max la meute (rediff.). 0.35 Série : Les chevaliers du ciel. 1.00 Feuilleton : Le temps des copains. 1.30 Les cinq dernières minutes. Le goût du pain (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma : Le Gendarme à New-York. Film français de Jean Girault (1964). Avec Louis de Funès, Michel Galabru, Christian Marquand, Geneviève Grad. 22.05 Série : Maitres et valets. Le témoin (rediff.). 22.55 Journal. 23.05 Météo. 23.10 Téma. Virginia Slims championnats (tournoi féminin qui s'est déroulé au Madison Square Garden de New-York du 16 au 22 novembre). 0.10 Informations. 0.35 Série : Les chevaliers du ciel. 1.40 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel indochinois. La contraception. 21.30 Les groupes de presse et l'avenir des médias. 22.40 Nuits magiques. Les nuits de Moscou (1^{re} partie). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Les Hébrides, ouverture op. 26, de Mendelssohn ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en mi mineur par le Nieuw Orkest philharmonique, dir. Peter Otm. 23.07 Club d'archères. Le Mozart des années 30 : Les premiers enregistrements de Stravinski ; L'actualité des rééditions.

Mercredi 25 novembre

TF 1

18.00 Série : Mammie. Comme si de rien n'était. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.55 Trépas du Tuo-O-Tuo. 20.00 Cinéma : 20.25 Météo. 20.30 Tapis vert et Tapis de Loto. 20.36 Variétés : Sacré soleil. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invité : Philippe Noiret. Avec Guy Marchand, Karen Chery, Samantha Fox, Frédéric François, Jean-Louis Murat, Gino Vannelli, Gérard Lenorman, Beagie Music LDT, Sidi. 22.30 Informations. 23.00 Informations. 23.40 La Soirée. 23.45 Informations de minute. De Frédéric Mitry et Jérôme Garcia.

A 2

18.10 Flash d'informations. 18.15 Série : Ma sœur. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.00 Informations. 19.05 Informations régionales. 19.30 Série : Mamy. Mamy à quatre. 20.00 Journal. 20.30 Informations. 20.35 Informations régionales. 20.40 Informations. 20.45 Informations. 20.50 Informations. 20.55 Informations. 21.00 Informations. 21.05 Informations. 21.10 Informations. 21.15 Informations. 21.20 Informations. 21.25 Informations. 21.30 Informations. 21.35 Informations. 21.40 Informations. 21.45 Informations. 21.50 Informations. 21.55 Informations. 22.00 Informations. 22.05 Informations. 22.10 Informations. 22.15 Informations. 22.20 Informations. 22.25 Informations. 22.30 Informations. 22.35 Informations. 22.40 Informations. 22.45 Informations. 22.50 Informations. 22.55 Informations. 23.00 Informations. 23.05 Informations. 23.10 Informations. 23.15 Informations. 23.20 Informations. 23.25 Informations. 23.30 Informations. 23.35 Informations. 23.40 Informations. 23.45 Informations. 23.50 Informations. 23.55 Informations. 24.00 Informations. 24.05 Informations. 24.10 Informations. 24.15 Informations. 24.20 Informations. 24.25 Informations. 24.30 Informations. 24.35 Informations. 24.40 Informations. 24.45 Informations. 24.50 Informations. 24.55 Informations. 25.00 Informations. 25.05 Informations. 25.10 Informations. 25.15 Informations. 25.20 Informations. 25.25 Informations. 25.30 Informations. 25.35 Informations. 25.40 Informations. 25.45 Informations. 25.50 Informations. 25.55 Informations. 26.00 Informations. 26.05 Informations. 26.10 Informations. 26.15 Informations. 26.20 Informations. 26.25 Informations. 26.30 Informations. 26.35 Informations. 26.40 Informations. 26.45 Informations. 26.50 Informations. 26.55 Informations. 27.00 Informations. 27.05 Informations. 27.10 Informations. 27.15 Informations. 27.20 Informations. 27.25 Informations. 27.30 Informations. 27.35 Informations. 27.40 Informations. 27.45 Informations. 27.50 Informations. 27.55 Informations. 28.00 Informations. 28.05 Informations. 28.10 Informations. 28.15 Informations. 28.20 Informations. 28.25 Informations. 28.30 Informations. 28.35 Informations. 28.40 Informations. 28.45 Informations. 28.50 Informations. 28.55 Informations. 29.00 Informations. 29.05 Informations. 29.10 Informations. 29.15 Informations. 29.20 Informations. 29.25 Informations. 29.30 Informations. 29.35 Informations. 29.40 Informations. 29.45 Informations. 29.50 Informations. 29.55 Informations. 30.00 Informations. 30.05 Informations. 30.10 Informations. 30.15 Informations. 30.20 Informations. 30.25 Informations. 30.30 Informations. 30.35 Informations. 30.40 Informations. 30.45 Informations. 30.50 Informations. 30.55 Informations. 31.00 Informations. 31.05 Informations. 31.10 Informations. 31.15 Informations. 31.20 Informations. 31.25 Informations. 31.30 Informations. 31.35 Informations. 31.40 Informations. 31.45 Informations. 31.50 Informations. 31.55 Informations. 32.00 Informations. 32.05 Informations. 32.10 Informations. 32.15 Informations. 32.20 Informations. 32.25 Informations. 32.30 Informations. 32.35 Informations. 32.40 Informations. 32.45 Informations. 32.50 Informations. 32.55 Informations. 33.00 Informations. 33.05 Informations. 33.10 Informations. 33.15 Informations. 33.20 Informations. 33.25 Informations. 33.30 Informations. 33.35 Informations. 33.40 Informations. 33.45 Informations. 33.50 Informations. 33.55 Informations. 34.00 Informations. 34.05 Informations. 34.10 Informations. 34.15 Informations. 34.20 Informations. 34.25 Informations. 34.30 Informations. 34.35 Informations. 34.40 Informations. 34.45 Informations. 34.50 Informations. 34.55 Informations. 35.00 Informations. 35.05 Informations. 35.10 Informations. 35.15 Informations. 35.20 Informations. 35.25 Informations. 35.30 Informations. 35.35 Informations. 35.40 Informations. 35.45 Informations. 35.50 Informations. 35.55 Informations. 36.00 Informations. 36.05 Informations. 36.10 Informations. 36.15 Informations. 36.20 Informations. 36.25 Informations. 36.30 Informations. 36.35 Informations. 36.40 Informations. 36.45 Informations. 36.50 Informations. 36.55 Informations. 37.00 Informations. 37.05 Informations. 37.10 Informations. 37.15 Informations. 37.20 Informations. 37.25 Informations. 37.30 Informations. 37.35 Informations. 37.40 Informations. 37.45 Informations. 37.50 Informations. 37.55 Informations. 38.00 Informations. 38.05 Informations. 38.10 Informations. 38.15 Informations. 38.20 Informations. 38.25 Informations. 38.30 Informations. 38.35 Informations. 38.40 Informations. 38.45 Informations. 38.50 Informations. 38.55 Informations. 39.00 Informations. 39.05 Informations. 39.10 Informations. 39.15 Informations. 39.20 Informations. 39.25 Informations. 39.30 Informations. 39.35 Informations. 39.40 Informations. 39.45 Informations. 39.50 Informations. 39.55 Informations. 40.00 Informations. 40.05 Informations. 40.10 Informations. 40.15 Informations. 40.20 Informations. 40.25 Informations. 40.30 Informations. 40.35 Informations. 40.40 Informations. 40.45 Informations. 40.50 Informations. 40.55 Informations. 41.00 Informations. 41.05 Informations. 41.10 Informations. 41.15 Informations. 41.20 Informations. 41.25 Informations. 41.30 Informations. 41.35 Informations. 41.40 Informations. 41.45 Informations. 41.50 Informations. 41.55 Informations. 42.00 Informations. 42.05 Informations. 42.10 Informations. 42.15 Informations. 42.20 Informations. 42.25 Informations. 42.30 Informations. 42.35 Informations. 42.40 Informations. 42.45 Informations. 42.50 Informations. 42.55 Informations. 43.00 Informations. 43.05 Informations. 43.10 Informations. 43.15 Informations. 43.20 Informations. 43.25 Informations. 43.30 Informations. 43.35 Informations. 43.40 Informations. 43.45 Informations. 43.50 Informations. 43.55 Informations. 44.00 Informations. 44.05 Informations. 44.10 Informations. 44.15 Informations. 44.20 Informations. 44.25 Informations. 44.30 Informations. 44.35 Informations. 44.40 Informations. 44.45 Informations. 44.50 Informations. 44.55 Informations. 45.00 Informations. 45.05 Informations. 45.10 Informations. 45.15 Informations. 45.20 Informations. 45.25 Informations. 45.30 Informations. 45.35 Informations. 45.40 Informations. 45.45 Informations. 45.50 Informations. 45.55 Informations. 46.00 Informations. 46.05 Informations. 46.10 Informations. 46.15 Informations. 46.20 Informations. 46.25 Informations. 46.30 Informations. 46.35 Informations. 46.40 Informations. 46.45 Informations. 46.50 Informations. 46.55 Informations. 47.00 Informations. 47.05 Informations. 47.10 Informations. 47.15 Informations. 47.20 Informations. 47.25 Informations. 47.30 Informations. 47.35 Informations. 47.40 Informations. 47.45 Informations. 47.50 Informations. 47.55 Informations. 48.00 Informations. 48.05 Informations. 48.10 Informations. 48.15 Informations. 48.20 Informations. 48.25 Informations. 48.30 Informations. 48.35 Informations. 48.40 Informations. 48.45 Informations. 48.50 Informations. 48.55 Informations. 49.00 Informations. 49.05 Informations. 49.10 Informations. 49.15 Informations. 49.20 Informations. 49.25 Informations. 49.30 Informations. 49.35 Informations. 49.40 Informations. 49.45 Informations. 49.50 Informations. 49.55 Informations. 50.00 Informations. 50.05 Informations. 50.10 Informations. 50.15 Informations. 50.20 Informations. 50.25 Informations. 50.30 Informations. 50.35 Informations. 50.40 Informations. 50.45 Informations. 50.50 Informations. 50.55 Informations. 51.00 Informations. 51.05 Informations. 51.10 Informations. 51.15 Informations. 51.20 Informations. 51.25 Informations. 51.30 Informations. 51.35 Informations. 51.40 Informations. 51.45 Informations. 51.50 Informations. 51.55 Informations. 52.00 Informations. 52.05 Informations. 52.10 Informations. 52.15 Informations. 52.20 Informations. 52.25 Informations. 52.30 Informations. 52.35 Informations. 52.40 Informations. 52.45 Informations. 52.50 Informations. 52.55 Informations. 53.00 Informations. 53.05 Informations. 53.10 Informations. 53.15 Informations. 53.20 Informations. 53.25 Informations. 53.30 Informations. 53.35 Informations. 53.40 Informations. 53.45 Informations. 53.50 Informations. 53.55 Informations. 54.00 Informations. 54.05 Informations. 54.10 Informations. 54.15 Informations. 54.20 Informations. 54.25 Informations. 54.30 Informations. 54.35 Informations. 54.40 Informations. 54.45 Informations. 54.50 Informations. 54.55 Informations. 55.00 Informations. 55.05 Informations. 55.10 Informations. 55.15 Informations. 55.20 Informations. 55.25 Informations. 55.30 Informations. 55.35 Informations. 55.40 Informations. 55.45 Informations. 55.50 Informations. 55.55 Informations. 56.00 Informations. 56.05 Informations. 56.10 Informations. 56.15 Informations. 56.20 Informations. 56.25 Informations. 56.30 Informations. 56.35 Informations. 56.40 Informations. 56.45 Informations. 56.50 Informations. 56.55 Informations. 57.00 Informations. 57.05 Informations. 57.10 Informations. 57.15 Informations. 57.20 Informations. 57.25 Informations. 57.30 Informations. 57.35 Informations. 57.40 Informations. 57.45 Informations. 57.50 Informations. 57.55 Informations. 58.00 Informations. 58.05 Informations. 58.10 Informations. 58.15 Informations. 58.20 Informations. 58.25 Informations. 58.30 Informations. 58.35 Informations. 58.40 Informations. 58.45 Informations. 58.50 Informations. 58.55 Informations. 59.00 Informations. 59.05 Informations. 59.10 Informations. 59.15 Informations. 59.20 Informations. 59.25 Informations. 59.30 Informations. 59.35 Informations. 59.40 Informations. 59.45 Informations. 59.50 Informations. 59.55 Informations. 60.00 Informations. 60.05 Informations. 60.10 Informations. 60.15 Informations. 60.20 Informations. 60.25 Informations. 60.30 Informations. 60.35 Informations. 60.40 Informations. 60.45 Informations. 60.50 Informations. 60.55 Informations. 61.00 Informations. 61.05 Informations. 61.10 Informations. 61.15 Informations. 61.20 Informations. 61.25 Informations. 61.30 Informations. 61.35 Informations. 61.40 Informations. 61.45 Informations. 61.50 Informations. 61.55 Informations. 62.00 Informations. 62.05 Informations. 62.10 Informations. 62.15 Informations. 62.20 Informations. 62.25 Informations. 62.30 Informations. 62.35 Informations. 62.40 Informations. 62.45 Informations. 62.50 Informations. 62.55 Informations. 63.00 Informations. 63.05 Informations. 63.10 Informations. 63.15 Informations. 63.20 Informations. 63.25 Informations. 63.30 Informations. 63.35 Informations. 63.40 Informations. 63.45 Informations. 63.50 Informations. 63.55 Informations. 64.00 Informations. 64.05 Informations. 64.10 Informations. 64.15 Informations. 64.20 Informations. 64.25 Informations. 64.30 Informations. 64.35 Informations. 64.40 Informations. 64.45 Informations. 64.50 Informations. 64.55 Informations. 65.00 Informations. 65.05 Informations. 65.10 Informations. 65.15 Informations. 65.20 Informations. 65.25 Informations. 65.30 Informations. 65.35 Informations. 65.40 Informations. 65.45 Informations. 65.50 Informations. 65.55 Informations. 66.00 Informations. 66.05 Informations. 66.10 Informations. 66.15 Informations. 66.20 Informations. 66.25 Informations. 66.30 Informations. 66.35 Informations. 66.40 Informations. 66.45 Informations. 66.50 Informations. 66.55 Informations. 67.00 Informations. 67.05 Informations. 67.10 Informations. 67.15 Informations. 67.20 Informations. 67.25 Informations. 67.30 Informations. 67.35 Informations. 67.40 Informations. 67.45 Informations. 67.50 Informations. 67.55 Informations. 68.00 Informations. 68.05 Informations. 68.10 Informations. 68.15 Informations. 68.20 Informations. 68.25 Informations. 68.30 Informations. 68.35 Informations. 68.40 Informations. 68.45 Informations. 68.50 Informations. 68.55 Informations. 69.00 Informations. 69.05 Informations. 69.10 Informations. 69.15 Informations. 69.20 Informations. 69.25 Informations. 69.30 Informations. 69.35 Informations. 69.40 Informations. 69.45 Informations. 69.50 Informations. 69.55 Informations. 70.00 Informations. 70.05 Informations. 70.10 Informations. 70.15 Informations. 70.20 Informations. 70.25 Informations. 70.30 Informations. 70.35 Informations. 70.40 Informations. 70.45 Informations. 70.50 Informations. 70.55 Informations. 71.00 Informations. 71.05 Informations. 71.10 Informations. 71.15 Informations. 71.20 Informations. 71.25 Informations. 71.30 Informations. 71.35 Informations. 71.40 Informations. 71.45 Informations. 71.50 Informations. 71.55 Informations. 72.00 Informations. 72.05 Informations. 72.10 Informations. 72.15 Informations. 72.20 Informations. 72.25 Informations. 72.30 Informations. 72.35 Informations. 72.40 Informations. 72.45 Informations. 72.50 Informations. 72.55 Informations. 73.00 Informations. 73.05 Informations. 73.10 Informations. 73.15 Informations. 73.20 Informations. 73.25 Informations. 73.30 Informations. 73.35 Informations. 73.40 Informations. 73.45 Informations. 73.50 Informations. 73.55 Informations. 74.00 Informations. 74.05 Informations. 74.10 Informations. 74.15 Informations. 74.20 Informations. 74.25 Informations. 74.30 Informations. 74.35 Informations. 74.40 Informations. 74.45 Informations. 74.50 Informations. 74.55 Informations. 75.00 Informations. 75.05 Informations. 75.10 Informations. 75.15 Informations. 75.20 Informations. 75.25 Informations. 75.30 Informations. 75.35 Informations. 75.40 Informations. 75.45 Informations. 75.50 Informations. 75.55 Informations. 76.00 Informations. 76.05 Informations. 76.10 Informations. 76.15 Informations. 76.20 Informations. 76.25 Informations. 76.30 Informations. 76.35 Informations. 76.40 Informations. 76.45 Informations. 76.50 Informations. 76.55 Informations. 77.00 Informations. 77.05 Informations. 77.10 Informations. 77.15 Informations. 77.20 Informations. 77.25 Informations. 77.30 Informations. 77.35 Informations. 77.40 Informations. 77.45 Informations. 77.50 Informations. 77.55 Informations. 78.00 Informations. 78.05 Informations. 78.10 Informations. 78.15 Informations. 78.20 Informations. 78.25 Informations. 78.30 Informations. 78.35 Informations. 78.40 Informations. 78.45 Informations. 78.50 Informations. 78.55 Informations. 79.00 Informations. 79.05 Informations. 79.10 Informations. 79.15 Informations. 79.20 Informations. 79.25 Informations. 79.30 Informations. 79.35 Informations. 79.40 Informations. 79.45 Informations. 79.50 Informations. 79.55 Informations. 80.00 Informations. 80.05 Informations. 80.10 Informations. 80.15 Informations. 80.20 Informations. 80.25 Informations. 80.30 Informations. 80.35 Informations. 80.40 Informations. 80.45 Informations. 80.50 Informations. 80.55 Informations. 81.00 Informations. 81.05 Informations. 81.10 Informations. 81.15 Informations. 81.20 Informations. 81.25 Informations. 81.30 Informations. 81.35 Informations. 81.40 Informations. 81.45 Informations. 81.50 Informations. 81.55 Informations. 82.00 Informations. 82.05 Informations. 82.10 Informations. 82.15 Informations. 82.20 Informations. 82.25 Informations. 82.30 Informations. 82.35 Informations. 82.40 Informations. 82.45 Informations. 82.50 Informations. 82.55 Informations. 83.00 Informations. 83.05 Informations. 83.10 Informations. 83.15 Informations. 83.20 Informations. 83.25 Informations. 83.30 Informations. 83.35 Informations. 83.40 Informations. 83.45 Informations. 83.50 Informations. 83.55 Informations. 84.00 Informations. 84.05 Informations. 84.10 Informations. 84.15 Informations. 84.20 Informations. 84.25 Informations. 84.30 Informations. 84.35 Informations. 84.40 Informations. 84.45 Informations. 84.50 Informations. 84.55 Informations. 85.00 Informations. 85.05 Informations. 85.10 Informations. 85.15 Informations. 85.20 Informations. 85.25 Informations. 85.30 Informations. 85.35 Informations. 85.40 Informations. 85.45 Informations. 85.50 Informations. 85.55 Informations. 86.00 Informations. 86.05 Informations. 86.10 Informations. 86.15 Informations. 86.20 Informations. 86.25 Informations. 86.30 Informations. 86.35 Informations. 86.40 Informations. 86.45 Informations. 86.50 Informations. 86.55 Informations. 87.00 Informations. 87.05 Informations. 87.10 Informations. 87.15 Informations. 87.20 Informations. 87.25 Informations. 87.30 Informations. 87.35 Informations. 87.40 Informations. 87.45 Informations. 87.50 Informations. 87.55 Informations. 88.00 Informations. 88.05 Informations. 88.10 Informations. 88.15 Informations. 88.20 Informations. 88.25 Informations. 88.30 Informations. 88.35 Informations. 88.40 Informations. 88.45 Informations. 88.50 Informations. 88.55 Informations. 89.00 Informations. 89.05 Informations. 89.10 Informations. 89.15 Informations. 89.20 Informations. 89.25 Informations. 89.30 Informations. 89.35 Informations. 89.40 Informations. 89.45 Informations. 89.50 Informations. 89.55 Informations. 90.00 Informations. 90.05 Informations. 90.10 Informations. 90.15 Informations. 90.20 Informations. 90.25 Informations. 90.30 Informations. 90.35 Informations. 90.40 Informations. 90.45 Informations. 90.50 Informations. 90.55 Informations. 91.00 Informations. 91.05 Informations. 91.10 Informations. 91.15 Informations. 91.20 Informations. 91.25 Informations. 91.30 Informations. 91.35 Informations. 91.40 Informations. 91.45 Informations. 91.50 Informations. 91.55 Informations. 92.00 Informations. 92.05 Informations. 92.10 Informations. 92.15 Informations. 92.20 Informations. 92.25 Informations. 92.30 Informations. 92.35 Informations. 92.40 Informations. 92.45 Informations. 92.50 Informations. 92.55 Informations. 93.00 Informations. 93.05 Informations. 93.10 Informations. 93.15 Informations. 93.20 Informations. 93.25 Informations. 93.30 Informations. 93.35 Informations. 93.40 Informations. 93.45 Informations. 93.50 Informations. 93.55 Informations. 94.00 Informations. 94.05 Informations. 94.10 Informations. 94.15 Informations. 94.20 Informations. 94.25 Informations. 94.30 Informations. 94.35 Informations. 94.40 Informations. 94.45 Informations. 94.50 Informations. 94.55 Informations. 95.00 Informations. 95.05 Informations. 95.10 Informations. 95.15 Informations. 95.20 Informations. 95.25 Informations. 95.30 Informations. 95.35 Informations. 95.40 Informations. 95.45 Informations. 95.50 Informations. 95.55 Informations. 96.00 Informations. 96.05 Informations. 96.10 Informations. 96.15 Informations. 96.20 Informations. 96.25 Informations. 96.30 Informations. 96.35 Informations. 96.40 Informations. 96.45 Informations. 96.50 Informations. 96.55 Informations. 97.00 Informations. 97.05 Informations. 97.10 Informations. 97.15 Informations. 97.20 Informations. 97.25 Informations. 97.30 Informations. 97.35 Informations. 97.40 Informations. 97.45 Informations. 97.50 Informations. 97.55 Informations. 98.00 Informations. 98.05 Informations. 98.10 Informations. 98.15 Informations. 98.20 Informations. 98.25 Informations. 98.30 Informations. 98.35 Informations. 98.40 Informations. 98.45 Informations. 98.50 Informations. 98.55 Informations. 99.00 Informations. 99.05 Informations. 99.10 Informations. 99.15 Informations. 99.20 Informations. 99.25 Informations. 99.30 Informations. 99.35 Informations. 99.40 Informations. 99.45 Informations. 99.50 Informations. 99.55 Informations. 100.00 Informations. 100.05 Informations. 100.10 Informations. 100.15 Informations. 100.20 Informations. 100.25 Informations. 100.30 Informations. 100.35 Informations. 100.40 Informations. 100.45 Informations. 100.50 Informations. 100.55 Informations. 101.00 Informations. 101.05 Informations. 101.10 Informations. 101.15 Informations. 101.20 Informations. 101.25 Informations. 101.30 Informations. 101.35 Informations. 101.40 Informations. 101.45 Informations. 101.50 Informations. 101.55 Informations. 102.00 Informations. 102.05 Informations. 102.10 Informations. 102.15 Informations. 102.20 Informations. 102.25 Informations. 102.30 Informations. 102.35 Informations. 102.40 Informations. 102.45 Informations. 102.50 Informations. 102.55 Informations. 103.00 Informations. 103.05 Informations. 103.10 Informations. 103.15 Informations. 103.20 Informations. 103.25 Informations. 103.30 Informations. 103.35 Informations. 103.40 Informations. 103.45 Informations. 103.50 Informations. 103.55 Informations. 104.00 Informations. 104.05 Informations. 104.10 Informations. 104.15 Informations. 104.20 Informations. 104.25 Informations. 104.30 Informations. 104.35 Informations. 104.40 Informations. 104.45 Informations. 104.50 Informations. 104.55 Informations. 105.00 Informations. 105.05 Informations. 105.10 Informations. 105.15 Informations. 105.20 Informations. 105.25 Informations. 105.30 Informations. 105.35 Informations. 105.40 Informations. 105.45 Informations. 105.50 Informations. 105.55 Informations. 106.00 Informations. 106.05 Informations. 106.10 Informations. 106.15 Informations. 106.20 Informations. 106.25 Informations. 106.30 Informations. 106.35 Informations. 106.40 Informations. 106.45 Informations. 106.50 Informations. 106.55 Informations. 107.00 Informations. 107.05 Informations. 107.10 Informations. 107.15 Informations. 107.20 Informations. 107.25 Informations. 107.30 Informations. 107.35 Informations. 107.40 Informations. 107.45 Informations. 107.50 Informations. 107.55 Informations. 108.00 Informations. 108.05 Informations. 108.10 Informations. 108.15 Informations. 108.20 Informations. 108.25 Informations. 108.30 Informations. 108.35 Informations. 108.40 Informations. 108.45 Informations. 108.50 Informations. 108.55 Informations. 109.00 Informations. 109.05 Informations. 109.10 Informations. 109.15 Informations. 109.20 Informations. 109.25 Informations. 109.30 Informations. 109.35 Informations. 109.40 Informations. 109.45 Informations. 109.50 Informations. 109.55 Informations. 110.00 Informations. 110.05 Informations. 110.10 Informations. 110.15 Informations. 110.20 Informations. 110.25 Informations. 110.30 Informations. 110.35 Informations. 110.40 Informations. 110.45 Informations. 110.50 Informations. 110.55 Informations. 111.00 Informations. 111.05 Informations. 111.10 Informations. 111.15 Informations. 111.20 Informations. 111.25 Informations. 111.30 Informations. 111.35 Informations. 111.40 Informations. 111.45 Informations. 111.50 Informations. 111.55 Informations. 112.00 Informations. 112.05 Informations. 112.10 Informations. 112.15 Informations. 112.20 Informations. 112.25 Informations. 112.30 Informations. 112.35 Informations. 112.40 Informations. 112.45 Informations. 112.50 Informations. 112.55 Informations. 113.00 Informations. 113.05 Informations. 113.10 Informations. 113.15 Informations. 113.20 Informations. 113.25 Informations. 113.30 Informations. 113.35 Informations. 113.40 Informations. 113.45 Informations. 113.50 Informations. 113.55 Informations. 114.00 Informations. 114.05 Informations. 114.10 Informations. 114.15 Informations. 114.20 Informations. 114.25 Informations. 114.30 Informations. 114.35 Informations. 114.40 Informations. 114.45 Informations. 114.50 Informations. 114.55 Informations. 115.00 Informations. 115.05 Informations. 115.10 Informations. 115.15 Informations. 115.20 Informations. 115.25 Informations. 115.30 Informations. 115.35 Informations. 115.40 Informations. 115.45 Informations. 115.50 Informations. 115.55 Informations. 116.00 Informations. 116.05 Informations. 116.10 Informations. 116.15 Informations. 116.20 Informations. 116.25 Informations. 116.30 Informations. 116.35 Informations. 116.40 Informations. 116.45 Informations. 116.50 Informations. 116.55 Informations. 117.00 Informations. 117.05 Informations. 117.10 Informations. 117.15 Informations. 117.20 Informations. 117.25 Informations. 117.30 Informations. 117.35 Informations. 117.40 Informations. 117.45 Informations. 117.50 Informations. 117.55 Informations. 118.00 Informations. 118.05 Informations. 118.10 Informations. 118.15 Informations. 118.20 Informations. 118.25 Informations. 118.30 Informations. 118.35 Informations. 118.40 Informations. 118.45 Informations. 118.50 Informations. 118.55 Informations. 119.00 Informations. 119.05 Informations. 119.10 Informations. 119.15 Informations. 119.20 Informations. 119.25 Informations. 119.30 Informations. 119.35 Informations. 119.40 Informations. 119.45 Informations. 119.50 Informations. 119.55 Informations. 120.00 Informations. 120.05 Informations. 120.10 Informations. 120.15 Informations. 120.20 Informations. 120.2

Échecs



CHAMPIONNAT
DU MONDE
SÉVILLE
1987

« Cette fois, je ne vois pas comment Karpov va s'en sortir. » Le « cette fois » du grand maître hongrois Sax, un des candidats au prochain championnat du monde, était aussi à l'avantage de Karpov mais que le challenger n'avait pu conclure que par la nullité. En fait, le jugement de Sax faisait l'unanimité même si, jusqu'ici, les analyses de Karpov (et de ses seconds) s'étaient montrées parfaites.

Parfait aussi a été le jeu de Karpov dans cette seizième partie, le lundi 23 novembre. Reprenant crânement l'anglais, le challenger a d'abord posé des problèmes dès l'ouverture avec 11... d5 sur lequel Karpov mit trente-six minutes avant de répondre. Vouloir donner de l'air à sa paire de Fou, le champion du monde avançant (imprudemment ?) ses pions (14. f3, 15. e4, 19. f4, 20. e5) jusqu'à arriver au très audacieux 24. f5.

C'est là que Karpov va montrer une maîtrise exceptionnelle. Relevant d'abord rapidement le défi sans craindre l'enfermement de son Fou (24... g3), le challenger va prendre ensuite vingt minutes avant de calculer que le sacrifice de pion proposé par Karpov était faux, donc acceptable. Enfin, sur 30. f6, dernier

Gagnant la seizième partie

Karpov rejoint Kasparov

fon de Kasparov. Il va trouver le remarquable D65 qui sonnera le glas de l'attaque spéculative de champion du monde.

Nanti d'un bon pion de plus, Karpov, en zénith (tout comme Kasparov), va sereinement regrouper ses forces, ramenant sans bruit son Cavalier roi (33... Cc4) posé depuis le treizième coup sur la case a5 ! Un géant dans une telle finale.

Kasparov a, une fois de plus, bien analysé les choses, puisque, mardi 12 heures, il abandonnait avant la reprise. Cette très belle victoire de Karpov (la deuxième avec les Noirs) lui permet de rejoindre Kasparov au score (8-8). Il lui faut maintenant gagner encore une fois (sans perdre) dans les huit parties qui restent à jouer, ne pouvant se contenter de l'égalité. Il s'agit là d'une autre affaire.

B. de C.

Blancs : KASPAROV

Noirs : KARPov

Seizième partie

Partie anglaise

1. e4	55	23. Cc4 (110)	Dx8 (166)
2. Cf3	56	24. e5 (119)	e5 (113)
3. Cc3	57	25. Dd4 (120)	e5 (113)
4. g3	58	26. Dg4 (121)	e5 (113)
5. f2	59	27. Dd2 (122)	Cc5 (113)
6. e4 (0)	60	28. Dd2 (122)	Cc5 (113)
7. f3 (0)	61	29. Fc4 (123)	Cc5 (113)
8. e5 (0)	62	30. Fc4 (123)	Cc5 (113)
9. Cc4 (0)	63	31. Dd2 (122)	Cc5 (113)
10. Dd4 (11)	64	32. Dd2 (122)	Cc5 (113)
11. Dd2 (11)	65	33. Dd2 (122)	Cc5 (113)
12. e5 (0)	66	34. Dd2 (122)	Cc5 (113)
13. f3 (0)	67	35. Dd2 (122)	Cc5 (113)
14. e5 (0)	68	36. Dd2 (122)	Cc5 (113)
15. f3 (0)	69	37. Dd2 (122)	Cc5 (113)
16. f4 (0)	70	38. Dd2 (122)	Cc5 (113)
17. f5 (0)	71	39. Dd2 (122)	Cc5 (113)
18. f6 (0)	72	40. Dd2 (122)	Cc5 (113)
19. f7 (0)	73	41. Dd2 (122)	Cc5 (113)
20. f8 (0)	74	42. Dd2 (122)	Cc5 (113)
21. f9 (0)	75	43. Dd2 (122)	Cc5 (113)
22. f10 (0)	76	44. Dd2 (122)	Cc5 (113)
23. f11 (0)	77	45. Dd2 (122)	Cc5 (113)
24. f12 (0)	78	46. Dd2 (122)	Cc5 (113)
25. f13 (0)	79	47. Dd2 (122)	Cc5 (113)
26. f14 (0)	80	48. Dd2 (122)	Cc5 (113)
27. f15 (0)	81	49. Dd2 (122)	Cc5 (113)
28. f16 (0)	82	50. Dd2 (122)	Cc5 (113)
29. f17 (0)	83	51. Dd2 (122)	Cc5 (113)
30. f18 (0)	84	52. Dd2 (122)	Cc5 (113)
31. f19 (0)	85	53. Dd2 (122)	Cc5 (113)
32. f20 (0)	86	54. Dd2 (122)	Cc5 (113)
33. f21 (0)	87	55. Dd2 (122)	Cc5 (113)
34. f22 (0)	88	56. Dd2 (122)	Cc5 (113)
35. f23 (0)	89	57. Dd2 (122)	Cc5 (113)
36. f24 (0)	90	58. Dd2 (122)	Cc5 (113)
37. f25 (0)	91	59. Dd2 (122)	Cc5 (113)
38. f26 (0)	92	60. Dd2 (122)	Cc5 (113)
39. f27 (0)	93	61. Dd2 (122)	Cc5 (113)
40. f28 (0)	94	62. Dd2 (122)	Cc5 (113)
41. f29 (0)	95	63. Dd2 (122)	Cc5 (113)
42. f30 (0)	96	64. Dd2 (122)	Cc5 (113)
43. f31 (0)	97	65. Dd2 (122)	Cc5 (113)
44. f32 (0)	98	66. Dd2 (122)	Cc5 (113)
45. f33 (0)	99	67. Dd2 (122)	Cc5 (113)
46. f34 (0)	100	68. Dd2 (122)	Cc5 (113)
47. f35 (0)	101	69. Dd2 (122)	Cc5 (113)
48. f36 (0)	102	70. Dd2 (122)	Cc5 (113)
49. f37 (0)	103	71. Dd2 (122)	Cc5 (113)
50. f38 (0)	104	72. Dd2 (122)	Cc5 (113)
51. f39 (0)	105	73. Dd2 (122)	Cc5 (113)
52. f40 (0)	106	74. Dd2 (122)	Cc5 (113)
53. f41 (0)	107	75. Dd2 (122)	Cc5 (113)
54. f42 (0)	108	76. Dd2 (122)	Cc5 (113)
55. f43 (0)	109	77. Dd2 (122)	Cc5 (113)
56. f44 (0)	110	78. Dd2 (122)	Cc5 (113)
57. f45 (0)	111	79. Dd2 (122)	Cc5 (113)
58. f46 (0)	112	80. Dd2 (122)	Cc5 (113)
59. f47 (0)	113	81. Dd2 (122)	Cc5 (113)
60. f48 (0)	114	82. Dd2 (122)	Cc5 (113)
61. f49 (0)	115	83. Dd2 (122)	Cc5 (113)
62. f50 (0)	116	84. Dd2 (122)	Cc5 (113)
63. f51 (0)	117	85. Dd2 (122)	Cc5 (113)
64. f52 (0)	118	86. Dd2 (122)	Cc5 (113)
65. f53 (0)	119	87. Dd2 (122)	Cc5 (113)
66. f54 (0)	120	88. Dd2 (122)	Cc5 (113)
67. f55 (0)	121	89. Dd2 (122)	Cc5 (113)
68. f56 (0)	122	90. Dd2 (122)	Cc5 (113)
69. f57 (0)	123	91. Dd2 (122)	Cc5 (113)
70. f58 (0)	124	92. Dd2 (122)	Cc5 (113)
71. f59 (0)	125	93. Dd2 (122)	Cc5 (113)
72. f60 (0)	126	94. Dd2 (122)	Cc5 (113)
73. f61 (0)	127	95. Dd2 (122)	Cc5 (113)
74. f62 (0)	128	96. Dd2 (122)	Cc5 (113)
75. f63 (0)	129	97. Dd2 (122)	Cc5 (113)
76. f64 (0)	130	98. Dd2 (122)	Cc5 (113)
77. f65 (0)	131	99. Dd2 (122)	Cc5 (113)
78. f66 (0)	132	100. Dd2 (122)	Cc5 (113)

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

Position à l'ajournement

BLANCs. — Rb1, Dd2, Tf1, Fb3, Fc3, g3 et h2.
NOIRS. — Rg6, Dd5, Td4, Cd6, Pa5, b5, f5 et b6.

Christian Dior
SOLDES
Haute Couture
tissus, chapeaux,
accessoires de mode
MERCREDI 25, JEUDI 26
VENDREDI 27 NOVEMBRE
DE 10 H A 17 H 30
30, avenue Montaigne - Paris 8°

GALERIE S Lapayette
Tahar BEN JELLOUN
Prix Goncourt 1987
dédiçera son livre
"La nuit sacrée"
paru aux Éditions du Seuil
le mercredi 25 novembre
de 12 h 30 à 14 h 30
au rez-de-chaussée, porte Lafayette
du magasin Haussmann.
PRIX GONCOURT 87
Éditions du Seuil

BENNETON
Graveur-Héraldiste
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevalières gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Jean CHEVAL**
et **Georgia MAKHLOUF**
ont la joie d'annoncer la naissance de
Alexandre,
le 30 octobre 1987, à Paris.
100, avenue Ledru-Rollin,
75011 Paris.

Adoption

— **Chantal et Christine NOUVION**
annoncent la naissance de
Lucas,
né à Bogota, le 24 septembre 1987.
156-158, rue Legendre,
75017 Paris.

Décès

— **M. Henri ABRAHAM**,
M. et **Mme René Lévy**,
M. et **Mme Jacques Goldstein**,
M. et **Mme Claude Abraham**,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri ABRAHAM,
survécu le 19 novembre 1987.

Les obsèques ont lieu à Nancy,
dans l'intimité.

— **La Fédération nationale des centres musicaux de France** fait part du décès de
François-Louis BONNOT,
son président d'honneur,
inspecteur honoraire jennesse et sports,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,
commandeur
de l'Ordre des Palmes académiques,
chevalier de l'Ordre des Arts et Lettres,
du Mérite sportif et du Mérite social.

Ses obsèques ont lieu le 12 novembre
1987 à Gournay-sur-Marne dans la
plus stricte intimité.

— **L'Association française des capitaines de navires** et le **Regroupement des officiers de la marine** font part du décès de leur président d'honneur,
le commandant BROCHEC,
capitaine au long cours,
membre du Conseil supérieur
de la marine marchande,
survécu le 22 novembre 1987.

11, avenue du Maréchal-Ledoux,
92210 Saint-Cloud.
— **Michel Deur** a la tristesse
d'annoncer le décès de sa mère
Mario-Louise DEUR,
survécue le 22 novembre 1987.

Les obsèques auront lieu le 24 novembre
à l'église d'Yvresse.
Cet avis tient lieu de faire-part.

63, rue des Potiers,
93000 Montreuil.
28, rue Gamal-Abdel-Nasser,
Tunis.
— **Michel-Léon Hirsch**,
Hélène et Georges Himelfarb,
Catherine Hirsch,
Elia et Nicole Perroy,
ses petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Et toute sa famille,
font part de la mort de
Françoise HIRSCH,
née Perroy,

survécue subitement à son domicile,
dans sa soixante-seizième année, le
15 novembre 1987.
Selon son vœu, il n'y a pas eu d'obsèques.

Thiers,
06210 La Napoule.
— **Le docteur et Mme François Iselin**,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Jérôme Iselin,
Mme Brigitte Iselin,
son fils.
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Dr Marc ISELIN,
ancien président
de l'Académie de chirurgie,
ancien président de la Société française
de chirurgie de la main,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire.

survécue à Paris, le 21 novembre 1987,
dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 26 novembre, à 8 h 30, en
l'église des Billettes, 24, rue des
Archives, 75004 Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes à l'église.
L'inhumation aura lieu dans le
cimetière de famille à Clairefontaine
(Haut-Seine).
« **Maintenant, Seigneur, tu laisses
tes serviteurs s'en aller en paix, selon ta
parole.** »
Lac II - 29.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

— **La R.M.L. Martinovic** a la douleur
de faire part du passage à l'éternité de son
Veu d'Honneur
Michel KEMENY.

Son incinération aura lieu le
27 novembre 1987, au cimetière du
Père-Lachaise, à 13 h 15.
Gent. Gent. Gent. mais Esp.

— **M. Guy de Bernard de Feyssal**,
ses enfants et petits-enfants,
M. Longnon-Nattier,
M. et **Mme Guy Longnon**,
M. Jean-Louis Longnon,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean LONGNON,
né Marie-Louise Castel.

Ses obsèques auront lieu le mercredi
25 novembre, à 10 h 30, en la cathédrale
Notre-Dame de Paris.
52, bd Saint-Germain,
75005 Paris.
15, square Sidi-Brahim,
13003 Paris.

— **On nous prie d'annoncer le décès**,
survenu le 16 novembre 1987, de
Jean MAILTRON,
historien du mouvement ouvrier.

Selon la volonté du défunt, son corps
a été incinéré dans l'intimité familiale,
incinération purement civile, et les cendres
dispensées.

« **Groupement-jeunes et d'adultes**,
l'Internationale sera le genre latiniste »
Eugène Potier.
De la part de :
Marcelle Mailtron,
sa femme,
Françoise Davyloff,
ses enfants et petits-enfants,
Michèle et Pierre Jodogne
et leurs fils,
Jean-Louis et Liliane Mailtron
et leurs enfants,
ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants.

117 bis, rue Armand-Silvestre,
92400 Courbevoie.
(Le Monde du 18 novembre 1987.)
— **C'est avec une intense émotion**
que les Éditions ouvrières, ont appris le
décès de leur ami
Jean MAILTRON,
historien du mouvement ouvrier,
survécue le 16 novembre 1987, dans sa
soixante-dix-septième année.

12, avenue Sœur-Rosalie,
75621 Paris Cedex 13.
— **Le comité de rédaction de la revue**
la Mousserotte,
les lecteurs et lectrices de la revue
ont la douleur de faire part du décès de
Jean MAILTRON,
fondateur de la revue
et membre de son comité de rédaction.

— **M. et Mme Patrice Renoux**,
et leurs enfants,
M. et **Mme Michel Baillet**,
et leurs enfants,
M. et **Mme Bernard Renoux**,
et leurs enfants,
M. et **Mme Thierry Renoux**,
et leur enfant,
Les familles Renoux, Blaustein
et Nicoud,
ont la douleur d'annoncer le décès de
M. Serge RENOUX,
notaire,
médaille de la Résistance
et de
Mme Andrée RENOUX,
née Nicoud,

son épouse.
Les obsèques et l'inhumation ont eu
lieu dans l'intimité le jeudi 12 novembre
1987, à Saint-Raphaël (Var).

Les familles remercient toutes les
personnes qui se sont associées à leur
deuil.

Vieilles, 465 Martiner,
Province de Buenos-Aires
(Argentine).
Le Samsonnet, Bouchemaison,
49000 Angers.
11, rue de la Sous-Préfecture,
84200 Carpentras.
Le Capri, Traversée de Capras,
13400 Aix-en-Provence.

#

N°		N°		N°		N°	
1	2	3	4	5	6	7	8
1	2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31	32
33	34	35	36	37	38	39	40
41	42	43	44	45	46	47	48
49	50	51	52	53	54	55	56
57	58	59	60	61	62	63	64
65	66	67	68	69	70	71	72
73	74	75	76	77	78	79	80
81	82	83	84	85	86	87	88
89	90	91	92	93	94	95	96
97	98	99	100	101	102	103	104
105	106	107	108	109	110	111	112
113	114	115	116	117	118	119	120
121	122	123	124	125	126	127	128
129	130	131	132	133	134	135	136
137	138	139	140	141	142	143	144
145	146	147	148	149	150	151	152
153	154	155	156	157	158	159	160
161	162	163	164	165	166	167	168
169	170	171	172	173	174	175	176
177	178	179	180	181	182	183	184
185	186	187	188	189	190	191	192
193	194	195	196	197	198	199	200

579 048,00 F

172 14 514,00 F

N°	N°	N°	N°
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100
101	102	103	104
105	106	107	108
109	110	111	112
113	114	115	116
117	118	119	120
121	122	123	124
125	126	127	128
129	130	131	132
133	134	135	136
137	138	139	140
141	142	143	144
145	146	147	148
149	150	151	152
153	154	155	156
157	158	159	160
161	162	163	164
165	166	167	168
169	170	171	172
173	174	175	176
177	178	179	180
181	182	183	184
185	186	187	188
189	190	191	192
193	194	195	196
197	198	199	200

579 048,00 F	172 14 514,00 F	1 339 1 108,00 F	20 506 125,00 F	1 161 202 11,00 F	85 122 8,00 F
--------------	-----------------	------------------	-----------------	-------------------	---------------

Temps des 77 bandes de la Coupe

du Monde 22 Nov. 1987

579 048,00 F

— **Les parents et les amis de**
Helen SCOTT,
née Rawick,
médaille de la France libre,
chevalier des Arts et Lettres,
ont la douleur de faire part de son décès.

Les obsèques auront lieu le jeudi
26 novembre, au cimetière de Montpar-
nasse, à 11 heures.

— **M. Isaac Sibony**
et ses enfants,
Maurice, Kitty et Viviane,
Raoul Beaury,
son frère.
Et son fils Joseph,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Elias SIBONY.

Les obsèques et l'inhumation auront
lieu le mercredi 25 novembre 1987, à
11 heures, au cimetière de Montpar-
nasse, 3, boulevard Edgar-Quinet,
75014 Paris, où l'œuvre réunit.

— **M. Paul TOINET**,
ancien élève de l'École polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
croix de guerre belge 1914-1918,
survécue le 22 novembre 1987, dans sa
quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 26 novembre à 8 h 30, en l'église
Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue
Saint-Jacques, 75005 Paris.

— **M. Maurice TOUZERY**,
son épouse,
M. et **Mme Francis Benoit**,
M. et **Mme Charles Touzery**,
M. et **Mme Henri Chabert**,
M. et **Mme Raymond Velaz**,
le docteur et **Mme Philippe Massera**,
ses enfants,
Ses dix-sept petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Maurice TOUZERY,

appelé à Dieu le 22 novembre 1987, à
l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 25 novembre, à 13 h 45, en
l'église Notre-Dame-des-Champs, sa
paroisse.

91, boulevard du Montparnasse,
75006 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— **M. le professeur**
Daniel WIDLOCHER,
Frédérique et Virginie Widlocher,
Sœur Nicole,
Mme Paul Dassoivre,
Mme Jean Widlocher,
Et toute la famille,

SCIENCES ET MEDECINE

Radioactivité : le radon du foyer

Certaines maisons sont bâties sur des terrains naturellement radioactifs. Leurs habitants sont exposés à des doses supérieures aux normes.

C'est « les toilettes les plus radioactives du monde ». Elles se trouvent dans un centre de soins de Chagford, dans le sud-ouest de la Grande-Bretagne, en bordure des landes de Dartmoor. Les scientifiques du Bureau national de protection radiologique (NRPB) de Grande-Bretagne affirment même que si les patients passaient chaque jour une heure dans ces lieux, ils auraient reçu au bout d'un an une dose d'irradiation bien supérieure aux normes annuelles recommandées par les services de protection du pays (1). Les coupables sont connus : le radon et ses descendants. Un gaz radioactif incolore et inodore issu de la désintégration du radium contenu dans le sol et les matériaux de construction.

L'anecdote pourrait prêter à sourire si elle ne cachait une réalité plus sérieuse. Des milliers de ménages, si l'on en croit les estimations du NRPB, respireraient dans leurs logements un air chargé de tant de radon que pas un service de protection ne l'accepterait dans une installation nucléaire ! Quelque 20 000 habitations britanniques, dont 5 000 dans le Devon et 8 000 en Cornouailles, présenteraient un taux de radioactivité dû au radon supérieur ou égal à 400 becquerels par mètre cube (2) correspondant à une dose annuelle d'irradiation « quatre fois supérieure » à celle retenue pour les travailleurs du centre nucléaire britannique de Sellafield. Quant aux toilettes désormais célèbres de Chagford, elles atteindraient des sommets avec un niveau de radioactivité cinq fois supérieur.

Rien de surprenant à cela. Car, dans certaines régions, « les mai-

sons sont, si l'on en croit M. Mike O'Riordan, directeur du département des mesures radiologiques au NRPB, des concentrateurs rêvés pour le radon ». Ce gaz diffuse aisément dans le sol et dans les pierres de construction. « Il passe par les trous aménagés pour les tuyaux, les canalisations, suit les fissures » et se concentre d'autant plus que l'air ne circule pas dans la pièce où il stagne. De ce point de vue, « les doubles vitrages, prisés pour les économies d'énergie, n'ont fait

qu'aggraver les choses, multipliant par dix » la teneur en radon de certaines résidences insuffisamment ventilées. Des chiffres qui inquiètent au point que certains chercheurs se demandent si de tels phénomènes ne seraient pas à l'origine d'une partie des cancers du poumon dans ces régions.

Sans doute convient-il de prendre ces indications avec prudence. D'autant que les taux de cancer du poumon ici, mais aussi en France, dans le Massif armoricain ou dans le Massif Central aux sous-sols riches en minéraux radioactifs, sont en général « significativement plus bas que dans le reste du pays ». Cela tient sans doute à l'absence, dans ces régions, d'industries lourdes génératrices de fumées et de molécules carbonées pouvant contri-

buer à l'apparition de cancers pulmonaires. Mais cela tient peut-être aussi à ce que l'on attribue trop facilement, faute de pouvoir faire la distinction, au tabac ou à l'alcool certains cancers du poumon dus peut-être à une trop forte concentration de radon dans l'atmosphère.

L'irradiation des tissus pulmonaires

Quel qu'il en soit, « le problème est réel », note le docteur Jacques Lafuma, chef du département de protection sanitaire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui précise que le Centre de recherches international sur le cancer de Lyon a retenu en septembre le radon comme agent cancérogène. En fait ce n'est

pas tant le radon 222 issu de la désintégration du radium contenu dans le sol et dans les roches qui est visé, que les deux éléments radioactifs auxquels il donne naissance après une certaine période (3). Contrairement au radon, ces deux « produits-filles » ne sont pas des gaz mais des particules radioactives solides qui se fixent facilement sur les murs, les planchers, les plafonds, les matelas, mais aussi sur les poussières qu'absorbent les poumons pendant la respiration. Certaines d'entre elles restent prisonnières des alvéoles pulmonaires peuvent alors irradier ces tissus, ce qui

présente sur une longue période un risque à ne pas négliger.

Le problème est connu depuis longtemps dans les mines d'uranium, où les teneurs en radon issu de la roche broyée ou des eaux de ruissellement peuvent être importantes et facilement mesurables.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.
(Lire la suite page 26.)

(1) New Scientist du 5 février 1987.
(2) Un becquerel correspond à la désintégration chaque seconde d'un noyau d'atome radioactif.
(3) Au bout de 3,8 jours, la moitié des atomes de radon se décomposent en deux radioéléments, émetteurs de particules alpha : le polonium 218 et le polonium 214.



Une maison bâtie sur le terrain granitique breton.

PRATIQUES MÉDICALES ILLÉGITIMES

UNE récente série d'informations vient d'enrichir ces dernières semaines le vieux débat sur la légitimité des pratiques médicales « différentes » ou « parallèles ».

Il y eut tout d'abord (le Monde du 6-8 novembre) une décision de justice : la condamnation par le tribunal de Nanterre de Jean-Michel Solimide à une amende de 5 000 F pour exercice illégal de la pharmacie. Rien ne permet de dire qu'il s'agit là du dernier épisode de « l'affaire Solimide », du nom de celui qui pensait avoir trouvé avec ses « phytostérone synthétiques » une voie originale et efficace de traitement du cancer comme de diverses autres maladies graves. Tout en revanche prouve que l'espoir au moment de la concertation nationale sur le cancer lancée par M. Jack Ralite, alors ministre de la Santé d'une véritable évaluation scientifique de ces produits est moins que jamais d'actualité.

Soucieuse de prendre position dans ce débat, l'Académie nationale de médecine consacra sa séance du 27 octobre dernier aux « thérapeutiques parallèles ou divergentes », dans lesquelles elle ne voit que « l'attrait de l'inconnu et du merveilleux » ainsi qu'un certain

goût pour l'irrationnel ».

Accueillant avec précautions la mésothérapie, « méthode thérapeutique qui ne peut être érigée en spécialité », l'Académie maintient ses positions critiques envers l'homéopathie et l'acupuncture. Là encore, le débat est loin d'être clarifié puisque aucune évaluation scientifique n'est envisagée pour l'instant, chaque partie rejetant sur l'autre la responsabilité de l'actuel divorce.

Les choses semblent en revanche plus claires en ce qui concerne la méthode Doman, sur laquelle la direction générale de la Santé vient de prendre une position sans ambiguïté (le Monde du 20 novembre). Présentée depuis les années 60 comme un programme thérapeutique efficace vis-à-vis notamment des graves lésions du système nerveux dont souffrent les enfants handicapés, la méthode Doman est aujourd'hui condamnée sans appel par les autorités sanitaires françaises. Elle ne fera notamment l'objet d'aucun financement public.

En définitive, tout se passe comme si aucun pont durable ne pouvait être jeté entre l'institution et les tenants, plus ou moins marginaux, des pratiques médicales « différentes ».

JEAN-YVES MAU.

Blanchir sous la seringue

Les toxicomanes vieillissent aussi. Le nombre des drogués de plus de trente ans est en augmentation.

TOUTS les drogués n'ont pas vingt ans. Prématurément vieilli, les yeux largement cernés derrière des cheveux grisonnants, Antoine a trente-cinq ans tout juste et donne l'impression d'être un vieillard. Comme d'autres, il fait partie de la cohorte des « vieux » toxicomanes, de ceux qui ont blanchi sous le harnais de la « poudre » et jeté par-dessus bord bien des illusions. Les premiers résultats d'une enquête menée par l'Institut national de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) montrent que le nombre de ces drogués de plus de trente ans est en augmentation : ils représentent aujourd'hui 15 % des personnes reçues par des centres de soins spécialisés, contre seulement 7 % en 1971. Avec l'âge, de nouveaux problèmes surgissent, mais aussi des façons différentes de « gérer » la toxicomanie.

La trentaine est considérée par de nombreux drogués comme une étape décisive. « La plupart d'entre eux se promettent d'arrêter avant cet âge », explique le docteur Pierre Vion, médecin du centre médical Marmottan à Paris. Ceux qui franchissent ce cap sans avoir renoncé à la drogue vivent leur fuite en avant comme un échec douloureux. Le temps les rend souvent fatalistes en leur ôtant l'illusion de maîtriser le produit, de pouvoir se dire aux soirs de déprime : « Je suis libre, j'arrête demain. »

Pris au piège, ils souffrent d'un affaiblissement physique et vivent une arrière-saison sans joie de la « défense ». Le plaisir s'est envolé et la « lune de miel » avec le produit n'est plus qu'un lointain souvenir, remplacé par une dépendance mécanique. « Maintenant », explique Sylvie, trente-trois ans, je me shoote uniquement pour pouvoir dormir tranquille et pour ne pas être trop malade. » Souvent polytoxicomanes, ces vétérans d'un combat perdu tentent de survivre au quotidien, en gérant tant bien que mal leurs angoisses et leurs besoins.

Pour certains, le vieillissement correspond à une immersion de plus en plus profonde dans l'univers de la marginalité. Souvent clochardisés, ils ont renoncé à toute vie professionnelle et recourent à des expédients pour se procurer les produits dont ils ne peuvent se passer. A quarante ans, Michel ne se souvient pas avoir jamais travaillé régulièrement. Venu à l'héroïne par le biais du mouvement hippie, il avait alors idéalisé la drogue, symbole à ses yeux d'un monde de fête et de libération. Puis ce paradis s'est terni, les hippies ont remis leurs rêves, et Michel est resté « dans les étoiles », comme il dit, enfoncé dans sa dépendance et incapable de se réinsérer socialement.

Grand habitué des hôpitaux et, parfois, de la prison, il mène une existence à secousses, partagé

entre la « galère » ordinaire et l'enfermement qui, explique-t-il, lui permet de se « reposer ». Hébergé au hasard des nuits par des compagnons de fortune ou par l'Armée du salut, il préfère passer sous silence l'origine, plus ou moins légale, de ses ressources. « Une chose est sûre, soupire-t-il, c'est que je ne profite même pas de ce que je gagne. »

A l'âge où la plus grande partie de la population mène une existence familiale autonome, ces toxicomanes vivent encore le plus souvent dans la dépendance de leurs parents. « Ils forment moins de couples et ont moins d'enfants que une population témoin », explique le docteur Sylvie Angel, responsable du centre de thérapie familiale Monceau, à Paris. Ils n'ont pas encore élaboré de séparation avec leur famille. « Handicapés par des liens familiaux complexes, ils stagnent dans une éternelle adolescence à l'heure où d'autres pensent carrière, promotion sociale ou simplement vieillir. »

« L'image du traîne-misère »

Pour eux, la drogue a arrêté le temps et mis toute progression entre parenthèses. Malgré ses trente-sept ans, Daniel entretient des relations particulièrement orageuses avec une mère autoritaire et repoussée, en cachette, de l'argent de son père. Après avoir vécu plusieurs amours détruites par la drogue et l'instabilité, il vit seul et remâche des angoisses en se « cachant derrière sa seringue ». D'autres affrontent des situations inverses, telle cette cocalomane chassée du domicile

de sa fille qui ne supportait plus les incartades de sa mère...

Nostalgiques d'une existence plus calme et moins sociale, certains s'appliquent à atteindre un semblant de stabilité. Faute de pouvoir « décrocher », ils tentent de composer avec leur produit et leur entourage. « Je ne supporte pas l'image du vieux toxico traîne-misère », affirme avec force Jean-Paul, trente-six ans, animateur dans la région parisienne. Fatigué des combines douteuses, il essaie de mener une vie professionnelle digne de ce nom et s'est reconverti dans des produits moins coûteux que l'héroïne : les médicaments, le haschisch et l'alcool font son ordinaire, la « poudre » étant réservée aux jours fastes. D'autres tentent de rompre avec le milieu des toxicomanes ou d'élever des enfants qui passent parfois la moitié de leur temps chez les grands-parents. Mais ces tentatives finissent bien souvent par échouer, car drogue et stabilité font mauvais ménage. « Il est trop difficile d'aller travailler quand on est en manque », explique Alain, un comédien de quarante ans qui a abandonné la drogue depuis quatre ans. Et puis la tentation est toujours présente : quand j'essayais de décrocher, j'avais régulièrement des copains qui venaient me demander de se droguer chez moi...

Tous expriment, en fait, le même immense dégoût de la « galère » permanente. La drogue est vécue comme un fardeau trop lourd, comme un erreur de jeunesse qu'il devient de plus en plus douloureux de payer avec l'âge. « Au fond, soupire un toxicomane, j'envie les beaux. Bien sûr, ils ne sont pas terribles, mais je donnerais n'importe quoi pour avoir leurs problèmes et pas les miens... »

RAPHAËLE RÉROLLE.

LE MONDE diplomatique

Novembre 1987

SPÉCULATION

LA DÉBANDADE DE L'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

En France, comme aux États-Unis, le contraste entre les médiocres performances de l'économie et l'envolée des activités financières a provoqué une grave crise. Le Monde diplomatique poursuit son analyse des effets pervers d'un système boursier qui assèche l'investissement productif. Il décrit également les pratiques délictueuses, les techniques des raiders et les dangers qu'elles représentent pour la santé des entreprises.

CULTURE ET POLITIQUE

LES IMPASSES DE LA CULTURE NÉOLIBÉRALE

par CLAUDE JULIEN

La logique économique du néolibéralisme tend à se constituer en modèle socioculturel. Claude Julien dénonce les perversions d'un tel système, qui, sous couvert de liberté, renforce l'autoritarisme et les mécanismes d'exclusion, sans pour autant maîtriser le marché des affaires.

En vente chez votre marchand de journaux

SIDA : à l'école des patients

La prise en charge des malades atteints du SIDA modifie la relation entre le médecin et son patient.

VÉRONIQUE n'a aucune crainte. Depuis des années, elle manipule tubes et perfusions dans le service du professeur Escande, à la clinique Tarnier, à Paris. Sans relâche et sans appréhension. Le moindre doute l'aurait précipitée hors des murs de cette clinique : elle est encadrée de trois mois. Sa tranquillité n'a rien d'une bravade ou d'un défi au destin. Si elle sait que les risques de transmission du virus du SIDA sont désormais connus, elle sait aussi qu'il y a quelques années à peine les précautions étaient réduites à néant. Dans les premiers temps de la maladie, alors que le SIDA n'avait pas encore de nom, elle soignait les malades dans l'ignorance absolue des règles de contagion. Sans gants. Sans masque. Sans désinfection. Et sans aucun accident. Ce long compagnonnage avec la maladie a chassé la peur du virus. « Il y a bien eu une brève période d'inquiétude lorsque le virus a été isolé, raconte-t-elle. Nous avons dû alors respecter des règles très strictes. Nous connaissions les malades depuis longtemps, nous leur serions la main, et, du jour au lendemain, il nous a fallu rentrer dans leur chambre masqués et gantés. C'était d'autant plus difficile que nous pensions que ces précautions étaient excessives. Finalement, cela a duré à peine un mois. Ça nous cassait trop les pieds ! »

Cette sérénité acquise au fil des ans n'a pas encore gagné les autres services hospitaliers. Véronique raconte le séjour temporaire d'un de ses malades dans une clinique où les cas de SIDA étaient pratiquement inconnus : une chambre délaissée, des plateaux glissés furtivement par des silhouettes pressées, une vaisselle à peine touchée du bout des doigts, des visages protégés par des masques. « Ce malade est revenu chez nous complètement abattu, conclut-elle, il ne comprenait pas. »

L'incompréhension du monde extérieur renforce entre le personnel soignant de ces services et les malades une étrange solidarité. Une entraide faite d'un dialogue nourri et d'échanges confiants. « L'une des caractéristiques du SIDA, c'est que la plupart des malades ne parlent avec personne, explique le docteur Willy Rozenbaum à l'hôpital Claude-Bernard. Une grande partie de leurs souffrances vient de ce rejet, de cette désocialisation. Ici, ils trouvent une écoute et ils peuvent nous parler de leur maladie en toute liberté. Pour eux, nous sommes un peu un lieu où les relations restent humaines. Nous les écoutons, et s'il le faut, nous les bousculons car la pitié est toujours mauvaise conseillère. Ici nous avons vis-à-vis de nos malades ni frayeur, ni jugement, ni préjugés. »

« Il s'agit un peu d'un flou »

Et les infirmières évoquent tour à tour les visages défaits de ces malades quotidiennement en butte à la défiance des autres, les étranges refus des chauffeurs de taxi fuyant devant les taches du sarcome de Kaposi, les regards inquiets des pharmaciens éplochant les feuilles de soin portant le tampon de l'hôpital Claude-Bernard. Certains malades préfèrent désormais que ce nom trop célèbre disparaisse au profit d'un cachet « pavillon Chantemesse », plus anonyme et plus discret. Si ces rebuffades n'étaient pas si douloureuses, les infirmières se contenteraient d'un haussement d'épaules. « Mais dans ce cas-là, nous souffrons avec eux et nous les écoutons, confie une infirmière du service du professeur Gentilini de la Pitié-Salpêtrière. Tout ce que nous pouvons faire, c'est leur montrer qu'ici, ils sont à l'abri de tout cela. Ils le savent. »

biens. C'est pourquoi, paradoxalement, ils sont tellement à l'aise à l'hôpital. Pour eux, il s'agit un peu d'un flou. »

Dans ces services, on dit volontiers : « le SIDA nous est tombé dessus ». Sans sommation. Il a fallu s'organiser, accueillir et apprendre jour après jour cette maladie nouvelle dont on ne savait rien. Pendant ces années passées au coude à coude à lutter contre un ennemi commun au visage encore flou, malades, infirmières et médecins ont navigué ensemble, parfois dans le brouillard. C'est au fil de cette progres-

chose. Face au SIDA, il se trouve démunis et redécouvre de ce fait l'art de savoir parler et écouter. De ce dialogue où le partage de l'information est fondamental, le médecin esquisse jour après jour une « autre » façon de travailler : le malade est davantage associé à la prise de décisions. « L'absence de traitement nous met dans une situation inconfortable, explique l'un des médecins de l'hôpital Claude-Bernard. Du coup, nous travaillons d'une façon différente. Nous discutons avec les patients afin d'élaborer ensemble une stratégie face à la maladie et

leurs soucis familiaux, leurs espoirs d'avenir et leurs découragements. Les médecins sont plus proches de nous qu'auparavant, constate Véronique. Nous avons plus d'échanges car ils souhaitent suivre le moral des malades de très près. Et dans ce domaine, nous en savons souvent un peu plus qu'eux, car les patients se confient plus facilement à nous. Le service tout entier est mobilisé. C'est extrêmement motivant. »

Reste l'épuisement, le surmenage, le désespoir, la fatigue. Les malades qui vieillissent avant

horaires lourds, des patients exigeants, et un dévouement de tous les instants : du matin au soir, ils répondent inlassablement au téléphone, acceptent des consultations imprévues et s'en vont en fin de journée brisés de fatigue. « Nous partons usés », résume le professeur Gentilini.

Dans la plupart des services, des rendez-vous hebdomadaires réunissent médecins, infirmières et aides-soignants. On y évoque les cas, les problèmes d'organisation, mais aussi les états d'âme. Découragement, accès de cafard, mouvements de colère et d'abandon : l'équipe met à plat tout ce qu'elle a sur le cœur. C'est dans le même esprit qu'une salle de détente a été aménagée dans le service du professeur Escande à l'hôpital Cochin. « La pression est telle que l'équilibre du service est fragile, explique le professeur Escande ; pour créer ce lieu, nous avons dû supprimer un lit, mais il le fallait. Les infirmières n'en pouvaient plus. » « Nous avons sans doute atteint un point de rupture, constate le professeur Cozani, les infirmières sont à la fois déprimées et débordées. Elles ont à prendre en charge de plus en plus de malades qui exigent de plus en plus de soins et d'attention. Le quota des cas de SIDA français se sont déclarés pendant les six derniers mois, et ici, ils représenteront bientôt 80 % des malades, le tout dans des locaux anciens très mal adaptés à leur accueil. Or le nombre d'infirmières est resté cruellement stable. Comment s'écrouler de leur fatigue physique et morale ? »

« Il faut préserver la vie des infirmières et des médecins, ajoute le professeur Sainet. Ils exigent des horaires fous et un investissement incroyable. Certains finissent par ne plus avoir de vie propre. Pourtant, malgré la charge de travail, les dépressions et les caprices des cas, les défections se comptent à peine sur les doigts d'une main. Comment se résoudre à quitter le service en pleine tempête ? Je n'arriverai pas à partir de ce service, explique une infirmière. Ce n'est pas de tout repos et, parfois, je me sens vidée, mais j'aurais l'impression d'abandonner les patients et de fuir la maladie. Cela ne me dirait rien. Ma place est ici. »

ANNE CHEMIN.

LES CELTES DANS LEURS TOMBEAUX DE LUXE

Le corbeau — peut-être le diadème — d'or et la coupe du cratère de Vix (Côte-d'Or), les six courasses de bronze de Mermesse (Haute-Marne), la banquette de bronze et de fer d'Hochdorf (Bade-Wurtemberg), la coupe du char cultuel de Strätzweg (Autriche), les colliers et bracelets d'or d'Ensisheim (Bas-Rhin), la gourde de bronze d'Hallein (Autriche)... L'inventaire de l'exposition « Trésors des princes celtes » n'en finit pas puisqu'il comprend quelque trois cents objets extraordinaires venant de vingt tombes datant des siècles et cinquième siècles avant notre ère et réparties sur un territoire allant de la Bourgogne à l'Autriche.

L'occasion de cette exposition exceptionnelle est née de la découverte, en décembre 1978, à Hochdorf, de la tombe d'un personnage manifestement très important. Le temps de la fouille puis le temps de restaurer les dizaines d'objets récupérés ont pris sept ans : en 1985, les trésors d'Hochdorf ont été enfin présentés au public du musée de Stuttgart. Les autorités celtiques ont alors décidé que ces merveilles pourraient sortir une seule fois de leur terroir.

Pourquoi pas Paris ? C'est ce qu'ont pensé Jean-Pierre Mohen, conservateur en chef du Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye, Alain Duval et Christiane Eluère, conservateurs au même musée, qui ont mis à profit cette autorisation unique pour réaliser une exposition consacrée aux princes celtes anciens.

Ayant vécu entre 600 et 450 avant Jésus-Christ, ces princes témoignent, par leur magnificence, de la formation, de l'expansion, de l'originalité et de la splendeur de la culture celte. Celle-ci a pu très probablement s'épanouir grâce à la conjonction de plusieurs facteurs favorables.

● Le croissant originel — de la Bourgogne à l'Autriche — est parallèle aux Alpes : sa population contrôlait donc les points de passage obligés des routes commerciales fort actives reliant le monde méditerranéen à celui de l'Europe occidentale et centrale.

● La période a manifestement connu la paix indispensable au commerce et à la prospérité.

● Comme leurs contemporains grecs, les Celtes, placés au carrefour des différentes régions européennes, ont fait preuve d'une puissance d'assimilation exceptionnelle. Ils ont réussi à faire la synthèse de leur fond culturel propre issu de l'âge de bronze et des éléments venus de Grèce, d'Italie et même d'Asie et d'Afrique.

Cette synthèse ressort fort bien de la diversité des objets présentés (des originaux pour le plus) : des vases, des coupes et autres récipients ont été importés de Grèce, l'ambre des rivages de la Baltique, l'ivoire d'Afrique ou d'Asie... Deux des lions ornant le chaudron d'Hochdorf ont sûrement été fabriqués en Grèce, mais le troisième — plus gros chat que fauve — est très différent de ses congénères. Il fait penser à l'œuvre d'un artiste local ayant à remplacer une figurine perdue.

Morts, les princes celtes étaient enterrés sans doute promus au rang de héros. Pour s'assurer la protection de cet ancêtre magnifié, le groupe déposait dans la tombe du défunt un mobilier funéraire, le plus splendide possible. Pour notre plus grand plaisir esthétique.

YVONNE HEBEYROL.

★ Galeries nationales du Grand Palais, place Clemenceau, Paris (8^e). Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 20 heures. Entrée : 22 F, 15 F le samedi. Jusqu'au 15 février 1988. Le catalogue, ouvrage collectif très illustré de 270 pages : 150 F.



De gauche à droite : en haut, les professeurs Jean-Pierre Cozani, Jean-Paul Escande et Pierre Gentilini ; en bas, les professeurs Claude Grisey, Adrien G. Schmitt (photo ANNE DOUDET), ainsi que le docteur Willy Rozenbaum (photo VILLARD/GRAND).

sion hésitante acquiesce au prix d'un grand investissement affectif que s'est forgée cette solidarité. « Nous vivons tous, malades et soignants, dans la même espérance : que l'on trouve enfin quelque chose, confie Monique, du pavillon Chantemesse de l'hôpital Claude-Bernard. Lorsque l'on parle d'un nouveau médicament, nous avons toutes hâte de l'essayer. Lorsque l'un des malades meurt, nous sommes toutes effondrées. Nous avons appris la maladie ensemble et nous avons les mêmes espoirs et les mêmes déceptions que nos malades. »

La médecine n'est pas sortie indemne de ces cinq années de tourments. Bousculée par cette maladie inconnue, les soignants ont découvert des patients exigeants, lucides, angoissés et terriblement inquiets. « Ils éplochent les revues médicales et savent beaucoup de choses, explique Isabelle Gorin, médecin à la clinique Tarnier. Ils sont très capotés de connaître les résultats de leurs analyses et souvent ils ne téléphonent plusieurs fois par semaine pour me demander des précisions sur tel aspect de la maladie. Au moindre pépin, dès qu'ils toussent ou qu'ils ont de la fièvre, ils m'appellent pour savoir s'ils doivent s'inquiéter. Nous n'avons pas l'habitude d'être si souvent sollicités. »

Difficile, dans ces conditions, de jouer avec la vérité. Pour des malades souvent jeunes et parfaitement au fait de l'évolution de leur mal, les explications évasives et rassurantes ne suffisent pas. « Avec ceux-là, il n'est pas question de tricher, confirme une infirmière, ils s'en rendraient bien vite compte. »

Le dialogue s'établit donc sur cette relation plus directe et plus équilibrée. « Le corps médical avait parfois tendance à négliger la relation psychologique avec le malade au profit d'actes plus techniques », souligne le docteur Peigné, psychiatre à l'hôpital Cochin. Il avait perdu l'habitude de ne pas savoir comment guérir. Même dans le cas du cancer, il « faisait » toujours quelque

chose. Face au SIDA, il se trouve démunis et redécouvre de ce fait l'art de savoir parler et écouter. De ce dialogue où le partage de l'information est fondamental, le médecin esquisse jour après jour une « autre » façon de travailler : le malade est davantage associé à la prise de décisions. « L'absence de traitement nous met dans une situation inconfortable, explique l'un des médecins de l'hôpital Claude-Bernard. Du coup, nous travaillons d'une façon différente. Nous discutons avec les patients afin d'élaborer ensemble une stratégie face à la maladie et

leurs soucis familiaux, leurs espoirs d'avenir et leurs découragements. Les médecins sont plus proches de nous qu'auparavant, constate Véronique. Nous avons plus d'échanges car ils souhaitent suivre le moral des malades de très près. Et dans ce domaine, nous en savons souvent un peu plus qu'eux, car les patients se confient plus facilement à nous. Le service tout entier est mobilisé. C'est extrêmement motivant. »

Le radon du foyer

(Suite de la page 25.)

Dès le milieu des années 50, des campagnes systématiques de dosimétrie ont été faites dans les mines sèches et françaises pour mieux cerner le phénomène et y remédier en ventilant vigoureusement les galeries de mines. La concentration en gaz radon diminue alors dans des proportions importantes, les mineurs sont moins exposés aux rayonnements. Mais ce qui paraissait évident et nécessaire dans la mine ne l'a guère été pour les habitations construites dans des régions granitiques ou sédimentaires comme pour abriter des quantités notables de minerais radioactifs.

Il était pour ainsi dire acquis que la radioactivité induite par les matériaux de ces habitations ne contribuait que pour une faible part à la dose reçue par les habitants sous l'action de la radioactivité naturelle : 100 à 200 millirem dont la moitié est due aux rayons cosmiques et l'autre aux matériaux. Il faut dire à leur décharge que les chercheurs ne disposaient pas non plus d'appareils de mesures adaptés. Car, contrairement à ce qui se passe dans les mines ou les installations nucléaires, les mesures faites dans les maisons suspectées de présenter des taux de radon trop élevés réclamaient plusieurs mois d'exposition des appareils pour disposer de chiffres

fiables. Cela explique que l'on ait découvert, il y a quelques années seulement en France, des « points chauds » à l'occasion de l'élaboration d'une carte des expositions des Français aux rayonnements naturels dans les différentes provinces du pays.

Bâti sur du uranium

A titre d'exemple, des concentrations records de radon de 2 345 et de 430 becquerels par mètre cube ont été enregistrées dans des maisons de la Haute-Vienne et de la Dordogne. Ce qui correspond, dans le premier cas, à une dose d'exposition sur l'année de plus d'une dizaine de rams, supérieure à celle (5 rams/an) tolérée pour un travailleur nucléaire (4). Cela n'est rien comparé à certaines valeurs mesurées dans les pays nordiques ou aux Etats-Unis. On raconte qu'à la suite du déclenchement d'une alarme sur le passage d'un ouvrier, Stanley Watras, travaillant dans la centrale nucléaire américaine de Limerick, près de Philadelphie, des mesures de concentration de radon furent effectuées dans le logement de cet homme qui révélèrent des teneurs de 100 000 becquerels par mètre cube !

Rien d'étonnant à cela. Cette maison était construite sur les restes d'une veine d'uranium de 10 mètres de large. Tous les cas ne sont pas aussi spectaculaires. Mais il est clair que les nombreux rapports publiés dans le monde entier ont mis le radon à l'ordre du jour. Comme cette étude menée dans dix Etats américains (5) par l'Agence pour la protection de l'environnement et dont les conclusions révélaient en soit de cette année que sur les 11 600 maisons examinées, 21 % présentaient des niveaux de radioactivité due au radon supérieurs aux normes américaines (150 becquerels par mètre cube). Dans deux d'entre elles situées en Alabama et au

Michigan, des valeurs de 6000 et 6700 becquerels par mètre cube avaient été enregistrées.

Même observation dans les pays nordiques, où l'on a identifié 7 000 maisons norvégiennes, 15 000 finlandaises et 35 000 suédoises dont le taux de radioactivité dépassait 400 becquerels par mètre cube. De tels chiffres ne peuvent laisser indifférent. Les autorités de plusieurs pays ont d'ailleurs décidé de prendre des mesures pour remédier à ces « excès de radioactivité ». Les pays nordiques, par exemple, viennent d'édicter une série de recommandations visant à engager des modifications (sol étanche, ventilation, etc.) pour toute maison existante où le niveau de radioactivité dépasserait les 400 becquerels par mètre cube tandis que toute nouvelle construction ne doit pas présenter un taux supérieur au quart de cette valeur.

Une politique que paraît vouloir partager la Grande-Bretagne mais que les Etats-Unis ont rendue plus stricte encore en choisissant un seuil d'intervention beaucoup plus bas (150 becquerels par mètre cube seulement) impliquant des interventions dans un nombre considérable de maisons. La France, quant à elle, elle ne dispose pas de texte législatif concernant les constructions nouvelles et anciennes, mais se range, selon le professeur Pierre Pellerin, directeur du Service central de protection contre les rayonnements ionisants, aux avis de la Commission internationale de protection radiologique qui recommande de ne pas dépasser 400 becquerels par mètre cube (soit 2 rams par an) dans les logements anciens et la moitié dans les nouveaux.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(4) Pour le public, cette dose est limitée à 0,5 rem par an.

(5) Alabama, Colorado, Connecticut, Kansas, Kentucky, Michigan, Rhode-Island, Tennessee, Wisconsin et Wyoming.

La LIBRAIRIE du Monde
AVEC LA PROCURE

ACHETEZ VOS LIVRES A L'ECRAN
(LIVRAISON A DOMICILE GRATUITE AU-DESSUS DE 500 F)
36.16 TAPEZ LM16

مكتبة العالم

La mer du Nord et ses noirceurs

La mer la plus industrialisée, la plus polluée et... la plus poissonneuse.

La mer du Nord se trouve dans une situation paradoxale. Elle baigne plusieurs des pays d'Europe les plus industrialisés, dont deux ports parmi les plus importants du monde (Rotterdam et Anvers), sans oublier Londres, Hambourg et Brême. Elle connaît le trafic le plus intense de la planète, avec des points de cinq mille navires de plus de 100 tonnes. On y exploite en outre le gaz naturel et le pétrole, de sorte qu'il a fallu creuser plus de quatre mille puits, monter cent cinquante plates-formes de forage et poser 8 000 km de tubes. En même temps, la mer du Nord fournit entre un quart et un tiers de tout le poisson pêché dans l'Atlantique nord (hareng, maquereau, morue, plie et sole) et offre aux riverains de pays très peuplés — Belgique, Pays-Bas, Allemagne — des dunes et des plages de sable considérées comme le poumon de l'Europe industrielle.

Cette situation a conduit les États riverains (1) à une première rencontre à Brême (RFA), en 1984, pour dresser un bilan de la pollution et définir plusieurs types d'action : entreprendre pour mettre un terme à la détérioration alarmante du milieu. Ils se retrouvent à Londres les 24 et 25 novembre pour mettre à jour leurs recherches, coordonnées par un groupe de travail scientifique international.

Des moules témoins

La géographie est injuste : alors que c'est la Grande-Bretagne qui offre la plus grande façade sur la mer du Nord, c'est elle qui connaît le moins de pollution marine. Ses côtes plongent en effet dans une eau profonde, où les courants venus du nord font office de chasse d'eau et dispersent les effluents pollués vers les rives d'en face : Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Danemark et même Norvège. « C'est un don de Dieu, nous n'y avons aucun mérite », reconnaît Jeremy Eppel, le responsable britannique du secrétariat de la conférence. Ce qu'il ne dit pas, c'est que ses compatriotes ne se gênent pas pour décharger en mer les résidus qu'ils encombreraient. Ils sont même les seuls à pratiquer la décharge en mer des boues d'épuration de leurs fleuves. Si la Tamise est propre, aujourd'hui, c'est parce que les eaux usées du bassin fluvial sont traitées par quelque quatre cents stations d'épuration, dont les boues sont chargées sur des barges et déversées à une vingtaine de kilomètres au large de l'estuaire !

Les Écossais, grâce à la même pratique, peuvent se vanter aujourd'hui d'avoir 4 700 km de cours d'eau presque pure. Seules la Humber, qui draine les centres industriels des Midlands, et la Tyne, qui traverse les mines de charbon de Newcastle, sont encore considérées comme polluées. « L'apport des fleuves est faible en volume, corrige le professeur Norman King, directeur de recherche au ministère britannique de l'environnement. Qu'est-

ce que les 20 000 mètres cubes d'eau douce apportés par les fleuves comparés aux 155 000 mètres cubes d'eau salée qui entrent par le pas de Calais ? »

De leur côté, les ingénieurs de la Thames Water Authority, qui gèrent le bassin de la Tamise, affirment que leurs boues d'épuration « ne contribuent que pour 1 % à 2 % des déchets toxiques envoyés en mer du Nord ». Grâce à des traceurs à radio-isotopes, ils ont l'assurance que les effluents se dispersent très rapidement, alors même que les métaux lourds demeurent sur place dans un rayon de 20 kilomètres. L'équipe de chercheurs, dirigée par Mike Andrews, utilise aussi des sautins de moules et d'autres pour tester la pollution sur le site même des déversements. « Deux minutes après l'immersion des boues, les naissains de moules se développent normalement », affirme Mike Andrews.

S'agissant du pétrole, les Britanniques se déclarent aussi innocents. « Il ne faut pas s'attacher au film irisé de surface, explique un chercheur de l'Institut d'ingénierie marine de l'université Heriot-Watt, dans la banlieue d'Édimbourg. Ce qui compte, c'est le tonnage effectivement déversé. Les plates-formes de la mer du Nord, qui perdent une moyenne de 28 000 tonnes de pétrole par an, ne seraient que de petits pollueurs en comparaison de tous les navires qui déversent ou débarrassent en mer. Surtout, les déversements clandestins de navires sont difficilement contrôlables, alors que les fuites d'installations fixes — plates-formes ou oléoducs — peuvent être rapidement repérées et maîtrisées.

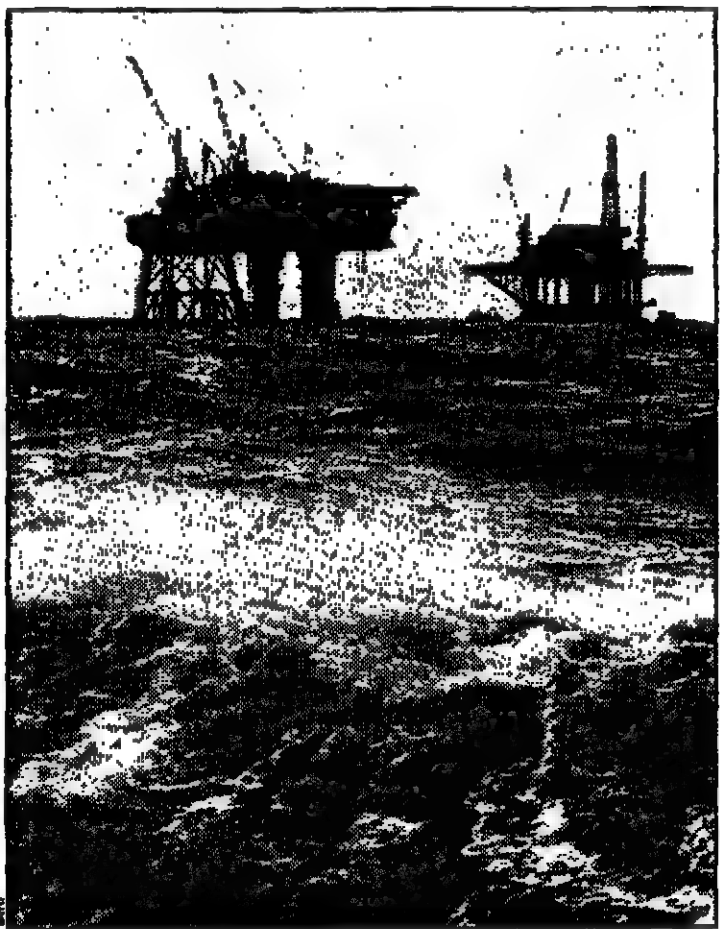
Quant aux effluents radioactifs en provenance de France et de Grande-Bretagne, ils seraient actuellement en diminution, grâce surtout à un meilleur contrôle de l'usine de retraitement de Sellafield, qui avait fait de la mer d'Irlande — dont les eaux finissent par déboucher dans la mer du Nord en contournant l'Écosse — « la mer la plus radioactive du monde ». Même les Suédois ont noté, depuis 1983, une baisse du taux de césium-137 dans le poisson pêché dans leurs eaux.

Pour les composés chimiques issus de l'agriculture et de l'industrie, comme le DDT ou les diphényles polychlorés, la tendance serait plutôt à la baisse depuis la conférence de Brême, en 1984. Les poissons examinés par les Suédois, les Danois et les Allemands seraient moins contaminés. Les concentrations de nitrates et de phosphates, en revanche, sont en augmentation constante, notamment dans la mer de Wadden, qui baigne le littoral de la Frise (aux Pays-Bas et en Allemagne). Ces éléments, apportés à la mer par les grands fleuves d'Europe continentale — notamment le Rhin et l'Elbe, — se trouvent piégés dans les hauts fonds de la côte frisonne et peuvent y séjourner jusqu'à trois ans, tant les courants y sont faibles. Ils entraînent une eutrophisation des

eaux littorales, c'est-à-dire l'asphyxie de la mer par surabondance d'algues et de phytoplancton. « Nous recevons chaque année 700 000 tonnes de nitrates et 65 000 tonnes de phosphates en mer de Wadden », se plaint Carole Bury, universitaire de Brême, qui anime le comité Action mer du Nord. La majeure partie vient du Rhin, qui reste le grand égout collecteur de l'Europe.

Des chercheurs allemands s'efforcent aujourd'hui de prouver

santé des poissons, et le lien avec la pollution. On se contente pour l'instant de noter les corrélations, par exemple entre un taux élevé de bactéries dans le sang des anguilles et la pollution des eaux où elles évoluent (Belgique et Pays-Bas). De même pour le carrelet qui, dans les eaux néerlandaises, est plus souvent qu'ailleurs victime d'affections comme la pourriture des nageoires, ou encore la lymphocèle (présence de pustules blanches, heureuse-



qu'une partie de la pollution retrouvée en mer du Nord vient du ciel. « On peut estimer à 30 % la part de pollution atmosphérique », affirme Ute Krell, de l'Institut de météorologie de Hambourg. Mais ce n'est pour l'instant qu'une hypothèse, suscitée par les recherches sur les fameuses pluies acides.

L'incertitude est aussi très grande pour déterminer l'état de

ment inoffensives pour l'homme). On a aussi observé un taux élevé de cas de papillome épidermique chez la limande, dans des zones où sont déversés des déchets de production de dioxyde de titane.

ROGER CANE.

(1) Belgique, Danemark, France, Norvège, Pays-Bas, RFA, Royaume-Uni, Suède.

CONCOURS LE MONDE DU VIN LE COURRIER DU CONCOURS

La réplique de M. Pierre Coste (suite).

Nous publions aujourd'hui la suite de la réponse de M. Pierre Coste à M. Michel Bettane.

Michel Bettane constate avec raison la monotonie des odeurs confondues aux vins blancs par une fermentation froide (odeur de banane) quand ils partent de raisins communs ou insuffisamment mûrs. Mais il est tout à fait injuste de s'en prendre à l'œnologie. Ne faut-il pas plutôt mettre en cause le vigneron qui a fait le choix du mauvais terrain, du mauvais cépage, de la cueillette trop hâtive ?

Il me paraît au contraire judicieux, dans les zones productrices de vins de table, de remplacer les cépages communs, carignan, aramon et grenache, par des variétés plus nobles. Ainsi des « vins de pays » simples et plaisants pourraient-ils se substituer aux vins de table que réclame le consommateur français. Dans notre pays, la consommation globale a diminué cette année d'un million d'hectolitres.

Comment ne pas approuver M. Bettane quand il recherche et loue dans une bouteille l'aptitude à franchir les années ? Mais il fait fausse route quand il attribue cette qualité à la longueur de la garde en fût ou à l'absence de filtration. Un grand vin a promptement redonné du charme sans tout le complément aromatique qu'un en attendant l'expérience montre qu'un élevage plus court joint à une filtration quasi stérilisante, loin d'amalgamer la

vin, les nuances de supporter beaucoup mieux l'épreuve du temps et de s'épanouir très lentement au cours d'années de maturation.

Il faut souligner, pour conclure, la condition nécessaire, essentielle, de la réussite : des raisins bien mûrs, bien nourris et parfaitement sains — qu'on ne pardonne d'ailleurs des portes ouvertes — car un seul péché qui altère la qualité : c'est l'élevage du rendement et l'insupportable dilution qu'elle entraîne. Certains des plus grands crus du Bordelais montrent la voie depuis quelques années : ils n'ont pas hésité à couper après la floraison les grappes en automne. De même, avant le départ de la fermentation, la pratique de la saignée est-elle plus profitable à la santé future du vin que, pour les malheureux patients, pouvait l'être celle des docteurs Di-fous du passé.

Je m'associe de tout cœur à l'hommage rendu à Feytaud et Puisseux. Il ne faut pourtant pas être injuste envers leurs élèves qui ont beaucoup appris et qui apprendront encore. Il faut souligner qu'ils remontrèrent des vendanges dignes de leur science. Ils sont déjà des savants. Sans doute devront-ils aussi se faire directeurs de conscience.

Vues soviétiques du ciel

Les photographies des satellites d'URSS disponibles sur le marché occidental.

STOCKHOLM de notre correspondant

LES photographies spatiales soviétiques ne sont pas monnaie courante sur le marché occidental. Elles pourraient cependant le devenir, grâce à la récente signature par la société Soyuzkarta et la société finlandaise FM-Projects d'un contrat donnant aux Finlandais l'exclusivité de la vente en Europe occidentale des photos prises par les satellites soviétiques.

Depuis l'accident de la navette américaine Challenger et le retard qu'accumule désormais le programme spatial des États-Unis, l'occasion était bonne pour les Soviétiques de tenter une percée sur le marché civil occidental et d'y commercialiser leurs produits. Soyuzkarta, déjà spécialisée dans la diffusion de matériel géographique à travers les pays du COMECON, est une société autorisée à développer précisément les liens commerciaux avec l'étranger, et, en 1987, elle a commencé ses activités dans les domaines de la géodésie et de la cartographie. En septembre dernier, ses responsables indiquaient avoir offert les services de leur société à quelque soixante-dix pays.

La société finlandaise FM-Projects (fondée par Finnmap, bureau d'études spécialisé dans la photographie aérienne, la cartographie et l'étude de projets, et Finnmat, qui se charge des relations avec les pays de l'Est) était prompte à répondre à l'offre faite par les Soviétiques et obtenait le contrat. Pour M. Lars-Olof Sebbas, président-directeur général de Finnmap, deux facteurs permettent de croire au succès de l'entreprise : la demande sur le marché d'Europe occidentale de photos prises par les satellites soviétiques est suffisamment forte étant donnée la discrétion dont les Soviétiques ont fait preuve jusqu'à présent. La qualité des produits est, d'autre part, telle qu'elle ne déçoit pas les Occidentaux indifférents.

En effet, la définition des prises de vues est de 3 mètres, dans les conditions les meilleures à 70 mètres, soit une amélioration sensible par rapport à ce que font actuellement les satellites occidentaux, SPOT notamment, dont la définition ne descend pas encore au-dessous de 10 mètres. Autre aspect : M. Sebbas considère comme positif pour la compétitivité commerciale des produits soviétiques : les photos sont prises sur film et non codées par système informatique. Quatre

caméras, équipées d'une optique de fabrication vraisemblablement est-allemande, sont montées à bord de la station habitée (MIR) et de satellites automatiques de la série Cosmos. Les quatre caméras, KATE-200, KATE-140, KFA-1000 et MKF-6M photographient aux échelles respectives au 1/1 000 000, au 1/1 500 000, au 1/200 000 et au 1/2 500 000. A la demande, la société FM-Projects peut livrer les images obtenues sous forme de film positif, de film négatif ou de copies sur papier (noir et blanc, couleur ou couleurs synthétisées — ou encore sous forme d'agrandissements sur papier), soit sous forme numérique sur bande magnétique. Dans ce dernier cas, avec vingt, dix ou cinq lignes par millimètre, soit en projection originale, soit corrigées en projection souhaitée.

Pour l'instant, FM-Projects ne peut proposer que quelques échantillons de la production soviétique, par exemple, une carte de Finlande (et encore faudra-t-il l'autorisation des militaires finlandais pour la vendre) ou une photographie de la ville de Lausanne (Suisse). Mais elle assure pouvoir être en mesure de livrer les commandes qui seront faites par les clients ouest-européens intéressés dans un délai d'une semaine, voire moins. C'est un point particulièrement intéressant qui permettra aux Occidentaux de contrôler jusqu'à quel point le système est opérationnel. Du côté de Rymdbolaget — la compagnie spatiale suédoise, — on attend ainsi avec curiosité de tester cette nouvelle entreprise car les photographies qui avaient été commandées directement aux Soviétiques n'ont pas encore été livrées.

La précision du matériel, la rapidité de livraison, mais aussi les prix : sur ce point, il apparaît que ceux qui sont proposés par FM-Projects sont sensiblement plus élevés que ceux auxquels se vend le matériel occidental, européen en particulier. La qualité se paie... Mais les Finlandais semblent sûrs de leur affaire compte tenu du fait que, selon M. Sebbas, « les satellites occidentaux ne disposent pas d'une capacité suffisante pour répondre de manière satisfaisante à la demande actuelle ». La « banque » que prévoit de constituer FM-Projects pourrait donc devenir une excellente opération. Un détail cependant : les commandes adressées par les pays d'Europe occidentale ne pourront porter que sur du matériel photographique concernant leur propre territoire.

FRANÇOISE METO.

Demain

ISSUES DE SECOURS POUR COSMONAUTES

Les Soviétiques, comme les Américains, sont en train de développer des capsules de sauvetage destinées à évacuer des cosmonautes en détresse à bord de leurs stations spatiales (*). Ces capsules font partie d'un programme général d'amélioration de la sécurité des cosmonautes. Ainsi, les Soviétiques ont développé des combinaisons de survie pour les astronautes à bord de leurs vaisseaux Soyuz-T et Soyuz-TM. Celles-ci pèsent de 8 à 10 kilos et sont réalisées individuellement pour chaque astronaute, sont prévues pour être enfilées assez rapidement dans des conditions d'apesanteur, et être rendues opérationnelles en moins de 30 secondes. En cas de dépressurisation de la cabine, la combinaison est isolée automatiquement de l'environnement, et alimentée en oxygène ou en un gaz riche en oxygène, soit par une source propre à la cabine, soit par un système autonome. Les Soviétiques ont également amélioré les combinaisons de sortie des cosmonautes pour les expériences dans l'espace à partir de la station Mir.

(*) Aviation Week and Space Technology, 26 octobre 1987.

POUR STÉRILISER LES TAUREAUX

Des spécialistes en biotechnologie de l'Institut national d'immunologie de New-Delhi, en Inde, viennent de développer un vaccin destiné à stériliser les taureaux (1). Des essais, effectués dans plusieurs fermes indiennes, ont montré que les taureaux vaccinés deviennent stériles en quatre semaines après une seule injection dans les testicules. Le coût de stérilisation par animal est très faible.

Ces recherches ont pour but d'améliorer la race bovine locale et d'augmenter la production laitière indienne. Mais il faut pour cela empêcher les taureaux nationaux de féconder les vaches indiennes, afin qu'elles puissent recevoir, par insémination artificielle, le sperme de taureaux étrangers sélectionnés.

Les chercheurs de New-Delhi n'ont pas donné de précision sur la composition exacte du vaccin, sinon qu'il est réalisé à partir du BCG (vaccin contre la tuberculose). L'injection de BCG dans les testicules de différents animaux (rats, lapins, chiens, singes...) a en effet montré que ce vaccin bloquait la spermatogénèse, sans effets secondaires notables.

(1) Nature, 12 novembre 1987.

GESTION : LES ENTREPRISES SAISIES PAR LA SPÉCULATION.

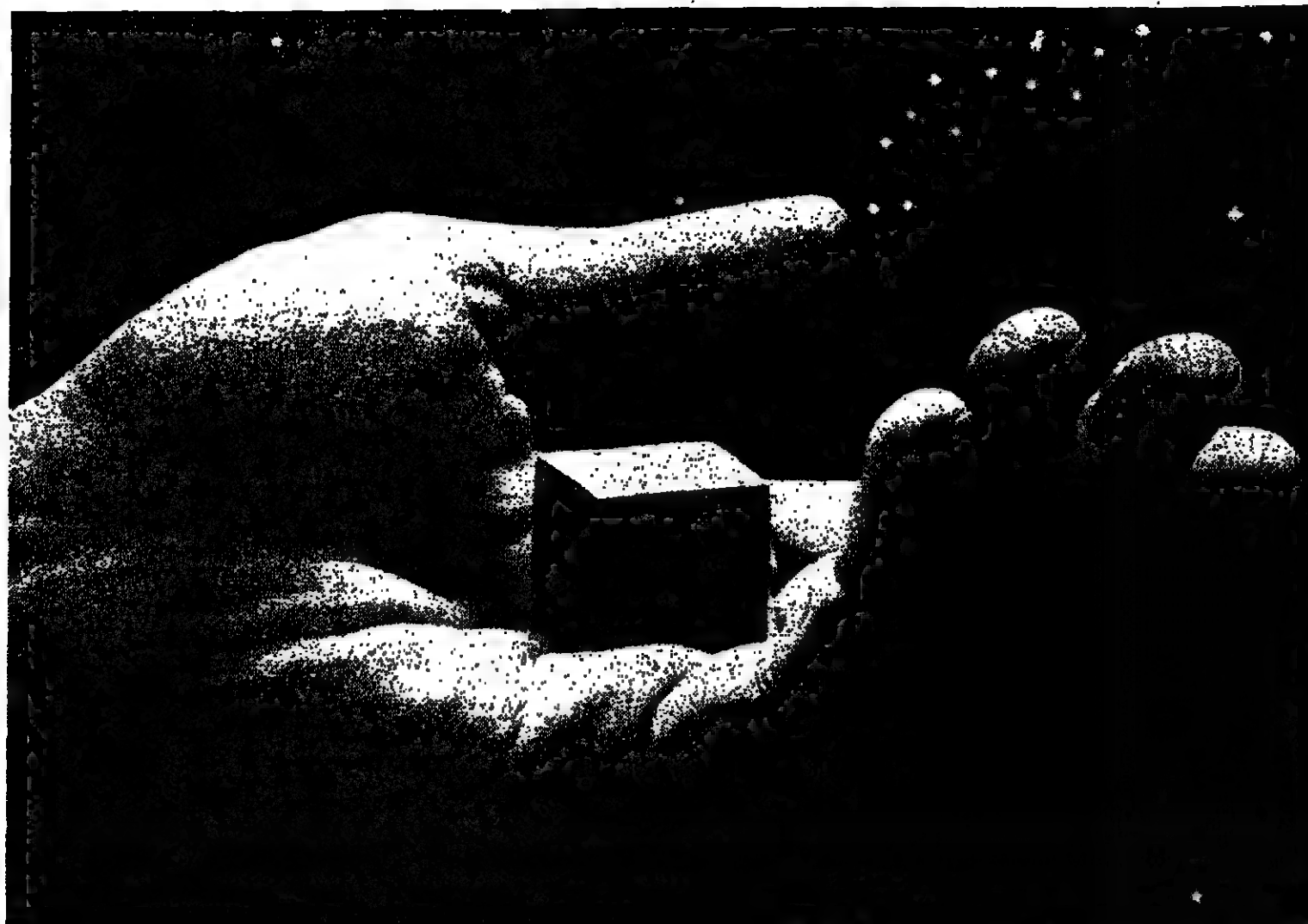
SCIENCE VIE ECONOMIE

DECEMBRE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CE SERAIT DOMMAGE DE VOUS TROMPER MAINTENANT!



Jeune Ingénieur ECP, Mines, ESPI, AM, INPC, ENPC... le parcours de vos études est un "sans faute". Bravo!

Maintenant, vous cherchez l'entreprise où vous réaliserez votre projet personnel, vous voulez choisir un "secteur de pointe".

Vous avez raison! USINOR SACLOR a pour clients des entreprises de pointe en Aéronautique, Alimentaire, Automobile, Armement, Espace. Ses aciers sont eux-mêmes des produits de pointe, conçus et fabriqués avec des techniques très sophistiquées pour répondre à des cahiers des charges qui mettent au défi les connaissances du moment. De la Recherche à la Maintenance en passant par la Fabrication, la Gestion et le Commercial, tous les ingénieurs contribuent à inventer des aciers étonnants (aucun de nos aciers n'existe il y a 15 ans). Nos ingénieurs, Conseillers Industriels de haute volée, travaillent avec nos clients depuis le départ de leurs propres recherches.

Recherche sur les aciers nouveaux les plus performants, ainsi que sur les procédés qu'il nécessite pour leur fabrication que pour leur utilisation.

USINOR SACLOR société hexagonale?

Non, là vous vous trompez!

Nos clients sont partout dans le monde et quand nous disons que nous travaillons pour eux, avec eux, mieux vaut maîtriser au moins une langue étrangère.

Vous comprenez pourquoi cela bouge chez nous et pourquoi nous sommes le 2^e producteur mondial d'acier et la 3^e entreprise exportatrice française. C'est dire si votre avenir est ouvert, tant dans votre domaine, que par mobilité interne dans d'autres fonctions de notre groupe.

SCIENTIFICS des MATÉRIAUX, MÉTALLURGIE, MÉCANIQUE, MARKETING, Recherche, Fabrication, Gestion de Production, Maintenance... Choisissez bien. Ce serait dommage de vous tromper maintenant!

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec photo, sous réf. M 804, à N. LE BAGOUSSE, USINOR SACLOR Recrutement des Cadres, Immeuble Ile-de-France Cedex 33 92070 Paris-la Défense.

USINOR SACLOR

Ingénieurs électroniciens avec Schlumberger, le succès de vos idées!

Schlumberger Industries

À POTIERS, la Division Électricité Distribution est spécialisée dans la gestion de l'énergie électrique. Notre unité de 700 personnes est le premier constructeur français et l'un des premiers du monde dans les domaines du comptage et de la tarification de l'énergie électrique.

Nous recherchons des

JEUNES DIPLÔMÉS (ESE, ECP, ENST, INSA LYON...) DÉBUTANTS OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE.

RESPONSABLE PROCESS

Au sein du Service Productique, vous assurerez l'intégration des nouvelles technologies et des nouveaux produits. Vous disposerez d'une grande latitude pour proposer les plans d'évolution à moyen et long terme. Vous avez une expérience d'au moins 3 ans en méthodes et organisation industrielles. Une connaissance des composants montés en surface serait un atout.

CHEF DE PROJET GESTION DE PRODUCTION

1,5 million de produits par an: la mise en place d'une gestion de production informatisée et hautement performante constitue une mission de tout premier plan pour notre unité. Possédant de bonnes connaissances en informatique industrielle, votre formation d'électronicien vous permettra d'envisager une évolution très ouverte.

RESPONSABLE MÉTHODES ÉLECTRONIQUES

Les produits électroniques de grande série sont notre métier. Parallèlement à vos responsabilités liées aux méthodes (suivi des évolutions, recherches de productivité...), vous serez pleinement impliqué dans la technique des moyens de fabrication. Vous possédez de préférence une courte expérience de méthodes et gestion de production électronique.

RESPONSABLE APPROVISIONNEMENTS ET GESTION DE STOCKS

Plus de 100 MF, 8 000 commandes par an: l'optimisation de leur gestion est déterminante et représente une respon-

sabilité charnière. Un ingénieur généraliste ou un diplômé d'une grande école de Gestion pourrait largement s'y épanouir. De sérieuses connaissances en informatique de gestion sont indispensables.

INGÉNIEUR QUALITÉ ÉLECTRONIQUE

Vous serez le personnage clé de l'analyse qualité de nos produits électroniques nouveaux ou en fabrication. Vous contribuerez ainsi de manière cruciale à la réduction des taux de défauts, en production ou après livraison. Une expérience d'au moins 2 ans dans un environnement de fabrication de semi-conducteurs est indispensable.

Pour tous ces postes, une évolution très large est possible au sein du Groupe Schlumberger.

Adresser votre dossier de candidature avec photo, en indiquant le poste concerné, à

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Direction du Personnel
147, avenue du 8-Mai-1945, 86009 POTIERS.

Les Laboratoires **SMITH KLINE & FRENCH**
Filiale du Groupe **SMITHKLINE BECKMAN**
34 000 personnes - 4 milliards de \$ de CA, recherchent

ASSISTANT SCIENTIFIQUE H/F FORMATION DES DÉLÉGUÉS MÉDICAUX

La fonction proposée vise à la constante amélioration des connaissances des Délégués Médicaux (200 personnes).

Poste : Dans le cadre du Service de formation de la Visite Médicale (4 personnes), préparer et assurer : « les cours de base des stagiaires », les sessions de formation continue, « la conception des moyens pédagogiques pour les nouveaux produits », la participation à l'élaboration d'un Enseignement Assisté par Ordinateur (E.A.O.).

Profil : Formation universitaire en Anatomie-Physiologie, « expérience pédagogique confirmée », « disponibilité pour des stages résidentiels de longue durée », « connaissance de l'informatique souhaitée ».

La politique sociale et les perspectives d'évolution sont représentatives d'une grande Société internationale en pleine progression.
Écrire avec CV, photo, desiderata - Direction du Personnel
Laboratoires SMITH KLINE & FRENCH, réf. A.A. -
12, place de la Défense, 92090 Paris-la Défense Cedex 26.

SK&F

L'Institut national
de la recherche agronomique

recrute par voie de concours

2 INGÉNIEURS DE RECHERCHE

pour le centre de Jony-en-Joux (78)

- 1) Centre de traitement de l'information scientifique : analyse, base de données, Unix, Malica...
- 2) Service d'informatique administrative : poste à orientation système d'ordinateur IBM 4381 (MVS, CICS, DB2).

Pour tous renseignements, contacter M^{me} RIDAULT 34-65-26-91

Date limite de dépôt de candidature : 2-12-87.

Retrait des dossiers à l'INRA, service des concours, 147, rue de l'Université, 75341 Paris Cedex 07 ou dans les centres INRA.

1987
CNRS

L'Institut
national pour la France
sur chemin pour l'Europe.

Le Centre National d'Études
Spatiales recherche

**INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE**

Motivé(e) par les applications
observations de la terre?
cet ingénieur sera chargé(e) :

- de conduire la préparation des programmes futurs en observation des terres émergées, météorologie, océanographie, notamment par l'utilisation des techniques optiques;
- de participer également au développement des applications de la télédétection spatiale dans divers secteurs économiques.

Lieu de travail PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 11140, à l'AGENCE MAILLE 18, rue Volney - 75002 PARIS, qui transmettra.

مكتبة الشامل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur de Vente

Portenseigne L'une des entreprises de Philips en France est spécialisée dans les techniques audiovisuelles de pointe, télédiffusion, réception satellite, la vidéosécurité et l'audio-communication. Nous recherchons un ingénieur de vente pour assurer la commercialisation des produits de haute technologie dans le domaine de la vidéo-professionnelle. Ingénieur électronique de formation, vous êtes très motivé par la vente ou vous avez déjà une expérience dans ce domaine, alors adressez lettre manuscrite, CV et prétentions à Eric DUMONT, PORTENSEIGNE, 50 rue Roger Salengro, Périgord 114, 94126 Fontenay-sous-Bois Cedex.

« Philips en France, c'est 21,7 milliards de C.A., 29.900 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'audio, la vidéo, la télévision, l'électronique, les télécommunications, les systèmes, les services... nous sommes les acteurs de la haute technologie dans toutes les sociétés de l'Europe des produits électroniques ».

PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

SOCAR

BRANCHE PAPIER-BOIS DU GROUPE SAINT-GOBAIN

Notre métier est de concevoir et de réaliser des emballages répondant aux besoins d'une clientèle extrêmement diversifiée. Notre Société réalise un C.A. de 2,5 milliards de francs, réunit 3000 collaborateurs, et est en expansion constante. Notre DIRECTION des SYSTEMES D'INFORMATION conduit actuellement un projet important de restructuration de l'entreprise en place et porte son effort sur le domaine VENDRE et PRODUIRE. Dans ce contexte, nous recherchons des

jeunes ingénieurs projets informatiques

Ils seront intégrés à l'équipe - associant utilisateurs et services informatiques interne - chargés de mener à bien ce projet. Ils auront à la fois un rôle d'Etudes et de Réalisations allant de la conception de solutions complètes (organisation et informatique) à la réalisation des logiciels qui en découlent, jusqu'au démarrage de l'application et la mise au point auprès des utilisateurs.

Ces postes concernent des JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ECOLES d'INGÉNIEURS ou de GESTION, formés aux techniques de l'informatique de gestion et souhaitant exercer une activité très complète, allant de la conception et l'application sur le terrain, en relation très étroite avec les utilisateurs. L'importance du projet et du domaine auquel il s'adresse offre de larges possibilités d'évolution dans le cadre du service informatique ou d'autres fonctions, dans l'Entreprise ou le Groupe. Poste basé à TOULOUSE-SUR-MARNE (31) impliquant des fréquents déplacements sur les 12 régions d'exploitation auxquelles la société est divisée.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3412 M à joindre sur l'annuaire - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

INGENIEUR MECANICIEN

Diplômé Grande Ecole

(ENSAE - AM - Centrale - ENSTA...)

Parlant anglais et acceptant des déplacements de courte ou moyenne durée.

Vous encadrerez une équipe d'ingénieurs et de techniciens chargés de la conception et de la réalisation d'équipements aéronautiques. La mission exige une bonne formation générale en mécanique et en calcul de résistance des matériaux, quelques années d'expérience et une aptitude certaine au commandement.

Pour ce poste basé en proche banlieue parisienne, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 32607 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra, en indiquant sur votre lettre la référence du poste 87.19.

Animateur cellule infocentre

1 500 personnes, Paris, LESSEUR ALIMENTAIRE, filiale du GROUPE SAINT-LOUIS, réalise un chiffre d'affaires de 3 MIF environ, dans les marchés des corps gras-grand public (produits alimentaires, huiles, produits froids).

Nous connaissons une informatique fortement décentralisée vers l'utilisateur et nous investissons résolument dans la promotion de cette nouvelle informatique.

L'ANIMATEUR CELLULE INFOCENTRE sera chargé de :

• concevoir des systèmes de bureautique intégrée et d'aider les utilisateurs à les construire.

• veiller à l'intégration de ces nouveaux outils.

• animer les groupes et séances de travail associant les utilisateurs demandeurs en veillant à développer la contribution et la créativité de chacun, la productivité et l'efficacité.

28-33 ans, ingénieur ou diplômé d'une école de gestion, ou titulaire d'une formation universitaire équivalente, vous avez une expérience d'utilisateur (ingénieur en organisation, auditeur, contrôleur de gestion) et une connaissance solide (ou un goût non moins solide) de la bureautique. A terme, votre évolution se fera vers l'un de nos départements opérationnels.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 572, à Catherine de La Roche Saint André, JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTIC

Chef de projets

Informatique boursière

Vous intervenez dans le cadre du projet de Place créant les nouvelles modalités d'échange et de règlement des Tires. Vous participez à l'informatisation de ces transferts entre les intermédiaires financiers, et aux études qui leur sont spécifiques.

Responsable de groupe de projets, vous prenez en compte :

- l'impact organisationnel sur les structures déjà en place
- la gestion des équipes d'intervenants extérieurs chargées de la réalisation
- la coordination technique des applications dans un environnement hétérogène.

Ingénieur de formation, vous avez déjà une dizaine d'années d'expérience dans la conduite de projets informatiques. Vous souhaitez confirmer votre capacité à manager des projets importants - unités élémentaires de 15 à 30 années/homme - associant plusieurs partenaires dans un environnement multi-constructeur IBM, DEC... Nous vous offrons la plus-value professionnelle résultant de la participation à des projets de Place.

Michel DHEUR notre Conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. 8711.125 au Cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Poin Changé

INGENIEUR COMMERCIAL

Prenez votre élan commercial avec la vidéo professionnelle Sony

SONY FRANCE, ce sont des produits grand public de forte notoriété mais aussi de la vidéo-professionnelle de qualité.

Notre Chef des Ventes directes vous propose d'intégrer son équipe pour commercialiser nos systèmes de communication vidéo auprès d'une clientèle de grandes entreprises du secteur public et privé.

30 ans environ de formation commerciale supérieure, de préférence complétée par une expérience de la vente de biens d'équipement aux entreprises, vous saurez établir un dialogue de haut niveau en tant que partenaire privilégié de nos clients.

Tenacité, esprit d'équipe, autonomie et disponibilité vous permettront :

- d'identifier et prospecter avec succès nos futurs clients;
- d'instaurer un climat de confiance auprès des intervenants dans

le processus de décision (utilisateurs, prescripteurs, décideurs).

• d'élaborer le cahier des charges, de concevoir avec eux des systèmes de communication vidéo adaptés et performants.

Votre évolution sera rapide, notre croissance l'implique. Elle sera bien sûr liée à votre réussite dans ce poste qui requiert par ailleurs la connaissance de l'anglais.

Une rémunération motivante liée à vos résultats et une voiture de fonction vous sont également proposées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (avec C.V., photo et prétentions), sous réf. IC/2411, à la Direction des Relations Humaines de SONY FRANCE, 19 rue Madame de Sanzillon, 92110 Clichy.

SONY.

INGENIEURS D'AFFAIRES

Vous et nous

Un des premiers groupes informatiques, Burroughs et Sperry à la

fin des années 60, les puissances innovatrices réunies se stimulent et permettent d'aborder aujourd'hui le marché avec de

nouveaux atouts déterminants. Unisys France, c'est 2000 personnes, une unité de fabrication en Normandie, un bureau d'études

avec 120 chercheurs, et la fierté de figurer parmi les cent premiers exportateurs français. Que ce soit dans les secteurs Finances,

Industrie et Commerce ou Public nous disposons désormais d'une solide expérience pour proposer des solutions complètes et

originales. Nous cherchons pour étoffer les équipes de nos agences plusieurs ingénieurs d'affaires Grands Comptes. Vous

disposerez d'un environnement motivé pour réussir, d'une structure évolutive et ouverte aux intelligences prêtes à s'investir

pour saisir nos opportunités diversifiées de carrière.

Des postes sont à pourvoir à Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Strasbourg et Toulouse.

Pour un premier contact sous réf. 11/M/1987, adressez votre dossier à :

STANDERA, DIRECTION DES RECRUTEMENTS HUMAINS, Boulevard de l'Oise 95015 CERES CROISSANT CEDEX Tél. : 30 31 92 42.

UNISYS

informations sur la compagnie disponibles sur minitel 36.14 UIIS.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26800 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériel, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

BULL ENGAGE UN INGENIEUR I.A. CONFIRME

Dans le cadre d'un Schéma Directeur, Bull introduit les techniques de l'Intelligence Artificielle au cœur de ses systèmes d'information. Le développement d'un système expert en configuration est destiné à valider et à élaborer interactivement les commandes commerciales pour garantir un service de qualité à nos clients.

De profil Ingénieur Grande Ecoles, vous maîtrisez les outils de l'Intelligence Artificielle après une première expérience de 3 ans environ et souhaitez évoluer vers un poste d'encadrement. Vous serez responsable d'une

équipe de COGNITICIENS chargés de la formation, du chargement et de la validation des connaissances concernant les configurations des produits du Groupe et travaillerez en liaison étroite avec les experts techniques et marketing.

La connaissance du Groupe BULL et de l'Offre Produit acquise dans ce poste constituera un tremplin pour votre évolution au sein du Groupe.

Rejoignez une équipe qui gagne en adressant votre dossier de candidature sous référence 411 M à Annette MENDEL - BULL SA - 25, Avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris.

Bull



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

SYSTEMES D'INFORMATIONS : LA BANQUE QUI ANTICIPE

Pour participer à la stratégie de diversification et de décentralisation du 1^{er} ensemble Sud-Européen d'activités bancaires et par bancaires (4 300 personnes), notre Direction des Systèmes d'Informations s'appuie sur :

- une forte synergie entre les unités chargées de l'Organisation des Etudes et de la Production,
- des méthodes impliquant les utilisateurs (AXIAL),
- des outils puissants (IBM 30 XX, DEC 8500, Atelier de Génie Logiciel MAESTRO, mise en place d'un schéma directeur réseau de 2 500 terminaux connectés via IBM 9370).

ORGANISATEURS DEBUTANTS OU CONFIRMES

Vous intervenez dans des missions d'organisation (du diagnostic à la conception et à la mise en place de nouveaux schémas organisationnels) et sur des projets d'automatisation. 30 ans, diplômé d'une école de Commerce ou d'une école d'ingénieurs (formation complémentaire en Gestion appréciée), vous envisagez votre progression dans l'entreprise à partir d'un poste de réflexion sur les problèmes de gestion à court et à long termes.

Vous possédez éventuellement une expérience en organisation, en cabinet ou en entreprise du secteur tertiaire. (Réf. DO).

ANALYSTES- PROGRAMMEURS

Dans une équipe-projet, vous vous formez à nos méthodes (AXIAL, Atelier de Génie Logiciel MAESTRO...) et apprenez à connaître la banque en participant à la réalisation de systèmes de gestion avancés.

Diplômé de l'enseignement supérieur (MAGE, Ecole d'ingénieurs...), vous êtes débutant ou avez de un à deux ans d'expérience.

Rapidement autonome, vous mènerez vous-même des projets complets. (Réf. AP).

CONCEPTEURS- CHEFS DE PROJET

Dans un premier temps, vous prenez en charge un projet qui vous familiarisera avec notre environnement bancaire. Puis, vous dirigerez une équipe et dirigerez plusieurs projets simultanés en tant que responsable de domaine.

Diplômé de l'enseignement supérieur (MAGE, Ecole d'ingénieurs...), vous avez acquis en 5 à 10 ans une réelle expérience de la conception de systèmes informatiques complexes dans un système d'informations Global.

Votre habitude de travailler dans un cadre méthodologique précis (AXIAL ou MERISE de préférence) vous permet de mener un projet (planification, animation, reporting...). (Réf. CP).

Une personnalité ouverte et un esprit d'entreprise vous permettront de saisir les opportunités offertes par une réelle politique de mobilité professionnelle.

Pour ces postes à pourvoir à Lyon, adressez lettre manuscrite et CV, en précisant la référence choisie, à Société Lyonnaise de Banque, Relations Sociales et Formation, chemin Antoine Pardon, 69160 Tessin-la-Demi-Lune.

INGENIEUR SYSTEME DEC

Au sein d'une équipe système, vous assurez la gestion des systèmes d'exploitation DEC et IBM et maîtrisez les systèmes VMS et logiciels associés sur matériel VAX 8500 de DEC. (Réf. IS)

INGENIEUR RESEAU EN ENVIRONNEMENT IMS/TSO

Vous renforcez au sein de l'équipe système, la cellule réseau actuelle dans la maîtrise et la gestion de SNA (VTAM, GTMOSI, SNI, NCP, NETVIEW, etc...) et la mise en œuvre de multiples connexions en milieu hétérogène.

La connaissance des techniques de télécommunication est indispensable. (Réf. IR).

INGENIEUR SYSTEME DL 1/DB 2 EN ENVIRONNEMENT IMS

Vous assurez l'installation, la maintenance et l'évolution d'IMS/DC et de DL 1 et DB 2, tout en apportant l'assistance technique nécessaire aux équipes d'études, d'organisation et de production. (Réf. ISDL).

INGENIEUR TELECOMMUNICATIONS

Spécialiste des supports et moyens de transmission (lignes modernes, réseaux publics et privés X 25, etc...), vous animez une équipe de techniciens télécoms très expérimentés, chargés de coordonner l'installation et les diagnostics de panne (2^e niveau) de notre réseau télé-informatique.

Vous participerez activement à la mise en place de notre schéma directeur réseau prévoyant la connexion de serveurs régionaux 9370 IBM et de 2 500 terminaux. (Réf. IT).

LA CENTRALE

A la lecture de notre journal et en faisant le 3615 CDP sur votre Minitel, vous saurez ce que nous faisons et vous pourrez imaginer ce que nous souhaitons faire.

Mais ce challenge passe par le recrutement d'un

RESPONSABLE INFORMATIQUE ET DES MOYENS TECHNOLOGIQUES

Il aura pour mission de faire évoluer notre équipement informatique et télématique en introduisant des moyens technologiques nouveaux répondant à notre souci de plus grande qualité, productivité et innovation.

Vous avez environ 30 - 35 ans, une formation supérieure (Ecole de Commerce option Informatique ou Ecole d'ingénieurs) et une expérience d'au moins cinq années sur des projets informatiques (applications d'informatique éditoriale appréciée), dont une partie en tant que Chef de Projet.

Technicien de l'informatique, vous êtes aussi sensible au marketing des produits de communication et vous avez un esprit très pragmatique.

La nature de notre activité donne à votre fonction une importance hautement stratégique. A ce titre, vous faites partie de l'équipe de direction.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 4900 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une totale discrétion.

20 rue Pargolée 75116 Paris

Adinman

Ingénieurs électroniciens Hard et Soft

Aix-en-Provence

Vous voulez intégrer une PME en croissance constante pour prendre en charge la responsabilité complète de projets :

- conception des logiciels et des matériels, suivi de fabrication, intégration,
- gestion des budgets, respect des délais, relations clients.

Vous participerez aux succès d'équipes jeunes et entrepreneuriales qui développent des systèmes complexes à base de micro-processeurs 16-32 bits.

Vous bénéficierez de notre savoir-faire, de nos réussites dans le domaine de l'électronique et de la micro-informatique industrielle et militaire.

Nous vous proposons d'intégrer l'un de nos trois départements :

- Guerre Electronique : gestion de base de données et traitement du signal numérique.
- Systèmes Embarqués Militaires : calculateurs, acquisitions de données, contrôle de processus.
- Systèmes Industriels : calculateurs, contrôle de processus, automatismes.

Ingénieur électronicien, vous avez une double compétence Hard et Soft, une expérience d'un an minimum en Application Temps Réel.

Des connaissances 68 000, Assembléur, C et OS9 seraient un plus.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + photo et prétentions, sous la référence 8736/LM, à notre Conseil Roland LIOTARD - CAPFOR MEDITERRANEE - La Evolic - La Basside Blanche - B 6 - 13127 VITROLLES, qui garantit toute confidentialité.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUÇON - NIORT - QUIMPER

SAGEM : Société d'Applications Générales d'Electricité et de Mécanique.

Siège social : 6, avenue d'Iéna 75783 Paris Cédex 16.

SAGEM

SAGEM : Société d'Applications Générales d'Electricité et de Mécanique - C.A. 1986 : 4,47 milliards de francs HT, dont 23% à l'exportation. Effectifs : 8000 personnes dont 1000 ingénieurs et Cadres.

Trois groupes d'activité de haute technologie :

- navigation, guidage, pilotage
- téléinformatique
- équipements industriels

En France :

- 22 agences
- 14 départements technico-commerciaux situés à Paris
- 7 Centres Industriels
- 4 Centres Recherches - Etudes - Prototypes en Banlieue Parisienne (Argenteuil, Fontainebleau, Evry, Saint Christophe)
- 3 Centres de Fabrication en Province (Roubaix, Montluçon, Saint-Etienne-du-Rouvray).

A l'étranger :

- 185 implantations dans 90 pays.
- Vocation : étude, développement et fabrication de systèmes complexes dans les secteurs les plus avancés de l'Automatisme, de l'Electronique, de l'Informatique et de l'Optique.

Dans le cadre du développement de ses études, la SAGEM recherche des

Ingénieurs Grandes Ecoles - Système

Pour l'application dans des systèmes de navigation, d'études d'asservissements numériques, bus série multiplexés.

- Electroniciens

- Automaticiens

pour études théoriques et définition d'équipements à forte composante informatique.

- Informaticiens

pour études théoriques, écriture et mise au point de logiciels liés à des systèmes de haute définition.

La très haute technologie dans les domaines de l'aéronautique, le spatial, la télématique vous intéresse. Adressez lettre de candidature, CV et photo à SAGEM - Gestion des Ressources Humaines 25, Bd des Bouvets - 92000 Nanterre Cédex.

LOGICIEL ET TECHNIQUES AVANCÉES

CHEFS DE PROJETS CONFIRMES

Notre entreprise, filiale d'un groupe industriel de taille internationale, offre à des INGENIEURS DE GRANDES ECOLES le moyen de développer leur carrière en prenant en charge des projets dans le domaine du logiciel.

Nous étudions, intégrons et fournissons des systèmes complexes dans des secteurs stratégiques où nous approfondissons nos marchés (50 % à l'export). Nous créons plusieurs postes avec deux orientations possibles.

Etudes Logicielles

Vous réalisez des études techniques en avant-vente, analysez les demandes et soutenez les propositions. Vous travaillez dans un environnement d'informatique transactionnelle distribuée avec utilisation d'UNIX, de bases de données, de techniques graphiques et une composante "intelligence artificielle" de plus en plus forte.

Encadrement de Projets

Vous assurez sur de grands projets la responsabilité d'un groupe d'ingénieurs d'études depuis les phases de spécifications externes jusqu'à l'achèvement des différentes étapes du cycle de vie et de développement du logiciel. Vous gérez votre projet en tenant compte des aspects humains et techniques avec des outils appropriés (ARTEMIS) dans un environnement méthodologique très précis.

INGENIEURS CONFIRMES avec option informatique, spécialistes en génie logiciel, vous avez une expérience de cinq années ou plus, chez un Constructeur ou dans une SSI. Vous savez maîtriser des développements, les coordonner avec d'autres équipes, travailler sur objectifs, et souhaitez exercer des fonctions de synthèse vous permettant d'évoluer vers la responsabilité d'affaires ou l'encadrement de grands projets.

Lieu de travail : Sud-Ouest Paris.

Merci d'adresser votre candidature à SYSECA SELECTION 315, Bureau de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD CEDEX. Confidentialité assurée.

SYSECA SELECTION

Un ingénieur nos par

Le Centre de Recherche et de Développement des Systèmes d'Information de l'Armée de Terre (C.R.D.S.I.) recherche des ingénieurs pour participer à la conception et à la réalisation de systèmes d'information de grande envergure.

Le Centre de Recherche et de Développement des Systèmes d'Information de l'Armée de Terre (C.R.D.S.I.) recherche des ingénieurs pour participer à la conception et à la réalisation de systèmes d'information de grande envergure.

Directeur

Le Centre de Recherche et de Développement des Systèmes d'Information de l'Armée de Terre (C.R.D.S.I.) recherche des ingénieurs pour participer à la conception et à la réalisation de systèmes d'information de grande envergure.

Directeur

Le Centre de Recherche et de Développement des Systèmes d'Information de l'Armée de Terre (C.R.D.S.I.) recherche des ingénieurs pour participer à la conception et à la réalisation de systèmes d'information de grande envergure.

IMPORTANT

Le Centre de Recherche et de Développement des Systèmes d'Information de l'Armée de Terre (C.R.D.S.I.) recherche des ingénieurs pour participer à la conception et à la réalisation de systèmes d'information de grande envergure.

مكتبة المجلد

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Un ingénieur pour vendre
nos panneaux à plasma**

Appartenant à une société de premier plan dans le domaine des composants électroniques, nous fabriquons et commercialisons des panneaux de visualisation plats (dits à plasma) ou nous sommes N°1 en Europe pour les applications professionnelles.

L'essor rapide des panneaux à plasma, en France et à l'étranger, nous conduit à accentuer stratégiquement cette famille de produits qui s'adressent aux grands équipementiers militaires et civils. Vous serez responsable du Marketing et de la vente de ces produits (de l'évaluation du cahier des charges à la négociation finale).

Jeune ingénieur, possédant une première expérience technique (2 à 3 ans), vous êtes motivé par le contexte "high tech" et une fonction autonome où l'aspect relationnel est essentiel.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. B.194.87 M à notre Conseil CRITÈRE - 12, rue Pergolèse 75116 PARIS.



**Ingénieur
Qualité Logiciel**

De formation Ingénieur Informaticien ou Electronicien; débutant ou première expérience (0-3 ans), vous avez participé au développement de logiciels type temps réel.

Vous connaissez les langages évolués et l'assembleur; vous avez des notions de méthodes de développement et de génie logiciel. Au sein d'un groupe dynamique et en contact permanent avec les équipes de réalisation, vous allez assurer le suivi-qualité de logiciels opérationnels (temps réel).

Vous êtes autonome et très motivé par cette fonction évolutive qui demande innovation et esprit de synthèse.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous référence 2592 M à :

SYNTEC
108 rue Saint Honoré
75001 Paris qui transmettra

Agro-alimentaire

Directeur d'usine

Rattaché à un important groupe français, notre société (900 personnes, CA : 1 milliard de F) a pour vocation la fabrication et la commercialisation de produits agro-alimentaires, à partir d'établissements basés dans l'Est de la France.

Nous recherchons un Directeur d'usine pour un centre de profit et de qualité de 350 personnes qui assure la fabrication de produits laitiers à très forte valeur ajoutée.

Au delà des objectifs de qualité de ce produit majeur, ce manager améliorera encore la performance de l'établissement et assurera la pérennité de son potentiel de production.

A 35 ans ou plus, de formation ingénieur ou scientifique (agronomie, sciences, biologie...) vous avez exercé des responsabilités de direction dans l'industrie agro-alimentaire, sur des produits frais.

Vous avez pour vous l'envie personnelle d'un leader, le courage et la lucidité.

Notre Conseil ALGOE étudiera votre candidature en toute confidentialité. Merci d'écrire sous référence 205 M à François PHILIBERT.

ALGOE
9 bis route de Champagne,
69134 ECULLY Cédex.

ALGOE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTROMECANIQUE
Proche Banlieue Parisienne recherche pour son
Service DEVELOPPEMENT INDUSTRIALISATION

INGENIEUR

DEBUTANT OU QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

Ingénieur Option ELECTROTECHNIQUE, vous participerez, au sein d'une équipe d'ingénieurs, à l'évolution technique et technologique de produits relevant du domaine des grands transformateurs à forte tension. Intéressé par les problèmes relevant de la technique et de la mécanique vous avez le sens de l'initiative et écrivez et parlez anglais.

Cette fonction motivante et formatrice, au sein d'un très grand groupe, nécessite dynamisme, imagination, réflexion et vous ouvre, à terme, de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prêt.) s/réf. 32503 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**INFORMATIQUE INTERNE :
ARCHITECTES D'UN GRAND
PROJET EUROPEEN**

Chez HP, l'informatique interne est une réalité européenne. Elle fait communiquer les grandes branches de l'entreprise et sert l'optimisation de leurs performances.

La commercialisation par distribution directe est l'une des activités pour lesquelles HP France a la charge de dynamiser le système d'information de toutes les entités européennes.

Basé au siège social d'Evry, le centre de développement européen vous propose de partager ce grand projet.

Ingénieur Support Logiciels

Support technique des utilisateurs internes européens, vous apportez votre valeur ajoutée et votre appui lors de l'installation des systèmes et de leur utilisation.

Expert technique, vous optimisez l'efficacité du support informatique par la conception de nouveaux outils.

Diplômé d'une grande école, option informatique, vous avez acquis une première expérience des applications informatiques en milieu commercial. Réf. EDP/IS03/M.

Ingénieur Analyste/Chef de Projet

En relation avec les utilisateurs européens, vous développez de nouvelles applications s'intégrant dans une stratégie de complémentarité avec les systèmes des autres branches :

vous construisez des analyses fonctionnelle et organique dans le respect des standards.

De formation MAGE, ENSIMAG, INSA..., vous possédez une expérience de l'informatique de gestion orientée vers l'optimisation commerciale. Réf. EDP/IA03/M.

Pour ces deux postes, une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. La connaissance du HP 3000 serait un atout.

Rejoindre HP FRANCE, c'est intégrer une entreprise qui offre de larges perspectives d'évolution dans un environnement international.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en indiquant la référence du poste choisi, à Monique d'Hauteville, HEWLETT-PACKARD France, Parc d'activités du Bois Biard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

TOUJOURS AVEC VOUS



HP EN FRANCE :
3200 PERSONNES,
3 USINES,
43 MILLIARDS DE CA,
3^e EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE.

**Ingénieurs grandes écoles
parlons business !**

X, Centrale, Mines, ESE, Sup'aéro, Telecom...
1^{ère} expérience

Ingénieur d'affaires opérationnel, vous prendrez en charge la responsabilité commerciale d'une ou plusieurs entreprises multinationales françaises ou étrangères. Selon votre profil, vous pourrez, si nécessaire dans un premier temps, prendre connaissance de l'entreprise, en participant activement à la réalisation pratique d'une application de pointe. Cette première initiation sera suivie par une formation complète à nos techniques de vente au sein d'une Division Grands Comptes Industriels.

Cette fonction, à fort potentiel d'évolution, implique

naturellement au sein de notre entreprise, un intérêt financier direct aux affaires et une option d'actionariat à terme de deux années. Membre de Syntec, nous sommes un groupe très diversifié, spécialisé en ingénierie informatique technique et industrielle pour des applications de haute technologie civile ou militaire. Mais rencontrons-nous sans tarder, vous nous parlerez de vos aspirations, nous vous parlerons de votre avenir chez Inforama dont le développement régulier et constant constitue la première motivation de ses équipes.

Robert Guillaumot étudiera votre candidature adressée
sous référence LM 5593, à Inforama,
7 rue Pasquier, 75008 Paris.



LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

CAP GEMINI SOGETI
premier groupe européen de services informatiques

Managers de projets

Ingénieur Grande Ecole vous avez acquis en 5 ans un véritable savoir-faire dans la conduite de grands projets de gestion dans le secteur industriel.

Vous avez l'expérience :

- des grands systèmes IBM ou BULL,
- de la conception dans un cadre méthodologique (MERSE),
- des bases de données de type réseau ou relationnel,
- des moniteurs transactionnels.

Nous vous offrons :

- une grande variété de projets dans un secteur en constante innovation et faisant appel à des technologies de pointe : l'Aéronautique et le Spatial,

- des responsabilités vous permettant d'exercer votre autonomie dans une équipe à taille humaine : l'Agence, - l'appui technique et méthodologique d'un groupe de réputation internationale.

Associés-nous pour réussir !

Merci d'envoyer sous réf. MP, votre curriculum-vitae accompagné d'une photo à Serge CHIARINI, Directeur de l'Agence Aéronautique et Spatial qui examinera personnellement votre candidature. CAP SOGETI INDUSTRIE, 92 boulevard du Montparnasse, 75014 PARIS.

CAP SOGETI INDUSTRIE

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

TELECOMMUNICATIONS MILITAIRES

INGENIEUR D'AFFAIRES

Les télécommunications militaires sont notre métier depuis de nombreuses années, d'abord à travers le développement de produits de type émetteur-récepteur, puis progressivement et parallèlement dans la conception et la construction de systèmes de télécommunications de plus en plus sophistiqués.

Nous vous proposons d'assurer l'interface entre nos clients et les services industriels concernés pour le soutien de notre système, et au sein de notre direction Maîtrise d'Œuvre d'évaluer les moyens à mettre en place pour faire aboutir les études qui nous sont confiées.

Ingénieur électronicien, vous avez acquis une expérience en études et aujourd'hui vous souhaitez une fonction plus large et plus relationnelle.

Ce poste est basé en banlieue Nord-Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 23/1386 AN à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs-Élysées - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

REJOIGNEZ UN LEADER MONDIAL EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

AB ALLEN-BRADLEY est un puissant constructeur américain présent sur tous les continents et leader mondial en systèmes d'automatismes industriels.

Sa filiale française (75 Millions de Francs de chiffre d'affaires en 1987 pour 30 personnes) est en forte expansion et recherche un cadre technico-commercial.

Ingénieur de formation, vous avez démontré une aptitude réelle à la vente, à travers une première expérience commerciale acquise dans le domaine de l'électronique professionnelle ou de l'informatique industrielle. Vous parlez anglais, et vous souhaitez à terme évoluer dans un contexte international.

Basé à Paris (La Défense) et épaulé techniquement, vous aurez pour mission, dans le cadre d'une grande autonomie de commercialiser des systèmes et des réseaux sur une zone couvrant la grande région parisienne et la Normandie.

Votre marché sera composé de grands comptes et de PMI dont vous vous attacherez d'abord à devenir le conseil en production. A la rémunération proposée, de toute façon très motivante, s'ajoutera une voiture de fonction.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/1379 J à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs-Élysées - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

Matériels de Tests et de Mesures

JEUNE RESPONSABLE B.E. ELECTRONIQUE

Depuis plusieurs dizaines d'années notre société (350 p.) conçoit, fabrique et commercialise des instruments de mesure destinés à des applications professionnelles. Elle se place, sur son secteur, au tout premier plan européen et elle réalise environ un tiers de son chiffre d'affaires à l'export. Aujourd'hui, notre projet consiste à augmenter la part de nos produits propres dans nos ventes. Pour cela, nous renforçons notre équipe technique.

Après une période d'intégration, nous vous confierons la responsabilité d'une équipe de 5 personnes chargée de l'étude, du développement, de l'industrialisation et du suivi en production de la partie électronique de nos matériels : du simple produit au système complet architecturé autour de 68000, mettant en œuvre des applications informatiques temps réel.

Electronicien diplômé d'une école d'ingénieur, vous avez acquis une première expérience polyvalente de préférence dans un contexte produit, petites et moyennes séries. Vous souhaitez maintenant pouvoir évoluer vers plus de responsabilité. Ce poste est basé en banlieue Est de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 40/2442 A à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs-Élysées - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor



GLAENZER SPICER

Filiale Française réputée d'un grand groupe international de renom, en bonne santé économique et financière. En France, 5 usines, 2 000 personnes, dans le monde 50 000. Nous sommes à l'avant-garde de la transmission dans les domaines les plus variés (automobile, poids lourds, T.G.V., VAL). Engagés dans la modernisation et la robotisation, nous investissons beaucoup tant dans les techniques que dans les hommes et nous exportons plus du tiers de nos productions. Nous recherchons aujourd'hui deux

INGÉNIEURS A.M., INSA, H.E.I...

pour assurer l'industrialisation de nos produits. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur débutant et un ingénieur disposant de 3 à 4 années d'expérience minimum.

Rémunération intéressante en fonction de l'expérience.

Possibilité d'évolution dans le groupe.

Adresser CV, photo et lettre manuscrite à : J.M. LEGRAND
Centre de Psychologie du Travail
3, boulevard René-Levesneur - 72000 LE MANS sous réf. 646

Société d'ingénierie spécialisée dans les équipements thermiques industriels recherche

Ingénieur

"automatisation par calculateur"

Vous imaginerez des procédés d'automatisation au sein d'une jeune équipe. Vous participerez à la définition du projet technique, élaborerez les programmes correspondants et en assurerez la mise en service.

Cette mission nécessite des déplacements à l'étranger et implique la maîtrise de l'anglais. La connaissance d'une autre langue étrangère est un plus (allemand, espagnol, russe, chinois).

Vous êtes ingénieur diplômé Grande Ecole, et avez une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine.

Les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 67049 à DEBS 103, rue Jouffroy 75017 Paris qui transmettra en toute confidentialité.

Notre Groupe international développe dans la région de ROUEN des activités de synthèse organique fine. Nous recherchons pour développer et diversifier nos recherches et productions



La volonté
d'entreprendre

Merci d'adresser CV, motivation, rémunération actuelle sous référence M/254/N (porter sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil, qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recruter.

UN INGENIEUR PROCÉDÉS
Pour un Département de Production

Objectifs : - prendre la responsabilité des procédés d'une unité industrielle regroupant plusieurs lignes de production, - participer au développement de nouveaux procédés en étant l'interface R et D/PRODUCTION, - être responsable du contrôle qualité intégré aux processus.

Vous apportez : - une formation d'ingénieur chimiste organicien, - une expérience industrielle d'au moins de 3 à 5 ans dans la chimie organique fine, - une capacité à faire coopérer les différents services de l'entreprise.

Pour ce poste, nous offrons une carrière motivante. Vous serez mobile intellectuellement et géographiquement, dans un environnement international comportant de nombreux contacts.

Nous attachons beaucoup d'importance à votre pragmatisme, votre réalisme technique et économique, votre capacité à travailler en groupe, y compris avec le service Marketing, vos talents d'animateur et de coordinateur, votre motivation, votre joie de vivre professionnelle et votre connaissance pratique de l'anglais.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

GRACE

Un grand groupe chimique international
fortement implanté industriellement
dans toute l'Europe (8000 personnes),

La plus grande unité française de GRACE (1000 personnes) - 1 milliard de CA - située près de Rambouillet, fabrique et commercialise des produits leaders sur les marchés de l'Emballage Alimentaire.

Pour renforcer l'équipe "INFORMATIQUE LOCALE", nous recherchons un(e)

ANALYSTE EN SYSTEMES
D'INFORMATION

Vous aurez principalement à : - participer à la définition, au développement des systèmes d'information (S.I.) au niveau européen - définir, développer et implémenter les systèmes d'information locaux - assister les utilisateurs - optimiser l'utilisation des S.I., en proposant éventuellement aux utilisateurs des changements d'organisation et de méthodes de travail.

De formation supérieure (BAC +4), vous avez une expérience professionnelle (2 à 3 ans) acquise de préférence dans un environnement multinational. Esprit d'équipe et qualités de communication vous permettront de vous intégrer et d'évoluer dans notre Groupe. Vous vous intéressez à l'application des systèmes d'information en tant qu'outil de travail, plutôt qu'à leur aspect technique.

Une expérience des systèmes d'information n'est pas indispensable mais serait un atout important. Disponible pour des voyages de courte durée, vous maîtrisez l'anglais. Réf. MO 722

Dans le cadre de sa stratégie "QUALITE TOTALE", nous recherchons un(e)

STATISTICIEN

Votre mission consistera à développer et à promouvoir les outils statistiques : ceci dans un contexte de production en continu de haute technologie, ainsi qu'au niveau des divers services de l'entreprise.

Ingénieur ou équivalent avec une formation aux mathématiques statistiques, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans les applications des méthodes statistiques en milieu industriel.

Ce poste stratégique, qui ouvre des perspectives de responsabilités importantes dans les domaines techniques ou industriels, s'adresse à des candidats habitués au terrain et dotés de réelles capacités de communication.

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Réf. MO 723

Si ces postes vous intéressent,
merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence
à André GUERRE - GRACE - B.P. 9 - 28231 Epemont-Cedex.

Coref filiale du groupe CSD

(Caisse des Dépôts et Développement),
Spécialiste du traitement de l'information statistique,
recherche

UN INGENIEUR CHEF DE PRODUIT

Rattaché au Directeur de la division,

il prend en main le plan et le développement de la ligne de produit :

Applications micro-informatiques (autour des bases de données, aide à la décision)

- Il assure les liaisons amont avec les éditeurs et développeurs de logiciels.
- Il organise avec les équipes techniques les études de besoin, de faisabilité, les installations et le suivi de clientèle.
- Il participe avec la Direction du Développement aux évolutions de cette ligne de produit.

Homme d'interface, il a des qualités d'organisation et de dialogue

PROFIL SOUHAITE :

- 3-5 ans d'expérience dans un poste similaire
- Diplôme MIAGE ou équivalent
- Solide expérience de la micro-informatique et des applications micros (bases de données)
- Anglais courant indispensable.

Envoyer C.V., prétentions et date de disponibilité à :
M^{me} BERNARD sous référence 1100.



Coref Tour Vendôme - 204, rue du Pont-de-Sèvres
92518 Boulogne-Billancourt Cedex
Groupe Caisse des Dépôts et Développement.

مكتبة الزميل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CREATION DE POSTES 600.000 Frs +

Leader dans le négoce des matériels IBM

INTERNATIONAL C.P.U.

Groupe PARIBAS, développe sa stratégie commerciale et accueille des

INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES Réf. M10

De formation commerciale Bac + 4, vous avez 3 ans d'expérience dans la commercialisation de gros systèmes.

Votre potentiel et vos talents de négociateur permettront de réaliser vos ambitions financières.

Contactez notre conseil : Corinne KLECH au (1) 42.89.04.66, ou adressez lui votre dossier de candidature sous réf. à : IPI Consultants, 155, bd Haussmann 75008 Paris

Donner un visage à l'informatique

ipl

Nous sommes un grand groupe français implanté dans les principaux pays occidentaux et spécialisés dans les machines de bureau. Notre C.A. consolidé dépasse 3 milliards de francs et notre effectif est de 500 personnes.

Dans le but d'accroître son potentiel de développement, notre principale filiale française a restructuré son service R. et D. et recrute 2 ingénieurs pour l'étudier (ce service comporte 3 départements : Mécanique, Electronique-Logiciel, Industrialisation) et son effectif dépasse 60 personnes dont 20 cadres.

CHEF DU DEPARTEMENT ELECTRONIQUE - LOGICIEL

Composant actuellement 14 personnes, ce département est responsable de la recherche et du développement de la partie électronique de nos machines, qui prend de plus en plus d'importance dans la commande automatique de nos systèmes et dans leur liaison avec la micro-informatique.

Le chef du département participe à la définition des grandes orientations, guide et forme ses collaborateurs, assure la gestion des projets sur les plans technique, délai et coût. Il se tient au courant de l'évolution des techniques, suscite des projets nouveaux, mobilise l'esprit inventif de son équipe pour la conduire vers la prise de brevets.

Pour ce poste, nous recherchons un ingénieur électronicien diplômé de 32 à 40 ans, ayant l'expérience du dialogue avec les mécaniciens (automatismes) et ayant déjà dirigé des groupes d'études.

Anglais courant.

Poste basé en proche banlieue Sud de Paris. (Réf. EL/LM1)

ADJOINT AU CHEF DU DEPARTEMENT INDUSTRIALISATION

Ce département assure l'interface entre le bureau d'études et la fabrication. Très en amont, il participe aux choix technologiques pour assurer leur faisabilité ultérieure. En cours de développement, il est responsable des tests sur les prototypes successifs. En fin de développement, il établit les dossiers de fabrication. Il assure ensuite la maintenance de ces dossiers pour gérer les modifications des machines au cours de leur vie.

Les responsabilités de ce département viennent d'être étendues et il compte 24 personnes, ce qui rend souhaitable de renforcer sa direction.

Pour ce poste d'adjoint, nous recherchons un ingénieur de 30 à 35 ans, diplômé des Arts et Métiers (ou équivalent), ayant une expérience, même brève, de la fabrication dans la mécanique (fonction Méthodes par exemple), complétée par celle du travail en bureau d'études qui correspond à ses goûts.

Anglais courant.

Poste basé en proche banlieue Sud de Paris. (Réf. I/LM1)

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + curriculum vitae + prétentions - enveloppe à votre adresse, en précisant la référence choisie, à :

micel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS
PARIS-LILLE

ICN

INTERTECHNIQUE AERONAUTIQUE - ESPACE

RESULTAT SUPERIEUR A 5% APRES IMPOT

recherche

1) POUR SA DIVISION SYSTEMES MILITAIRES ET TRANSMISSIONS, site aux Ulis (91) :

INGENIEUR GRANDES ECOLES
(Option Automatique/Informatique/Electronique)
(REF. M/UL15)

Débutant ou ayant quelques années d'expérience. Connaissances exigées dans le domaine des logiciels de traitement d'image ou de simulation numérique. La connaissance de l'anglais sera appréciée.

2) POUR LE LABORATOIRE DU DEPARTEMENT REGULATION ET MESURES, site au siège social à Plaisir (78) :

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS
(DUT ou BTS)
(REF. M/ORM16)

Ayant de bonnes connaissances en informatique notamment du langage Pascal et microprocesseurs.

Ces postes requièrent quelques années d'expérience et de bonnes connaissances de français. Les candidats auront à définir, écrire, intégrer et essayer des logiciels à partir de spécifications sur MICROVAX et HP 84.000.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la réf. de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. N° 1, 78374 PLAISIR CEDEX

L'INGENIEUR COMMERCIAL IBM

ETRE et AVOIR

- **CURIEUX** de connaître des secteurs économiques variés.
- **AMBITIEUX** et **COMBATIF**.
- **EXIGEANT** pour son niveau de vie.
- **ACTIF, MOBILE, IMAGINATIF, ATTENTIF** aux besoins des autres. **ATTIRE** par le **DIALOGUE** et la **NEGOCIATION**.
- **REALISTE** et rechercher l'acquisition de connaissances professionnelles pour entamer sa carrière et la poursuivre efficacement.
- L'opportunité d'exercer son métier dans les diverses branches de l'Economie française.
- La possibilité, grâce à la vente, d'accéder à des niveaux élevés de responsabilités commerciales.
- L'assurance d'une rémunération qui prenne en compte ses performances.
- **LA RESPONSABILITE DE NOS VENTES** sur un secteur géographique, ou dans une branche d'activité spécialisée.
- La garantie de suivre une **FORMATION REPUTEE**. Nous avons consacré 11,6% de notre masse salariale à l'éducation interne en 1986.

JEUNES DIPLOME(E)S d'une grande école d'Ingénieurs ou de Commerce (Bac + 4 minimum), débutants ou possédant une première expérience professionnelle.

Si vos aspirations correspondent à ce que nous vous proposons, venez participer à notre réussite en devenant **INGENIEUR COMMERCIAL** à la Compagnie IBM France.

Merci de nous adresser votre candidature sous référence H 31. Des postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

IBM France - Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM France

CICOM

Centre d'Ingénierie de la Communication :

Pour faire face aux développements des systèmes de communication, l'Institut TELESYSTEMES recherche pour de grandes entreprises, du secteur informatique, des :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

DEBUTANTS : X, SUPELEC, MINES, CENTRALE OU UNIVERSITAIRES DE MEME NIVEAU

Les candidats sélectionnés, débutants ou ayant une première expérience, bénéficient d'une Bourse d'Etudes de 60.000 F et d'une allocation mensuelle de 6.000 F, pour les préparer au plus haut niveau aux fonctions de CHEF DE PROJET en conception de systèmes de communication, dans le cadre du Programme Post-Ingénieur du CICOM.

Le CICOM (Centre d'Ingénierie de la Communication) propose une formation intensive de type Master of Sciences d'une durée de 7 mois qui rassemble les meilleurs experts en informatique, télécommunication et conception de systèmes.

Envoyez votre CV à : L'Institut TELESYSTEMES 11/15, Rue Sarrette 75014 Paris - Tél. : (1) 43.20.14.28

Assurez la percée du Minitel Français à l'étranger

Dans le cadre du développement de son activité internationale dans le domaine du VIDEOTEX, notre société recherche :

Ingénieurs d'affaires Réf. CL/A/60/M

Vous serez chargés de développer le trafic international vidéotex, de vendre à l'étranger (Europe, Amérique du Nord) des prestations de conseil, d'étudier la possibilité et l'intérêt de prises de participation dans des entreprises offrant des services vidéotex à l'étranger et aurez à encadrer une petite équipe de chargés d'affaires.

Vous avez une formation de type Grandes Ecoles d'Ingénieur ou de Commerce et possédez une expérience technico-commerciale ou commerciale de 8 à 10 années dans les domaines informatique et/ou télécommunication.

Vous êtes au minimum bilingues anglais-français. Des connaissances dans les domaines financiers et comptables seront appréciées.

Des voyages fréquents, notamment aux Etats-Unis, sont à prévoir.

Chargés d'affaires Réf. CL/A/61/M

Sous l'autorité d'un ingénieur d'affaires, vous serez chargés, en Europe et/ou aux Etats-Unis, de prospecter et de suivre des affaires (conseil, prises de participation) dans le domaine du vidéotex.

Vous définirez les solutions les mieux adaptées aux besoins des clients et/ou partenaires, rédigerez les propositions techniques et commerciales et assurerez le contrôle et le suivi de ces opérations.

Vous avez une formation de type Grandes Ecoles d'Ingénieur ou de Commerce et présentez une expérience de 4 à 5 années dans le domaine informatique et/ou télécommunication.

Vous êtes au minimum bilingues anglais-français. La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence choisie à M. Chaperon, Direction des Relations Humaines et de l'Administration - INTELMAQUIE SA - 124, rue Réaumur - 75001 Paris Cedex 02.

Intelmaquie SA

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES VENEZ NOUS REJOINDRE

CONTINENT, 30 hypermarchés en France. 11 milliards de CA, 7500 personnes, pour faire face à son développement : 10 ouvertures prochaines, souhaite intégrer des ingénieurs Centrales, Mines, Arts et Métiers, pour devenir nos :

CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

En collaboration avec le Responsable des Etudes, vous prendrez en charge les développements informatiques de gestion sur le site central (matériel IBM 3090) et sur les systèmes déportés dans nos hypermarchés et dans nos plateformes (500 terminaux IBM connectés sur système 36). Votre ambition, alliée à vos qualités personnelles, vous permettra d'accélérer votre carrière en profitant du développement rapide de notre groupe.

Postes basés en banlieue Ouest.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 1 M à Claudine Delplanque, Continent, 161 rue de Courcelles, 75017 Paris.

groupe Promocita

CONTINENT
l'avenir gagnant

Notre conception de l'information financière est unique !

Petite société en très forte expansion, nous commercialisons des informations destinées à tous les professionnels confrontés aux problèmes d'argent des particuliers : placements, assurances, banque, retraites, immobilier, fiscalité. Sur ce créneau pointu, nous avons développé une approche "industrielle" de la collecte et du traitement de données afin de pouvoir "nourrir" efficacement plusieurs lignes de produits performants : éditions, banques de données, systèmes experts, systèmes éducatifs, etc. Nous souhaitons renforcer notre équipe par la création de deux postes.

Responsable de notre base de données RAL 734 645 M : Rattaché(e) aux dirigeants du groupe, passionné par la gestion de l'information et la communication opérationnelle, vous créez et pilotez notre "unité centrale". Vous organisez notre base de données, animez une équipe d'analystes documentaires et savez vous impliquer dans la commercialisation de notre produit. Vous pouvez justifier de réelles compétences juridiques, financières et fiscales et vous savez intégrer les contraintes de l'informatique.

Analyste documentaire RAL 734 614 M : Votre rôle consiste à trouver, analyser, valider et mettre en forme les informations avec rigueur et créativité. Vous les comparez, mettez en valeur leurs caractéristiques financières, juridiques et fiscales, rédigez des fiches de synthèse. Vous terminez un 3^{ème} cycle de droit ou d'économie ou une première expérience réussie. Vous aimez rédiger et vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités au sein d'une équipe très motivée.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS. Merci d'adresser votre dossier sous référence en précisant votre niveau de rémunération aux Consultants de Sirca - 64, rue La Boétie - 75008 PARIS.

Sirca
Paris-Lyon-Méditerranée

Membre de Syntec

INGENIEURS GRANDES ECOLES

VAX 785 VMS/RDB/L46

Un créneau porteur LE MARCHE OBLIGATAIRE. Un grand groupe financier : LA CAISSE DES DEPOTS. Un environnement technique performant : VAX 785 VMS/RDB/L46.

Vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience sur matériel DEC. Vous êtes très attiré par les applications financières.

Venez rejoindre notre petite équipe d'informaticiens de haut niveau chargée de l'informatisation du marché obligataire. En contact direct avec les utilisateurs, vous assurerez :

- l'administration des données
- la conception et le développement d'outils d'aide à la gestion et à la décision.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. LM 46 à Christine SALAFA - CAM - DRH, 4, rue Berthollet - 94110 ARCUEIL.

CAM

INFORMATIQUE DE LA CAISSE DES DEPOTS

SIEMENS

L'un des leaders mondiaux en micro-électronique, télécommunication, production, informatique, technique médicale, électrotechnique... 365.000 personnes, CA 108 Milliards de Francs dont 18 investis en R et D, recherche Ingénieurs Grandes Ecoles (Electronique, Electrotechnique...) et Techniciens (Electronique, Electrotechnique...)

Ingénieurs technico-commerciaux débutants

pour : Automatismes Industriels (réf. EIR/PA) Détachement de 2 ans en R.F.A. pour formation, puis retour en France pour vente de systèmes d'automatisation.

- Instrumentation et Mesures (télécommunication) (réf. EIR)
- Equipements électroniques pour Arts Graphiques (réf. HELL)

Ingénieurs technico-commerciaux confirmés

pour : Automatismes Industriels (réf. EIR)

- Matériel médical : Radiologie, Imagerie, Electromédecine (réf. MED)
- Terminals de communication et imprimantes (réf. COM)
- Equipements électroniques pour Arts Graphiques (réf. HELL)

Ingénieurs et techniciens S.A.V. en clientèle

pour les activités référencées EIR - MED et HELL.

Pour les références, la connaissance de l'allemand est indispensable. Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier de candidature en précisant bien la fonction et la référence choisies à :

Département du Personnel - B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS CEDEX 01

Siemens S.A.

PARIS - TOULOUSE

Participez à notre explosion sur le marché français

INGENIEURS COMMERCIAUX CONFIRMES

Le marché français du matériel CONVEX USA, leader sur le marché des superordinateurs d'architecture dérivée de l'IBM 360 et 370, est en pleine expansion. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour développer nos ventes et assurer le service après-vente de nos clients. Nous offrons une rémunération attractive et une carrière d'avenir.

Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour développer nos ventes et assurer le service après-vente de nos clients. Nous offrons une rémunération attractive et une carrière d'avenir.

Nous offrons une rémunération attractive et une carrière d'avenir.

Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour développer nos ventes et assurer le service après-vente de nos clients. Nous offrons une rémunération attractive et une carrière d'avenir.

Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour développer nos ventes et assurer le service après-vente de nos clients. Nous offrons une rémunération attractive et une carrière d'avenir.

Nous offrons une rémunération attractive et une carrière d'avenir.

CONCEPTEUR ET DISTRIBUTEUR DE LOGICIELS ET MATERIELS HAUT-DE-GAMME POUR MACINTOSH, SPECIALISE EN PAO ET DANS LES RESEAUX LOCAUX, LEADER SUR SON MARCHE, P-INGENIERIE RECHERCHE PLUSIEURS :

INGENIEURS COMMERCIAUX

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX RESEAUX LOCAUX

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX PAO

CHEFS DE PRODUITS

INGENIEURS SUPPORT TECHNIQUE

LES CANDIDATS DEVONT AVOIR UNE PREMIERE EXPERIENCE REUSSIE DANS UN DOMAINE PROCHE, CONNAITRE LE MACINTOSH ET FAIRE PREUVE D'UNE GRANDE ADAPTABILITE. LES POSTES SONT A POURVOIR A PARIS ET EN PROVINCE.

POUR REJOINDRE UNE EQUIPE OUVERTE, DYNAMIQUE, JEUNE ET MOTIVEE, ENVOYER LETTRE MANUSCRITE, CV, PHOTO ET PRETENDONS A : DANIELE LAVIGNE, P-INGENIERIE, 10 RUE MERCEUR, 75011 PARIS.

P-INGENIERIE
L'EVOLUTION MICRO-INFORMATIQUE

NANCY

Entreprise d'Etanchéité, d'isolation et de Couverture cherche un

JEUNE INGENIEUR DE TRAVAUX

INSA, MINES DE DOUAI ou équivalent, disposant d'un important potentiel d'évolution. Il lui sera confié dans un premier temps des études et travaux auprès du Chef de Centre Travaux.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 587-N, à : JACQUES TIXIER S.A., 7 rue de Logelbach, 57017 PARIS.

Jacques Tixier S.A.
MEMBRE DE SYNTec

CMG, l'une des premières entreprises françaises d'informatique industrielle, renforce ses équipes pour faire face à son importante expansion. Nos forces, ce sont d'une part nos équipes de professionnels et d'autre part notre philosophie d'entreprise. Nous donnons à chacun de nos collaborateurs les moyens d'exploiter son potentiel dans une ambiance d'autonomie et de respect mutuel.

LILLE INGENIEUR COMMERCIAL INFORMATIQUE DE GESTION

De formation supérieure (grande école d'ingénieur ou Sup de Co), vous possédez nécessairement une expérience commerciale réussie acquise en informatique de Gestion ou bien êtes un Chef de Projet désireux d'évoluer vers le commercial. Pour marier à bien les importantes missions que nous vous confions, vous bâtirez les solutions adaptées (en termes de matériels, logiciels, applications clés en main) tant en gestion administrative, commerciale ou de production.

Face à notre clientèle très diversifiée (de la PME à la multinationale), vous saurez être un conseiller efficace capable de prendre la responsabilité de projets dans leur globalité avec l'aide de solides équipes techniques.

Vous nous prouvez votre dynamisme, vos qualités d'adaptation et votre talent de négociateur.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions (sous réf. IC/M), à CMG Nord Picardie, Georges BACOT, Parc Club des Prés, 31 rue Denis Papin, 59850 Villeneuve d'Ascq. (Discrétion assurée).

CMG
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

COTE D'AZUR

Filiale du second constructeur français de terminaux téléphoniques, nous recherchons pour nos activités en télécommunication, télé-assistance et domotique :

UN INGENIEUR D'AFFAIRES (réf. I.A.)

Il sera responsable de tous les aspects techniques depuis la conception des installations jusqu'à la réception du chantier : collaboration technique avec l'équipe commerciale, élaboration du projet en liaison avec le B.E., suivi de la réalisation, relations clients. Il justifiera d'une expérience significative de la fonction dans les activités citées, ou dans un secteur proche, entreprise générale, téléphoniste.

UN INGENIEUR CONCEPTEUR (réf. I.C.)

Il participera à des applications temps réel : architecture de systèmes et montage temps réel, télécommunications, téléphonie et télé-informatique. Il apportera son support à l'équipe en orientant les choix et en prenant en charge le développement interne et externe des logiciels.

Une connaissance approfondie en électronique est un atout important.

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN EXPERIMENTE (réf. I.E.)

Il participera à l'étude et au développement hard et soft de matériels de transmission (voix, données et images), en vue de leur industrialisation. Il justifiera d'une expérience significative en télécommunications, et/ou téléphonie, traitement du signal, électronique analogique et numérique. Il devra évoluer rapidement vers la responsabilité d'une équipe R et D en expansion.

Ces postes offrent de réelles opportunités à des ingénieurs diplômés d'une grande école ou équivalent, dynamiques et désireux d'évoluer de façon autonome au sein d'une structure légère.

Ecrire en précisant la référence à :

HAVAS CAGNES, 6, Chevalier-Martin, 06800 CAGNES (n° 3269).

مكتبة الزماني

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Le Centre Equipements d'une importante Société performante dans le domaine aéronautique recherche pour son laboratoire «QUALIFICATION ELECTRONIQUE»

JEUNE INGENIEUR D'ESSAIS

SES MISSIONS

- Il prend en charge l'animation et la coordination des activités de contrôle, essais et qualification des équipements électroniques, et à ce titre, il encadre 3/4 techniciens.
- Il définit la politique et la méthodologie des contrôles et essais ; il planifie, gère et fait la synthèse des opérations techniques et négocie les clauses techniques avec les ingénieurs d'affaires et les sous-traitants.

SON PROFIL

- Ingénieur Grande Ecole, débutant à 3 ans d'expérience, il possède de solides connaissances en ELECTRONIQUE et informatique appliquées.
- Doué d'esprit de synthèse, il a des qualités d'organisation et de méthode.
- Il possède d'excellentes qualités relationnelles.
- Anglais courant.

Le poste est situé en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous réf. 9920 à PARFRANCE ANNONCES, 4 rue Robert Esnault, 75008 Paris qui transmettra.

**INFORMATIQUE INTERNE ET ASSISTANCE CLIENTELE
HP REGROUPE CES COMPETENCES
RESULTAT : NOUS SOMMES N° 1**

En indice de satisfaction clientèle, sur le marché français des constructeurs, l'assistance clientèle H.P. France est n° 1. Ce niveau de performance, l'informatique interne l'a également atteint : nous sommes en effet chargés de tester et mettre en place pour l'Europe les applications de gestion du support clientèle en vue de leur mondialisation. Nous vous proposons de nous rejoindre.

Ingénieur Support Logiciels

Basé au siège social d'Evry, vous êtes chargé de tester, installer et faire évoluer des applications de gestion en réseau dans le cadre de notre plan informatique international.

En relation avec notre management et le développement informatique européen, vous répondrez aux besoins des utilisateurs et proposerez des solutions adaptées aux objectifs de performance.

De formation Grande Ecole, option informatique, vous possédez une bonne connaissance de l'analyse et de la programmation et vous parlez anglais couramment. La connaissance du HP 3000 serait un atout.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en indiquant la référence ADMIN ASD-M, à Monique d'Hauteville, HEWLETT-PACKARD France, Parc d'Activités du Bois Biard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

HP EN FRANCE : 3200 PERSONNES, 3 USINES, 4,3 MILLIARDS DE CA, 3^e EXPORTATEUR D'INFORMATIQUE.



TOUJOURS AVEC VOUS

REGION PARISIENNE - Notre société est connue en France et à l'étranger pour la qualité de ses logiciels professionnels sur micros. Nous souhaitons aujourd'hui franchir une étape décisive en lançant de nouveaux projets de logiciels de base (SGBD, langages) sous OS/2 et UNIX. Nous recherchons, pour lui confier la responsabilité de la conception et de la réalisation de ces produits

1 Chef de projets

Ingénieur informaticien d'origine micro ou grands systèmes, vous avez acquis, grâce à une expérience d'au moins 5 ans, la capacité à conduire un projet techniquement avancé. Vous saurez, par vos compétences techniques (UNIX, C, SGBD et langages souhaités) et vos qualités personnelles, animer une équipe de développeurs compétents et dynamiques. Les résultats et les ambitions de notre société vous garantissent de pouvoir donner une nouvelle impulsion à votre carrière de créateur de logiciels. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Bernard RIQUIER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MBR/RM/CP à



Chef de projets informatiques

Proche banlieue Sud Paris

220 000 +

Le service Informatique (60 personnes) d'un important organisme financier recherche un chef de projets informatiques pour son activité bancaire.

Relevant du Responsable des Etudes et Développement, il est chargé de la conception, de l'avancement et de la mise en place des projets qui lui sont assignés. Pour chacun d'eux, il conçoit le planning et l'organisation du projet avec les départements utilisateurs et coordonne l'équipe du projet. Ce poste comprend le management de 6 à 10 personnes.

De formation supérieure (Ingénieur ou Mlage), le candidat a une expérience pratique de cinq ans dont celle de chef de projet dans le domaine bancaire ou tertiaire. La maîtrise d'un gros système IBM (3090) est indispensable. La connaissance de MERISE et la pratique de DB2 sont souhaitées. Ce poste requiert de la méthode pour mener de front plusieurs applications et des qualités relationnelles. Possibilités d'élargissement des responsabilités.

Merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite et photo sous référence L089/M à Henri BOUET,

SEMA-SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

15, rue Barthe 92125 MONTRouGE CEDEX.

Compagnie Européenne d'Accumulateurs

Nous CREONS le poste

RESPONSABLE DES PROCESS



DIVISION BATTERIES AUTOMOBILES FULMEN

1^{er} fabricant français d'accumulateurs au plomb - 2 250 personnes - CA 1,2 milliard. Poste basé à Clichy (Port d'Asnières).

Agé de 30 ans environ, titulaire d'un diplôme d'ingénieur chimiste ou physico-chimiste, vous avez une expérience opérationnelle de 3 à 5 ans en milieu industriel et de bonnes notions d'anglais.

Rattaché à notre DIRECTION TECHNIQUE, vous créez ce poste qui sera le lien entre le service "produit" et le service "ingénierie". Vos responsabilités seront les suivantes :

- Assurer la mise au point des nouveaux procédés de fabrication en concevant et réalisant les plans d'essais, tant en laboratoire qu'en atelier.
- Participer à la formation du personnel et apporter toute l'assistance nécessaire aux usines, pour faire appliquer les process.
- Faire évoluer les process existants en apportant toutes les améliorations nécessaires et gérer le manuel d'instructions en fonction des évolutions apportées.
- Participer aux décisions d'investissement.

La Société offre de réelles possibilités d'évolution. Veuillez adresser votre candidature, sous réf. M/RP, en précisant votre salaire actuel à Mme Colombe THIEUN - Responsable Recrutement Cadres - C.E.A.C. - 18, rue de Clichy 92111 CLICHY. Réponse et discrétion assurées.

BANQUE INTERNATIONALE, Paris
recherche
ANALYSTE PROGRAMMEUR

Formation : BTS, DUT ou similaire.
Expérience dans secteur financier avec : Tandem, Internet, Cobol, L4G
Souhaitable : expérience 3-5 ans, anglais lu.
Adresser CV + photo sous référence 92087/M à : HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Sous l'auspice de directeurs techniques, il sera notamment chargé :

- De créer et animer une section d'assistance électronique aux bureaux d'études dans la conception et le choix des solutions et matériels électroniques pour les projets en cours ou futurs ;
- De collaborer avec le service après-vente pour l'amélioration permanente des performances des produits et du service rendu.

Le candidat de formation Ingénieur mécanicien (A.M. ou équivalent) sera spécialisé en électronique. Confirmé par une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, il sera bon négociateur, d'esprit rigoureux, d'une grande aptitude au travail en équipe. La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Lieu de travail : région parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., prétentions et numéro de téléphone sous réf. agence Havas 2° 6 627, 134, av. Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

BUREAU D'ETUDES AGRO-ALIMENTAIRE
- Paris -

Projeteur compositeur

Expérience confirmée en bâtiment industriel

Projeteur bâtiment industriel

Expérience confirmée en DAO/SFRA.

Envoyer CV et prétentions sous référence 5772 à Lévi-Tournay/Assom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 en précisant l'emploi postulé.

POLYMERES

Société française ayant acquis une grande notoriété en France et à l'étranger dans la mise au point de spécialités chimiques et para-chimiques à usage industriel recrute pour renforcer son laboratoire de Recherche et Développement

INGENIEUR CHIMISTE

possédant une expérience appréciable en formulation de polymères. Il dirigera une équipe de spécialistes en adhésifs, mastics, revêtements... à usage industriel.

Poste basé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à Y. Solliant, 17 rue Mathis, 75019 Paris, qui transmettra. Discrétion assurée.

SECTEURS DE POINTE



QUIMPER

Donnez libre cours à votre créativité industrielle

Deuxième pôle français en communication d'Entreprise (5 000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de CA), nous sommes présents sur tous les grands marchés : RADIO-TELEPHONE (Grands réseaux systèmes et terminaux), COMMUNICATION PRIVEE (systèmes complexes voix et données) et TELEMATIQUE (terminaux télématiques, systèmes bureautiques). La Direction Etude et Développement pour les produits terminaux, télématiques et téléphoniques crée des postes (H/F)

Ingénieur Logiciel Temps Réel Futur Chef de Projet

Dans un premier temps, vous participez au développement logiciel dans le domaine de la téléphonie analogique et numérique (RTIS) ; vous pourrez évoluer rapidement en prenant la responsabilité de projets logiciels.

Ingénieur diplômé, vos compétences en micro-informatique s'appuient sur une première expérience acquise sur des produits ou systèmes informatiques.

Vous êtes reconnu pour votre rigueur et votre créativité et vous savez créer autour de vous un climat participatif de travail en équipe.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence 3095/H à Nicole KAMERZAC - D.P.R.H. - rue Jean-Pierre Timbaud - B.P. 26 - 78392 BOIS D'ARCY Cedex

MATRA COMMUNICATION



L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

Nous sommes l'un des leaders de l'industrie Française, présent dans le monde entier. Une de nos principales divisions vient de réaliser la première phase applicative de son schéma directeur dans un environnement VAX/VMS et multi-sites (VAX/VMS dans nos usines) 600 terminaux. Pour la deuxième phase et la mise en œuvre d'applications de gestion plus élaborées, nous recherchons :

CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE HOMMES OU FEMMES DE GESTION

Profil : Diplômé(e) d'une école supérieure de commerce ou d'ingénieur, (complément par un cycle de gestion IAE, ICG... ou assimilé).

Expérience : Vous avez 3 ans minimum d'expérience avec la pratique de la conduite de projets d'applications de gestion sur grand système.

La connaissance d'un environnement multi-sites et réseaux serait un plus.

Vous avez la maîtrise d'une méthodologie d'analyse.

Mission : Vous dirigerez le cahier des charges de vos projets, assurerez les liaisons avec les utilisateurs et la formation. Vous animerez les équipes de réalisation (3 à 6 personnes).

Nous attendons de vous le sens de l'organisation, de la rigueur et des qualités de contact.

La taille du groupe facilitera votre évolution de carrière dans l'informatique ou d'autres fonctions.

Lieu de travail : immédiate banlieue Ouest.

Pour en savoir plus sur notre société et sur nos offres, téléphonez du lundi au vendredi de 9h à 18h ou écrivez sous la réf. 950/SP à notre Conseil : OUTSIDER - 18/20, place de la Madeleine - 75008 PARIS



OUTSIDER

Conseil en recrutement, Organisation et Informatique

42.65.29.28

BAGAGERIE - MAROQUINERIE DE LUXE PARIS

INGENIEUR ETUDES ET DEVELOPPEMENT

La notoriété mondiale de nos articles est à l'image de notre développement exceptionnel. Evolution et création de nouveaux produits nous amènent à renforcer le Département Recherches et Développement.

Ingénieur diplômé, vous avez une expérience probante en études projets ou développements acquis en industrie mécanique légère ou de précision. Vos connaissances des métaux et traitement de surfaces vous seront utiles.

En Adjoint direct du Chef de Département, vous travaillerez sur des projets d'études faisant appel à divers matériaux et technologies (existants ou nouveaux). Cette répartition des tâches vous amènera, tant à coordonner les actions vis-à-vis de l'extérieur (stylistes, designers, sous-traitants), qu'à vous mettre à la plume

à dessin. Vous encadrerez un dessinateur de projets et un technicien d'essais. Pour les études très spécifiques, vous pourrez faire appel à des spécialistes extérieurs.

Nous souhaitons que vous maîtrisiez l'allemand ou l'anglais. Des déplacements en France de courte durée, avec votre véhicule, sont à prévoir.

Ce poste est une opportunité pour un ingénieur créatif ayant un esprit d'ouverture, d'analyse, d'équipe et une bonne présentation.

Votre candidature, adressée sous référence 703.PA010 M, sera examinée avec attention par notre Conseil Michel BARBEY, qui vous documentera avant de vous rencontrer.



13 bis, rue Henri Matisse
75009 PARIS



conseils en organisation

Afin d'assurer notre important développement dans le domaine du Conseil auprès des GRANDES ENTREPRISES INDUSTRIELLES, nous souhaitons recruter plusieurs :

INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

2 à 5 ans d'expérience

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs :
X - CENTRALE - MINES - PONTS - SUPélec - ENSTA

Vous avez une première expérience industrielle réussie de 2 à 5 ans, acquise au sein des fonctions suivantes : Etudes, Méthodes, Production, gestion de production, Achats, informatique industrielle.

Nous vous proposons :

- de pratiquer un métier passionnant, au service d'entreprises de secteurs très variés : aéronautique, automobile, construction mécanique, électronique, agro-alimentaire...
- de développer l'ensemble de vos compétences grâce à une formation continue, en France et aux Etats-Unis,
- de maîtriser les techniques modernes de gestion des entreprises industrielles,
- de bénéficier d'opportunités d'évolution de carrière motivantes : les candidats performants auront comme perspective d'accéder à des postes d'ingénieurs en Chef, puis d'Associés du Cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence GUC 2 à :
Paul BOURY, ARTHUR ANDERSEN & CIE
Tour GAN, Cedex 13, 92082 PARIS LA DEFENSE 2.



UN JEUNE INGENIEUR

Vous serez chargé de l'analyse et de la souscription des risques industriels.

Vous possédez une expérience d'environ deux ans en milieu industriel ou en compagnie d'assurances (risque industriel-incendie).

Vous faites preuve d'une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Poste nécessitant peu de déplacements.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 1540 SG/JL à M^{me} IMBERT Groupe Victoire, 52, rue de la Victoire 75009 Paris.



Notre entreprise leader sur le marché des produits destinés aux COLLECTIVITES pour les problèmes concernant le ramassage, les déchets, l'hygiène.

Recherche pour faire face à son expansion et renforcer son équipe, un :

CONCEPTEUR

Connaissant la transformation des métaux en feuilles et la mise en œuvre des matières plastiques. En relation avec la Direction Générale, il sera le trait d'union entre l'équipe commerciale et les services techniques dans la phase de recherche et de création des nouveaux produits. Il aura une formation d'ingénieur type AM, ENI, INSA ou autodidacte.

Adressez CV, photo et prétentions à :
Direction du Personnel - rue de Saint-Claude
BP. 3 - 53150 Montsur



SPECIALISTE
DU PESAGE
ET ETIQUETAGE

renforce sa Direction Technique par le recrutement d'un :

CHEF DE PROJET

Ce candidat, de formation ingénieur en électronique ou automatique, a minimum deux ans d'expérience en développement logiciel (éventuellement matériel), de cartes à base de microprocesseurs 16 bits (INTEL ou MOTOROLA), il prendra la responsabilité d'une équipe pour le développement de nouveaux produits.

La pratique du langage "C" est un atout. Anglais vivement souhaité.

Merci d'écire, avec prétentions, à LUTRANA Service du Personnel - B.P. 97 - 91172 VIRY-CHATELAIN Cedex.

INFORMATIS

TECHNIQUES DE POINTE

INGENIEURS UNIX

grande expérience d'UNIX

pour développement

du langage de SYSTÈME

INGENIEURS SYSTEMES

IBM - CDC - IRL

INGENIEURS SYSTEMES

Projet Milieu Temporal

APOLLO-8000, LTR-UNIT

Microprocesseur Temps Réel MOPS

INGENIEURS DATANET

Exp. BULL. OSA-TRANSPAC-OS

INGENIEURS PROCESS

Exp. PROCESSUS INDUSTRIELS

8000-GOULD-SOLAR-APOLLO

28, rue Daubenton 92-43-57-98-22

PARIS-NATION

recherche pour création

d'un département

assistante technique

sur BULL. DPE

INGENIEUR

COMMERCIAL

CONFIRMÉ

INFORMATIS

pour important

PROJET DE RESEAUX

INGENIEURS DATANET

ont une bonne expérience

en systèmes

micro-informatiques

(matériel et logiciel) de la gamme des

terminaux (R.N.L.S., etc.).

Aux bons éléments.

28, rue Daubenton, P.

TL: 43-37-98-22.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

1 à 2 ans d'expérience

techniques sur matériel BULL.

Une expérience de la fonction

est indispensable ainsi qu'une

forte motivation et le sens des

contacts à tous niveaux. Répon-

der à nos offres.

Ad. ex. dév. réf. et photo à

Asiel (réf. 0156) 27, rue Tal-

bout, 75008 PARIS, qui trans-

OBJECTIF : OPTIMISER LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION

Nous sommes une importante Société française (1,5 milliard de CA, 10 établissements en France) qui conçoit et réalise des équipements électroniques dans des secteurs de pointe (télécommunications, militaires...). Notre plan informatique est ambitieux. C'est pourquoi, dans le domaine de la communication, nous renforçons à la fois notre Direction de l'informatique et nos équipes opérationnelles.

EXPERT RESEAUX/COMMUNICATIONS INFORMATIQUES

Porte Sud Paris - En fonction des nouveaux services offerts par les Constructeurs et par la D.G.T., définir et mettre en place la politique technique et l'organisation globale de la communication entre les différents sites de la Société et vis-à-vis des partenaires : transmission de l'écrit, de la voix, des données et, à terme, de l'image. Réf. F 17 DPCM

COORDINATEUR BUREAUTIQUE

Proche banlieue Sud Paris - Animer au niveau de la société, la politique en matière de micro-informatique individuelle : mettre en œuvre de manière professionnelle l'évaluation, les choix, le suivi des matériels et logiciels, la formation, la logistique, les correspondants locaux... ; bien intégrer le micro-ordinateur dans l'architecture informatique de la Société (réseaux, partage de ressources localement, accès aux données centrales...). Réf. F 17 RFBM

INGENIEURS 3/5 ANS D'EXPERIENCE EN «XAO»

En études (proche banlieue Sud Paris) : assurer la mise en place opérationnelle de la XAO (ELECTRONIQUE/MECANIQUE/TEST AUTOMATIQUE) et participer aux actions de développement et de généralisation de la XAO. Réf. C 18 XAOM

En usine (Centre et Sud-Ouest) : piloter la mise en place de l'informatique technique (CAO électronique/mécanique, FAO...) tout en assurant la supervision du développement des logiciels de tests et l'encadrement de l'équipe associée (3 à 4 techniciens). Réf. U16 XAOM

Ces différents postes nécessitent un fort potentiel dans un environnement de haute technologie. Ils offrent de réelles perspectives d'évolution à des ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent, désireux de valoriser leur expérience dans une structure dynamisée par les choix dans la Direction générale. L'anglais parlé constitue un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75009 Paris, en indiquant la réf. du poste choisi.

مكتبة المعرفة

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



L'Équipement Automobile
Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
27 000 personnes - C.A. 12,1 milliards de francs
dont 46 % réalisés à l'étranger

recherche pour sa branche **MATÉRIAUX DE FRICTION**
«Division Garnitures d'Embrayages» (St Ouen 93) h/t

**Adjoint au Responsable
de l'Administration des Ventes**

Titulaire d'un BTS de Commerce International ou d'un DUT Techniques de Commercialisation, vous avez une première expérience du Commerce International. Nous vous proposons d'être le bras droit du Responsable de l'Administration des Ventes de notre Division.

A ce titre, vous vous voyez confier des études de marché. Vous serez également chargé de l'analyse des demandes-clients (cohérence avec budget et quota), de la gestion des prix de vente avec analyse PV/PC, du suivi et du planning d'études nouvelles en liaison avec les usines.

Anglais et Allemand courants.

Adresser lettre, C.V. et prétentions à **VALEO MATÉRIAUX DE FRICTION** - Service du Personnel - Monsieur THIBAUT - 18 rue Desmarest - 93406 SAINT OUEX Cedex.



FRANCE GLACES FINDUS
Société du Groupe NESTLÉ
3400 Personnes - 14 Etablissements

créé auprès du Directeur
des Ressources Humaines la fonction de

**RESPONSABLE FORMATION
ET COMMUNICATION**

En liaison directe avec l'ensemble de nos établissements, vous participez à la mise en œuvre de la politique de Ressources Humaines en animant et développant la Formation et la Communication Interne.

De formation supérieure, niveau 3^{ème} cycle, vous êtes âgé de 30 ans environ et possédez une première expérience en milieu industriel ou en Conseil dans ce domaine.

Si vous souhaitez associer vos projets et votre évolution à nos ambitions, venez relever le challenge que nous vous proposons, et adressez votre candidature, avec CV, photo et prétentions à la Direction des Ressources Humaines - FRANCE GLACES FINDUS - 4, rue Brantôme - 75152 PARIS Cedex 03.

JEUNE PROMOTEUR

Notre société, créée récemment, est intégrée à un Groupe International de promotion-construction immobilière. Elle intervient dans trois domaines : bureaux, appartements et résidences-services. Animée par une équipe très motivée, elle connaît une réussite exemplaire.

Pour faire face à cette expansion, nous recherchons pour la Direction du Logement, un **JEUNE PROMOTEUR**, chargé de la recherche foncière et du montage d'opérations.

Dans ce cadre, vous établissez tous les contacts nécessaires avec les interlocuteurs immobiliers, les administrations, vous assurez leur suivi et faites du repérage direct sur le terrain.

VOS ATOUTS :
• vous avez entre 25 et 30 ans, une formation supérieure et une expérience foncière de 2 à 3 ans,
• vous connaissez le marché immobilier de Paris et de sa banlieue et vous maîtrisez l'environnement juridique, technique et économique,
• vous possédez un sens aigu des affaires.

Des qualités relationnelles indéniables alliées à un punch et une efficacité sans limite permettront de vous intégrer facilement à notre équipe et d'être opérationnel immédiatement.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. DR C.V., lettre manuscrite et photo, à **KAUFMAN & BROAD DÉVELOPPEMENT** - 8, cours Michelet - 92084 PARIS LA-DEFENSE Cedex 62.

Société holding française située à Rambouillet, filiale d'un groupe international anglo-saxon, spécialisé dans l'emballage souple alimentaire et industriel

recherche

CHEF COMPTABLE

Rattaché(e) au directeur financier, le/la candidat(e) maîtrise parfaitement le système « reporting anglo-saxon » (anglais souhaité). Responsabilité complète de la comptabilité générale et analytique de deux sociétés, y compris bilans.

Bonnes connaissances en micro-informatique (Symphony) et système IBM 36.
Position cadre.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, photo, c.v. et prétentions), sous réf. 8.189, **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue Montessuy, PARIS-7^e.

SOCIÉTÉ DE SERVICE ET D'INGÉNÉRIE EN INFORMATIQUE SPÉCIALISÉE DANS LA TÉLÉMATIQUE
recherche pour consolider son équipe

Jeunes ingénieurs

INGÉNIEURS LOGICIELS, pour intégration dans une équipe de développement ; des connaissances en langage C ou Pascal sont appréciées.

INGÉNIEURS EN ÉLECTRONIQUE, des connaissances en réseau communiqué sont appréciées.

Envoyez CV + photo à
SOFTEC - 4, Route de Chateaufort
92000 NANTERRE - sous réf. I/207

Softec

SALOMON : UNE ÉQUIPE PASSIONNÉE, UNE ENTREPRISE PASSIONNANTE...

2,4 Milliards de Francs de C.A., dont 90 % à l'export ; 2000 personnes. Leader mondial sur le marché des produits de Sports d'Hiver, une diversification réussie sur le marché du GOLF sous la marque TAYLOR MADE.

Notre performance passe par l'amélioration constante de nos moyens de production. Aussi, nous cherchons pour notre activité GOLF un

SALOMON

**jeune
INGENIEUR METHODES
pour les Etats-Unis**

Au sein de l'équipe TAYLOR MADE US (San Diego, South California), vous serez chargé de la rationalisation des moyens de production de nos clubs de GOLF.

Ce poste est à pourvoir dans une perspective d'expatriation de 3 à 5 ans avant retour en France.

Vos atouts :

- une formation d'ingénieur généraliste ou de mécanicien • une expérience, même courte, dans les métiers de production • une ouverture d'esprit, un goût pour l'international • un bon niveau d'anglais.

Nous vous offrons en retour l'environnement stimulant d'une entreprise qui bouge et qui saura être attentive à votre potentiel d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) à Geneviève BONARDEL - SALOMON - Metz-Tessy B.P. 454 - 74011 ANNECY Cedex, sous référence US.

SALOMON : UNE ÉQUIPE PASSIONNÉE, UNE ENTREPRISE PASSIONNANTE...

2,4 Milliards de Francs de C.A. dont 90 % à l'export ; 2 000 personnes. Leader mondial sur le marché des produits de Sports d'Hiver. Après une récente diversification dans le GOLF, nous préparons la sortie d'un Ski. Notre vocation : proposer aux sportifs des produits à forte valeur ajoutée technologique.

Afin d'améliorer l'exploitation de l'outil CAO et CFAO dans la Société, nous cherchons des

SALOMON

INGENIEURS CAO

Vous aurez pour mission d'analyser, de mettre en place et de faire vivre des applications CAO adaptées aux divisions produits. Vous animerez et développerez leur utilisation.

Vous avez :

- une formation d'ingénieur mécanicien généraliste • une première expérience en entreprise. Vous êtes reconnu comme un homme ouvert, curieux, autonome, pédagogue. Vous aimez le travail en équipe.

Nous vous offrons en retour l'environnement stimulant d'une entreprise qui bouge et qui saura être attentive à votre potentiel d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) à Geneviève BONARDEL - SALOMON - Metz-Tessy B.P. 454 - 74011 ANNECY Cedex, sous référence CAO.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

DIRECTEURS D'USINE

Cette importante société, filiale de l'un des premiers groupes industriels français, étend, fabrique et commercialise une gamme complète de produits techniques destinés à des applications industrielles ou professionnelles. Ses marchés sont internationaux (80 % export). Son organisation de production, décentralisée, s'articule autour d'Unités de 300 personnes, situées en Province.

Nous proposons aujourd'hui deux postes de **DIRECTEURS D'USINE** dont les missions seront les suivantes : dans le contexte d'une délégation complète et d'une très large autonomie de moyens, ils sont responsables de la gestion et de l'animation des hommes ; chefs d'établissement, ils gèrent notamment les relations sociales (C.E., D.P., etc.). Sur le plan technique, ils proposent les investissements nécessaires et l'adaptation des procédés ; ils prennent en

charge la fonction qualité, ils développent les nouveaux produits. Sur le plan de la gestion, dans le cadre d'objectifs négociés, ils sont responsables de l'exécution budgétaire et de son contrôle. Nous souhaitons rencontrer pour ce challenge de HAUT NIVEAU des ingénieurs généralistes confirmés, justifiant d'une expérience industrielle solide. Ils ont, soit dirigé une Usine, soit exercé des responsabilités de production étendues couvrant notamment les aspects qualité et gestion des hommes. Ouverts, conciliants, pragmatiques, très formés à un management dynamique des hommes, nous souhaitons qu'ils se comportent comme de véritables PATRONS de PME.

Les conditions offertes sont naturellement très attractives et les perspectives d'évolution nombreuses au sein du groupe.

Nous vous remercions d'adresser dossier de candidature (comportant rémunération souhaitée), sous référence M 131 A, à **ARNAUD DE MENDITTE, NEMESIS**, 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

JEUNES INGENIEURS

METHODES et MAINTENANCE
GROUPE CHIMIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE

Nous recherchons pour nos unités de synthèse organique fine (régions Rouen et Lyon) des jeunes ingénieurs Méthodes et Maintenance

VOUS NOUS APPORTEZ :

- Une formation d'ingénieur mécanicien (Arts et Métiers, Centrale Lyon, INSA).
- Une expérience industrielle souhaitée de 2 à 4 ans.
- Une maîtrise de la gestion efficace de l'outil de production, ainsi qu'une bonne connaissance du contrôle et de la régulation.
- La conviction que la qualité se gagne sur le terrain.
- Votre dynamisme et votre mobilité.
- La maîtrise de l'anglais et le goût des contacts.

NOUS VOUS OFFRONS DANS UN POSTE A CREER

- La responsabilité de l'outil de production : fiabilité, productivité.
- La définition et la gestion des budgets et plan pluriannuel de maintenance.
- L'élaboration des choix techniques et méthodologiques destinés à améliorer la performance.
- L'animation de l'équipe de maintenance intégrée à l'unité.
- Le développement de votre carrière au sein d'un groupe en expansion.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous la référence DB 16 a : **MUTANDIS SA** - 22, rue Royale - 75008 PARIS.



Une force
qui porte
l'avenir

Le Monde CADRES

Direction des Systèmes d'Information d'un grand groupe du tertiaire, nous connaissons une forte expansion.

Conscients de l'importance de nos ressources humaines, nous recherchons un homme ou une femme diplômé d'études supérieures et justifiant d'une expérience d'environ 5 ans de la fonction personnelle dans le secteur informatique.

Homme de dialogue novateur et efficace, il agira en véritable consultant interne et devra se montrer capable de participer activement à une gestion dynamique.

Recrutement et gestion des carrières DANS LE SECTEUR INFORMATIQUE

que des carrières et de mettre en place de nouvelles politiques. Directement rattaché au Responsable des Ressources Humaines, il prendra notamment en charge, pour la population des cadres informatiques confirmés :

- le recrutement,
- la définition des besoins en formation,

- la gestion et l'évaluation des potentiels,
- l'harmonisation des systèmes de rémunération.

Si vous souhaitez évoluer au sein d'un contexte stimulant, adressez votre candidature sous référence 119 à M. NOYON - 89, rue Mouffetard - 75005 PARIS, qui transmettra.

ROUX COMBALUZIER SCHINDLER

7 Directions Régionales - 2.500 personnes - CA 1 milliard - 65 000 appareils à l'entretien

CHEF DES VENTES

NOS ATTENTES : Encadrer, motiver, animer avec méthode une dizaine de personnes de service Maintenance/Réparation. Préparer, gérer, réaliser budgets, CA et marges. Assurer des contacts à haut niveau.

VOTRE PROFIL : 35 ans environ, ingénieur ou diplômé d'une Ecole de Commerce. Expérience préalable d'animation et de conduite de commerciaux très techniques. Politique des biens d'équipements ou des services.

NOS OFFRES : Des perspectives d'évolution intéressantes dans le Groupe après avoir fait vos preuves à MARSEILLE où le Directeur Régional vous attend dans les meilleurs délais. Pour en savoir plus, faites parvenir votre candidature, sous référence 502.PA.017 M, à notre Conseil Michel BARREY, qui vous documentera en toute confidentialité.



13 bis, rue Henri Moinier
75009 PARIS

Créativité et autonomie techniques

Nos procédés de conditionnement des produits alimentaires se sont imposés dans le monde entier parce que nous visons toujours le maximum de qualité et de commodité pour le consommateur, le distributeur et le fabricant. Nous voulons enrichir notre équipe technique d'un

ingénieur de développement

pour créer des équipements répondant aux besoins particuliers de nos clients.

Ingénieur généraliste diplômé, vous avez la trentaine, et votre première expérience vous a familiarisé avec la conception de systèmes électromécaniques, où vous avez prouvé imagination et autonomie ; vous parlez couramment l'anglais.

Venez mener des projets sortant vraiment de l'ordinaire, depuis l'analyse des besoins de nos clients jusqu'à la mise en service. Notre centre technique est situé en proche banlieue nord de Paris (REX).

Merci d'écrire à notre consultant,
J.P. DOURY, (réf. 5134 LM).



ALEXANDRE TIC SA.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

Dans notre usine de Beauvais (375 p.), nous produisons - spécialité rare - des boyaux de cellulose utilisés par les saisonniers dans toute l'Europe. Pour maintenir et perfectionner notre outil de production (un processus de gros investissements), nous cherchons notre

chef du service maintenance,

un ingénieur diplômé aussi motivé par la technique que par l'organisation et déjà bien expérimenté dans l'entretien préventif d'installations lourdes.

Venez gérer un budget de 17 MF/an, analyser et critiquer notre matériel et ses défaillances, préparer avec soin les interventions, chercher et mettre en place les améliorations de matériel et de gestion.

Merci d'écrire à notre consultant,
J.P. DOURY (réf. 5071 LM).



ALEXANDRE TIC SA.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

A 30 ans, animer, organiser, gérer... un vrai « patron » !

Nous sommes un Groupe industriel de production de biens d'équipement domestiques en grande série. Rendus confiants par notre réussite, la richesse de notre potentiel humain et disposant d'outils très performants, nous avons des objectifs ambitieux : amélioration constante de la qualité de nos matériels et de notre productivité, recherche de nouveaux produits. Nous souhaitons intégrer aujourd'hui notre

Directeur de production

Notre Directeur d'Usine vous confiera une fonction très large : fabrication, maintenance, développement des produits, qualité, achats, gestion. Au-delà de la technique, vous animerez, organiserez, gèrerez l'activité d'une équipe de 200 personnes environ, en vous appuyant sur des ingénieurs de bon niveau.

Jeune ingénieur (Centrale, A.M., ...) fort d'une première expérience de production, de préférence en grande série, ayant pratiqué l'analyse de la valeur, vous avez le poids d'un véritable « patron ». Vous souhaitez évoluer dans un Groupe performant, qui, s'il est exigeant, vous donne largement les moyens de votre action. Venez nous rejoindre !

Si ce poste, basé dans la région OUEST, vous intéresse, merci d'adresser votre résumé de carrière à notre Conseil, Michèle DUCHER, sous la référence V/DP/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

JEUNE RESPONSABLE RELATIONS HUMAINES région Ouest

Le Directeur des Ressources Humaines d'un important département appartenant à un groupe industriel recherche pour renforcer son équipe, un jeune Responsable Relations Humaines. Il se verra confier des attributions tant fonctionnelles au niveau du département qu'opérationnelles au sein d'un ou plusieurs sites. De formation supérieure (Sup de Co, Droit, écoles d'ingénieurs) il justifie d'une expérience réussie en milieu industriel dans le domaine de la formation, de la démarche qualité, de la communication et des relations avec les partenaires sociaux. Ses facultés d'adaptation facilitent son intégration dans une équipe pluridisciplinaire. Envoyer lettre de candidature, CV, photo s/réf. 3776 à Lévi Tourmy/Ascom 31, Bd. Bonne Nouvelle 75003 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

JEUNE CADRE COMMERCIAL ADJOINT AU DIRECTEUR INTERNATIONAL DES VENTES

HEC - ESSEC - ESCP
5 ans d'expérience telles que Marketing, Promotion, Publicité, ventes à niveau élevé 250.000 F brut +
Anglais courant indispensable. Allemand souhaité.

Une société de 1300 personnes, en expansion régulière, 5 usines (France, Suisse, Canada), produits évolués pour le Bâtiment et les Travaux Publics, recherche un jeune cadre relevant directement du Directeur International des Ventes, qui sera responsable de la définition et de la mise en œuvre de toutes les actions de publicité et de communication externes dans le cadre de son budget annuel.

Il secondera également le D.I.V. dans les relations de vente auprès de la clientèle France de niveau élevé (Médecins des grandes entreprises ou administrations).

Poste d'avenir évolutif. Résidence facilitée dans une grande ville universitaire de l'Est. Adr. C.V. dét. se réf. 1261

Seletec Conseil



Joint-Venture
50/50 Norcades-Mental

Leader mondial sur notre marché, nous recherchons pour compléter notre équipe de Ventes France, un jeune

Ingénieur Technico-Commercial

Nous recherchons un ingénieur commercial, basé en région, avec une expérience de 5 ans minimum, capable de gérer une clientèle industrielle et les ventes de nos lignes de polymères hydrocarbures.

Vous bénéficiez du support technique hautement spécialisé des laboratoires de nos différents centres de production française et européenne. Ingénieur Chimiste, vous avez une expérience significative récente dans un secteur à forte croissance industrielle. Vous avez une expérience de 5 ans minimum en tant qu'ingénieur commercial, vous avez une expérience de 5 ans minimum en tant qu'ingénieur commercial, vous avez une expérience de 5 ans minimum en tant qu'ingénieur commercial.

Formation interne, relations ouvertes et exercice de réelles responsabilités contribueront à votre développement professionnel et personnel dans un groupe de renommée mondiale.

Adressez votre CV, photo et références à : M. J. de la Roche, Directeur Commercial, Aqualon, 44, Bd. de la République 93000 LA NOUVELLE-CELLE.

ENTREPRISE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS

recherche :

JOURNALISTE

Excellente formation économique pour information macro-économique. Bonne connaissance technique industrielle et/ou microéconomiques et financières souhaitées.

Disponibilité immédiate.

Adressez C.V. + photo sous 17 9186, LE MONDE PUBLIcité 5, r. de Montparnasse, Paris-7.

JOURNAL DE PETITES
ANNONCES IMMOBILIÈRES

cherche :

Chargé de développement des P.A.

— Environ 30 ans.
— Première exp. spécialisée.

Env. C.V. et photo à : S.D.P., 8, rue du Général de Gaulle, 75016 PARIS.

Société spécialisée dans la Production VIDEO-BROADCAST et les nouvelles technologies de l'image recherche pour l'EST de la FRANCE son :

ATTACHE TECHNICO-COMMERCIAL

Il sera chargé de la promotion et de la vente des applications des nouvelles technologies de l'image de la production et de la post-production vidéo dans les entreprises industrielles, commerciales et de communication.

Pour en savoir plus écrivez sous référence 824 ou téléphonez au 83.35.42.63 ou

7777 CABINET BLIQUE
BP 3097
54013 NANCY CEDEX

Cabinet Claude Blique

25 & 26 NOVEMBRE

70 ENTREPRISES...

Commerciaux, ingénieurs, gestionnaires, étudiants de tous poils, le Forum IDN Rencontre, c'est 70 entreprises qui vous ouvrent les bras sur leur stand. Ce sont aussi deux tables rondes pour mieux cerner l'évolution de votre formation : l'enjeu européen et les troisième cycles de gestion - management. Bref, les mercredi 25 et jeudi 26 novembre, elles seront 70 à vous emballer.

FORUM IDN RENCONTRE
BP 48 • 59651 Villeneuve-d'Ascq Cedex • tél. 20 47 05 64

MACIF

recherche :

pour son centre de gestion de Nemours (77)

RÉDACTEUR CONTENTIEUX

ayant plusieurs années d'expérience de gestion des SINISTRES CORPoreLS AUTOMOBILE.

Adr. c.v. et prétentions à : M.A.C.I.F. Nemours Secrétaire du Centre de Gestion 2, rue d'Egreville, 77796 NEMOURS CEDEX.

مكتبة المجلد

Economie

SOMMAIRE

■ Le déficit budgétaire américain a atteint 30,74 milliards de dollars au mois d'octobre. L'année budgétaire 1987-1988, qui devrait être marquée par une réduction du déficit de 20 milliards de dollars, commence mal (lire ci-contre).

■ Wall Street a accueilli avec scepticisme l'accord Maison-Blanche-Congrès ; la Bourse de New-York estime qu'il comporte trop d'inconnues (lire ci-contre).

■ Les banques créancières ont signé un accord rééchelonnant une part de la dette du Nigéria (lire page 44).

■ Lors du vingtième anniversaire de l'Association des journalistes de l'information sociale, M. François Mitterrand a déclaré que « la réglementation a pour objet d'accompagner le principe du droit de grève et non de le contredire » (page 41).

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-01-82, poste 4330

**VOUS AVEZ
UN PROJET.**

IL EST PRO.

**NOUS SOMMES
PRÊTS.**

La FONDATION JACQUES DOUCE offre aux "entrepreneurs" de moins de 30 ans ayant un projet original, une petite entreprise ou une association dans le secteur de la COMMUNICATION (diffusion de services et de produits) son aide financière et l'appui actif des grands décideurs du monde économique. Deux résumés s'abonnent. Pour les autres, il y a urgence : la clôture des candidatures aura lieu le 2 janvier 1988. Contacter Mariella Berthod FONDATION JACQUES DOUCE, 31, RUE DU COLISEE, 75008 PARIS. TELEPHONE: 40.75.54.88.

FONDATION JACQUES DOUCE

Après l'accord sur le budget américain

La RFA et la France baissent leurs taux d'intérêt

Les investisseurs japonais ont fait preuve, mardi 24 novembre (lundi était jour férié à Tokyo), du même scepticisme que leurs confrères européens et américains à la suite de l'accord de principe intervenu vendredi 20 sur la réduction du déficit budgétaire américain. Dans un marché peu actif, la Bourse de Tokyo a enregistré une très légère hausse, alors que le dollar se négociait à un bas niveau, autour de 135 yens.

En Europe, la Bundesbank, la banque fédérale allemande, a annoncé, mardi dans la matinée, une baisse de l'un de ses taux d'intervention, le taux de ses prises en pension d'effets commerciaux à vingt-huit jours, ramené de 3,5 % à 3,25 %. Cette mesure a été prise « en étroite liaison » avec la Banque de France, soulignait-on à Paris. Du coup, la Banque de France a annoncé, mardi en début d'après-midi, une réduction d'un quart de point de ses deux taux directeurs : le taux des prises en pension (taux de pénalisation) ramené de 8,75 à 8,50 % et le taux d'appel d'offre (taux privilégié) ramené de 8,25 à 8 %. Ce geste des Allemands, après celui des Américains du week-end dernier, a permis de

soutenir le dollar, qui se négociait dans la matinée à Paris à 1,6780 DM. Le franc s'est aussi légèrement raffermi vis-à-vis du mark, ce dernier se négociant tout de même à 3,3915 F.

Am cours de la journée de lundi, les places boursières avaient exprimé une grande réserve à l'égard de l'accord entre la Maison-Blanche et le Congrès. Hong-kong, Francfort et Zurich avaient terminé en baisse, alors que Paris, Londres et Amsterdam enregistraient une légère reprise des cours. Les actions accusaient également une toute petite progression à Wall Street. Le dollar en revanche continuait à s'effriter sur toutes les places. A New-York, il terminait en baisse à 134,80 yens (contre 135,65 vendredi soir), à 1,6730 DM (contre 1,6815) et à 5,6845 FF (contre 5,7005). Mardi, le dollar se redressait par rapport au DM (1,6830) et au franc (5,7085).

Deux éléments ont accru la morosité des investisseurs américains. Le département du Trésor a annoncé une forte augmentation du déficit budgétaire en octobre, le premier mois du nouvel exercice fiscal.

Celui-ci a atteint 30,74 milliards de dollars (contre 25,29 milliards en octobre 1986). Dans ces conditions, il sera difficile d'atteindre la réduction du déficit de 30 milliards prévue par l'accord de principe de vendredi dernier. Par ailleurs, le président américain, M. Ronald Reagan, a déclaré, lundi 23, qu'il mettrait « son veto à toute mauvaise loi fiscale » en répétant « qu'il n'y aurait pas de modification des taux d'imposition et d'indexation ».

Am Japon, le ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa, a estimé qu'il n'y aurait pas de réunion du groupe des sept pays industrialisés avant que les mesures d'économies budgétaires américaines n'aient été approuvées par le Congrès. Le gouverneur de la Banque du Japon, M. Satoshi Sumita, a confirmé qu'il n'avait pas l'intention de réduire le taux de l'escompte japonais (actuellement de 2,5 %) dans l'immédiat. En revanche, la banque centrale des Pays-Bas a décidé mardi de diminuer de 0,25 point son taux d'escompte qui reviendra à 4 % mercredi 25 novembre.

E. L.

Wall Street, de marbre

NEW-YORK
de notre correspondant

Si l'effet recherché par les négociateurs de Washington était de revigorer la Bourse, les trois semaines d'après discussions entre les membres du Congrès et la Maison-Blanche auront manqué leur but : Wall Street est resté de glace, jetant à la face du monde politique une hausse qui ressemble à une somme.

Le lundi 23 novembre, premier jour d'activité après la conclusion de l'accord, l'indice Dow Jones n'a gagné que 9,46 points, après une séance morne et indécise. « L'affaire des réductions budgétaires est désormais enterrée, du moins en ce qui concerne les opérateurs financiers », affirme M. Jon Groveman de la firme de courtage Landenburg, Thalmann, qui estime que « seul le temps pourra démentir mais dire où va la Bourse ». Plusieurs autres analystes new-yorkais confirment cette opinion, soulignant que les marchés, déçus par l'attitude des autorités, sont entrés dans une phase de « consolidation interne », à l'écart des aléas politiques. « C'est tout ce qui nous reste à faire », ajoute M. Groveman, manifestement dépité par l'apparente timidité des réductions décidées et surtout par l'imprécision des modalités de leur application.

Selon John Connolly, directeur de Dean Witter Reynolds, « les réductions sont loin d'être assurées, dans donné la marge de manœuvre laissée au Congrès par l'accord du 20 novembre ». Cet analyste respecté rappelle que l'élaboration de la loi définitive demandera lieu à de nouvelles luttes partisans, car « les détails des mesures fiscales n'ont été abordés qu'avec une coupable parcimonie ». L'ensemble des commentateurs prévoient d'ailleurs un délai de trois mois au moins pour la mise en application d'un texte définitif. On rappelle à New York que

les ministères et les organismes fédéraux tenteront, chacun, de limiter des dégâts dans leur propre sphère, compliquant ainsi les débats et les arbitrages finaux.

Un vent de révolte

57 est un chiffre qui devrait inciter tout le monde à la plus grande diligence, c'est celui du déficit budgétaire pour le mois d'octobre : 30,4 milliards de dollars, en augmentation de 22 % par rapport au mois d'octobre 1986. « Avec un tel résultat, il est clair que les ajustements proposés par Washington sont largement insuffisants, mais également tardifs », affirme M. Levitt, président de l'American Stock Exchange.

Désormais, tenté par un repli boudeur, Wall Street commence à mettre de l'ordre dans ses affaires. Peu à peu, les firmes de courtage et les banques commencent à reprendre leurs faiblesses, consécutives aux folles journées d'octobre. Considérée comme la meilleure affaire dans son secteur, la firme Drexel Burnham Lambert (en 1986, son chiffre d'affaires avait atteint 500 millions de dollars) a annoncé qu'elle licencierait une centaine d'employés « en raison des pertes subies durant le mois d'octobre ».

Si Drexel cache obstinément le montant de ses pertes, des rumeurs insistantes annoncent qu'un autre joyau de la couronne, la banque Goldman Sachs, pourrait licencier 400 employés. Afin de limiter la chute de ses bénéfices, estimée dès à présent à 20 % pour l'année en cours, l'ensemble des firmes admettent avoir pris de sévères mesures d'économie : pour les cadres de Kidder Peabody, il n'est plus possible de voyager en première classe et les frais de représentation sont examinés à la loupe, au point de faire lever, semble-t-il, un vent de révolte interne.

La faiblesse de certains réveille l'appétit de ceux qui ont su raison garder. La banque Shearson Lehman Brothers vient de confirmer son intérêt pour E. F. Hutton, une firme de courtage dont la situation semble aussi mauvaise que ce que les rumeurs avaient laissé entendre dès le lendemain du « lundi noir » évaluée à 941 millions de dollars, la firme cherche actuellement à « sauver les meubles », c'est-à-dire l'essentiel de son capital boursier. Si la direction de Shearson (filiale d'American Express) restevasive et quelque peu hautaine devant les cris de détresse de E. F. Hutton, la nouvelle a été, en revanche, bien accueillie par la Bourse. Deux autres firmes importantes continuent de licencier à petites doses : Seligman Brothers et L. F. Rothschild.

Sur le front des acquisitions, amicales ou sauvages, la célèbre firme Singer (machines à coudre, mais surtout équipement électronique à des fins militaires) fait l'objet d'une OPA hostile de la part du financier Paul Bilzerian. Selon des experts, l'opération pourrait aboutir avant la fin de la semaine, malgré l'opposition farouche de la direction de Singer.

En ce qui concerne la compagnie aérienne Panam, décidément très difficile à marier, le financier Kirk Kerkorian a renoncé à son tour à lancer une OPA, en raison de l'opposition de la direction de la compagnie. Avant lui, le financier franco-britannique James Goldsmith avait montré un certain intérêt pour la Panam. Actuellement, c'est une obscure société de assurances Tower Financial-United Fire Insurance, qui poursuit le transporteur de ses assauts.

CHARLES LESCAUT.

AFFAIRES

Le Japonais JVC et un groupe sud-coréen vont construire deux usines près de Longwy

Aux fins lorraines conduits par M. Jean-Marie Ransoh, sénateur (UDF-CDS) et président du conseil régional qu'il reçoit, le mardi 24 novembre, M. Chirac devait annoncer plusieurs bonnes nouvelles, notamment la création de deux usines dans le nord de la région près de Longwy, où le chômage est très important à cause, notamment, de la crise de la sidérurgie.

La société JVC audio-France, filiale du groupe japonais JVC dont les activités sont suivies attentivement depuis longtemps par la DATAR et son bureau à Tokyo, a décidé de construire sur le pôle européen de développement (PED), qui est à cheval sur les frontières française, belge et luxembourgeoise, une usine de chaînes hi-fi et de lecteurs de disques compacts. L'investissement est évalué à 80 millions de francs et deux cent soixante-dix emplois devraient être créés. JVC audio-France exportera vers les pays européens une large partie de sa production, qui incorporera environ 50 % de valeur ajoutée. Aucune entreprise française ne fabrique de lecteurs de disques compacts.

L'autre investissement industriel que devait annoncer M. Chirac (et qui concerne aussi le pôle européen de développement à Longwy) est le fait du très grand groupe sud-coréen DAEWOO dont les activités vont de l'automobile aux chantiers navals en passant par l'électronique, l'informatique, le bâtiment et les travaux publics.

Premier Investissement industriel
Ce sera le premier investissement industriel de ce groupe en Europe et la première usine sud-coréenne en France.
Daewoo créera une filiale en association avec un partenaire français qui détiendra 49 % de la société. L'usine lorraine fabriquera des fours à micro-ondes. L'investissement est évalué à 35 millions de francs pour cent cinquante emplois.

Dans le rôle européen de Longwy, les entreprises peuvent recevoir des subventions (de l'Etat, des régions, et des communautés européennes) jusqu'à un tiers, voire plus, du montant de l'investissement.

F. GR.

2^e FORUM MICRO SERVEURS VIDEOTEX
24-25-26-27 NOVEMBRE 1987
HOTEL RULLMAN SAINT-JACQUES
17 Boulevard Saint-Jacques 75014 PARIS

Toutes les solutions serveurs clés en main !
Pour les entreprises, les commerçants, les artisans, les collectivités locales

Une exposition :
Constructeurs et distributeurs de micro-serveurs, processeurs de données et lecteurs de disques, concepteurs d'applications informatiques

Des conférences :
Comment créer un service videotex ?
Les outils de composition videotex : évolution de la demande et des besoins
Le marché des micro-serveurs : évolution de la demande et des besoins
Sécurité, surveillance et protection des applications videotex
Les micro-serveurs dans l'entreprise
Les interfaces de télécommunications

Renseignements et inscriptions :
NTI, 11, rue du Marché Saint-Honoré 75001 Paris
Francis Mantès, Annie Bezamat
Tél. (1) 42 96 67 22

Manifestation patronnée par INFO-MART, groupe SARI

مكتبة العلوم

Économie

Après la décision du tribunal de Bobigny

M. Mitterrand : « La réglementation doit accompagner et non contredire le principe du droit de grève »

M. Mitterrand est intervenu, le lundi 23 novembre, dans le débat sur le droit de grève, relancé par le jugement du tribunal de Bobigny déclarant illégitime le préavis de grève des pilotes de ligne d'Air Inter. S'exprimant au Conseil économique et social, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), il a déclaré : « Pour moi, président de la République, n'exprimant dans le cadre de ma fonction que ce que je pense personnellement, il me semble qu'il faut rappeler que tout principe constitutionnel prévaut sur les autres expressions du droit. »

« Pas de grève contre le progrès technique » nous déclare le président d'Air Inter

« Alors, vous avez gagné, puisque le juge des référés a interdit aux pilotes et officiers mécaniciens d'Air Inter de faire grève contre le pilotage à deux de vos futurs Airbus A-320 ? »

« Je ne sais pas s'il faut présenter le dossier comme cela. Je suis surpris que les grandes centrales syndicales s'embarquent dans cette affaire en dénonçant l'atteinte au droit de grève. Le problème n'est pas celui du droit de grève, mais celui d'un corporatisme évident. »

« J'ai participé l'été dernier à un séminaire de la CFDT, au cours duquel j'ai très clairement indiqué quelle était notre position en matière de pilotage de l'Airbus A-320. Personne ne l'a contesté. »

« Il n'empêche que le juge s'est prononcé sur l'exercice du droit de grève. »

« Nous sommes tous des salariés à Air Inter. Pourquoi les directeurs ne se mettraient-ils pas, eux aussi, en grève contre le comportement des syndicats de pilotes et de mécaniciens ? Ce serait ridicule. A un certain niveau de responsabilité, on ne peut agir de la sorte. »

« Comment réglez-vous le problème des officiers mécaniciens qui sont appelés à disparaître des postes de pilotage ? »

« Je n'ai jamais vu faire grève contre le progrès technique, mais contre les conséquences de ce progrès. Si à Air Inter nous avions dit

non pas de le contredire. S'il devait arriver que, par la loi, la réglementation finisse par nier le principe dont elle serait censée s'inspirer, je pense que les pouvoirs délégués à cet effet, et en particulier le mien, ne manqueraient pas de demander raison au Conseil constitutionnel. »

Dans une interview au *Quotidien de Paris*, du 24 novembre, M. Alain Chalonon, ministre de la justice, déclare : « Lorsque la loi est muette, comme c'est le cas dans cette matière du droit de grève, c'est à la jurisprudence de trancher. On peut contester ses décisions et penser qu'il faudrait peut-être une loi pour changer les choses. Mais cela ne signifie pas pour autant que les juges, lorsqu'ils sont saisis, doivent se déclarer incompétents. » Selon-

quant que « le droit de grève est un droit imprescriptible », M. Henri Krasucki a appelé à faire du lundi 30 novembre « une action nationale pour la défense du droit de grève », avec des « arrêts de travail limités, forts et unis » et des manifestations à Paris et en province. M. Krasucki a ajouté : « Je m'adresse aux organisations syndicales qui ont, elles aussi, protesté. Je leur dis : pourquoi pas vous ? »

Pour M. Marchelli, président de la CFE-CGC, s'exprimant le 23 novembre devant la presse : « Cette décision consacre l'intervention systématique de la justice dans le débat social. Toute partie prenante dans ce débat va désormais pouvoir s'adresser à la justice pour obtenir satisfaction. Il n'est donc pas question pour nous d'avoir une justice qui n'intervienne que pour le pouvoir économique, à l'exclusion de la demande de ceux qui représentent le pouvoir social. Cela veut dire que quand nous aurons affaire à un interlocuteur, y compris un ministre, que nous trouverons en situation d'incompétence, nous le traduirons devant la justice. »

Dans les estrades qu'on lira ci-dessous, M. Pierre Eelsen, président d'Air Inter, et M. Jean Goychman, président du Syndicat national des officiers mécaniciens (SNO-MAC), tirent les conclusions de leur affrontement judiciaire.

Impossible consensus

« La justice sociale n'est pas un luxe, c'est même un des éléments de notre unité nationale », a assuré M. François Mitterrand, le 23 novembre, avant d'apporter sa contribution au débat sur le droit de grève. Si le chef de l'Etat s'est posé en défenseur constitutionnel du droit de grève en soulignant que toute réglementation doit accompagner le principe et non pas le contredire, il n'a pas commenté directement le jugement de Bobigny et ne s'est pas prononcé sur le fond.

De quoi s'agit-il en effet ? Ce jugement est le frère jumeau de celui de Créteil qui, dans un conflit opposant la même compagnie, Air Inter, aux mêmes syndicats, avait mis en avant, le 30 juillet, le « caractère déraisonnable des revendications » pour déclarer illégitime le préavis de grève. Ce jugement ne faisait que s'appuyer sur un arrêt de la Cour de cassation qui avait condamné, le 4 juillet 1986, à propos d'un conflit entre Air France, Air Inter, UTA et les syndicats du personnel navigant que « les compagnies ne pouvaient, de toute évidence, satisfaire les revendications ». La décision du tribunal de Bobigny n'introduit aucune nouveauté. Il ne fait que confirmer une jurisprudence, relativement récente, selon laquelle les juges peuvent apprécier le caractère d'une revendication pour se prononcer sur la légitimité d'une grève.

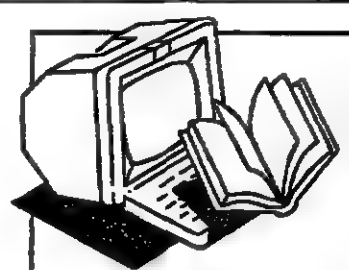
On peut cependant se demander jusqu'où va aller ce pouvoir d'appréciation des juges. Dans la mesure où des magistrats se prononcent sur une revendication aussi technique que la question du pilotage des A-320 en estimant que l'exploitation peut commencer avec deux pilotes et non avec trois, on ne voit pas pourquoi, par exemple, ils ne jugeraient pas demain qu'une demande d'augmentation de salaire supérieure à l'inflation serait une revendication non raisonnable. M. Delebarre, ancien ministre PS du travail avait déjà posé ce problème. M. Bergeron l'a de nouveau évoqué.

Toute la difficulté est qu'en matière de droit de grève, c'est peu de dire comme le président de la République, que la réglementation est « évasive ». On est en présence d'un véritable vide législatif. Dans le secteur privé, la grève n'est réglementée que par un seul article du Code du travail, l'article L.521-1. (Le Monde daté 25-26 octobre). Face à la dérive jurisprudentielle confirmée par l'arrêt de Bobigny, les syndicats ont tout intérêt à ce que le droit de grève soit bel et bien recadré. Et

c'est là où les propos de M. Mitterrand qui viennent en défense d'un droit reconnu par la Constitution prennent tout leur sens. Le chef de l'Etat n'a menacé de « demander raison » au Conseil constitutionnel que dans l'hypothèse où une nouvelle réglementation finirait par « nier le principe dont elle serait censée s'inspirer ».

Une telle mise en garde ne ferme pas la porte à toute initiative dans ce domaine. Elle en fixe les limites. M. Chalonon, sur Europe n°1, et M. Seguin, sur France-Inter, ont exclu l'un et l'autre le 24 novembre au matin que le gouvernement dépose un projet de loi réglementant le droit de grève. « Aussi longtemps », a précisé M. Seguin, qu'il n'y aura pas un relatif consensus » des syndicats sur ce point. Va-t-on enfin le rechercher ?

MICHEL NOBLECOURT.



La LIBRAIRIE du Monde
AVEC LA PROCURE

FAITES VOUS LIVRER TOUS LES LIVRES CITÉS PAR LE MONDE
36.16 TAPEZ LM16

« Cinq catastrophes, cinq équipages à deux » nous déclare le président des officiers mécaniciens

« Alors, vous avez perdu puisque l'avis est interdit de faire grève contre le pilotage à deux des A-320 ? »

« Je voulais en avoir le cœur net après le jugement de Créteil, en juillet dernier, déclarant notre grève illégitime. L'opinion publique était alors exaspérée après plusieurs mois de grève des signaux de ciel. Nous avions choisi la date sensible des départs du 1^{er} août pour notre action. Certains de nos amis nous ont dit que le juge de Créteil avait plus condamné la forme que le fond de notre grève. Nous avons donc choisi ce mois-ci une période courte - vingt-quatre heures - et un jour de semaine pour cesser le travail. »

« Après le jugement de Bobigny, je sais que nous aurions été condamnés, même pour une demi-heure de grève. »

« Comment analysez-vous votre échec ? »

« Je constate qu'on a restreint une liberté individuelle. J'ai un peu peur de la récupération, car nous nous trouvons désormais au centre d'un problème très politique. Le gouvernement pensait que cette affaire ne ferait pas un pli. Comment les syndicats confédérés auraient-ils pu se mobiliser pour des types comme nous, privilégiés, de droite et, pour tout dire, ennemis de classe ? Eh bien, ils ont montré leur solidarité ! »

« Violerez-vous les décisions de justice ? »

« J'espère que nous n'en serons pas réduits à cette extrémité. Nous sommes astreints à un préavis de grève qui permet à la direction de trouver les avions et les équipages de remplacement et de nous trainer en référé. »

Dans ces conditions, nous pourrions supprimer le préavis. Nous serions alors condamnés à payer des millions de francs de dommages et intérêts que nous ne possédons pas. Les commandants de bord pourraient faire rouler leurs avions à 2 kilomètres à l'heure et perdre du temps au décollage ou à l'atterrissage. Nous ne déciderions de la conduite à tenir que lorsque nous commencerons, début décembre en principe, le résultat de l'appel que nous avons formé après ce jugement de Créteil.

« Alors, vous optez à nouveau l'équipement à deux ? »

« Evidemment. Les cinq dernières catastrophes aériennes prouvent la validité de nos craintes. Deux DC-9 et un King-Air-200 aux Etats-Unis, un Boeing-737 en Thaïlande et un ATR-42 en Italie se sont écrasés. Est-ce ma faute s'ils étaient pilotés à deux et si on ne peut relever dans le même temps aucun crash d'avion en équipage à trois ? A Denver, l'équipage n'a pas pris assez de précautions pour faire décoller l'avion. »

« La présence d'un officier mécanicien aurait-elle évité cette catastrophe ? »

« Aux Etats-Unis, c'est un peu spécial, l'équipage ne décide pas de partir ou non. Il faut ce que lui dit la compagnie et se contente de pousser des boutons, alors qu'en Europe rien ne remplace la vérification à trois d'une liste d'opérations. »

« Le président d'Air Inter nous a un jour répliqué que moi, me auto ou n'installait pas deux volants. En réalité, le copilote est pourtant indispensable. Les circonstances imposent parfois d'être deux plutôt qu'un en voiture et trois plutôt que deux en avion. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

Agissez tout de suite !

6,5%* PAR AN, MINIMUM GARANTI PENDANT 6 ANS.

C'EST CELA LA SECURITE GMF Vie

Vous avez choisi : le climat financier étant ce qu'il est, pour vos placements, ce sera la sécurité d'abord.

L'épargne que vous placez aujourd'hui vous vaudra avant tout pouvoir en disposer dans quelques années sans risquer de la voir baisser.

D'ailleurs, ne prendre aucun risque ne veut pas dire abandonner toute idée de profit. Cela signifie simplement que vous exigez d'abord des garanties.

La Garantie GMF Vie

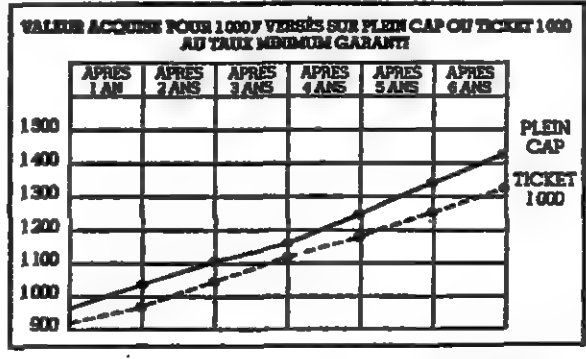
Avec Plein Cap et Ticket 1000, GMF Vie s'engage par contrat à vous verser pendant 6 ans un intérêt minimum garanti : 6,50% pour Plein Cap et 6,19% pour Ticket 1000, soit la certitude d'un rendement double de l'inflation estimée pour 1987. Ce revenu est un minimum, garanti quel qu'il arrive. Mais bien entendu il peut

aussi être bien supérieur : cela a toujours été le cas dans le passé.

Des Avantages Fiscaux

Votre argent n'est pas bloqué. Il reste à tout moment à votre disposition et en allant au bout des 6 ans prévus par votre contrat, vous bénéficiez d'une exonération totale d'impôts sur les plus values. Avantage supplémentaire, en souscrivant Ticket 1000 avant la fin de l'année vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt sur vos revenus 1987.

Aujourd'hui, pour votre argent la sécurité c'est GMF Vie. Des placements à taux d'intérêt minimum garanti ouverts à tous. N'hésitez pas. Pour en savoir plus sur Plein Cap ou Ticket 1000 et tous les avantages que vous offre GMF Vie, découpez, complétez et retournez le bon ci-dessous. (*) Valable pour Plein Cap.



GMF Vie

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

OUI, je souhaite en savoir plus sur vos placements Plein Cap et Ticket 1000. Veuillez m'adresser gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète.

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle Nom _____

Prénom _____ Age _____ Profession _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. (facultatif) _____

Merci de bien vouloir retourner ce coupon à GMF Vie - BP 479-08 - 75366 PARIS CEDEX 08

Téléphone : 42.88.17.93.



Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en

FONDS DE COMMERCE

boûtiques, bureaux, locaux commerciaux, alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le journal spécialisé depuis 42 ans

"LES ANNONCES"

En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Ménil, 75011 PARIS. TEL. (1) 48.83.36.39

QUI SÈME L'INTOLÉRANCE
RÉCOLTE LA TEMPÊTE.

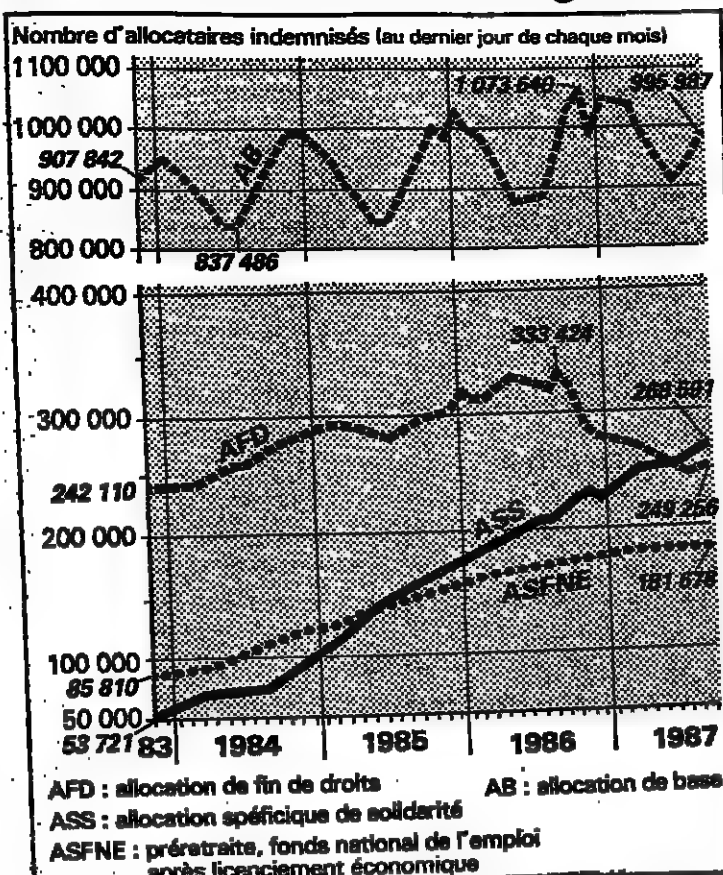
Les
L.
du nombre

Euro De act du gig pé m

هكذا من الأعمال

Économie

Les négociations pour l'UNEDIC L'irrésistible augmentation du nombre des chômeurs de longue durée



Les négociations se poursuivent entre les partenaires sociaux, le 24 novembre, pour réduire le déficit - 14,5 milliards de francs - du régime d'assurance-chômage dans les deux ans à venir. Un accord n'est pas envisageable avant le 9 décembre, date des élections prud'homales.

Au-delà de la réorption du déséquilibre financier de l'UNEDIC, les délégations syndicales et patronales devront aborder un jour la nécessaire remise en ordre des systèmes d'indemnisation. Ceux-ci sont éparpillés depuis 1984 entre le régime d'assurance-chômage, alimenté par les cotisations et le régime de solidarité, financé par le budget.

Le nombre d'allocataires de base et d'allocations de fin de droits, servis par l'assurance-chômage demeure relativement constant. A l'inverse, le nombre d'allocations de solidarité a quintuplé, l'effort de l'État étant croissant. Parallèlement, les préretraites FNE se sont développées alors que disparaissent les anciens dispositifs en faveur des salariés âgés tels que les garanties de ressources et les contrats de solidarité.

Ce changement radical s'explique aussi et surtout par l'aggravation du chômage de longue durée. Près de huit cent cinquante mille chômeurs sont inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an.

POINT DE VUE

par Francis Blanchard
directeur général
du Bureau international du travail

LES perturbations qui ont affecté les marchés financiers du monde entier ont pesé la menace d'une nouvelle récession. Elles risquent aussi de compliquer singulièrement la solution des problèmes d'ajustement (1), thème récurrent des conférences internationales et, en tout dernier lieu, de la réunion annuelle et rituelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale en septembre dernier à Washington.

Il est vrai qu'à cette occasion, comme lors de la dernière conférence de la CNUCED, en juillet à Genève, les responsables des politiques financières et économiques se sont accordés, avec d'autres, à reconnaître qu'il ne sert à rien de demander à une personne déjà sous-alimentée de se tenir un repas pour équilibrer le budget familial. Or n'est-ce pas ce qui se passe dans de nombreux pays endettés en Amérique latine et en Afrique ? Ces pays ont fait des efforts, pour certains héroïques, afin de stabiliser leurs économies, juguler l'inflation, payer leurs dettes. Ils ont comprimé leurs dépenses, imposé des mesures d'austérité particulièrement sévères, pour ne pas dire parfois insupportables, au point d'aggraver les risques d'instabilité politique.

On parle du coût de la dette. Il faut aussi parler du coût social des politiques d'ajustement qui sont devenues le maître-mot des débats entre spécialistes.

Nul ne conteste que, sous la pression de la crise, des mutations technologiques, des besoins immenses à satisfaire, l'ajustement est inévitable. Chacun s'accorde à reconnaître que les politiques d'ajustement s'imposent à tous, non seulement aux pays endettés, mais aussi aux pays industrialisés, souvent plus enclins à prodiguer des conseils aux pays du tiers-

Le salut par la croissance

monde qu'à s'imposer les mêmes disciplines. Mais il reste à convenir d'une démarche commune pour donner une « dimension humaine » aux politiques d'ajustement. Cela paraît de plus en plus largement reconnu.

Une réunion à Genève

Il est clair que l'OIT (Organisation internationale du travail) ne peut, à elle seule, régler les problèmes par le seul rappel de ses objectifs de justice sociale, ni l'UNICEF par les seuls sentiments de compassion qu'inspirent les mères et les enfants.

A l'inverse, il est clair que les économistes et les financiers ne peuvent, à eux seuls, concevoir les remèdes. Les problèmes doivent être examinés dans un cadre plus large et couvrir aussi bien les dimensions économiques, financières, monétaires que la dimension sociale. C'est à cet objectif que répond une réunion de haut niveau sur « l'ajustement structurel et l'emploi », convoquée à l'initiative du BIT (Bureau international du travail) à Genève à la fin du mois de novembre (2). Cette réunion n'est pas tout à fait conforme à la loi du genre. En effet, pour la première fois, elle rassemblera un petit nombre de pays, dont quatre grands pays industrialisés appartenant au groupe des Sept - Canada, France, Italie et Japon, - et de pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, ainsi qu'un nombre réduit de grands leaders patronaux et syndicaux venant des mêmes régions. Participeront également à cette réunion des représentants des Nations unies, du Fonds monétaire, de la Banque mondiale, de l'OCDE, de la CNUCED, du GATT ainsi que du BIT, puissance invitante.

Le thème central de cette rencontre sera l'emploi, qui, dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement, interpelle chaque jour davantage tant les gouverne-

ments que les agents économiques et les partenaires sociaux.

Alors que la crise se poursuit depuis quinze ans, aggravée ces derniers jours par la chute des places boursières et la dérive du dollar, le moment est venu plus que jamais pour les pays industrialisés de coordonner leurs politiques et de convenir de mesures pour stimuler la croissance. Le danger et la crainte de l'inflation ne peuvent être opposés systématiquement à l'obligation, plus pressante que jamais, de faire reculer le chômage et, par l'emploi, de fournir un revenu à ceux qui n'en ont pas. S'il faut raviver la croissance économique à tout prix, il faut aussi en répartir équitablement les bénéfices dans chaque pays, mais aussi en assurer les effets dans le monde en développement. Il n'est plus acceptable que le solde positif des flux de capitaux aille du Sud vers le Nord, que les prix des produits de base stagnent. Sait-on que, entre 1980 et 1985, les exportations des pays d'Amérique latine ont augmenté de quelque 30 % en volume, mais seulement de 3,5 % en valeur ?

Réduire le nombre de pauvres

le BIT, dans la documentation qu'il soumet à la réunion de haut niveau sur l'ajustement structurel et l'emploi, montre qu'une augmentation d'un point en pourcentage du

produit intérieur brut en Amérique latine et en Asie, et de deux points en Afrique, réduirait le nombre des pauvres de 200 millions, alors que, entre 1980 et 1985, quelque 60 millions, selon ses estimations, sont passés sous le seuil de pauvreté.

Les pays industrialisés à économie de marché et les pays à économie planifiée, et, parmi ces derniers, l'Union soviétique, disposent d'une puissance économique impressionnante, d'un niveau de vie élevé. Les trois continents d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Afrique sont en situation relative de faiblesse et, pour beaucoup de pays, de dépendance. Il faut leur permettre de reprendre leur souffle - c'est le problème de la dette - et d'accélérer leur croissance - c'est celui du développement. Leur croissance postule celle des pays industrialisés. Si, pour ces derniers, et en particulier pour la Communauté économique européenne, le marché unique à l'horizon 1992 représente une formidable chance, il constitue aussi un défi qui ne pourra être complètement relevé que si le tiers-monde a les moyens de mettre en œuvre des politiques d'ajustement efficaces sur le plan économique, équitables sur le plan social.

(1) Politiques qui visent à ajuster la gestion économique pour obtenir un retour à la croissance.
(2) Du 23 au 25 novembre.

ODOUL AGENT DE **dameco**
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Eurotunnel. Devenez actionnaire du plus gigantesque péage du monde.

En souscrivant à l'émission Publique d'Eurotunnel, vous deviendrez actionnaire du plus gigantesque péage du monde aux côtés d'une centaine d'investisseurs institutionnels qui comptent parmi les plus grands groupes financiers internationaux.

Des unités franco-britanniques. Vous allez pouvoir acquérir des "unités", composées chacune d'une action française et d'une action anglaise indissociables, et devenir ainsi actionnaire du groupe privé franco-britannique Eurotunnel. 40 % de l'émission de 75 milliards de francs environ, sont en effet réservés au marché financier français.

Aucun dividende ne pourra être escompté avant 1995, mais la valorisation du titre, pendant la durée de la construction, telle qu'elle peut être estimée, sur la base des dividendes prévisibles, pourrait être importante. Selon les prévisions des promoteurs du projet, le titre devrait offrir un rendement annuel moyen de quelque 17 % pendant toute la durée de la concession.

Des avantages pour les souscripteurs. A chaque unité, acquise pendant l'émission, sera attaché un bon de souscription. Dix bons de souscription donneront le droit de souscrire à une nouvelle unité entre le 15 novembre 1990 et le 15 novembre 1992.

De plus, pour les souscripteurs qui conserveront leurs titres, des conditions particulières seront consenties pour la traversée du tunnel. Des avantages croissants sont prévus pour les souscripteurs de 100, 500, 1000 et 1500 unités. L'avantage maximum consenti à ces derniers donnera droit, moyennant un forfait annuel d'environ 100 francs et un tarif de 10 francs par passage, à un nombre illimité de trajets pendant toute la durée de la concession jusqu'en 2042 pour le conducteur, sa voiture et ses passagers.

En devenant actionnaire d'Eurotunnel, vous deviendrez actionnaire du plus gigantesque péage du monde. N'attendez pas.

Eurotunnel Information, Tour Franklin, Puteaux, Cedex 11 - 92081 Paris La Défense. Minutél 3615 EUROTUNNEL. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers. (Visa n° 87.427 du 13.11.1987).



EUROTUNNEL. UN PAS DE GÉANT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IAM

INTERNATIONAL ASSET MANAGEMENT COMPANY SA
Luxembourg

DE NOUVELLES FONCTIONS POUR GUY DE MAILLY-NESLE

Guy de Mailly-Nesle, président du directoire de la BGP va être appelé à de nouvelles fonctions au sein du groupe Paribas/Banque Lambert.

Il deviendra prochainement administrateur délégué d'IAM aux côtés d'Edmond Lavel, président, de Marc Varangot, directeur général, responsable de la stratégie d'investissement. A ce titre, il sera désormais en charge de la coordination des activités de gestion entre les banques du groupe. Il sera également chargé du développement commercial d'IAM et de la recherche de nouvelles implantations, afin de renforcer les activités de gestion du groupe sur les principales places financières.

11, bd G.-D.-Charlotte, L. 1331 Luxembourg. Tél. : (352) 44-04-92.

BANQUE DE GESTION PRIVÉE SIB

MODIFICATIONS AU DIRECTOIRE

Le conseil de surveillance de la BGP, réuni le 20 novembre, a appelé Claude Vercambre, directeur des activités bancaires au groupe Paribas/Banque Lambert à succéder à Guy de Mailly-Nesle en tant que président du directoire.

26, rue de la Baume, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 40-75-62-62.

LVMH

MOÛT HENNESSY • LOUIS VUITTON

ACCORDS DE DISTRIBUTION DANS LE SUD-EST ASIATIQUE

Faisant suite à leur accord mondial de distribution, le groupe français LVMH Moët-Hennessy, Louis Vuitton et le groupe britannique Guinness Distillers mettent en place progressivement leurs structures communes de distribution aux Etats-Unis, au Japon et dans le Sud-Est asiatique.

Aux Etats-Unis, les filiales de distribution des deux groupes Schieffelin (Moët-Hennessy) et Somerset (Guinness) ont créé une joint venture Schieffelin-Somerset, en août dernier.

Au Japon, Moët-Hennessy et United Distillers Group (filiale de Guinness) ont pris ensemble une participation majoritaire dans le capital de leur distributeur commun Jardine Wine and Spirits, avec effet au 1^{er} juillet 1987.Aujourd'hui, l'ensemble des structures commerciales du Sud-Est asiatique sont réorganisées et seront opérationnelles dès le 1^{er} janvier 1988.

Deux pôles de distribution sont mis en place progressivement à Hong-kong, Singapour, en Malaisie et en Thaïlande :

- Premier pôle : autour des sociétés RicheMond, filiales de Moët-Hennessy, dans lesquelles Moët-Hennessy et United Distillers Group détient la majorité (à l'exception de la Malaisie) avec des partenaires locaux puissants. Les sociétés RicheMond continueront donc à distribuer le cognac Hennessy, le champagne Moët et Chandon, auxquels s'ajoutent désormais le whisky Johnnie Walker et le Gin Gordon et une gamme prestigieuse de vins et spiritueux.

- Second pôle : autour des sociétés Calbeck, filiales d'Inchcape, dans lesquelles Moët-Hennessy et United Distillers sont minoritaires. Ce réseau distribuera les autres marques des deux groupes parmi lesquelles le whisky Old Parr et le cognac Hine.

Les marchés du Japon et du Sud-Est asiatique connaissent un très forte croissance, ce qui a permis au cognac Hennessy de progresser de plus de 20 % cette année.

Grève
« à la japonaise »
dans quatre usines
de Mulhouse

A l'initiative de la CFDT, majoritaire à 75 %, plus de la moitié des mille huit cent cinquante salariés des quatre établissements du groupe Clemessy à Mulhouse (Haut-Rhin) ont inauguré une grève « à la japonaise », le lundi 19 novembre. Toute la journée, ils ont porté un brassard noir, tout en continuant de produire. Par la négociation, ils ont obtenu une augmentation de 1 % des salaires, une prime d'intéressement de 2 000 F et une « enveloppe promotionnelle » de 700 000 F pour les bas salaires. Le groupe Clemessy, souligne la CFDT, « a réussi cette année son meilleur résultat depuis une dizaine d'années ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FINANCIÈRE

SAULNES-CHÂTELLON

Echange des actions

Chiers-Châtillon

contre des actions financières

Saulnes-Châtillon

Il est rappelé que la société Chiers-Châtillon a été absorbée par la Compagnie Industrielle et Financière de Saulnes, qui a pris à cette occasion la dénomination de Financière Saulnes-Châtillon.

Les actions Chiers-Châtillon seront échangées à partir du 23 novembre 1987 à raison de 11 actions Financière Saulnes-Châtillon pour 10 actions Chiers-Châtillon.

Les nouvelles actions Financière Saulnes-Châtillon seront cotées au marché à terme mensuel de la Bourse de Paris de cette même date du 23 novembre 1987.

Les actions Chiers-Châtillon resteront cotées sur le marché au comptant pendant le temps nécessaire pour faciliter l'échange.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRERenseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Économie

La fin de laborieuses négociations

Les banques accordent au Nigéria un rééchelonnement de sa dette

Dans l'interminable processus des rééchelonnements de la dette du Nigéria (plus de 22 milliards de dollars), un verrou vient de sauter. L'accord que les représentants de Lagos ont signé, le lundi 23 novembre, à Londres, avec le comité de coordination de quelque 250 banques créancières met fin à près d'un an de discussions complexes et tortueuses. Dans ces grandes lignes, cet accord était déjà défini fin 1986. Il prévoit l'étalement dans le temps des remboursements sur les échéances 1986-1987 (1,55 milliard de dollars) et sur les lettres de crédit (2,4 milliards de dollars) ainsi qu'une petite enveloppe de 320 millions de dollars de nouveaux crédits.

Cet accord constitue un ballon d'oxygène vital pour le Nigéria dont les recettes pétrolières qui représentent quelque 90 % des recettes en devises et 80 % des recettes budgétaires sont tombées de 24 milliards de dollars en 1980 à 5,6 milliards en 1986 et sans doute guère plus de 6 milliards cette année. Il ne constitue pas pour autant une panacée, tant d'en fait. Pour assainir durablement ses relations avec ses créanciers, les dirigeants de Lagos devront trouver un compromis sur un dossier qui empoisonne les discussions depuis l'arrivée au pouvoir du président Ibrahim Babangida lors du coup d'Etat d'août 1985, celui des arriérés accumulés sur des billets à ordre représentant au total plus de 9 milliards de dollars.

Ces lettres de crédit non garanties recouvrent parfois des opérations douteuses conduites sous le sceau de l'économie : levée de la Banque centrale nigérienne refuse parfois d'en reconnaître la légitimité. Parallèlement aux discussions avec les banques, des négociations se poursuivent et devraient aboutir, selon certains instituteurs de crédit, au début de 1988.

D'ici là les positions de la Banque centrale et des créanciers qui ont revendiqué, auprès de la Chase Manhattan Bank 7 milliards de dollars d'avoirs sur Lagos devraient avoir suffisamment avancé pour que, frustrée mais réconciliée, chaque partie parvienne à clore le dossier sur une coté sans doute mal taillée. Pour le moment les Nigériens proposent une solution aboutissant à repayer près de 2 milliards de dollars de lettres de crédit. Les Japonais qui ont plus que d'autre recouru à ce mode de pratique, hors garantie, risquant d'être les plus touchés.

Dans les semaines à venir, les dirigeants nigériens devront également éclaircir leur situation avec le Club de Paris. L'accord-cadre signé le 17 décembre 1986 n'a pas encore été entériné par tous les créanciers publics de Lagos, et ceux qui, jouant la carte du redressement nigérien

ont, comme la Grande-Bretagne ou la France, précautionneusement rouvert le robinet des crédits garantis se plaignent de retards de paiement. Avant d'envisager un nouvel accord pour les années 1988-1989 sur la base d'une entente avec le Fonds monétaire international sur la poursuite du programme de rigueur mis en place depuis la mi-1986, les Nigériens devront normaliser leurs rapports avec leurs créanciers publics également.

Une politique d'austérité
Un processus laborieux pour un gouvernement qui a quelque raison d'être d'être de ne pas toucher les dividendes de ses efforts d'austérité. Au cours des dix-huit derniers mois, l'équipe Babangida a mené une véritable révolution tranquille, introduisant des changements fondamentaux dans pratiquement tous les secteurs de l'économie : levée de la quasi-totalité des contrôles de prix, encouragement à la production agricole sacrifiée du temps du mirage pétrolier, instauration d'un double marché des changes aboutissant à une dévaluation de quelque 70 % de la devise nationale, le naira, tous les ingrédients des recettes chères au FMI se retrouvent dans la politique appliquée fermement mais sous couvert de décisions purement nationales.

Le crédit que le FMI était prêt à offrir à Lagos a été refusé pour ménager une opinion publique particulièrement hostile à ce qu'elle considère comme les ingérences du Fonds. La Banque mondiale a certes pris en partie la relève et a versé les 200 millions de dollars en 1985 à 1 milliard au cours de chacune des trois années à venir. Mais les investisseurs, dont ce géant africain de 105 millions d'habitants a plus que jamais besoin pour renouer avec la croissance - les industries tournent actuellement à moins de 30 % de leur capacité de production - ne reprennent toujours pas le chemin de Lagos. Le gouvernement a promis de privatiser une centaine d'entreprises et étudie un plan de conversion de dettes en prises de participation pour attirer, en pure perte pour le moment, les capitaux étrangers.

La crise financière et monétaire des dernières semaines s'est traduite par une chute libre des cours de la dette sur le marché parallèle. Évalués à quelque 25 % de leur cours nominal, les créances nigériennes permettraient aux investisseurs d'assurer à bon compte des investissements productifs. Mais les acheteurs étant inexistant, une telle cotation reste pour le moment théorique. Ce qui n'est pas le cas des difficultés d'un pays qui peut estimer avoir prouvé sa bonne volonté en appliquant scrupuleusement la thérapie des organisations multilatérales.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Les pourparlers avec le FMI

Les cinq conditions

brésiliennes

Dans un entretien au quotidien *A Folha*, de São Paulo, le ministre brésilien des finances, M. Luiz Carlos Bresser Pereira, a précisé les cinq conditions préalables à la signature d'un accord avec les banques créancières de Bêlail : pas de lien direct entre un tel accord et une entente avec le Fonds monétaire international ; approbation de la proposition de conversion d'une part de la dette extérieure en bons à long terme ; *spread* (taux de risque) inférieur à celui appliqué par les banques sur l'Argentine et le Mexique ; plafonnement des taux d'intérêt ; volume de refinancement adéquat. Ces deux derniers points sont « négociables », selon le ministre, qui reconnaît n'être pas en mesure de « vouloir tout en même temps ».

EN BREF

Logement

L'UNIL en désaccord avec M. Méhaignerie sur la réforme du 1 %. - L'UNIL (Union nationale interprofessionnelle du logement) a manifesté, le 23 novembre, son désaccord avec le projet de loi sur la réforme du « 1 % logement » présenté par le ministre du logement, M. Méhaignerie. Ce projet, qui prévoit la création d'une « agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction », s'écarte, selon l'UNIL, « de l'esprit ayant prévalu lors des discussions préliminaires ». L'UNIL observe ainsi que la disparition des pouvoirs réglementaires de la nouvelle agence, « en la forme prévue », remet en cause la signification de la réforme proposée. Le « 1 % logement » est une taxe versée par les entreprises privées de plus de dix salariés, qui représente 0,77 % du total de la masse salariale (115 milliards de francs actuellement).

Social

Les usines Thomson de la région grenobloise bloquées par des piquets de grève. - A la suite de l'annonce de la suppression de trois cent cinquante-trois emplois dans deux des quatre usines grenobloises du groupe Thomson (le Monde daté 22-23 novembre), une assemblée générale du personnel a décidé, le 23 novembre, de bloquer les entrées des établissements par des piquets de grève. L'action a été lancée à l'appel de la CGT et de la CFDT pour une durée de vingt-quatre heures, et devait être suivie d'un nouveau vote. Thomson emploie deux mille cent cinquante personnes dans la région grenobloise, dont mille cinq cent cinquante dans les centres de fabrication de semi-conducteurs visés par le plan de réduction d'effectifs.

Presse

L'édition internationale du « Financial Times » imprimée en France. - L'édition internationale du quotidien économique et financier britannique *Financial Times*, sera imprimée à Roubaix par Nord-Eclair, l'un des quotidiens régionaux du nord de la France contrôlés par le groupe Hérault. Plus de trente mille exemplaires du *Financial Times* sortiront de l'imprimerie de Roubaix pour être diffusés en France, en Belgique et aux Pays-Bas. Le quotidien britannique a déjà deux sites d'impression décentralisés pour son édition internationale : l'un à Francfort, l'autre à Bellmère, aux Etats-Unis, dans le New Jersey.BOURSE : FAUT-IL SUPPRIMER
LES MARCHÉS
A TERME ?SCIENCE • VIE
ECONOMIE

- DECEMBRE

Ordinateurs

L'hebdomadaire informatique
au format NEWSCETTE SEMAINE
EN SUPPLÉMENT
UN MAGAZINE MACLe Monde
sur minitel

BOURSE :

Plus que jamais, surveillez votre portefeuille

36.15 TAPEZ LEMONDE

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Étoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-35 +

UNI-ASSOCIATIONS
Assemblée Générale Ordinaire

Les actionnaires de la SICAV UNI-ASSOCIATIONS sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 9 Décembre 1987, à 10 Heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole - 91/93 Boulevard Pasteur - 75015 PARIS, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice social clos le 30 septembre 1987
- 2 - Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes
- 3 - Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987
- 4 - Affectation des résultats et fixation du dividende
- 5 - Ratification de la cooptation d'un Administrateur
- 6 - Renouvellement du mandat d'un Administrateur.

Si l'Assemblée Générale le décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 30 septembre 1987 s'élèvera à F. 4,93 composé d'un dividende net de F. 4,92 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F. 0,01.

Ce dividende sera mis en paiement le 19 Décembre 1987. Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV UNI-ASSOCIATIONS à prendre contact avec leurs agences du Crédit Agricole afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 4 Décembre 1987.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 16 Décembre 1987 à 10 Heures à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 91/93 Boulevard Pasteur 75015 PARIS.

CRÉDIT
AGRICOLE
SÉGESPAR/TITRES

Le bon sens en action

مكتبة جامعة القاهرة

FUMEURS, NON-FUMEURS LA LIBERTÉ C'EST RÉCIPROQUE.

Non-fumeurs, vous êtes libres de ne pas fumer.
Nous, libres de fumer. Bien sûr, sans vous gêner.
Question de savoir-vivre et de responsabilité.
Pour mieux respecter votre liberté, les fumeurs
prennent l'initiative.

FUMEURS: SOYONS LES PREMIERS A RESPECTER LES NON-FUMEURS.

1. SOYONS RESPONSABLES

Fumer est un plaisir, ne l'imposons pas.

2. SOYONS PRÉVENANTS

Fumer, c'est d'abord ouvrir le dialogue. Avant
d'allumer cigarette, cigare ou pipe, assurons-nous
que cela ne dérange pas.

3. SOYONS ATTENTIFS

Fumer, c'est aussi tenir compte des autres.
Veillons à ce que notre fumée n'importune pas.

4. SOYONS RESPECTUEUX

Fumer est une liberté. Mais elle ne peut s'exercer
que dans le respect de son entourage.

5. SOYONS TOLÉRANTS

Fumeurs et non-fumeurs vivent ensemble. Si
notre cigarette gêne, acceptons de la fumer plus tard.

Marchés financiers

BOURSE DU 24 NOVEMBRE

**Cours relevés
à 14 h 58**

[illegible]**Comptant** (sélection)

SICAV (selection)

23/11

VALEURS	% de taux	% de dividende	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Émission Préal. incl.	Rachet net	VALEURS	Émission Préal. incl.	Rachet net	VALEURS	Émission Préal. incl.	Rachet net
Obligations																				
Exp. 7 1/2 1973	9896		Comcast (N.Y.)	194	196	Loews (N.Y.)	1160	1160	San Fin. del CP	291 10	290	A.A.A.	678 98	683	Francis Johnson	9439 32	9181	Oldies (N.Y.)	100329 21	97074
Exp. 8 1/2 1977	122 60	4 422	Comcast (N.Y.)	110	112	Loews (N.Y.)	800	822	Shelton	912	911	Acadia	178 77	174 93	Francis Johnson	1365 38	1365 38	Oldies (N.Y.)	1343 20	1316 35
8 1/2 1978	100 10	3 962	Chenoweth (N.Y.)	800		Machine Int.	31 20	30 60	Texas-Austin	1032	1030	Acadia	377 87	370 83	Oldies (N.Y.)	377 87	370 83	Oldies (N.Y.)	377 87	370 83
10 1/2 1979	126 30		Chenoweth (N.Y.)	128 80	129	Machine Int.	181		Texas-Austin	380	386	Acadia	335 53	310 77	Oldies (N.Y.)	10700 11	10700 11	Oldies (N.Y.)	1102 42	1086 47
12 1/2 1979	104 70	1 576	C.I.C. Finance del	340	346	Machine Int.	85	85	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
14 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	885	700	Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	576 92	558 07	Oldies (N.Y.)	808 43	820 91	Oldies (N.Y.)	740 57	740 57
15 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
16 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
17 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
18 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
19 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
20 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
21 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
22 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
23 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
24 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
25 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
26 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
27 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
28 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
29 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
30 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
31 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
32 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
33 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
34 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
35 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
36 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
37 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
38 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
39 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
40 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
41 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
42 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
43 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
44 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
45 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
46 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
47 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
48 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
49 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
50 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
51 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
52 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
53 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
54 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
55 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
56 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
57 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
58 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
59 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
60 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
61 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
62 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
63 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
64 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
65 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
66 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
67 1/2 1979	100 10	3 962	C.I.C. Finance del	340		Machine Int.	211	224	Texas-Austin	380	386	Acadia	480 40	471 71	Oldies (N.Y.)	235 25	235 25	Oldies (N.Y.)	322 48	322 48
68 1/2 1979																				

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c: coupon détaché - o: offert - " : droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Tunisie : découverte d'un complot. 5 Les Hongrois en quête de pluralisme. 6 Chine : M. Li Peng, premier ministre par intérim. 9 Haïti avant le scrutin présidentiel du 29 novembre.	10 Avant le 26 ^e congrès du PCF. — L'attitude du FN à Marseille pour le second tour. 11 La discussion budgétaire au Sénat. 12 Le débat au sein du PS. 13 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie à l'Assemblée nationale.	14 Une affaire de fausses factures à Lyon. 18 Sports : le budget des Jeux d'Albertville. — La politique ambitieuse du CNRS. DÉBATS 2 « Logement : calmer le jeu », par Paul Quilès.	19 Le Dernier Empereur, de Bernardo Bertolucci. — « Trois siècles de portraits », à Toulouse. 20 « Dégénération », par Bernard Frank. 21 Les prix littéraires. — Communication : l'inculpation de Pascal Valléry-Radot.	40 La situation sur les marchés financiers. 41 La polémique autour du droit de grève. 43 Point de vue : « La salut par la croissance », par Philippe Blanchard. 44 Réajustement de la dette du Nigeria. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 28 à 39 Campus 18 Carnet 24 Echecs 24 Loto sportif 24 Météorologie 23 Mots croisés 23 Radio-Télévision 23 Spectacles 22	« Chaque matin, le minijournal JOUR « Femina, Média : avec vous gère ? LOTD « Abonnez-vous au Monde ABO Actualité International Sport 3615 Tapez LEMONDE La Revue du Monde est ouverte mais sur 3615 + CM 16

M. Balladur reporte la date limite de l'appel d'offres pour l'UAP

Un avis du ministère de l'économie publié au *Journal officiel* du 24 novembre repousse la date limite de remise des offres d'achat des actions de l'Union des assurances de Paris (UAP), prévue pour ce jour par le *Journal officiel* du 23 octobre.

Cet avis correspond aux intentions exprimées le 12 novembre par M. Balladur, qui avait annoncé que la privatisation de l'UAP n'aurait pas lieu cette année. Un nouveau cahier des charges de la vente de gré à gré de 30 % de l'UAP, remplaçant celui proposé le 23 octobre, pourra être retiré au ministère de l'économie.

La date limite de réception des offres d'achat sera portée ultérieurement à la connaissance des candidats avec un préavis de huit jours. M. Balladur avait déjà procédé à un report équivalent pour la SCOR (Société commerciale de réassurance) la semaine dernière.

Djibouti

Un nouveau gouvernement a été formé

Le président de la République de Djibouti, Hassan Gouled Aptidon, a formé, lundi 23 novembre, un nouveau gouvernement. Le précédent avait été dissous par décret présidentiel le 17 novembre.

Conduite par le premier ministre du gouvernement sortant, M. Barakat Gourad Hamadou, la nouvelle équipe passe de 14 à 16 membres. Sept nouvelles personnalités font leur entrée dans ce gouvernement, qui compte par ailleurs 4 sortants. Le ministère de la défense nationale, vacant depuis novembre 1986 à la suite du décès de son titulaire, a été notamment attribué à un nouveau député, M. Houssein Barakat Siraj.

Un nouveau ministère du port et des affaires maritimes a été créé et va à l'ancien ministre des travaux publics, M. Bourhan Ali Warki. Quant au ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, il a été scindé en deux, un nouvel arrivant, M. Omar Chirouh Abasa, recevant la jeunesse, les sports et les affaires culturelles tandis que l'éducation nationale reste à son précédent titulaire, M. Souleiman Farah London.

Le premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, devra « coordonner les activités économiques des secteurs privé et public, inciter les mesures de développement économique et social et tenter de réaliser un meilleur équilibre dans la programmation des projets de développement entre les différentes régions du territoire national ».

Les titulaires des portefeuilles de l'intérieur, des affaires étrangères et de la coopération, ainsi que des finances, restent inchangés. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 24 novembre 1987 a été tiré à 550 907 exemplaires

Mobilisation sans précédent contre l'IRA en Ulster et en République d'Irlande

Des milliers de soldats et de policiers recherchent des caches d'armes

LONDRES
de notre correspondant

Des informations en provenance de France sont à l'origine de la plus grande opération anti-IRA jamais menée conjointement en Irlande du Nord et en Irlande du Sud. En effet, plusieurs milliers de policiers et de militaires sont, lundi 23 novembre, ratisés le terrain et fouillés des centaines de maisons des deux côtés de la frontière. Ils étaient 7 000 au sud, parmi lesquels 2 500 soldats. Les autorités britanniques n'ont pas rendu public les effectifs mobilisés de leur côté.

Les services français ont transmis à Londres et à Dublin, les comptes rendus des interrogatoires des cinq membres irlandais de l'équipage du caboteur *Eksund-II* battant pavillon panaméen arraisonné le 30 octobre au large de la Bretagne, alors qu'il transportait 150 tonnes d'armes chargées en Libye et destinées à l'IRA. Un des Irlandais détenus à Paris aurait fait une confession détaillée en présence des policiers irlandais et britanniques venus spécialement dans la capitale française pour le questionnaire.

Selon ce témoignage, quatre caravanes comparables à celle de l'*Eksund-II* auraient été déchargées secrètement dans l'Ile en 1985 et en 1986, et se trouveraient dans des caches réparties des deux côtés de la frontière. Ce matériel « dormant » serait à la fois sophistiqué et considérable. Il comprendrait des véritables armes de guerre notamment des missiles anti-aériens Sam-7, dont une vingtaine ont été découverte dans les cales de l'*Eksund-II*.

Show policier ?

L'opération de lundi a été spectaculaire à souhait et largement retransmise par les chaînes de télévision britanniques. Elle devait se poursuivre tout au long de la semaine. Des milliers de fermes et de granges ont été, ou vont être inspectées, dans les comtés limitrophes de la frontière. Les soldats, guidés des deux côtés par des spécialistes des services de renseignements, passent leur temps à retourner le sol à la pioche dans l'espoir de tomber sur une de ces fameuses caches.

Le butin est pourtant jusqu'ici équivalant à zéro, ce qui incite à se poser quelques questions. Pourquoi l'IRA aurait-elle gardé depuis deux ans ces armes perfectionnées sans en faire usage ? L'armée républicaine s'est-elle bien repus livraison de ces missiles capables d'abattre un hélicoptère ou de percer un blindage d'acier épais de 10 centimètres ?

En revanche les bénéfices politiques de cette opération conjointe paraissent plus évidents. Il s'agit de prouver aux opinions publiques des deux côtés de la frontière que l'accord anglo-irlandais de novembre 1985 établissant une collaboration des services de sécurité permet des actions communes concrètes contre le terrorisme. Dublin a donné le maximum de retentissement à ce ratisage au nom de la lutte antiterroriste.

Les dirigeants loyalistes protestants en Irlande du Nord ont aussitôt jugé cet empiètement plutôt suspect.

« Quand on annonce une action de cette façon, cela aboutit à alerter ceux qui ont quelque chose à cacher », a commenté lundi M. James Molyneux, dirigeant du Parti officiel unioniste, la principale formation protestante d'Irlande du Nord. « Je me demande s'il ne s'agit pas d'un coup de pub destiné à redonner un peu de vigueur à un accord anglo-irlandais qui a échoué », a renchéri de son côté M. Ken Maginnis, député unioniste de la circonscription qui comprend Enniskillen où une bombe posée par l'IRA a fait onze morts le 8 novembre.

L'opinion protestante en Irlande du Nord est violemment opposée à l'accord de 1985 qui, en échange de

cette coopération policière, donne à Dublin un certain droit de regard sur les affaires intérieures de la province et laisse très vaguement entrevoir une possible réunification de l'Ile. Londres et Dublin se tiennent fermement à la lettre de cet accord mais celui-ci est difficile à faire entrer dans les esprits et dans les mœurs.

L'opération permet surtout aux autorités britanniques, sous couvert d'action conjointe, d'interpeller et d'interroger des responsables du parti Sinn Féin, l'aile politique légale de l'IRA. Dans ce domaine la disposition est évidente. Une quarantaine de personnes ont été interpellées lundi à l'aube en Irlande du Nord, parmi lesquelles vingt membres du Sinn Féin dont cinq conseillers municipaux, alors que le bilan des arrestations en République d'Irlande s'élève à... cinq personnes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

ÉTATS-UNIS : les mutineries de détenus cubains

Washington propose de suspendre le rapatriement des réfugiés indésirables

Washington. — Le gouvernement américain a offert lundi 23 novembre de suspendre temporairement la décision de rapatrier les Cubains indésirables aux États-Unis, a annoncé l'attorney général (le ministre de la justice), M. Edwin Meese. Cette proposition fait suite à la mutinerie de détenus cubains qui a débuté samedi dans le centre pénitentiaire d'Oakdale en Louisiane (le *Monde* du 24 novembre) et s'est étendue lundi dans celui d'Atlanta en Géorgie. Les mutins protestent contre l'accord américano-cubain qui prévoit le retour à La Havane de quelque deux mille cinq cents réfugiés en échange de la délivrance de visas pour les candidats cubains à l'émigration.

A Oakdale, la situation était toujours tendue lundi. Un millier de prisonniers détiennent vingt-cinq employés et gardiens du centre en otage. Ils ont, semble-t-il, durci leurs exigences en assurant, avant la déclaration de M. Meese, qu'ils tueraient leurs otages s'ils n'obtenaient pas leur libération et le droit de vivre sur le territoire américain sans être l'objet de poursuites. Plus de six cents policiers entourent toujours le centre. Selon l'un d'eux, « ces gens-là n'ont rien à perdre. Ils feraient probablement plusieurs jours pour trouver une solution ».

A Atlanta, dans la prison située en plein cœur de la ville, une partie des mille cinq cents prisonniers se sont également révoltés lundi en mettant le feu à l'un des bâtiments pénitentiaires. Selon le témoignage d'un journaliste de télévision qui se trouvait sur place, Mark Pichard de WSB-TV, la révolte aurait fait un mort parmi les détenus, et douze autres personnes auraient été blessées. Les mutins détiendraient en otage soixante-quinze employés du centre. — (AFP, Reuter, UPL.)

LES OASIS FISCALES DE LA C.E.E.

SCIENCE • VIE ÉCONOMIE

Préservez votre dos fragile avec le nouveau sommier **TRECAFLEX** de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à lattes flexibles, d'une progressivité incomparable, inclinable tête et pied. (toutes dimensions)

C'EST L'ULTIME ÉTAPE DU PROGRÈS INTERROGEZ VOTRE MÉDECIN

CAPÉLOU 37, Avenue de la République 75011 PARIS. Tél. : 43.57.46.35 Métro : PARMENTIER

Sur le vif

Les brutes !

« Ah, c'est toi ? C'est moi. Si tu savais... Pierre-François !
— Qu'est-ce qui se passe ?
— Il m'a cogné, assommé à coups de poing, à coups de pied.
— Encore ?
— Oui, mais là, c'est à cause de toi et de ton canard de crotte.
— Tiens, voilà autre chose ! Qu'est-ce qu'on a fait ?
— Un article signalant l'ouverture de dispensaires pour les brutes domestiques.
— Des fois qu'ils se blessent en vous tapant dessus ?
— Oui, enfin non, c'est plutôt pour les aider à réparer les pots cassés. Tiens, hier, on venait à peine de se mettre à table, je lui parle de ce papier, comme ça en passant, il se fout en boule : de quoi je me mêle, il m'accuse de balancer la soupe à la figure. Manque de bol, elle se fracasse sur mes lunettes et il me tombe dessus à bras raccourci.
— Toujours pour l'apprendre à l'occuper de tes fesses ?
— Non, là, c'est à cause de la soupe. Faut comprendre, il y tenait, elle lui venait de sa mère.
— Et tu crois que dans ces centres d'accueil on leur montre comment recoller les morceaux ?
— Ouais, mais c'est long. Et c'est cher. C'est de la psychologie de groupes. Des groupes de parole, remède à la violence. A raison de quatre personnes, à 100 balles, une fois par semaine. Ils devraient normalement suivre à raison de leur ménage.
— Si s'agit que de leur ménage, ça va ! Pas difficile ! Elles sont résistantes... Les femmes battues, regarde-toi, résistantes et attentionnelles. Elles se remettent à leur cuisine, à leur coup... de couc...
CLAUDE SARRAUTE.

M. Chalandon dénonce « les pressions » exercées par le chef de l'Etat sur la justice

Le garde des sceaux, M. Albéric Chalandon, a annoncé, mardi 24 novembre, que le gouvernement n'envisage pas de déposer un projet de loi pour réglementer le droit de grève.

Il s'en est également vivement pris, sur Europe 1, au président de la République qui a menacé, lundi, de saisir le Conseil constitutionnel si l'on portait atteinte à ce droit de grève, prévu dans la Constitution.

M. Chalandon estime que le président a entrecroisé « une forme de pression » sur la justice, à deux reprises notamment. Il a cité le conflit à Air-Inter et l'affaire des Irlandais de

Vincennes avec le commandant Frossard.

« Il va de soi, à la M. Chalandon, que lorsque le chef de l'Etat fait l'usage de son droit de proposition de loi, il doit respecter les règles de la procédure législative, et ne pas se laisser influencer par des pressions de quelque nature qu'elle soit. C'est la seule façon de garantir l'indépendance de la justice, d'être impartial — il l'a dit d'ailleurs lui-même — on peut effectivement considérer ça comme une forme de pression ».

« De même lorsque, lundi, il parle du droit de grève comme il l'a fait, alors que la décision de tribunal de Boulogne va probablement venir devant la cour d'appel, on peut penser aussi qu'il y a une pression », a ajouté le ministre.

Un incident chimique à Huningue (Haut-Rhin)

Un nuage acide s'est échappé des usines Sandoz

MULHOUSE
de notre correspondant

Depuis l'incendie des entrepôts Sandoz, le 1^{er} novembre 1986, la moindre alerte dans la chimie bâloise prend des proportions démesurées. Cela s'est confirmé, lundi 23 novembre en fin d'après-midi, après un incident survenu à l'usine Sandoz de Huningue (Haut-Rhin), d'où s'est échappé un nuage d'acide chlorhydrique.

Une nouvelle affaire Sandoz, alors que toutes les « victimes » de l'incendie de Schweitzerhalle de l'automne 1986 vont tout juste d'être indemnisées ? Cette fois, l'incident a été bien moins grave. Selon le groupe chimique suisse, « un réacteur s'est emballé » dans l'usine spécialisée dans la fabrication de colorants, « provoquant un dégagement toxique d'acide chlorhydrique gazeux dans l'atelier ». Le nuage n'a pas provoqué d'incendie mais s'est échappé dans l'atmosphère par une cheminée et a stagné

pendant environ trois heures au-dessus de l'usine.

L'incident, qui s'est produit peu après 17 heures, a cependant nécessité l'intervention des pompiers de Sandoz-Bâle et de Saint-Louis, ainsi que ceux de Roche et de Ciba-Geigy, deux autres entreprises chimiques de la place bâloise. Les pompiers ont isolé le bâtiment par un mur d'eau, piégeant le gaz qui a été aspiré par le système d'aération de l'usine vers la station de traitement des industries chimiques de Bâle. Peu après 20 heures, la situation était maîtrisée, et la population, qui avait été invitée à rester confinée chez elle, pouvait se déplacer.

Le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon, qui a été « immédiatement informé de l'accident », a demandé au préfet de Haut-Rhin de « lui faire parvenir dans les plus brefs délais le rapport de l'inspection des installations classées sur les causes et les circonstances de l'accident ».

BERNARD LEDERER.

(Publicité)
MÉDECINE - PHARMACIE
CLASSE PRÉPARATOIRE
d'octobre à juin, à temps complet. Sections scientifiques (D.C.) ou littéraires (A.B.). Depuis 1967, la première préparation de France. Documentation contre trois timbres.
CEPES 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly 47.45.03.19 ou 47.22.94.94.

LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.
LES AUTRES PÉDALENT DANS LE

Une extension à 5 Mo. gratuite pour tout achat d'un Macintosh II couleur et D.D. 40 Mo., soit 60 290 F HT

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4^e • 42 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91 37 25 03

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F

3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS SUR MESURE
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-41.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Manifestation devant l'ambassade de Roumanie à Paris

Une centaine de Roumains ont manifesté contre « la dictature communiste » et contre le régime du président Ceausescu, le lundi 23 novembre en fin d'après-midi, devant l'ambassade de Roumanie, à Paris. A côté d'un grand drapeau de l'ancien royaume de Roumanie, les manifestants avaient déployé une banderole sur laquelle on pouvait lire « Liberté pour les Roumains » et « solidarité avec Brasov ». Les manifestants ont également réclamé la « libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes arrêtées » après les émeutes qui ont eu lieu le 15 novembre à Brasov.

Trois policiers blessés au cours d'une interpellation. — Alors qu'ils procédaient à une interpellation, lundi 23 novembre, peu après 17 heures, dans un bar situé 156, rue Oberkampf, à Paris (11^e), trois inspecteurs du commissariat du quartier de la Folie-Méricourt ont été agressés, à coups de couteau, par deux hommes, arrêtés par la suite et dont les identités n'ont pas été communiquées.

Formation Gratuite chez Duriez-Micros

PAS DE COMPLEXE ! L'initiation est accessible à toutes les formes d'intelligence. Duriez vous met le pied à l'étrier au moyen d'une formation sérieuse et professionnelle (Centre Agé Formation Permanente).

Pour tout achat d'un Traitement de Texte Amstrad 8250, 8512 et/ou 9512, Duriez vous offre une demi-journée de formation gratuite sur le logiciel Lotus 1-2-3.

Avec un compatible PC1512 ou 1640 Duriez vous offre une journée de formation gratuite pour bien maîtriser votre micro.

3, rue La Boétie (8^e)
et toujours 112-132, bd St-Germain, 6^e (Odéon)